

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 décembre 2015
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 21 décembre 2015, adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Groupe
d'experts sur la République centrafricaine
reconduit dans son mandat par la résolution
2196 (2015)**

Les membres du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2196 (2015), ont l'honneur de transmettre ci-joint, conformément au paragraphe 17 c) de la résolution 2196 (2015), le rapport final sur ses travaux.

Présenté au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2127 (2013) le 6 novembre 2015, celui-ci l'a examiné le 20 novembre.

Le Groupe d'experts serait reconnaissant au Président de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et le faire distribuer comme document du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts
sur la République centrafricaine
reconduit dans son mandat
par la résolution 2196 (2015)
du Conseil de sécurité
(*Signé*) Aurélien **Llorca**

(*Signé*) Mélanie **De Groof**
Experte

(*Signé*) Paul-Simon **Handy**
Expert

(*Signé*) Ruben **de Koning**
Expert

(*Signé*) Carolina **Reyes Aragon**
Experte

* Nouveau tirage pour raisons techniques (29 décembre 2015).



Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2196 (2015) du Conseil de sécurité

Résumé

Deux ans après que le Conseil de sécurité a adopté sa résolution 2127 (2013) le 5 décembre 2013, lointaines demeurent toutes perspectives de paix et de sécurité en République centrafricaine (RCA), une nouvelle vague de violence provoquée par des groupes armés fin septembre étant venue briser net l'élan suscité en mai 2015 par le Forum de réconciliation nationale de Bangui.

Motif pris également de cette recrudescence de la violence dans Bangui depuis le 26 septembre, des groupes de l'ex-Séléka feront mouvement vers le sud en direction de la capitale, comme en mars 2013. Cette fois-ci, les forces internationales réussiront à stopper leur progression à Sibut, localité située rien qu'à 188 kilomètres au nord-est de Bangui. Toutefois, le fait que des éléments armés de l'ex-Séléka puissent se déplacer en toute liberté dans des zones où sont déployées les forces internationales et que leurs chefs puissent aller et venir sans entrave entre la RCA, le Soudan et le Tchad, dit assez que la force de maintien de la paix présente dans le pays souffre de limites et combien les États voisins sont impuissants ou peu attentifs à surveiller leurs frontières et à mettre en œuvre les résolutions et sanctions du Conseil de sécurité.

Cette nouvelle flambée de violence est également venue mettre un coup d'arrêt au processus politique qui avait accouché d'un projet de nouvelle constitution et d'une nouvelle loi électorale. Les élections étaient censées venir officiellement clore la deuxième période de transition en 2015, mais les factions radicales ex-Séléka de Nourredine Adam et les groupes antibalaka proches de l'ancien Président François Bozizé, alliés de circonstance, exigent maintenant une troisième transition.

L'exigence de prolongation de la période de transition sera avancée pour la première fois début 2015 lors de pourparlers de paix parallèles organisés à Nairobi sans l'aval des autorités de transition de la République centrafricaine. Ont pris part à ces pourparlers Nourredine Adam et François Bozizé, tous deux sous le coup de sanctions, qui se sont rendus sur place en violation de l'interdiction de voyager dont ils sont l'objet, accompagnés des membres de leur premier cercle et des commandants des principaux groupes armés. Menés sous les auspices de Denis Sassou Nguesso, Président du Congo en sa qualité de médiateur international, avec le concours de la présidence du Kenya, les pourparlers de Nairobi, qui auront pleinement occupé les principales parties au conflit pendant quatre mois sans dégager la moindre solution d'ensemble, finiront par faire capoter l'accord de désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration issu du Forum de Bangui.

La majeure partie du pays échappant à l'autorité de l'État, des membres des forces de sécurité et de l'armée tchadiennes agissant isolément se sont illégalement introduits en territoire centrafricain où ils commettront des violations des droits de l'homme sur la personne de Centrafricains. En outre, le Soudan ne surveillant pas ses frontières, l'Armée de résistance du Seigneur, née en Ouganda, a pu trouver sanctuaire dans l'enclave de Kafia Kingi, zone que se disputent le Soudan et le Soudan du Sud, ne pouvant ainsi être inquiétée par la Force régionale d'intervention de l'Union africaine. C'est de ce sanctuaire que Joseph Kony et son premier cercle

dirigent les opérations de pillage et de braconnage auxquelles le dernier carré de chefs qui lui sont restés fidèles se livrent en RCA et jusqu'au nord de la République démocratique du Congo, d'où ils ramènent ivoire, or et diamants, toutes activités auxquelles se livrent également des braconniers soudanais, et ce, parfois en concurrence avec l'Armée de résistance du Seigneur.

Dans l'ouest de la RCA, la menace contre la sécurité vient principalement du Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC), dirigé par Martin Koumtamadj, alias Abdoullaye Miskine, dont les attaques meurtrières le long du principal axe d'approvisionnement de Bangui depuis le Cameroun viennent paralyser l'économie du pays. Élargi de Yaoundé en novembre 2014 en échange de la libération d'otages retenus par le FDPC, Miskine vit maintenant en liberté à Brazzaville tandis que son groupe retient toujours 16 citoyens camerounais pris en otage en mars 2015.

Partout dans le pays, les groupes armés continuent de se financer grâce au commerce de ressources naturelles. Prélèvement d'impôts et taxes, dispositifs de sécurité et administration parallèles sont monnaie courante dans les zones contrôlées par l'ex-Séléka. L'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) du « Général » Ali Darrassa Mahamat profite largement de la production d'or autour de Bambari et du commerce du café avec le Soudan. De même, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) de Nourredine Adam prélève des taxes sur le commerce de bétail à Kabo et Kaga Bandoro, ainsi que sur le commerce de diamant à Ndélé, Bria et Sam-Ouandja.

Les comptoirs d'achat de diamants n'ont rien fait pour réduire le risque de financer les groupes de l'ex-Séléka. Outre le Bureau d'achat de diamant en Centrafrique/Kardiam (Badica), inscrit sur la liste des sanctions le 20 août, la Société centrafricaine du diamant (Sodiam) et Sud Azur ont acheté des diamants provenant de Bria et de Sam-Ouandja, enfreignant également ainsi le régime des sanctions.

Non seulement prélèvent-ils des taxes sur et pratiquent-ils un racket sur les échanges de denrées agricoles et de marchandises diverses, mais les groupes antibalaka attaquent également les convois humanitaires, les forces internationales et les autorités de transition, le long des principales voies d'accès à Bangui et du PK12, principal point d'entrée dans la capitale. Ils contrôlent également pour l'essentiel la rive centrafricaine de l'Oubangui de la frontière avec la République démocratique du Congo, prélevant taxes et impôts sur les bateaux et les activités de pêche.

Les éléments antibalaka continuent de sévir sur quelques sites de diamants du sud-ouest du pays, s'étant également procuré des licences d'extraction. Encore que leur présence ne soit pas incontournable dans la « zone verte » envisagée – et c'est là l'une des conditions mises à la reprise des exportations dans le cadre du Processus de Kimberley – tous achats sur ces sites et auprès de ces personnes violeraient le régime des sanctions.

Les saisies d'armes opérées récemment témoignent de l'existence d'un trafic régional, notamment en provenance des pays voisins. Le trafic transfrontalier avec le Cameroun représente toujours l'une des principales sources d'approvisionnement en munitions de chasse en République centrafricaine.

Dans le pays, la circulation d'armes est importante, le mauvais stockage et la gestion défectueuse des arsenaux venant expliquer essentiellement les détournements et trafics. L'attaque perpétrée le 27 septembre par des éléments antibalaka contre le quartier général de la gendarmerie, et celles dont sont régulièrement la cible des postes de police et de gendarmerie disent combien il importe de sécuriser les arsenaux.

Table des matières

	<i>Page</i>
Contexte général	6
Méthodologie.....	6
I. Région de Bangui	7
A. Recrudescence de la violence dans Bangui.....	7
B. Menaces contre la transition politique.....	7
C. De l’embargo sur les armes	14
II. Centre du pays et frontière avec la République démocratique du Congo	16
A. Contrôle de la frontière avec la RDC par les groupes armés.....	17
B. Bambari-Grimari-Kouango : zone de tension.....	18
C. Bossangoa-Bouca-Batangafo : bastion antibalaka	21
III. Est du pays et frontière avec le Soudan et le Soudan du Sud	22
A. Réseaux de l’ex-Séléka au Soudan	23
B. Éclatement de l’ex-Séléka	24
C. Braconniers soudanais	26
D. Agissements de la LRA	27
E. Exploitation de ressources naturelles	29
IV. Nord du pays et frontière avec le Tchad	32
A. Vide sécuritaire dans le nord-ouest	33
B. Vide sécuritaire et administrations parallèles dans le nord et le nord-est.....	34
C. Incursions en République centrafricaine d’éléments des forces de sécurité et de l’armée tchadiennes	41
V. Ouest du pays et région limitrophe du Cameroun.....	45
A. Réactions suscitées par la montée en puissance du FDPC.....	45
B. Trafic transfrontalier de munitions de chasse	46
C. Ressources naturelles	48
VI. Violations de l’interdiction de voyager et mise en œuvre du gel de biens	54
VII. Recommandations	54
Annexes*	57

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l’original et n’ont pas été revues par les services d’édition.

Contexte général

1. Travaillant chacun de son pays, les membres du Groupe d'experts ont cependant séjourné quasiment en permanence en RCA tout au long de la phase d'enquête de leur mandat, (avril-octobre 2015). Ils se sont rendus par voie terrestre ou aérienne dans 14 des 16 préfectures du pays.
2. Le Groupe d'experts a effectué trois voyages dans la région, dont deux par la route de la RCA au Cameroun (Batouri, Bertoua, Douala, Garoua Boulai, Kenzou et Yaoundé) et a séjourné deux fois à Luanda (Angola) et une fois à Kinshasa [République démocratique du Congo (RDC)].
3. En application du paragraphe 17 c) et d) de la résolution 2196 (2015), le Groupe d'experts a saisi la Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2127 (2013) de son programme de travail le 31 mars, d'un rapport provisoire le 19 mai et de son bilan d'étape le 29 juillet 2015. Les membres et la Présidente du Comité ont séjourné en République centrafricaine en août 2015.

Méthodologie

4. Le Groupe d'experts entend se conformer aux normes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions dans son rapport de décembre 2006 (S/2006/997, annexe).
5. Tout en se voulant aussi transparent que possible, le Groupe se gardera de révéler ses sources dès lors que, ce faisant, il risquerait d'exposer de telles sources ou telles ou telles autres personnes à des risques inacceptables pour leur sécurité.
6. Par souci d'équité, le Groupe s'efforcera, s'il y a lieu et si possible, de porter tous renseignements résultant de tout rapport à la connaissance de quiconque pourrait être appelé à répondre d'actes ou agissements incriminés, pour examen, observations et réfutation dans un délai bien déterminé.
7. Suivant en cela les prescriptions des résolutions de l'Assemblée générale sur le contrôle et la limitation de la longueur des documents, en particulier les résolutions 52/214, 53/208 et 59/265, le Groupe d'experts a décidé de joindre certaines études de cas et une partie de ses conclusions en annexe au présent rapport, un chapitre consacré aux questions humanitaires en constituant ainsi l'annexe 7, l'annexe 8 étant consacrée aux activités d'information et de coopération avec les parties prenantes et les organisations intéressées, l'annexe 9 l'étant pour l'essentiel aux notes de bas de page.

I. Région de Bangui¹

A. Recrudescence de la violence dans Bangui

8. Du 26 septembre au 16 octobre 2015, Bangui a été le théâtre de la dernière flambée de violence dans le pays, près d'un an après l'épisode précédent (8-17 octobre 2014)².

9. On a dénombré pendant cette flambée de violence 79 morts parmi les civils et 512 blessés, ainsi que 20 attaques contre les locaux et le personnel des Nations Unies et 19 contre des maisons d'accueil et des bureaux d'organisations non gouvernementales internationales et locales³.

10. En outre, au 16 octobre, les actes de violence ont provoqué le déplacement de 17 090 personnes et poussé 2 894 personnes à traverser l'Oubangui pour se réfugier à Zongo en RDC.

11. Le 28 septembre, 677 détenus se sont évadés de la prison de Ngaragba de Bangui⁴, malgré la présence de forces de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), 203 de ces évadés étant, selon les estimations, des éléments antibalaka⁵.

12. Environ 80 personnes détenues à Bouar⁶ et à Sibut seront également libérées par des éléments antibalaka qui ont attaqué des quartiers pénitentiaires non protégés. Des chefs militaires, qui ont pour la plupart regagné leurs zones d'opérations, n'ont toujours pas été appréhendés. Seul le « Général Andilo », élément antibalaka se trouve actuellement emprisonné au Camp de Roux de Bangui⁷.

13. Pour le compte rendu détaillé des événements survenus à Bangui en septembre et octobre, on se reportera à l'annexe 1.1.

B. Menaces contre la transition politique

14. Le Groupe d'experts estime qu'en installant la violence dans Bangui et Sibut du 6 au 11 octobre 2015 on a voulu saboter la transition et retarder encore la tenue d'élections⁸ qui, aux yeux des saboteurs, viendraient par-dessus tout les contrarier dans le dessein qu'ils ont de s'emparer du pouvoir par la force ou à la faveur d'un

¹ Voir la carte reproduite à l'annexe 1.

² Voir l'annexe 9.1 pour des précisions.

³ Voir l'annexe 9.2 pour des précisions.

⁴ Le Groupe d'experts a obtenu trois chiffres contradictoires : 677 selon les autorités judiciaires centrafricaines (courriel du 19 octobre 2015), 689 selon le Département des opérations de maintien de la paix et 686 selon la MINUSCA. La Mission a précisé qu'elle ne disposait pas de liste détaillée des détenus.

⁵ La liste des éléments antibalaka détenus dans la prison, fournie par Maxime Mokom, est conservée dans les archives de l'ONU.

⁶ Selon un rapport confidentiel du 1^{er} octobre 2015, 19 détenus antibalaka se sont échappés durant l'attaque de la prison, le 29 septembre.

⁷ Rodrigue Ngaïbona est mentionné dans le rapport d'activité et le rapport final du Groupe d'experts pour 2014 (S/2014/452 et S/2014/762).

⁸ Rencontres avec les acteurs politiques à Bangui entre le 15 et le 26 septembre 2015, notamment avec les candidats aux élections et les opposants aux élections.

nouveau règlement de paix débordant le cadre mis en place par la communauté internationale⁹, ce qui dit assez qu'au fond, la crise dans le pays est d'ordre politique¹⁰.

15. Le processus politique de réconciliation nationale avait pris un nouvel élan depuis le Forum de réconciliation de Bangui du 11 mai. C'est ainsi que l'opération d'inscriptions sur les listes électorales s'amorcera le 26 juin¹¹ et que seront adoptées une nouvelle loi électorale et un projet de constitution venant baliser le terrain dans la perspective des élections générales devant se tenir avant fin 2015, qui devraient officiellement clore la transition.

16. De l'avis du Groupe d'experts certains choix politiques majeurs des institutions de la transition¹² mal vécus par la majeure partie de l'élite politique de Bangui auront indirectement contribué à la détérioration de l'état de sécurité, qui conduira à l'explosion le 26 septembre 2015. On citera notamment le fait que le Gouvernement de transition ait décidé de tenir à l'écart des éléments des groupes armés jugés radicaux; le fait qu'un chef antibalaka ait été nommé Ministre; le fait par le Conseil national de transition d'avoir arrêté des paramètres électoraux venus¹³, de fait, mettre sur la touche nombre d'acteurs politiques. Les institutions de la transition se sont trouvées dans l'obligation de prendre ces décisions devant les tergiversations de la communauté internationale en général et des forces internationales en particulier s'agissant d'arrêter la stratégie indiquée face aux groupes armés.

Dangereuse stratégie de tri sur le volet

17. Durant et après le Forum de Bangui, le Groupe d'experts a pu constater ceci que le Gouvernement de transition entreprenait de trier sur le volet les représentants des groupes armés en qui il voyait de commodos partenaires de négociations politiques. Cette stratégie politique le conduira à privilégier le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique (RPRC) de Djono Ahaba au détriment d'autres factions de l'ex-Séléka, dont le FPRC de Nourredine Adam et l'UPC du « Général » Ali Darrassa Mahamat¹⁴.

18. S'agissant des groupes antibalaka, fidèle à cette stratégie, le Gouvernement de transition réhabilitera petit à petit Patrice-Edouard Ngaïssona, qui sera réélu Président de la Fédération nationale de football et nommera Sébastien Wénézoui, chef du fief antibalaka du quartier de Boeing de Bangui¹⁵, Ministre de l'environnement et du développement durable, écartant quant à eux leurs rivaux Maxime Mokom et Joachim Kokaté¹⁶.

⁹ Voir l'annexe 9.3 pour des précisions.

¹⁰ Voir l'annexe 9.4 pour des précisions.

¹¹ Selon un rapport de la MINUSCA, 1 895 252 électeurs étaient inscrits, soit 90,4 % de la population, un chiffre sans précédent dans le pays.

¹² Voir l'annexe 9.5 pour des précisions.

¹³ Voir l'annexe 9.6 pour des précisions.

¹⁴ Voir l'annexe 9.7 pour des précisions.

¹⁵ Au paragraphe 75 de son rapport final pour 2014 (S/2014/762), le Groupe d'experts a conclu que la majorité des attaques inspirées par des motifs religieux contre le quartier musulman de Bangui avaient été commises à partir du quartier de Boeing; voir la photographie de Wénézoui, à Boeing, dans l'annexe 1.2.

¹⁶ Voir l'annexe 9.8 pour des précisions.

19. Diamétralement à l'opposé du Gouvernement de transition qui aura décidé d'isoler les éléments radicaux qui seraient à l'origine de la crise, le médiateur international se donnera pour stratégie de rétablir ces derniers dans leur légitimité, ce qui leur donnera des raisons d'exiger une troisième transition et le report des élections¹⁷. Il sera ainsi largement critiqué par la communauté internationale pour les avoir notamment aidés à violer l'interdiction de voyager dont ils font l'objet (voir annexe 6), ce qui conduira le Président du Conseil de sécurité à rappeler dans sa déclaration du 18 décembre 2014 combien il importe que les États Membres appliquent les sanctions imposées par le Conseil (S/PRST/2014/28).

20. Le Groupe d'experts considère que le manque de coordination entre le médiateur international et le Gouvernement de transition a fait le jeu des saboteurs de l'un et l'autre camps.

21. Le Groupe d'experts a également pu constater que les uns et les autres n'étaient pas sur la même longueur d'onde quant à savoir comment faire face aux éléments radicaux des groupes armés en ceci que des représentants de la MINUSCA¹⁸ et l'Ambassadeur Adolphe Nahayo¹⁹, membre du Groupe des huit partenaires pour la République centrafricaine, issu de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), ont rencontré discrètement Nourredine Adam à Kaga Bandoro en octobre.

22. Ce traitement de faveur réservé à une personne sous le coup de sanctions du Conseil de sécurité et dont les forces se sont violemment accrochées avec les troupes internationales les 10 et 11 octobre est de nature à venir conforter l'intéressé dans la conviction qu'il a d'être faiseur de roi²⁰.

23. En outre, le Groupe d'experts est d'avis que nommer des chefs des groupes armés membres du Gouvernement de transition c'est les conforter dans l'idée qu'ils jouissent de l'impunité, sans contribuer véritablement à faire reculer la violence.

Rapprochement du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique et de la faction antibalaka de Maxime Mokom

24. La stratégie du Gouvernement de transition aura pour résultat de radicaliser encore le FPRC et la faction antibalaka de Mokom, parties l'un et l'autre aux négociations de Nairobi. Les autorités kényanes et le médiateur international ont organisé à cette occasion le voyage à Nairobi d'Adam et de Bozizé, l'un et l'autre sous le coup de sanctions, notamment en mettant à leur disposition des appareils, et ce en violation du paragraphe 30 de la résolution 2134 (2014) et du paragraphe 4 de la résolution 2196 (2015)²¹. Depuis la signature de l'Accord de Nairobi, le FPRC et

¹⁷ Il convient de noter que l'initiative du médiateur international n'a pas été menée en coordination avec l'ONU, ni avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale ou l'Union africaine. Voir l'annexe 1.3.

¹⁸ Voir l'annexe 9.9 pour des précisions.

¹⁹ Voir l'annexe 9.10 pour des précisions.

²⁰ Pour pouvoir le rencontrer à Nairobi, le médiateur international a accordé un traitement de faveur à Adam : avec l'appui de la MINUSCA, il l'a fait venir par avion à Brazzaville et Nairobi sur des vols spécialement affrétés par la présidence du Congo.

²¹ Voir l'annexe 6 pour une photographie de tous les membres de la présidence kenyane prise le 14 avril 2015 et des précisions sur les violations de l'interdiction de voyager et l'application du gel des avoirs.

le Kwa Na Kwa (KNK) de Bozizé exigent systématiquement une troisième transition²², comme le veut la déclaration de Nairobi²³.

Représentants du FPRC et des antibalaka aux négociations de Nairobi²⁴

<i>FPRC</i>	<i>Antibalaka</i>
Michel Djotodia (président)	Général François Bozizé Colonel Jean-Francis Bozizé François Joseph Bozizé (dit « Jojo ») Lin Banouképa (avocat de Bozizé)
Nourredine Adam (vice-président)	Joachim Kokaté (représentant de Patrice-Édouard Ngaïssona)
Moustapha Sabone (coordonnateur général)	Maxime Mokom (coordonnateur militaire)
Abel Balenguélé (coordonnateur adjoint)	Côme Hippolyte Azounou (adjoint de Maxime Mokom et administrateur de Damara)
Général Youssouf Ibrahim (commandant régional de Kaga Bando)	Baron Clotaire Adramane (chargé de liaison avec le KNK et conseiller spécial de Maxime Mokom à Dékoa)
Mahamat Nour	Sylvain Béorofeï (commandant de zone à Gobéré)
Yousouf Idriss	Chrysostome Yapélé dit « Chiki Chiki » (coordonnateur à Berbérati)
Mahamat Saleh	Basile Dika (adjoint d'Azounou et coordonnateur régional d'Ouham-Pendé)
Kader	Arnold Geoffroy Iya (coordonnateur de Bouar) Clément Bama Rodrigue [Forces armées centrafricaines (FACA)]

²² Voir l'annexe 1.4; communication confidentielle du 10 octobre 2015.

²³ Rencontres avec Barret Aboua Moussa Maouloud à Kaga Bando, le 16 janvier 2015, et à Moyenne-Sido, le 27 mai 2015; rapport sur la rencontre entre la MINUSCA et Adam, courriel confidentiel du 10 octobre 2015; voir aussi la photographie de l'accord de Nairobi à l'annexe 1.5.

²⁴ Information communiquée au Groupe d'experts par une source confidentielle présente à Nairobi; entretiens avec le Groupe d'experts à Bangui les 20 avril et 24 juin 2015. Voir aussi l'annexe 6 pour une photographie des délégations et l'annexe 9.11 pour d'autres précisions.

25. Il ressort également des entretiens menés par le Groupe d'experts entre mai et octobre 2015 à Moyen-Sido, Kaga Bandoro, Ndélé, Bangui et Paris que le séjour prolongé à Nairobi de chefs du FPRC et des antibalaka a favorisé le rapprochement de ces groupes.

26. En particulier, Moussa Maouloud, coordonnateur adjoint du FPRC, et Maxime Mokom ont confirmé au Groupe d'experts qu'ils s'entretenaient régulièrement au téléphone²⁵. Pendant la flambée de violence à Bangui, plusieurs rapports des services de renseignements des forces internationales, dont le Groupe d'experts confirmera le bien-fondé lors de l'entretien qu'il a eu à Ndélé avec le chef de cabinet de Nourredine Adam, ont fait état de la tenue de réunions opérationnelles dans les quartiers du PK11 et de Boeing entre représentants d'Haroun Gaye et de Maxime Mokom, dont probablement Yvon Konaté, le but en étant de coordonner l'action contre les forces internationales et les autorités de transition²⁴.

Milice armée du FPRC dans Bangui

27. Forte d'une soixantaine d'éléments sous le commandement d'Haroun Gaye, la principale milice armée du quartier PK5 de Bangui, est basée au bloc du Texas du secteur de la Jamaïque²⁶. Membre fondateur du FPRC, nommé officiellement rapporteur chargé de la coordination par Nourredine Adam le 2 novembre 2014, Gaye est selon le chef de cabinet d'Adam responsable des éléments armés du FPRC dans Bangui²⁷.

28. On retrouve dans le quartier d'autres groupes armés, en particulier celui commandé par le général Achafi Daoud de l'ex-Séléka. De petits groupes, comme celui commandé par l'ex-général Ousmane Mahamat Ousmane, « Rue poussière », et la Coordination des organisations des musulmans centrafricains (COMIC) d'Ali Ousmane, viendraient renforcer la milice de Gaye²⁸.

29. Le groupe commandé par Gaye et son adjoint, Hamit Tidjani²⁹, serait cependant le plus extrémiste aux yeux de la population locale et des représentants de la société civile. Ce groupe empêche les habitants du quartier d'en sortir, l'idée étant de souder l'identité de la communauté musulmane pour éloigner toute réconciliation³⁰.

30. La milice de Gaye serait financée par Mahamat Nour Binyamine, ressortissant américano-tchadien³¹ qui serait chargé de collecter le loyer des immeubles et maisons appartenant à l'ancien Président Michel Djotodia, et de régler les frais de voyage de Nourredine Adam³².

²⁵ Rencontre avec Moussa Maouloud à Moyenne-Sido, le 26 mai; rencontre avec Mokom à Bangui, le 27 juin 2015.

²⁶ Voir l'annexe 9.12 pour des précisions.

²⁷ Rencontre avec Lambert à Ndélé, le 3 octobre.

²⁸ Les principaux commandants militaires présents dans le quartier PK5 ont été identifiés comme étant des membres de l'ex-Séléka : le colonel Mahamat Seïd, Hassan Marega et Mahamat Fadoul.

²⁹ Voir l'annexe 9.13 pour des précisions.

³⁰ Rapport confidentiel du 20 août 2015; rencontre avec un activiste de la société civile du quartier PK5 à Bangui le 28 août 2015; voir l'annexe 9.14 pour des précisions.

³¹ Voir l'annexe 9.15 pour des précisions.

³² Rencontres avec un membre de l'ex-Séléka à Bangui les 29 juin et 2 juillet 2015; rencontre avec des sources confidentielles à Bangui, le 25 juin, et à Paris, le 4 septembre 2015.

31. Pour le Groupe d'experts, le fait que la MINUSCA n'ait pas réussi à arrêter Gaye le 2 août lors d'une opération au cours de laquelle un soldat de la paix a été tué et huit autres blessés est un sérieux coup dur, porté à la lutte contre l'impunité et pour le rétablissement de l'autorité de l'État, qui vient également donner à d'aucuns une fausse idée du rapport des forces entre la MINSUCA et les groupes armés. La plupart des individus que le Groupe d'experts a identifiés dans ses rapports intermédiaire et final de 2014 comme étant chefs ou éléments de groupes armés continuent de faire parler d'eux³³, Gaye et sa milice opérant en toute liberté dans le troisième arrondissement de Bangui³⁴.

Coordination des opérations entre le Kwa Na Kwa et la faction antibalaka de Maxime Mokom

32. Le Groupe d'experts a appris que, dans la perspective du Forum de Bangui, le KNK et la faction de Maxime Mokom ont coordonné leur rapprochement opérationnel dans Bangui suivant en cela des instructions émanées de l'entourage de Bozizé à Nairobi³⁵.

33. Plusieurs réunions se sont tenues en avril et mai au domicile de Bernard Mokom, père de Maxime et demi-frère de Bozizé, à Boy-Rabe, quartier de Bangui, Didacien Blaise Kossimatchi³⁶ et Baron Clotaire Adramane³⁷ ayant joué un rôle clef dans la coordination des opérations entre commandants de la faction antibalaka de Maxime Mokom (dont Olivier Koudémon, Guy Mazimbélet et Guy Gervais Mokpem) et chefs du KNK, dont Bertin Béa. La femme de ce dernier, Nadia Béa, directrice de l'Agence de Communication Routière et de Transit (ACRT), société d'importation, aurait également apporté un concours financier à l'entreprise³⁸.

34. Fortes de ces informations, les autorités centrafricaines arrêteront Bertin Béa le 15 août à l'aéroport international de Bangui, au moment où il embarquait à bord d'un avion de la Royal Air Maroc. Le 20 août, prenant d'assaut le tribunal de Bangui, une foule viendra le libérer, en pleine audience préalable à son placement en détention provisoire. Cette foule était constituée de partisans du KNK et d'éléments antibalaka, dont un haut commandant militaire antibalaka, d'après les autorités judiciaires³⁹. Le 6 octobre, le Groupe d'experts a vu à l'aéroport Bertin Béa être refoulé d'un vol pour Paris.

³³ Voir l'annexe 9.16 pour des précisions.

³⁴ Le 26 octobre 2015, à la mosquée centrale de Bangui, Haroun Gaye a participé personnellement à l'attaque d'une délégation conduite par Dieudonné Nzapalainga et protégée par la MINUSCA; en outre, des hommes armés ont été vus en train de patrouiller dans le quartier PK5 le 27 octobre 2015; rapport confidentiel du 28 octobre 2015.

³⁵ Rencontres avec trois sources confidentielles qui connaissent très bien le KNK et les activités des antibalaka, à Bangui, les 27 avril et 26 et 29 juin 2015.

³⁶ Voir l'annexe 9.17 pour des précisions.

³⁷ Voir l'annexe 9.18 pour des précisions.

³⁸ Rapports confidentiels des 27 mars, 10 avril et 8 mai 2015, confirmés lors de rencontres avec des sources confidentielles qui connaissent très bien le KNK et les activités des antibalaka; voir aussi l'annexe 1.6 pour une photographie de Bertin et Nadia Béa.

³⁹ Selon les informations communiquées au Groupe d'experts, il s'agit de Wilfred Ndoutingai, soldat d'Afrique centrale enregistré sous le numéro 2005-2-1028; rencontre avec un agent du système judiciaire à Bangui, le 29 août 2015.

Élections : chiffon rouge des saboteurs

35. D'autres décisions mal vécues par nombre d'acteurs politiques au-delà du groupe de Nairobi sont d'intérêt électoral. L'une est venue autoriser les réfugiés à l'extérieur du pays à voter, l'autre ayant trait à l'éligibilité de quiconque a été ou est membre du Gouvernement de transition.

36. Par un arrêt phare rendu le 20 juillet (voir annexe 1.7) la Cour constitutionnelle de transition est venue annuler la décision du Conseil national de transition en date du 30 juin excluant les réfugiés de toute participation à des élections, décision dans laquelle les organisations musulmanes et les dirigeants des factions de l'ex-Séléka avaient vu une preuve de plus de la marginalisation des musulmans. Sous la pression de la Cour et des partenaires internationaux le Conseil reviendra sur sa décision le 20 août⁴⁰.

37. Par arrêt du 28 août venu élucider les dispositions de la Charte constitutionnelle de transition concernant l'éligibilité des membres de la transition⁴¹ la Cour constitutionnelle de transition exclura nombre de politiciens de toute participation à des élections présidentielle et législatives⁴². Ces derniers s'uniront pour exiger une troisième transition, la politique demeurant le moyen le plus facile d'accumuler richesse et capital en République centrafricaine.

38. Sont parties à la coalition contre nature de politiciens et de groupes armés exigeant une troisième transition :

a) Le groupe de Nairobi comprenant le FPRC et les éléments antibalaka liés à Mokom et Bozizé;

b) Un groupe de plateformes, partis et personnalités indépendantes⁴³ représentant 90 % des formations et groupements politiques du pays.

39. De l'avis du Groupe d'experts, certaines des personnes à l'origine des violences qui ont récemment secoué Bangui font partie du deuxième groupe susmentionné, au nombre desquels se trouvent des membres de l'actuel Conseil national de transition⁴⁴. Le 27 septembre, Gervais Lakosso, militant de la société civile, membre du Conseil, a organisé une manifestation pour exiger le départ des forces internationales de la RCA. Il appellera également à la désobéissance civile sur les ondes de Radio Ndéké Luka et organisera le lendemain une marche conduite par Koudémon en faveur du départ desdites forces⁴⁵.

40. L'estimant suffisamment impliqué dans les faits, Aristide Sokambi, ancien Ministre de la justice, conclura dans un communiqué de presse du 28 septembre à la responsabilité de Lakosso, Mokom, Koudémon et Ngaïkoss et d'autres individus dans la récente flambée de violence (voir annexe 1.10).

41. Alexandre Ferdinand Nguend, Président du Conseil national de transition, s'est souvent comporté en saboteur au sein de l'institution. À preuve, sa position ambiguë sur diverses décisions du Conseil, qui fait douter de sa pleine adhésion à la

⁴⁰ Voir l'annexe 9.19 pour des précisions.

⁴¹ Voir l'annexe 1.8 pour la décision de justice et l'annexe 9.20 pour des précisions.

⁴² Voir l'annexe 9.21 pour des précisions.

⁴³ Voir l'annexe 9.22 pour des précisions.

⁴⁴ Voir l'annexe 9.23 pour des précisions.

⁴⁵ Voir l'annexe 1.1 pour des photographies de Koudémon et Lakosso, l'annexe 1.9 pour une brochure de Lakosso et l'annexe 9.24 pour des précisions sur Lakosso.

transition et au principe de la tenue d'élections. Le rôle qu'il a joué au cours du dernier épisode de violence dans Bangui viendra également mettre à nu ses ambitions personnelles; ainsi déclarera-t-il notamment que certains officiers supérieurs de l'armée lui avaient demandé de prendre le pouvoir⁴⁶.

C. De l'embargo sur les armes

42. Les cas de violation de l'embargo sont recensés à l'annexe 1.11. À l'annexe 1.12, le Groupe d'experts rend compte des résultats mitigés de l'opération de désarmement volontaire lancée en mars par les autorités centrafricaines.

Inspections des armements, tendances et violations

43. Le Groupe d'experts a réalisé depuis le 7 avril 30 inspections de stocks d'armes et de munitions saisies ou recueillies par les forces nationales et internationales, qui appartenaient aux forces armées et aux forces de sécurité nationales ou qui étaient encore aux mains de groupes armés.

44. Le Groupe d'experts a procédé auxdites inspections dans l'ouest (Bouar, Baoro, Berbérati), le nord (Kaga-Bandoro, Mbrès, Ndélé), l'est (Bria, Obo), le centre (Mbaïki, Bossangoa, Bambari) et dans Bangui. On trouvera à l'annexe 1.13 la liste complète des armes et munitions inspectées.

45. Des constatations qu'il a dégagées dans ses rapports provisoire (S/2014/452) et final (S/2014/762) de 2014, de l'étendue de la zone géographique couverte par les inspections et de la masse de données qu'il a analysées à l'occasion de son mandat, le Groupe d'experts conclut que :

a) En République centrafricaine, la circulation d'armes reste importante, ce qui continue à alimenter le conflit;

b) Les groupes armés dans le pays (antibalaka, ex-Séléka, Armée de résistance du Seigneur (LRA), FDPC, braconniers soudanais, criminels, etc.) et les forces de sécurité et forces armées nationales ont tous en leur possession les mêmes types⁴⁷ d'armes légères et de petit calibre classiques, dont certaines portent des numéros de série identiques (voir également annexe 1.13);

c) Dans leur grande majorité les 415 armes recensées sont des fusils d'assaut de diverses catégories [de types 56 (81), 56-2 (65), 56-1 (7), Galil (9), MPI-KM (11), R4 Vector (7), KBK-AKMS (4) et AKM (23)]. Le Groupe d'experts a également recensé 44 fusils MAS-36 et 31 pistolets-mitrailleurs MAT-49. Il circule des fusils de chasse artisanaux dans le pays, notamment dans les zones antibalaka (voir annexe 5.6 et S/2014/452, annexes 14 et 15);

d) Les groupes armés ont accès à des grenades à main et des roquettes grâce au trafic;

e) Quantité de munitions de calibre 7,62 × 39 mm en provenance de plusieurs pays ont été confisquées à des éléments armés dans toutes les préfectures du pays. Dans une moindre mesure, des munitions de calibre 14,5 × 114 mm, 12,7 × 108 mm, 7,62 × 54 mm, 7,5 × 54 mm, 7,62 × 51 mm, 5,56 × 45 mm,

⁴⁶ Voir l'annexe 9.25 pour des précisions.

⁴⁷ Voir l'annexe 9.26 pour des précisions.

9 × 19 mm et 9 × 25 mm ont été récemment saisies et collectées. C'est principalement dans les zones antibalaka que l'on retrouve les munitions de chasse (voir *ibid.*);

f) La plupart des armes et munitions en circulation proviennent toujours des arsenaux de l'État et rien ne permet de dire que des quantités considérables en ont été introduites dans le pays depuis l'entrée en vigueur de l'embargo;

g) Le trafic transfrontalier en provenance du Cameroun, en violation de l'embargo, reste l'une des principales sources d'approvisionnement en munitions de chasse qui est en vente libre sur le marché, même à proximité des bases de la MINUSCA;

h) Certaines munitions de calibre 7,62 × 39 mm confisquées à des groupes armés sont de fabrication récente (jusqu'à 2013)⁴⁸.

Gestion des stocks d'armes

46. L'entreposage et la sécurisation des stocks d'armes légères et de petit calibre appartenant aux forces armées, et forces de sécurité centrafricaines restent un problème majeur.

47. À ce jour, seule une armurerie inspectée par le Groupe d'experts satisfait aux normes de sécurité minimales⁴⁹, armes et explosifs étant entreposés en l'absence de toute mesure de sécurité adéquate dans les autres lieux inspectés, comme le Groupe d'experts a pu le constater lors de sa visite d'inspection des locaux de la Section recherche et investigation de Bangui (voir annexe 1.14).

48. De même, plusieurs unités de la sécurité nationale et des forces armées n'avaient pas de registre des armes en bonne et due forme⁵⁰ et, dans un cas, une quantité non négligeable de munitions aurait disparu en cours d'acheminement de la gendarmerie de Bria à Bangui⁵¹.

49. L'entreposage et la sécurisation des armes et munitions saisies par la MINUSCA dans les préfectures continuent également de faire problème. Dans plusieurs bases de la MINUSCA qui ont fait l'objet d'inspection de la part du Groupe d'experts des armes, munitions, explosifs, stupéfiants et drogues légères étaient entreposés au mépris de toute norme de sécurité⁵². Le Groupe d'experts a également pu constater ceci qu'une arme censée être gardée dans la pièce prévue à cet effet, l'était dans la chambre d'un soldat de la paix, soi-disant pour des raisons de sécurité.

50. Mal garder armes et munitions et mal gérer les arsenaux c'est s'exposer directement à plusieurs risques :

a) C'est courir le risque d'atteinte à la sécurité des personnes et d'accidents graves;

⁴⁸ Les cartouches inspectées à Obo ont été produites en Chine en 2012 et au Soudan en 2013.

⁴⁹ Cette conclusion repose sur sept inspections de l'armurerie du siège de la gendarmerie au camp Izamo, effectuées entre le 12 avril et le 6 juillet (voir l'annexe 1.15).

⁵⁰ Certaines unités font constamment entrer ou sortir des armes de leur armurerie. Voir, par exemple, la photographie du registre du centre de formation militaire national à Bouar, à l'annexe 1.16.

⁵¹ Voir l'annexe 9.27 pour des précisions.

⁵² Inspections à Bossangoa et Mbatki, les 26 avril et 30 août 2015 (voir l'annexe 1.17).

b) Comme on l'a vu lors de la récente flambée de violence, les armureries et arsenaux sont les premières cibles d'attaques qui, en cas de succès, viennent exacerber la violence;

c) Mal gérer tous arsenaux sous le contrôle des autorités nationales ou de forces internationales, c'est la porte ouverte aux détournements, au trafic illicite et à la libre circulation d'armes légères et de petit calibre⁵³.

51. Pour renforcer la sécurité et voir s'atténuer la violence armée, il est donc capital de sécuriser les installations et de gérer les arsenaux⁵⁴.

II. Centre du pays et frontière avec la République démocratique du Congo⁵⁵

52. Selon le Groupe d'experts, des factions de l'ex-Séléka et des groupes antibalaka se livrent une bataille tactique, le but étant de prendre le contrôle d'un territoire dans le centre du pays, région qui est depuis août 2014 le théâtre d'accrochages et embuscades mineurs.

53. La dernière bataille majeure opposant éléments antibalaka et de l'ex-Séléka a eu lieu à Batangafo en juillet 2014. Ayant mobilisé la jeunesse locale, les groupes associés au mouvement antibalaka sont maintenant présents presque partout dans la région jusqu'à Bria.

54. La population locale continue ainsi d'être la cible de groupes armés, des villages étant mis à sac et incendiés et des civils tués⁵⁶, sans parler des nombreux cas de violence sexuelle et de vol de bétail dont il est fait état.

55. Les tensions ont considérablement baissé dans le triangle Ben Zambé-Bouca-Batangafo, mais la situation demeure extrêmement tendue dans la zone Bambari-Grimari-Kouango, en particulier entre éléments antibalaka et ceux de la faction UPC de l'ex-Séléka, mais aussi entre groupes antibalaka rivaux.

56. L'attentat perpétré le 26 octobre par des éléments antibalaka dans le quartier dit des Combattants de Bangui sur la personne du chef de l'UPC a déclenché une nouvelle vague de violence dans la région.

57. On trouvera à l'annexe 2 la description de l'organisation interne de l'UPC et des groupes antibalaka qui sévissent dans le centre du pays.

58. Des groupes armés se livrent en outre à la contrebande en passant par la RDC. Des groupes antibalaka contrôlent une grande partie de la rive centrafricaine de l'Oubangui, ainsi que la plupart des îles, d'où ils prélèvent impôts et taxes sur le trafic fluvial. Dans la région de Satéma (préfecture de la Basse-Kotto) et Béma (préfecture de Mbomou), l'UPC contrôle les principaux points d'entrée en RDC, notamment entre Béma et la ville de Yakoma, sur la rive congolaise de l'Oubangui (province de l'Équateur). La zone située entre Bangassou et la frontière avec le Soudan du Sud est essentiellement sous l'emprise de groupes de l'Armée de

⁵³ D'autres institutions ont tiré la même conclusion (voir l'annexe 9.28).

⁵⁴ Voir l'annexe 9.29 pour des références.

⁵⁵ Voir la carte reproduite à l'annexe 2.

⁵⁶ Le 7 juillet 2015, la MINUSCA a signalé la découverte d'un charnier à Kanga, entre Kouango et Ngakobo; rapport confidentiel du 9 juillet 2015. Voir l'annexe 9.30 pour des précisions.

résistance du Seigneur (LRA), qui sévissent dans le nord de la RDC (voir sect. III. D)

A. Contrôle de la frontière avec la RDC par les groupes armés

59. Presque tous les points de passage sur l'Oubangui, qui délimite la frontière entre la RDC et la RCA, sont contrôlés par des groupes armés ou sous l'emprise desdits groupes.

60. De la frontière à la préfecture de la Basse-Kotto, les groupes antibalaka ont mis en place des dizaines de postes de contrôle le long du fleuve, où ils imposent pêcheurs et embarcations à moteurs traditionnelles de transport de biens et de passagers appelées baleinières, ce qui vient renchérir le prix des biens de consommation courante et les produits de la pêche.

61. La zone située entre Mongoumba (préfecture de Lobaye) et le port de Kolongo, au sud de Bangui, reste sous l'emprise du groupe antibalaka d'Alfred Yékatom, dit « Rombhot »⁵⁷. Le Groupe d'experts a en outre appris que c'est par Kolongo que le groupe de Rombhot introduisait en contrebande dans le pays des munitions, y compris de chasse, en provenance du Congo⁵⁸.

62. Des groupes antibalaka, basés pour la plupart dans leur bastion de la sous-préfecture de Ndjoukou (préfecture de Kémo-Gribigui), tiennent une dizaine de postes de contrôle entre Port-Sao, au nord de Bangui, et Kouango, où sont affectés des hommes venant de villages riverains ou de campements situés dans les îles. Entre Kouango et Mobaye, on dénombre aussi plusieurs points de contrôle fluvial, tenus par de jeunes antibalaka de Kouango⁵⁹. Port-Sao sera paralysée pendant une semaine en juin à la suite du détournement d'un bateau par des éléments antibalaka qui exigeront une rançon avant de libérer marchandises et passagers, dont des ressortissants congolais au bout d'une semaine⁶⁰.

63. Le Groupe d'experts a été informé à Kouango que les éléments antibalaka écoulait l'essentiel du bétail et des biens pillés en RDC, plus précisément dans les villages de Bangi, Buda et Dula du district de Bosobolo de la province de l'Équateur où ils s'approvisionnaient en munitions de chasse⁶¹.

64. Le poste stratégique de Bema est convoité par des groupes antibalaka⁶² et au moins deux factions de l'ex-Séléka (l'UPC et le RPRC), qui se seraient affrontées

⁵⁷ Le Comité l'a inscrit sur la Liste le 20 août 2015; voir l'annexe 9.31 pour des précisions.

⁵⁸ Rencontres avec une source confidentielle qui connaît bien les réseaux de trafic d'armes à Bangui, le 15 janvier 2015; rencontre avec des commerçants au port d'Ouango, à Bangui, le 22 janvier 2015.

⁵⁹ Rencontre avec des pêcheurs locaux et des représentants des autorités à Kouango, le 16 avril 2015. Il ressort d'un rapport confidentiel du 30 mai 2015 qu'entre sept et huit points de contrôle se trouvaient sur l'Oubangui entre Port-Sao et Kouango.

⁶⁰ Rapport confidentiel du 22 juin 2015.

⁶¹ Rencontre avec la population locale à Kouango le 16 avril 2015.

⁶² Rencontre avec un commandant adjoint de zone de l'UPC à Kouango, le 16 avril 2015, qui a déclaré que deux membres de l'ex-Séléka et 14 civils avaient été tués dans l'attaque, survenue fin 2014 (on ignore la date exacte).

pour en prendre le contrôle⁶³. Le colonel Adoum Kamis, ancien commandant de zone du FPRC admettra lors d'un entretien au téléphone le 16 avril que son adjoint, Ismael Ayero (UPC) et lui prélevaient une taxe illégale de 700 francs CFA (1,3 dollars) par passager pour la traversée, celle prélevée sur les marchandises allant de 1 000 à 2 000 francs CFA (2 à 4 dollars) selon le volume et la valeur de la marchandise.

65. Les éléments ex-Séléka se livrent aussi par Béma à la contrebande de la RDC ou vers ce pays où ils se procureraient armes, munitions et uniformes de soldats. Des membres du bataillon congolais de la MINUSCA confirmeront que plusieurs membres de l'UPC portaient la tenue de l'armée congolaise⁶⁴. En outre, le Groupe d'experts a pu établir que huit fusils d'assaut Galil confisqués à des groupes armés, dont l'ex-Séléka et l'Armée de résistance du Seigneur, provenaient de la RDC⁶⁵.

66. Les forces de l'ex-Séléka, en particulier l'UPC et le RPRC vivaient également de la contrebande de ressources naturelles du pays vers la RDC. La zone principalement contrôlée par l'UPC située entre Bangassou et Alindao, y compris les sous-préfectures de Kembé (préfecture de la Basse-Kotto) et Gambo (préfecture de Mbomou), est riche en diamants et en or⁶⁶.

B. Bambari-Grimari-Kouango : zone de tension

67. Les principales forces en présence dans cette région sont l'UPC et deux groupes antibalaka rivaux. Comme viennent en témoigner les violences intercommunautaires dont elle a été le théâtre du 20 au 24 août et qui auront coûté la vie à sept civils, Bambari est toujours hantée par le spectre de la violence⁶⁷.

68. Le RPRC, dirigé par son chef d'état-major, le général Joseph Zoundeko, ainsi que par le général « Tarzan » et le lieutenant Younouss, conserve quelque influence dans la région. Accusant la direction de l'UPC d'être composée d'« étrangers », le général Zoundeko qui a également condamné les Peuls, tenant le même discours que les antibalaka et la jeunesse musulmane locale, est soupçonné d'avoir conclu un accord avec le groupe antibalaka de Gaëtan Bouadé à Bambari⁶⁸.

Armement de l'UPC

69. Le 25 mai, le Groupe d'experts a inspecté des armes confisquées à des éléments de l'UPC par les forces internationales, dont quatre fusils d'assaut (2 de type 56-2; 1 AKM; 1 FN-FAL) et un pistolet M20 (copie du TT-33). En mars, une patrouille des forces internationales a vu, au poste de contrôle septentrional de Bambari, une douzaine d'éléments de l'UPC armés de fusils d'assaut AK et M-16⁶⁹.

⁶³ Rencontre avec la MINUSCA à Bangassou, le 16 avril 2015; voir l'annexe 9.32 pour des précisions.

⁶⁴ Rapport confidentiel du 22 octobre 2015; rencontre avec la MINUSCA à Bangassou, le 16 avril 2015.

⁶⁵ Voir l'annexe 9.33 pour des précisions.

⁶⁶ Rencontre avec des représentants des autorités locales et des chefs d'entreprise à Bangassou, le 16 avril 2015.

⁶⁷ Base de données du Groupe d'experts sur les atteintes commises, consultée le 23 octobre 2015; conservée dans les archives de l'ONU.

⁶⁸ Voir l'annexe 9.34 pour des précisions.

⁶⁹ Rapport confidentiel du 3 avril 2015, conservé dans les archives de l'ONU.

Des fusils d'assaut M-16 ont également été confisqués à Bria au cours de l'opération Sangaris/MINUSCA du 10 février⁷⁰.

Exploitation des ressources naturelles

70. Le Groupe d'experts reste d'avis que l'UPC a déployé des hommes dans les préfectures de Ouaka, de la Haute-Kotto, de la Basse-Kotto et de Mbomou⁷¹ essentiellement dans le dessein de contrôler et d'imposer l'exploitation d'or, de s'assurer la mainmise sur la contrebande de sucre et la production, le commerce et l'exportation de café vers le Soudan. Ayant démontré le mode opératoire de l'UPC dans son rapport final de 2014 (S/2014/762, par. 144 et 145 et annexes 41 à 44), le Groupe d'experts a pu mesurer l'étendue de la mainmise de celle-ci sur le terrain à l'occasion de missions à Bambari, Kouango et Bangassou⁷².

71. Au-delà de leur mainmise sur le site d'extraction d'or de Ndassima, des éléments de l'UPC sévissaient également dans les zones d'extraction de diamants de Dimbi et de Kembé (préfecture de Mbomou) y extorquant de l'argent aux mineurs artisanaux et marchands de café⁷³. L'agent de l'Unité spéciale antifraude (USAF) basé à Bangassou n'a pas accès à ces zones. Le commerce de l'or et des diamants de Ndassima, Dimbi et Kembé passe par Béma et Satéma.

72. L'UPC tire l'essentiel de ses revenus du dispositif fiscal qu'il a mis en place à Bambari, ville par où transite le commerce de café vers le nord à destination du Soudan. En avril, l'UPC a contraint l'Office de réglementation de la commercialisation et du conditionnement des produits agricoles (ORCCPA) et Ouaka Café, principal transporteur de café du pays, de s'engager par accord à sous-déclarer systématiquement la charge des camions, le but étant d'en minorer la taxe, la différence devant lui être versée à titre de redevance de sécurité. L'UPC récolte ainsi au total 400 000 francs CFA (800 dollars) par camion⁷⁴.

Réseaux antibalaka dans Ouaka

73. La plupart des personnes impliquées dans les activités de groupes armés dans la région de Bambari, Grimari et Kouango composent la hiérarchie antibalaka dans cette zone révélée par le Parti centrafricain pour l'unité et le développement (PCUD), fondé par Patrice-Edouard Ngaïssona le 10 décembre 2014. À Bambari, la hiérarchie antibalaka comptait, le 15 avril, une vingtaine de personnes, sous la bannière du PCUD et le commandement du coordonnateur régional Grâce à Dieu Endjezapou, dit « Empizado » (voir annexe 2.1)⁷⁵.

⁷⁰ Inspection conduite au Camp de Roux, à Bangui, le 16 avril 2015. Deux chercheurs de Conflict Armament Research étaient présents.

⁷¹ Voir l'annexe 9.35 pour des précisions.

⁷² Missions à Kouango le 16 avril et du 15 au 18 mai 2015; mission à Bangassou le 16 avril 2015; mission à Bambari le 25 mai 2015.

⁷³ Rencontres avec des gendarmes et des marchands de café à Bangassou, le 16 avril 2015; le secteur minier est ainsi structuré : creuseur ou ouvrier minier (ou « Nagbata »), artisan minier ou chef de chantier, collecteur et bureau d'achat.

⁷⁴ Rapport confidentiel du 25 avril 2015; voir les photographies de plantations de café et de camions soudanais à l'annexe 2.14.

⁷⁵ Voir l'annexe 2.2 pour la hiérarchie régionale du PCUD, datée du 10 décembre 2014, notamment à Bambari, Grimari et sur les routes qui mènent à Kouango. « Empizado » est basé à

74. Giscard Raskia Ndarata, ancien soldat de seconde classe de la garde présidentielle, dit « Cerveau rouge » ou « Carie dentaire » était alors officiellement commandant de zone adjoint de Gaëtan Bouadé⁷⁶. La tension entre les deux chefs était palpable : Gaëtan poursuivant une logique locale, cependant que, venu de Bangui en décembre 2014 en compagnie de sept autres chefs antibalaka (Thierry Madibo, Séraphin Guébanda, Tonton Mambikpongo, Frédéric Feïndirongaï, Charlin-Chabando Momokama dit « Charly » et Guy Vivien), Ndarata était mû par dessein national. La hiérarchie de l'UPC accusera les autorités de transition d'agir contre une faction peule de l'ex-Séléka dans Ouaka par Ndarata interposé en apportant leur soutien à ce dernier⁷⁷.

75. Repoussée par le groupe de Gaëtan, l'attaque perpétrée le 26 avril contre la maison de ce dernier par l'adjoint de Ndarata, surnommé « Fally » viendra sceller la scission du mouvement antibalaka à Bambari en deux factions. Mokom accueillera Ndarata dans les rangs de son mouvement le 16 juin⁷⁸. Le conflit s'envenimera le 15 octobre, le groupe de Ndarata, dirigé par Guy Vivien, ayant attaqué ce jour-là le fief de Gaëtan à Kidjigera. Repoussée de nouveau par la faction de Gaëtan, l'attaque se solde par la mort de quatre personnes, dont Vivien, qui sera décapité. Ses alliés ayant été défaits, Mokom aurait envoyé des renforts le lendemain à Yakéché, sous le commandement de Rodrigue Yagbanga⁷⁹.

76. Ayant inspecté les armes confisquées dans la zone de Bambari, notamment celles saisies par la MINUSCA chez Ndarata le 24 mai, le Groupe d'experts a pu constater que son groupe possédait quelques armes classiques⁸⁰.

77. Le Groupe d'experts a pu obtenir confirmation de ce que les groupes antibalaka locaux de la région de Kouango étaient en contact avec les chefs antibalaka basés à Bambari, s'étant entretenu avec des enfants soldats démobilisés précédemment sous le commandement de Gaëtan qui lui ont dit avoir fait office de coursiers se déplaçant à pied ou en vélo pour porter des messages ou instructions de Gaëtan de Bambari aux chefs locaux antibalaka de la région de Kouango⁸¹.

Préfecture de Ouaka : antibalaka contre UPC

78. Les groupes antibalaka et l'UPC se disputent le contrôle de Ouaka depuis 2014 étant donné sa situation stratégique et les intérêts économiques en jeu⁸². Les deux groupes armés ont en outre commis toute une série de violations des droits de l'homme pendant cette période poussant les Centrafricains à chercher sanctuaire dans des camps de réfugiés en RDC⁸³.

Bangui et n'a guère d'influence sur ce qui se passe à Bambari; courriel du 23 avril 2015 provenant d'une source confidentielle basée à Bambari.

⁷⁶ Soldat d'Afrique centrale enregistré sous le numéro d'identification 2009-2-1983.

⁷⁷ Voir le communiqué de presse de l'UPC à l'annexe 2.3 (24 août 2015).

⁷⁸ Voir l'annexe 2.4 pour la hiérarchie du mouvement de Mokom à Bambari et Grimari.

⁷⁹ Rapport confidentiel du 18 octobre 2015.

⁸⁰ Voir l'annexe 9.36 pour des précisions.

⁸¹ Entretiens avec des enfants soldats démobilisés à Bambari, du 20 au 22 mai 2015; voir l'annexe 7 pour des précisions.

⁸² L'ordre de mission d'un voyageur allant de Bambari à Kouango est signé par trois commandants militaires des antibalaka et de l'UPC (voir l'annexe 2.5).

⁸³ Voir l'annexe 9.37 pour des précisions.

79. Les routes qui relient Bambari et Grimari à Liotto sont les principales voies d'accès à Kouango. Depuis Liotto, des routes secondaires permettent d'accéder, vers l'est et vers l'ouest, à des villages isolés. La plupart des violations des droits de l'homme ont été commises dans ces secteurs, où les antibalaka et l'UPC attaquent et déplacent de force des civils, considérés comme des partisans en puissance de l'un ou l'autre groupe.

80. Le sort de la route reliant Grimari à Liotto où le Groupe d'experts a vu des maisons incendiées et des déplacés reste indécis comme celui de l'axe Bambari-Liotto⁸⁴.

81. Le Groupe d'experts a par ailleurs mené une enquête sur le meurtre d'un travailleur humanitaire. Enlevé par trois éléments antibalaka dans la soirée du 15 mars, Benoît Kabé, infirmier d'État affecté au centre de santé du camp de déplacés « Sangaris » de Bambari, sera abattu et égorgé (voir annexe 2.7).

82. La route partant de Liotto en direction du sud-ouest n'étant pas accessible en véhicule (voir annexe 2.8), le Groupe d'experts n'a pu se rendre dans cette zone. Il tient cependant de témoins qu'il a entendus que des éléments antibalaka commandés par un certain Manda Kara y ont perpétré depuis 2014 plusieurs attaques contre la population civile, en particulier contre des Peuls, attaques qui ont coûté la vie à des dizaines de civils et contraint des centaines de familles, en particulier peules, à se déplacer. Des victimes préciseront au Groupe d'experts que « Manda Kara » et son groupe tiraient des revenus non négligeables du vol de leur bétail⁸⁵.

83. Le 16 mai, le Groupe d'experts s'est rendu à Bolo I et II, villages qui avaient été attaqués le 10 novembre 2014 par des éléments UPC sous les ordres du colonel Mahamat Bandi. Une dizaine de civils auront été tués dès les premiers moments de l'attaque dont trois femmes âgées brûlées vives chez elles (voir annexes 2.9 à 2.11)⁸⁶.

84. La zone située à l'ouest de Kouango, sur la route menant à Bianga⁸⁷, a été le théâtre de plusieurs accrochages entre éléments UPC de l'ex-Séléka, et milices antibalaka commandées par « Maguya » et « Samba André »⁸⁸.

C. Bossangoa-Bouca-Batangafu : bastion antibalaka

85. La reprise des activités antibalaka le long de la principale route de ravitaillement 1 entre Bangui et Boali où le vice-président du Conseil national de transition et des membres du personnel de police de la MINUSCA ont été enlevés le 18 octobre par Hubert Sélébondo dit « Colonel Hubert » et le fait que Thierry Lébéné dit « 12 Puissances » et le frère d'Andilo se rendent régulièrement dans la région de Damara sont la preuve que le nord de Bangui reste l'un des principaux fiefs de la faction antibalaka de Mokom. En outre, le quartier PK 12 au carrefour des principales routes de ravitaillement 1 et 2 où est installé le principal poste de

⁸⁴ Voir l'annexe 2.6 pour des photographies de maisons détruites dans la région de Liotto, et l'annexe 9.38 pour des précisions.

⁸⁵ Voir l'annexe 9.39 pour des précisions.

⁸⁶ Voir l'annexe 9.40 pour des précisions.

⁸⁷ Voir la carte reproduite à l'annexe 2.12.

⁸⁸ Déclarations de victimes du village d'Oumba, à 25 kilomètres à l'est de Kouango, attaqué par les antibalaka le 20 novembre 2014. Voir l'annexe 9.41 pour des précisions.

contrôle à l'entrée de Bangui, demeure sous le contrôle de Mokpem et c'est là où les convois de la MINUSCA sont régulièrement attaqués. On trouvera à l'annexe 2.13 la description de la hiérarchie antibalaka complète dans la préfecture d'Ouham.

Attaques contre des agents humanitaires

86. Ayant enquêté sur une série de cinq attaques perpétrées contre des convois du Programme alimentaire mondial (PAM) sur la route menant de Bangui à Damara entre janvier et mars⁸⁹, le Groupe d'experts conclura que, informés de l'heure de départ du chargement et de l'itinéraire de convois non escortés du PAM, les malfaiteurs suivront tel convoi à moto qu'ils s'arrêteront, pour en isoler les camions ciblés qu'ils détourneront sur une route secondaire pour en piller les chargements.

87. Le Groupe d'experts a pu établir que les malfaiteurs étaient des éléments antibalaka de Boy-Rabe, sous les ordres de Teyemebe Ambios, dit « Tex », ancien commandant de zone du PK12. Azounou, adjoint de Mokom, reconnaîtra lors d'un entretien que, ayant été informé de ces attaques à son retour de Nairobi, il révoquera « Tex » comme commandant de zone le 30 mai. Mokom et Azounou préciseront cependant au Groupe d'experts avoir refusé d'arrêter « Tex » pour le livrer aux autorités judiciaires. Le Groupe d'experts a récemment appris que « Tex » continue de faire parler de lui dans sa zone d'opération⁹⁰.

III. Est du pays et frontière avec le Soudan et le Soudan du Sud⁹¹

88. Comme le nord du pays, l'est de la RCA, en particulier les préfectures de Vakaga et de la Haute-Kotto, reste l'un des fiefs des groupes de l'ex-Séléka. En l'absence de toute autorité étatique, des factions de l'ex-Séléka ont installé des postes de contrôle le long de tous les grands axes, y prélevant taxes et impôts sur le trafic routier et ont mis en place une administration parallèle dans les grandes agglomérations.

89. La fourniture d'escortes armées et de service d'ordre, le prélèvement de taxes à des postes de contrôle et le racket des entreprises locales, notamment celles spécialisées dans l'exploitation de ressources naturelles, représentent la principale source de revenus pour les groupes de l'ex-Séléka. Lorsqu'elles se côtoient en un même lieu, les factions en présence se répartissent tous fonds prélevés selon des modalités définies dans des accords informels, comme des éléments UPC l'ont dit au Groupe d'experts à Bria⁹².

90. Il est régulièrement fait état de mouvements d'éléments armés sur les grands axes routiers, notamment du Soudan et vers ce pays⁹³ et ce, malgré la présence de la force tripartite du côté soudanais de la ville frontalière d'Am-Dafok (voir annexe 3.1). Se déployant par étapes dans les préfectures de l'est, la MINUSCA n'est pas encore venue gêner les groupes de l'ex-Séléka, et en particulier le FRPC de Nouredine Adam dans leur liberté de manœuvre. Il est toutefois des exceptions,

⁸⁹ Voir l'annexe 9.42 pour des précisions.

⁹⁰ Voir l'annexe 9.43 pour des précisions.

⁹¹ Voir la carte reproduite à l'annexe 3.

⁹² Rencontre avec le colonel Makaï et Moussa, de l'UPC, à Bria le 14 avril 2015.

⁹³ Voir l'annexe 9.44 pour des précisions.

comme Bria, où, le 10 février, l'opération conjointe Sangaris/MINUSCA de rétablissement de l'autorité de l'État a contraint le général Arda Hakouma⁹⁴, chef d'état-major du FPRC, à se rabattre vers le nord avec ses troupes, ou encore les localités de Sam-Ouandja, Kotto et Nzako, où la Force régionale d'intervention de l'Union africaine⁹⁵ enferme les factions de l'ex-Séléka dans de sévères restrictions⁹⁶, qui ne sont pas sans rappeler les « mesures de confiance » appliquées par la force Sangaris avant de passer progressivement le relai à la MINUSCA (voir S/2014/762, annexe 56).

91. On évoque aussi régulièrement des déplacements de chefs notoires de l'ex-Séléka, parfois accompagnés de nombreux éléments armés, dans le nord-est du pays⁹⁷. On a souvent vu le général Hakouma et les généraux du FPRC Oumar Younouss (Peul soudanais), également connu sous le nom d'Oumar Sodiam, et Tom Adam, dit « Ben Laden » (Goula), Ibrahim Shafadine (Goula), Zacharia Damane, alias Zakaria Damane (Goula), et Zacharia Samtchago, dit « général Santiago », et le colonel Ali Ousta sur les routes du nord-est, mais également entre Kaga Bandoro et Ndélé⁹⁸.

92. On trouvera à l'annexe 3 un aperçu détaillé de la situation des factions de l'ex-Séléka dans la préfecture de Vakaga.

93. Des groupes issus de la LRA et des braconniers soudanais continuent également de sévir dans la région. On estime que la LRA compte au total entre 119 et 188 combattants⁹⁹, même si deux groupes de combattants qui opèrent dans la préfecture de la Haute-Kotto sont considérés comme des factions dissidentes. Selon des transfuges de la LRA également, deux groupuscules fidèles à Joseph Kony, chef de la LRA, transitaient par le territoire centrafricain, de la frontière avec la RDC vers l'enclave de Kafia Kingi, zone que se disputent le Soudan et le Soudan du Sud, et qui demeure la base de la hiérarchie de la LRA¹⁰⁰. Le Groupe d'experts sait par ailleurs de science certaine que des factions de l'ex-Séléka et des groupes issus de la LRA coopèrent véritablement dans la préfecture de la Haute-Kotto.

A. Réseaux de l'ex-Séléka au Soudan

94. En 2015, Nouredine Adam s'est rendu à plusieurs reprises au Soudan. Son chef d'état-major, Lambert Lissane Moukové¹⁰¹, a notamment confirmé au Groupe d'experts qu'il s'y trouvait à la fin du mois de septembre pour raisons de famille¹⁰². Le 24 avril, le Groupe d'experts a informé le Gouvernement soudanais que ces

⁹⁴ Le 2 novembre 2014, Adam a nommé Hakouma chef d'état-major du FPRC à Kaga Bandoro.

⁹⁵ Voir l'annexe 9.45 pour des précisions.

⁹⁶ Le Groupe d'experts s'est rendu à Sam Ouandja et à Bria les 27 septembre et 14 avril 2015, respectivement, et n'a constaté la présence d'aucun élément armé.

⁹⁷ Rapports de l'ONU des 22 juin, 7 et 8 juillet et 7 septembre 2015; rencontres avec des sources militaires à Bangui entre janvier et septembre 2015.

⁹⁸ Voir l'annexe 9.46 pour des précisions.

⁹⁹ Chiffres communiqués lors de comptes rendus faits par des responsables de haut niveau récemment devenus dissidents.

¹⁰⁰ Comptes rendus de combattants du groupe de Kony au Soudan, qui ont changé de camp en avril 2015 et que la Force régionale d'intervention a découverts le 14 juin 2015.

¹⁰¹ Voir l'annexe 9.47 pour des précisions sur Lambert.

¹⁰² Rencontre avec Lambert à Ndélé, le 3 octobre 2015.

déplacements violaient l'interdiction de voyager imposée par le Conseil de sécurité depuis qu'Adam a été inscrit sur la Liste par le Comité des sanctions le 9 mai 2014.

95. Le général Oumar Younouss, citoyen soudanais natif de la localité de Tullus (Darfour méridional), située à environ 150 kilomètres d'Am-Dafok, a, semble-t-il, de nombreux contacts au Soudan. On le voit sur une photographie postée sur un réseau social, vêtu de l'uniforme des Forces centrales de réserve de la police soudanaise, également appelées « Abu Tera », dans les rangs desquelles sont intégrés depuis 2006 des « janjaouid » d'origine arabe¹⁰³.

96. Le général Moussa Suleiman Assimeh, dit « Abu Qasim » (arabe)¹⁰⁴, se livrerait à la contrebande de marchandises, d'armes et de munitions notamment, du Soudan vers la RCA¹⁰⁵. Il serait actuellement basé à Edd al-Fursan (Darfour méridional), son village natal, situé à environ 200 km d'Am-Dafok. Le général Hakouma et Mahamat Abbas, conseiller politique du RPRC (précédemment proche conseiller de Nouredine Adam, et successeur de Michel Djotodia au poste de consul de la RCA à Nyala) entretiendraient eux aussi des liens étroits avec les réseaux soudanais et de hauts responsables soudanais à Nyala¹⁰⁶.

B. Éclatement de l'ex-Séléka

Rivalités autour de l'imposition du commerce avec le Soudan

97. Birao¹⁰⁷ est le point d'entrée des commerçants soudanais, dont les camions qui traversent la préfecture de Vakaga assurent pour l'essentiel l'approvisionnement en marchandises des zones contrôlées par l'ex-Séléka – de Moyen-Sido (préfecture d'Ouham, limitrophe du Tchad) à Kouango (préfecture de Ouaka, limitrophe de la RDC). Vakaga est essentiellement peuplée de groupes ethniques que l'on retrouve également au Darfour (Goula, Runa et Sara-Kaba) et au Soudan du Sud (Kara).

98. Les principaux postes de contrôle sont installés à Ouandja, Ouanda Djallé et Ouadda, trois localités où de nombreux routiers soudanais se rendant à Bria ou au-delà s'arrêtent pour se reposer. Acharnée est la lutte entre FPRC, UPC et RPRC pour prélever taxes et impôts sur tous convois et en assurer l'escorte armée¹⁰⁸. Il y aurait de petits postes de contrôle à Délembé, à Tala, et sur la route reliant Ouadda à Bria.

99. Ouadda est également un marché notoire d'armes où des négociants soudanais vendent des munitions à des généraux de l'ex-Séléka. Younouss y aurait acheté des munitions en septembre en prévision de la marche sur Bangui. Le colonel Ousta, commandant de zone du FPRC à Bria aurait remplacé Younouss en tant que responsable de la mobilisation d'hommes et de moyens dans la région¹⁰⁹.

¹⁰³ Rencontre avec un chercheur sur le Darfour à Paris, le 4 septembre 2015.

¹⁰⁴ Voir l'annexe 9.48 pour des précisions.

¹⁰⁵ Rencontres avec deux sources confidentielles indépendantes qui connaissent bien les réseaux de trafic d'armes, à Bangui le 15 janvier et à Paris le 28 janvier 2015.

¹⁰⁶ Rencontre avec un chef rebelle soudanais le 3 septembre 2015.

¹⁰⁷ Le Groupe d'experts devait se rendre à Birao le 29 septembre 2015, mais le vol a été annulé en raison de l'escalade de la violence à Bangui.

¹⁰⁸ Voir l'annexe 9.49 pour des précisions.

¹⁰⁹ Courriel provenant d'une source confidentielle basée à Bria, 8 octobre 2015; le Groupe d'experts a rencontré le colonel Ousta à Bria le 15 mai 2014.

Sam Ouandja

100. Encore que le poste de contrôle administratif de Sam Ouandja soit entièrement sous l'emprise du FPRC, les troupes la Force régionale d'intervention de l'Union africaine basées à Sam Ouandja et à Kotto restreignent strictement les opérations du FPRC dans la zone, empêchant ses éléments de porter des armes en ville et contrôlant leurs allées et venues dans les villages. La Force régionale d'intervention de l'Union africaine organise chaque semaine, à la mairie, une réunion qui est l'occasion d'échanges d'informations sur l'état de sécurité en général et sur la présence et les agissements de la LRA en particulier.

101. Officiellement, d'après Shafadine, Sam Ouandja est administrée collégialement par Alanta, « Ben Laden » et lui-même¹¹⁰, le commandant de zone, Ahmat Maadi Grégoire, étant à leurs ordres.

102. Le FPRC est en réalité scindé en deux factions à Sam Ouandja, celle d'Alanta et de Shafadine (sous les ordres de ce dernier) et celle de « Ben Laden », ce dernier étant arrivé de fraîche date à Sam Ouandja, ayant – dit-on – été chassé de Bambari, Alindao, Bria et Birao¹¹¹.

103. Toutefois, selon les hommes d'affaires de Sam Ouandja « Ben Laden » est l'actuel commandant, le commandant de zone étant directement sous ses ordres. La Force régionale d'intervention de l'Union africaine a par ailleurs évoqué la vive altercation entre Alanta et « Ben Laden » le 25 octobre, ce dernier ayant, ce jour-là, menacé de tuer son vis-à-vis.

Bria

104. Trois factions de l'ex-Séléka (FPRC, UPC et RPRC) contrôlent Bria ensemble. Les généraux Yaya Scout¹¹² et Damane sont eux aussi basés à Bria, même si ce dernier se rend souvent pour affaires à Sam Ouandja et à Ouadda.

105. Bastion du RPRC au départ, Bria tombera aux mains du FPRC fin novembre 2014, après que, sur ordre de Noureddine Adam, plusieurs groupes commandés par Hakouma et le colonel Adam Moktar sont partis de Kaga Bandoro pour reprendre la ville¹¹³. Parallèlement, Darrassa, basé à Bambari, enverra également à Bria un détachement d'une cinquantaine d'éléments placés sous le commandement du colonel Makaï et de son adjoint, Moussa, y tailler un fief¹¹⁴.

106. Même si les groupes en présence ont conclu un accord de partage de ressources, le FPRC et le RPRC se seraient accrochés plus d'une fois au sujet d'un point de contrôle situé à 25 kilomètres au nord de Bria, dans le village de Boungou¹¹⁵.

¹¹⁰ Rencontre avec Shafadine et Alanta à Sam Ouandja, le 27 septembre 2015.

¹¹¹ Le Groupe d'experts a rencontré le général « Ben Laden » à Bambari le 3 juillet 2014 (voir S/2014/762, annexe 9).

¹¹² Le général Yaya Scout, alias « Scouth », a été nommé « Premier Chef d'état-major général adjoint » du FPRC lors de l'assemblée générale du Front qui s'est tenue à Kaga Bandoro le 2 novembre 2014.

¹¹³ Rencontre avec les forces internationales à Kaga Bandoro, le 16 janvier 2015.

¹¹⁴ Rencontre avec Makaï à Bria, le 14 avril 2015.

¹¹⁵ Voir l'annexe 9.50 pour des précisions.

107. Ousta est l'actuel représentant du FRPC à Bria, le colonel Bachar Adramen Issène ayant été relevé de ses fonctions de commandant de zone par Shafadine, qui a aussi révoqué son adjoint, le colonel Mani Ngombé Kette, dit « Fakimani ». Le FRPC s'est taillé un fief dans le nord de Bria, dans le quartier de Bornou, majoritairement peuplé de Goula. Le « colonel » Azor Kalit, commandant de zone RPRC, a fait part aux responsables de la MINUSCA et aux autorités centrafricaines de son souhait de réintégrer son unité à Bangui¹¹⁶. Makaï, commandant de zone UPC secondé par le colonel Moussa et Hamadou Tanga, est en contact direct avec le général Darrassa. Les éléments UPC détachés à Bria figureraient en bonne place dans la structure de commandement et de contrôle de l'UPC à Bambari¹¹⁷.

108. Les quantités non négligeables d'armes saisies au cours de l'opération conjointe force Sangaris-MINUSCA du 10 février, viennent renseigner précisément sur la nature et l'origine de l'arsenal du FRPC. Le Groupe d'experts a recensé 8 lance-roquettes, 6 mitrailleuses, 2 canons de mitrailleuses, 15 fusils d'assaut, 1 missile SA-7, 1 tube de mortier et 3 fusils de chasse. On a saisi environ 3 000 cartouches de munitions de calibres 7,62 x 39 mm, 7,62 x 54 mm, 7,62 x 51 mm, 5,56 x 45 mm, 12,7 x 108 mm et des munitions de chasse en provenance de plusieurs pays au cours de l'opération. La MINUSCA a également saisi à Bria des munitions de calibre 9 x 19 mm et 40 mm et quantité de roquettes RPG et de grenades à main (voir annexe 3.3)¹¹⁸.

C. Braconniers soudanais

109. Les braconniers et les marchands traditionnels soudanais qui font route vers le sud, en direction des préfectures de la Haute-Kotto et de Mbomou, et vers l'ouest, le long de la frontière tchadienne, passent régulièrement par l'est de la RCA¹¹⁹. Ces dernières années, étant donné l'insécurité, les marchands soudanais, qui empruntent les routes commerciales historiques, le font sous la protection de braconniers.

110. Au mois de mai, deux groupes d'environ 200 braconniers venus du Soudan sévissaient dans l'est de la RCA. Des chefs de l'ex-Séléka ont également confié au Groupe d'experts que l'un des deux groupes avait été vu à Sam Ouandja¹²⁰. Des habitants de Ndélé y ont également vu, mi-septembre, des braconniers soudanais voyageant à dos d'âne par petits groupes (voir sect. IV).

111. Les braconniers établissent d'ordinaire un camp de base avant de se scinder en petits groupes de 20 à 30 hommes¹²¹. Ils chassent les éléphants pour leur ivoire et d'autres animaux sauvages (guépard, buffle et l'antilope, etc.). La population des éléphants de savane d'Afrique étant quasiment décimée (estimée au départ à 20 000, il n'en reste guère que 400 dans l'est du pays), les braconniers sont désormais contraints de séjourner plus longtemps dans le pays, y compris pendant la saison des

¹¹⁶ Soldat d'Afrique centrale enregistré sous le numéro d'identification 2001-2-1397.

¹¹⁷ Courriel provenant d'une source confidentielle basée à Bria, 14 juin 2015.

¹¹⁸ Voir aussi l'annexe 1.13 pour la liste complète et l'annexe 9.51 pour des précisions.

¹¹⁹ Rencontres avec des dirigeants locaux, les chefs de groupes armés, des expatriés, des représentants d'organisations non gouvernementales et de hauts responsables de la Force régionale d'intervention à Obo, Sam Ouandja, Ndélé et Bangui, entre avril et septembre 2015.

¹²⁰ Rencontre avec le général Shafadine et le général Alanta à Sam Ouandja, le 27 septembre 2015.

¹²¹ Voir l'annexe 9.52 pour des précisions.

pluies. D'autres groupes traverseraient le territoire centrafricain pour aller braconner en RDC.

112. Les braconniers soudanais seraient chevronnés, bien armés (essentiellement de fusils d'assaut AK¹²² équipés de chargeurs de munitions de calibre 7,62 x 51 mm en provenance de plusieurs pays) et redoutés par les populations et les groupes armés¹²³. Ils ont plus d'une fois attaqué des combattants de la LRA, soupçonnant que ces groupes détiennent de l'or, des défenses d'éléphant ou d'autres objets de valeur. Les braconniers dépouilleraient et harcèleraient régulièrement les civils, mais on ne leur reproche aucun cas de meurtre ou de violence sexuelle, ce qui s'explique sans doute par ceci que par stratégie, ils évitent la Force régionale d'intervention de l'Union africaine.

D. Agissements de la LRA

113. L'Armée de résistance du Seigneur (LRA) demeure l'une des principales menaces dans l'est et le sud-est de la RCA, notamment dans les préfectures de la Haute-Kotto, de Mbomou et du Haut-Mbomou limitrophes du Soudan, du Soudan du Sud et de la RDC. La LRA continue de privilégier les activités génératrices de revenus que sont l'exploitation et le commerce de ressources naturelles, et spécialement de l'or et de l'ivoire. On trouvera à l'annexe 3.5 la carte détaillée des évolutions de la LRA.

114. D'après les chiffres fournis par Dominic Ongwen, ex-commandant en second de la LRA, avant d'être transféré au centre de détention de la Cour pénale internationale le 21 janvier, la LRA comptait dans ses rangs 188 combattants et 227 non combattants, dont 111 combattants et 164 non combattants en RDC, 38 combattants et 7 non combattants en RCA, et 39 combattants et 56 non combattants au Soudan¹²⁴.

115. Les éléments de la LRA évitent tous accrochages avec d'autres groupes armés ou les forces internationales, voulant économiser leurs munitions de chasse. Dans ses évolutions, le groupe ne cesse de s'adapter face à l'extension constante du périmètre d'action de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine qui s'est installée à Nzako et à Kotto en 2014. Il ressort de témoignages concordants d'éléments de la LRA ayant récemment fait défection que le centre de commandement du groupe, sous les ordres de Joseph Kony, se trouve toujours dans la localité de Radom de l'enclave de Kafia Kingi (Darfour méridional).

116. Le Groupe d'experts a appris que les autorités de Radom toléraient la présence de Kony. Deux sources viendront confirmer indépendamment l'une de l'autre que, pour se faire soigner à Nyala en décembre 2014, ce dernier avait pris place à bord d'un avion qui a décollé d'un terrain d'aviation contrôlé par l'armée soudanaise, non loin de Songo, dans Radom, au nord de Kafia Kingi¹²⁵. Le Groupe d'experts a

¹²² Voir l'annexe 9.53 pour des précisions.

¹²³ Voir la photographie de braconniers soudanais à l'annexe 3.4.

¹²⁴ Un dissident de haut niveau, Okello David Adilang, a dit à une réunion, le 11 septembre 2015, qu'il y avait au total 119 combattants et 107 non-combattants.

¹²⁵ Rencontre avec une source confidentielle à Bangui, le 27 juin 2015; rencontre avec un chef rebelle soudanais le 3 septembre 2015; voir l'annexe 3.6 pour une image satellitaire de la bande d'atterrissage de Songo et des camps des forces armées soudanaises.

en outre eu la preuve que, ayant rencontré des dirigeants de la LRA au Soudan durant le premier semestre de 2015, des négociants soudanais leur avaient versé l'équivalent de 200 000 dollars en livres soudanaises vraisemblablement en échange de biens pillés ou braconnés par la LRA.

117. En décembre 2014, Okot Lukuang, récemment identifié par certains transfuges de la LRA comme étant un commandant proche de Kony, aurait rencontré des groupes de la LRA opérant dans le nord de la Province orientale de la RDC pour leur signifier en personne les ordres de Kony, et notamment leur préciser le butin d'ivoire braconné du parc national de la Garamba (RDC), et d'or pillé des mines artisanales de la région, à ramener¹²⁶. C'est ainsi que quantité de défenses d'éléphant, d'or et d'autres biens pillés lors d'attaques de la LRA régulièrement ramenés à Kafia Kingi par de petits groupes sous les ordres de commandants fidèles à Kony seront écoulés à Songo¹²⁷.

118. Le récent regain d'activité dans le pays de la part des groupes de la LRA du voisinage de Bria et la campagne de recrutement qu'ils mènent dans l'ouest du pays, jusqu'à Morabanda (sous-préfecture de Mbrès)¹²⁸, sont autant de faits nouveaux qui viennent remettre sérieusement en cause la sécurité en RCA. On redoute encore de voir des groupes de la LRA attaquer et mettre à sac des villages et, parfois, enlever des enfants. Il ressort d'enquêtes menées à Bria en juillet que deux groupes de la LRA opérant dans la préfecture, sont sous les ordres d'Alfonse Lamola et d'« Adam Sam », lequel serait sans doute Odong Kidega Murefu. À en juger par leur mode opératoire, ces groupes sont sans doute coupés de la hiérarchie¹²⁹.

119. En revanche, les deux groupes en question entretiendraient des contacts avec le général Scout qui a officiellement rejoint les rangs de la faction UPCT de Darassa, le 1^{er} avril. Le mouvement des ex-Séléka et la LRA auraient conclu un pacte de non-agression et procédé à des échanges de vivres et de produits non alimentaires. C'est dans la zone située au sud d'Ouadda, et plus précisément dans le village de Mouka, que Scout aurait rencontré « Adam Sam ». Les deux hommes se seraient aussi rencontrés à Mbali et à Ibanda, villages également situés dans la zone stratégique Bria-Ouadda, par laquelle doivent transiter les camions soudanais sous la protection de l'UPC.

120. Ayant inspecté les armes et munitions que la Force régionale d'intervention de l'Union africaine a confisquées à la LRA depuis 2009¹³⁰, le Groupe d'experts conclut que les types d'armes et de munitions en question – fusils d'assaut AK, G3, Galil, Kbk-AKMS, AKM, 56/56-1/56-2; fusils MAS-36, fusils artisanaux, obus de mortiers, grenades à main, munitions de chasse et autres munitions d'origines diverses – sont identiques à ceux utilisés par des groupes armés ailleurs dans le pays. En l'espace de six ans, la Force d'intervention régionale a saisi dans le pays 72 armes classiques, dont 30 retrouvées dans une seule cache d'armes en juin. À la

¹²⁶ Voir l'annexe 9.54 pour des précisions.

¹²⁷ Rencontres avec des responsables de la Force régionale d'intervention à Obo, entre le 20 et le 23 avril 2015; rencontres avec des représentants d'organisations non gouvernementales internationales qui s'intéressent en particulier à la LRA à Bangui, le 27 juin 2015; comptes rendus écrits d'officiers de haut rang de la LRA, fin 2014-début 2015; voir l'annexe 3.6.

¹²⁸ Entretiens avec deux victimes de la LRA à Obo, le 22 avril 2015.

¹²⁹ Selon l'initiative Resolve LRA Crisis (initiative pour résoudre le problème de la LRA), 2015.

¹³⁰ Inspections conduites à Obo les 24 avril et 25 septembre 2015 (voir les photographies à l'annexe 3.2).

différence des armes inspectées, qui étaient plutôt anciennes, une bonne partie des munitions de calibre 762 X 39 mm en provenance du Soudan avaient été fabriquées en 2011, 2012 et 2013¹³¹.

Impact humanitaire des agissements de la LRA dans l'est du pays

121. Le Groupe d'experts a constaté en 2015 38 épisodes au cours desquels des éléments de la LRA ont attaqué et mis à sac des villages et pris pour cible des civils dans les préfectures de la Haute Kotto et du Haut-Mbomou. Au total, quatre de ces 38 épisodes se sont soldés par la mort de civils¹³², dont 11 ont été tués par des éléments de la LRA entre le 1^{er} janvier le 30 septembre¹³³.

122. Du fait de la présence d'éléments de la LRA et d'autres groupes armés – Peuls armés, braconniers soudanais etc. – dans l'est du pays, les civils ont été contraints de se déplacer. Pour l'heure, les déplacements d'ordinaire temporaire de civils et l'absence de services d'éducation et de santé de base ne sont pas des questions qui retiennent l'attention des organisations à vocation humanitaire.

E. Exploitation de ressources naturelles

Vols de bétail transfrontaliers¹³⁴

123. Les éleveurs peuls séjournent plus longtemps avec leur bétail dans l'est, à cause de la montée de l'insécurité dans l'ouest et, partant, du surpâturage dans le centre du pays. Ils braconnent généralement des animaux sauvages mais évitent les Soudanais et les groupes de la LRA. Les Peuls s'approvisionneraient en marchandises, y compris en armes et munitions auprès de marchands soudanais.

124. Les Peuls sont également la cible de voleurs de bétail du Soudan du Sud, dont un groupe venu en janvier à bord d'une camionnette de l'unité de police sud-soudanaise basée à Tamboura (Équatoria occidentale)¹³⁵.

Diamants

Sécurité

125. La zone de production de l'est de la RCA ne laisse de préoccuper le Processus de Kimberley qui, à trois reprises depuis septembre 2011 et tout dernièrement le 18 avril 2013, a exhorté les États participants et les acteurs de l'industrie du diamant à faire preuve de vigilance, le but étant d'empêcher l'ex-Séléka et les groupes qui lui sont affiliés à Bria et Sam Ouandja dans l'est et à Bamingui dans le nord d'introduire illicitement des diamants bruts dans le circuit d'approvisionnement.

126. Selon l'hypothèse de l'infiltration illicite de « diamants du sang » évoquée par le Processus de Kimberley, sa propre définition des diamants du sang serait circonscrite aux « diamants bruts utilisés par les mouvements de rebelles, ou leurs

¹³¹ Voir l'annexe 9.55 pour des précisions.

¹³² Voir l'annexe 9.56 pour des précisions.

¹³³ Voir l'annexe 7 (humanitarian section) et l'annexe 9.57 pour des précisions.

¹³⁴ Rencontres avec des dirigeants locaux, les chefs de groupes armés, des expatriés, des représentants d'organisations non gouvernementales et des responsables de la Force régionale d'intervention.

¹³⁵ Voir l'annexe 9.58 pour des précisions.

alliés, pour financer des conflits qui visent à déstabiliser des gouvernements légitimes »¹³⁶, n'appréhendant pas pleinement les diverses manières dont la production et le commerce illicites de diamants peuvent être source de soutien pour des groupes armés, comme le Groupe d'experts a pu en faire la constatation. Des enquêtes qu'il a menées à Bria et Sam-Ouandja le Groupe d'experts conclut que, loin d'exercer quelque mainmise sur les circuits commerciaux, les rebelles de l'ex-Séléka tirent profit du prélèvement illégal de taxes et impôts, de redevances de protection et de l'infiltration de l'administration minière.

127. Ayant investi les édifices publics en octobre 2014, y compris la Direction régionale des mines, les forces du FPRC en ont confié l'administration à 23 de leurs éléments (voir annexe 3.7), dont 12 seront affectés en toute illégalité aux patrouilles au sein de l'Unité spéciale antifraude (USAF)¹³⁷. Maintenu en poste sur place au sein de l'Unité, un gendarme nommé par Bangui sera chargé de délivrer des reçus d'achats de diamants locaux et des autorisations de transfert de diamants à Bangui, pour entretenir un semblant de légalité¹³⁸.

128. Chassé de Bria par les forces internationales le 10 février, le général Hakouma du FPRC se repliera avec ses hommes sur les sites miniers de Carefree, Dawango, Kalaka, Aigbando, Mouka et Ngbéhidou notamment, y prélevant 2 000 FCFA (4 dollars) par jour et par mineur comme taxe à l'entrée¹³⁹. Au moins 10 artisans-mineurs titulaires de permis à Bria interviennent dans deux sites occupés, preuve que les ventes enregistrées à des collecteurs et bureaux d'achat peuvent financer indirectement des groupes armés¹⁴⁰. L'Unité spéciale antifraude de Bria n'est pas en mesure de patrouiller dans les mines pour vérifier la légalité des opérations et lutter contre toute imposition illégale¹⁴¹. En outre, pendant presque toute l'année 2014, jusqu'à ce que le FPRC ait été chassé du centre-ville en février¹⁴¹, les collecteurs ont dû verser aux forces de l'ex-Séléka à Bria une redevance de protection de 10 000 FCFA (20 dollars) par nuit au titre de la garde de leurs installations.

129. Le FPRC exerce à Sam Ouandja la même mainmise sur la production et le commerce qu'à Bria, quatre de ses éléments armés administrant l'Unité, en collaboration avec un directeur sous-régional des mines nommé officiellement (voir annexe 3.9). L'unité comptait en 2014 deux agents armés par l'ex-Séléka. Lorsqu'ils se rendent en tournée d'inspection sur le terrain, les éléments FPRC agissant au nom de l'Unité exigent des artisans-mineurs quelque commission comme contrepartie de tout règlement de différends¹⁴². Pour des raisons de sécurité, leurs patrouilles sont circonscrites à un rayon de 15 kilomètres à partir du centre de Sam-Ouandja. Les collecteurs et artisans-mineurs qui ont pignon sur rue en ville doivent verser 10 000

¹³⁶ Voir www.kimberleyprocess.com/en/kpcs-core-document.

¹³⁷ Rencontre avec le commandant de l'antenne de l'Unité spéciale antifraude à Bria, le 13 avril 2015.

¹³⁸ On trouvera à l'annexe 3.8 des photographies d'autorisations de transfert. En temps normal, le directeur régional des mines cosigne ces autorisations, mais le précédent directeur a été relevé à Bria en juillet 2014 et n'a pas été remplacé.

¹³⁹ Rencontre avec l'Unité spéciale antifraude à Bria, le 13 avril 2015; rapport confidentiel du 12 novembre 2015.

¹⁴⁰ En 2015, on comptait 32 artisans miniers et 16 collecteurs à Bria, selon les données du Ministère des mines et de la géologie conservées dans les archives de l'ONU.

¹⁴¹ Rencontre avec un collecteur de diamants auparavant basé à Bria, à Bangui, le 24 août 2015.

¹⁴² Rencontre avec le directeur sous-régional des mines à Sam Ouandja, le 27 septembre 2015.

FCFA (20 dollars) par nuit au titre de la protection de leurs officines¹⁴³. Le commandant de l'Unité à Bangui nie que ses agents aient jamais collaboré avec quelque force non constituée en quelque région du pays, depuis le début de la crise¹⁴⁴.

130. La Force régionale d'intervention de l'Union africaine ayant chassé les forces de l'ex-Séléka de Nzako, en juillet 2014, à la suite d'un incident grave (voir S/2014/762, par. 152), les mines proches de cette localité sont affranchies de l'ingérence de groupes armés, même si d'autres plus éloignées ont été mises à sac par la LRA¹⁴⁵. Il n'y a aucune administration minière à Nzako.

Commerce licite de diamants et devoir de diligence des entreprises

131. Sans jamais aller jusqu'à suspendre le commerce de diamants en provenance de l'est, le Ministère des mines et de la géologie entend que les bureaux d'achat conservent séparément les diamants en provenance de l'est et de l'ouest, comme le prescrit le système de « fiches de paie rouges »¹⁴⁶, et n'autorisent pas l'expédition de diamants de l'est vers l'ouest (voir annexe 3.10). Au cours du deuxième semestre 2014 et du premier semestre 2015, le Bureau d'achat de diamant en Centrafrique/Kardiam (Badica) a acheté 1 779 carats en provenance de Bria, Sud Azur en ayant acheté 534¹⁴⁷. Le service local des mines a enregistré l'achat de 1 338 carats par la Société centrafricaine du diamant (Sodiam), de 847 carats par Sud Azur et de 108 carats par le Badica de diamants en provenance de Sam Ouandja pendant la même période (voir annexe 3.11). La Sodiam a également acheté 233 carats à un collecteur agréé ayant pignon sur rue à Nzako, dont un lot de 152 carats qui sera confisqué par les autorités centrafricaines à l'arrivée à l'aéroport international de Bangui, les agents de la Sodiam n'en n'ayant pas fait la déclaration¹⁴⁸.

132. Comme il ressort de l'annexe 3.12, Le Groupe d'experts s'est arrêté sur les politiques d'achat des comptoirs concernant l'est du pays, étant donné l'impact que l'ingérence systématique de l'ex-Séléka a sur la production et le commerce de diamants. Il a ainsi procédé par voie d'entretiens et de correspondances et interrogé des textes d'orientation sur la matière, comportant spécialement toutes directives internationalement consacrées comme le devoir de diligence prescrit par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui recommande de suspendre toutes relations avec tels fournisseurs en amont dès lors que l'on peut raisonnablement craindre qu'ils s'approvisionnent auprès de tiers ou soient liés à des tiers qui fournissent directement ou indirectement quelque soutien à

¹⁴³ Rencontre avec des collecteurs de diamants et des artisans miniers à Sam Ouandja, le 27 septembre 2015. En 2015, deux collecteurs de Sam Ouandja ont obtenu l'autorisation d'exercer à Bangui, mais les registres de Bangui ne disent rien de l'existence d'artisans miniers agréés à Sam Ouandja.

¹⁴⁴ La lettre a été jointe à la réponse de Badica concernant ses pratiques d'achat, qui figure à l'annexe 3.10; voir aussi l'annexe 9.59 pour des précisions.

¹⁴⁵ Entretien téléphonique avec un représentant des autorités locales à Nzako, le 21 septembre 2015.

¹⁴⁶ Rencontre avec le secrétaire permanent du Processus de Kimberley en RCA, à Bangui, le 15 avril 2015.

¹⁴⁷ Relevés de bordereaux d'achats officiels pour 2014-2015, fournis par le Ministère des mines et de la géologie et conservés dans les archives de l'ONU.

¹⁴⁸ Rapport de l'Unité spéciale antifraude du 4 novembre 2014, conservé dans les archives de l'ONU; rencontre avec Sodiam à Bangui, le 26 janvier 2015; voir l'annexe 9.60 pour des précisions.

des groupes armés non étatiques, par exemple en contrôlant et taxant illégalement ou en soumettant à extorsion des sites d'extraction et des intermédiaires¹⁴⁹.

Trafic de diamants

133. Les achats officiels des comptoirs de Bangui ne représentent qu'une partie de la capacité de production totale de l'est du pays, estimée à 60 000 carats environ avant la crise¹⁵⁰. Selon l'USAF, des négociants du Soudan, de la RDC et du Tchad viennent acheter illégalement des diamants à Bria¹⁵¹.

134. Peu nombreux à Sam-Ouandja et ses environs immédiats, les acheteurs étrangers fréquenteraient des mines qui échappent à l'USAF¹⁵². Le Groupe d'experts sait que Yakoma (RDC) et Nyala (Soudan) sont des plaques tournantes du négoce de diamants et d'or en provenance de l'est.

IV. Nord du pays et frontière avec le Tchad¹⁵³

135. L'État et les forces internationales étant absents dans le nord de la RCA, si ce n'est à Paoua, Kaga Bandoro et Ndélé, des groupes armés, plus précisément Révolution et justice dans le nord-ouest et l'ex-Séléka dans le nord et le nord-est, sont venus combler le vide sécuritaire.

136. Le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) et le FPRC contrôlent sur près de 800 kilomètres la frontière entre la RCA et le Tchad, du nord de la préfecture d'Ouham à la frontière avec le Soudan. La fermeture de la frontière par les autorités tchadiennes en mai 2014 a eu pour effet de réduire considérablement les déplacements d'hommes armés même si des sources confidentielles ont fait état de déplacements de généraux de l'ex-Séléka, dont Noureddine Adam, qui est sous le coup de sanctions.

137. S'étant rendu plus d'une fois en mission dans les régions de Paoua et Bémal (préfecture d'Ouham-Pendé), Markounda, Kabo et Moyen-Sido (préfecture d'Ouham), Kaga Bandoro (préfecture de Nana-Grébizi), et Ndélé et Akroussoulbak (préfecture de Bamingui-Bangoran), le Groupe d'experts conclut que des éléments des forces de sécurité et forces armées tchadiennes ont violé plus d'une fois la décision prise par le Gouvernement tchadien le 11 mai 2014 de fermer la frontière avec la RCA, pour piller des villages, installer des points de contrôle mobiles et attaquer des civils en territoire centrafricain.

138. Les réfugiés centrafricains ne peuvent regagner leur région d'origine qu'en acquittant un droit de passage. Les forces tchadiennes profitent également de l'aide humanitaire acheminée par l'intermédiaire d'un organisme public tchadien.

¹⁴⁹ Voir Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque, 2^e éd. (Paris, 2013). Disponible à l'adresse suivante : www.oecd.org/corporate/mne/GuidanceEdition2.pdf.

¹⁵⁰ Entre 40 000 et 50 000 carats pour Bria, 10 000 carats pour Sam Ouandja et entre 5 000 et 7 500 carats pour Nzako. Voir www.kimberleyprocess.com/en/2012-wgde-footprint-car-final.

¹⁵¹ Rencontre avec l'Unité spéciale antifraude à Bria, le 13 avril 2015.

¹⁵² Rencontre avec directeur sous-régional des mines à Sam Ouandja, le 27 septembre 2015.

¹⁵³ Voir la carte reproduite à l'annexe 4.

139. Au cours d'une réunion tenue par le Comité le 21 août, le Gouvernement tchadien a nié que des éléments de ses forces de sécurité aient été impliqués dans ces faits, contestant les conclusions du Groupe d'experts. Le Tchad n'a jamais répondu aux demandes de renseignements qui lui ont été adressées sur ces sujets¹⁵⁴.

A. Vide sécuritaire dans le nord-ouest

Révolution et justice

140. Les 11 avril et 22 juin, les chefs de Révolution et justice à Markounda et Paoua ont confirmé au Groupe d'experts que leur groupe avait repris les armes pour défendre la population locale de la région contre les incursions d'éléments venus du Tchad. Tous les commandants militaires du groupe interrogés par le Groupe d'experts, qui étaient membres de l'Armée populaire pour la restauration de la République et la démocratie (APRD) de Jean-Jacques Démafourth, proche conseiller du Chef de l'État de transition de la RCA¹⁵⁵, ont confirmé être sous les ordres d'Armel Bedaya Sayo, Ministre centrafricain de la jeunesse et des sports et chef du groupe à Bangui, qui continuait de les soutenir financièrement¹⁵⁶.

141. Pour le Groupe d'experts qu'Armel Sayo, commandant d'un groupe armé qui sévit dans le nord-ouest de la RCA¹⁵⁷, exerce depuis le 22 août 2014 les fonctions de Ministre de la jeunesse et des sports¹⁵⁸, voyageant en Europe en cette qualité, et posant en uniforme militaire sur des photographies prises dans son bureau ministériel (voir annexe 4.2) reste un sérieux motif de préoccupation.

142. Le 8 avril, des représentants de la faction UPC de l'ex-Séléka se sont entretenus avec la hiérarchie de Révolution et justice à Markounda pour la persuader de laisser passer du bétail venant du Tchad qui appartiendrait à Darrassa¹⁵⁹, chef de l'UPC. Il ressort d'un rapport confidentiel que Darrassa finira par conclure un accord avec le général Al-Khatim, du MPC¹⁶⁰.

Groupe des patriotes

143. La perspective de quelque retombée financière d'une opération de désarmement, démobilisation et réintégration a suscité l'apparition de groupes armés opportunistes.

¹⁵⁴ Voir l'annexe 9.61 pour des précisions sur la correspondance.

¹⁵⁵ Voir l'annexe 9.62 pour les précisions sur l'APRD et l'annexe 4.1 pour des documents sur Révolution et justice.

¹⁵⁶ Entretien avec des détenus de Révolution et justice à Bangui, le 1^{er} juin 2015; entretien avec le commandant de Révolution et justice à Paoua, le 22 juin 2015.

¹⁵⁷ Voir l'annexe 9.63 pour des précisions.

¹⁵⁸ Voir l'annexe 9.64 pour des précisions sur Sayo.

¹⁵⁹ Rencontre confidentielle avec un représentant du Gouvernement à Bangui, le 30 mai 2015; conversation téléphonique avec un ancien dirigeant local à Markounda, le 6 juin 2015; rencontre avec un représentant de Révolution et justice à Paoua, le 22 juin 2015. Lors d'une rencontre avec le Groupe d'experts tenue à Bangui le 27 avril 2015, un dirigeant politique de l'UPC a aussi confirmé qu'Ali Darrassa possédait du bétail qui se trouvait alors au Tchad.

¹⁶⁰ L'accord aurait été négocié entre le conseiller politique de l'UPC, Hassan Bouba, et le commandant de zone du MPC à Kaga Bandaro, Ali Hafis; rapport militaire confidentiel du 17 avril 2015.

144. À Paoua, le Groupe d'experts a rencontré des représentants d'une faction dissidente de Révolution et justice appelée Groupe des patriotes¹⁶¹, basée à Pougol, à 20 kilomètres à l'ouest de Paoua, et composée de transfuges de l'APRD. Fort de 37 éléments mal équipés¹⁶², ce groupe, qui prétendait assurer la sécurité de la population locale en l'absence de toute autorité légitime et ne nourrir aucune ambition politique, a une forte coloration ethnique, qui n'est pas sans rappeler l'ex-APRD et Révolution et justice¹⁶³.

B. Vide sécuritaire et administrations parallèles dans le nord et le nord-est

145. À Moyen-Sido, Kabo, Kaga Bandoro, Mbrès et Ndélé, le Groupe d'experts a vu des éléments ostensiblement armés des factions MPC et FPRC de l'ex-Séléka en tenue militaire circuler à moto ou à bord d'autres véhicules. Dans tous les lieux où il s'est rendu, des groupes armés occupant la majorité des édifices publics avaient mis en place une administration parallèle.

Faction ex-Séléka du général Mahamat al-Khatim

146. Al-Khatim contrôle l'administration et la sécurité de pans entiers du nord-est de la préfecture d'Ouham, dont des parties de la sous-préfecture de Kabo et Batangafo et de la préfecture de Nana-Grébizi et son chef-lieu Kaga Bandoro¹⁶⁴.

147. Al-Khatim se comporte en seigneur de la guerre local pragmatique dans ses visées. Au nombre des chefs du FPRC il y a encore peu¹⁶⁵, il créera, le 1^{er} août avec le général Mahamat Bahar¹⁶⁶, le MPC¹⁶⁷, groupe fort d'environ 200 éléments¹⁶⁸ qui, de concert avec le FPRC, tient les principales agglomérations et villages¹⁶⁹, prélevant des taxes à des postes de contrôle et assurant la sécurité des éleveurs qui traversent sa zone d'opérations.

¹⁶¹ Entretien avec Elie Sénapu, également connu sous le nom de « Général Elie » à Paoua, le 22 juin 2015; le Groupe d'experts a également rencontré Laurent Mandjou, également connu sous le nom de « Colonel Laurent » (voir l'annexe 4.3).

¹⁶² D'après la liste de membres du Groupe des Patriotes que Laurent Mandjou a fournie à l'ONU dans le cadre du processus de désarmement, démobilisation et réintégration. Cette liste contredit les déclarations précédemment recueillies par le Groupe d'experts selon lesquelles le groupe comptait 1 891 éléments (voir la liste présentée à l'annexe 4.4).

¹⁶³ Les membres de l'ethnie des Sara, auquel appartenait l'ancien Président Ange-Félix Patassé, vivent principalement dans la préfecture d'Ouham-Pendé.

¹⁶⁴ Missions à Kaga Bandoro, Kabo et Moyenne-Sido, du 25 au 29 mai et du 29 juin au 3 juillet 2015. Durant ces missions, le Groupe a rencontré Al-Khatim à Moyenne-Sido le 26 mai et le 1^{er} juillet, les commandants de zone de Kaga Bandoro et de Kabo, des responsables locaux, des représentants d'ONG, des fonctionnaires de l'ONU et des représentant des populations locales. Se reporter aux annexes 4.5 et 4.8 pour consulter les photographies d'Al-Khatim prises par le Groupe le 26 mai et le 1^{er} juillet.

¹⁶⁵ Al-Khatim a été nommé conseiller militaire du FPRC chargé de la sécurité par Nourredine Adam à Kaga Bandoro le 2 novembre 2014.

¹⁶⁶ Le chef du renseignement militaire de l'ex-Séléka, le « général » Mahamat Bahar, appartient officiellement au bataillon des services d'appui, avec le grade de colonel (numéro d'identification : 2013-1-1003).

¹⁶⁷ Voir l'annexe 9.65 pour des précisions.

¹⁶⁸ Voir l'annexe 9.66 pour des précisions.

¹⁶⁹ Voir l'annexe 9.67 pour des précisions et l'annexe 4.6 pour des photographies.

148. Début juin, Al-Khatim a mobilisé une cinquantaine d'éléments armés pour assurer la sécurité d'éleveurs Mbarara qui regagnaient la région de Moïssala, (Tchad), avant la saison des pluies¹⁷⁰, dans la région de Kambakota (sous-préfecture de Bédé, à l'ouest de Batangafo et au nord de Ben Zambé)¹⁷¹.

149. À Kaga Bandoro, Ali Hafis¹⁷² a décidé de rester fidèle à Al-Khatim. Nonobstant la scission entre le MPC et le FPRC, les deux commandants de zone se côtoient dans le même bâtiment, à savoir le poste de police, sans être sous les ordres du même supérieur hiérarchique. Nommé commandant de zone du MPC à Mbrès en juillet, le colonel Abdulaye Oumar confirmera que son adjoint, Abou Sale, et lui étaient sous les ordres d'Hafis, ayant juré allégeance à Al-Khatim¹⁷³.

Structure et activités du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique

150. Depuis le 8 octobre, date à laquelle Nouredine Adam, de retour du Tchad, a regagné Kaga Bandoro, le FPRC y est mieux organisé et plus actif, ayant sous ses ordres une force de 500 hommes. Depuis qu'il a été élevé au rang de coordonnateur adjoint du FPRC¹⁷⁴, Moussa Maouloud et Lambert Lissane Moukové, chef d'état-major de Nouredine Adam, réclament de plus en plus une troisième transition.

151. Le 22 août, Nouredine Adam a nommé le sergent Amalea Jean Chérif, natif de Birao, nouveau commandant de zone du FPRC¹⁷⁵. La plupart des chefs du FPRC restés fidèles à Adam, dont les généraux Kanton et Baba Hissène¹⁷⁶ étaient en ville au moment de l'établissement du présent rapport. Ces hommes confirmeront l'un et l'autre que le FPRC envisageait d'installer son quartier général à Kaga Bandoro.

152. Le FPRC contrôle directement l'administration et la sécurité dans une zone grande comme la Belgique qui englobe la préfecture de Vakaga, une partie de la préfecture de la Haute-Kotto, la préfecture de Bamingui-Bangoran, ainsi que des pans entiers de la préfecture de Nana-Grébizi. À l'exception des préfets et sous-préfets, et des sultans de Ndélé et Birao qui, pour leur sécurité, doivent entretenir de bonnes relations avec le FPRC, les forces nationales de sécurité et l'administration publique sont totalement absentes de la région.

¹⁷⁰ Voir l'annexe 9.68 pour des précisions et l'annexe 4.7 pour des photographies.

¹⁷¹ Rapports confidentiels des 3, 5, 10 et 12 juin 2015.

¹⁷² Rencontres avec Ali Hafis à Moyenne-Sido le 26 mai 2015 et à Kaga Bandoro les 19 et 23 août 2015. Voir les annexes 4.5 et 4.8 pour des photographies.

¹⁷³ Rencontre avec le colonel Abdulaye Oumar à Mbrès, le 22 août 2015. On trouve sa photographie à l'annexe 4.8.

¹⁷⁴ Lors de ses rencontres avec le Groupe le 16 janvier et le 27 mai 2015, Moussa Maouloud a redit avec force son allégeance à Nouredine Adam, bien que celui-ci fût absent; en août 2014, le Groupe avait déjà noté que Maouloud essayait de contester l'autorité d'Al-Khatim sur Batangafo (voir S/2014/762, par. 56). L'on trouve à l'annexe 4.8 des photographies de Maouloud et de Lambert.

¹⁷⁵ Rencontre avec Amaléa Jean Cherif à Kaga Bandoro, le 23 août 2015. Celui-ci appartient officiellement au bataillon des services d'appui, avec le grade de caporal-chef (numéro d'identification : 2001-1-21378).

¹⁷⁶ Rencontre avec les généraux Kanton et Baba Hissène à Kaga Bandoro, le 24 août 2015. La présence de ces deux généraux a été signalée à Kaga Bandoro à la mi-octobre 2015, ainsi que celle des généraux Youssouf Ibrahim, Issa Israel, Saleh Zabadi, Kiningar, Kader et Bordas.

Région de Mbrès

153. Le Groupe d'experts a été témoin à Mbrès d'une formation militaire conjointe FPRC/ MPC (voir annexe 4.9). Il a pu constater sur toutes les routes allant de Kaga Bandoro à Mbrès, et de Ndélé à la frontière tchadienne, l'omniprésence d'éléments armés, du FPRC pour la plupart¹⁷⁷. Si les éléments de l'ex-Séléka dans Kaga Bandoro et Mbrès étaient tous porteurs d'ordres de mission officiels, il n'en était pas toujours ainsi de ceux qui se trouvaient dans la région de Ndélé, ancien bastion de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP).

154. Le FPRC est officiellement représenté à Mbrès par Ousman Abakae dit « Chauffeur ». D'ethnie peule il a juré allégeance à Ali Darrassa (UPC), même s'il est officiellement membre du FPRC¹⁷⁸. Seul commandant de zone à Mbrès et ses environs avant que le MPC voie le jour, il sera révoqué par Ali Hafis au profit du colonel Abdulaye Oumar pour avoir refusé de jurer allégeance au général al-Khatim et à lui-même. Hafis confirmera au Groupe d'experts que « Chauffeur » avait bafoué ses ordres¹⁷⁹.

155. « Chauffeur » continue d'exercer les fonctions de commandant de zone du FPRC à Mbrès avec son adjoint « Djido » et de défendre les intérêts commerciaux de l'UPC. Le Groupe d'experts a constaté que les relations entre « Chauffeur » et le colonel Oumar étaient tendues¹⁸⁰.

156. Le Groupe d'experts a pu constater l'existence d'un point de contrôle sur la route reliant Mbrès à Mboussa dans la direction de Bakala, au sud de Mbrès. Il en a vu cinq tenus par des hommes de « Chauffeur » le long de celle allant de Mbrès à Kaga Bandoro, via Blakadja¹⁸¹. Dans le village d'Azen, au carrefour des routes Kaga Bandoro-Ndélé et Mbrès-Ndélé, des hommes de « Chauffeur » affectés au point de contrôle exigeaient 3000 francs CFA aux petits véhicules et 5 000 francs CFA aux poids lourds. Le Groupe d'experts a également vu cinq points de contrôle le long de la route Mbrès-Kaga Bandoro via Azen.

157. Le FPRC, le MPC et l'UPC organisent également l'escorte armée de camions qui empruntent ces routes¹⁸² contre les attaques incessantes des antibalaka¹⁸³. Le Groupe a pu constater qu'un camion sous escorte UPC ayant été pillé lors d'une telle attaque perpétrée dans le village de Sueur le 12 août¹⁸⁴, « Chauffeur » a donné, en représailles, l'ordre d'une attaque au cours de laquelle les villages de Lakouetene et Ndjangala seront incendiés le 20 août. Le Groupe d'experts a recensé sur les lieux au moins 150 maisons détruites et recueilli des douilles de cartouches de 5,56 mm et les restes d'une roquette ainsi que des témoignages selon lesquels les membres de l'ex-Séléka tiraient tous les jours sur les civils en traversant des villages. La plupart

¹⁷⁷ Voir les annexes 4.10 et 9.69.

¹⁷⁸ Lors d'une rencontre avec le Groupe à Mbrès le 22 août 2015, Ousman Abakae a déclaré travailler pour le FPRC (« qui lui a donné un emploi »), tout en restant loyal à Ali Darrassa.

¹⁷⁹ Rencontre avec Ali Hafis à Kaga Bandoro, le 23 août 2015.

¹⁸⁰ Si des tensions sont apparues entre « Chauffeur » et Oumar pendant la réunion avec la MINUSCA tenue à Mbrès le 22 août 2015, les deux hommes n'en ont pas moins quitté la réunion sur la même motocyclette.

¹⁸¹ Voir l'annexe 9.70 pour des précisions.

¹⁸² Voir l'annexe 9.71 pour des précisions.

¹⁸³ Rencontre avec des représentants de la population musulmane et des membres de l'ex-Séléka à Mbrès, le 20 août 2015.

¹⁸⁴ Voir l'annexe 9.72 pour des précisions.

des villageois se cachaient encore dans la forêt voisine lorsque le Groupe d'experts s'est rendu sur les lieux.

Région de Ndélé

158. À Ndélé, le FPRC est dirigé par le commandant de zone Senoussi Soumaine, nommé le 10 septembre en remplacement du général Issa Israël¹⁸⁵. Toutefois, le préfet Abdoulaye Mohamed et le sultan Ibrahim Senoussi Kamoun (Rounga) y exercent avec le FPRC une certaine autorité administrative¹⁸⁶. Si le sultan reste une institution traditionnelle respectée investie de pouvoirs judiciaire et de médiation, le préfet est de facto sous l'autorité du FPRC, surtout depuis qu'il a été agressé et blessé par des éléments FPRC le 30 novembre 2014¹⁸⁷.

159. On voit des hommes et des femmes du FPRC en tenue militaire ostensiblement armés se déplacer en toute liberté en tous points stratégiques de la ville. Cependant, une partie des combattants Rounga du FPRC se réclament toujours de la CPJP d'Abdoulaye Hissène Ramadane, récent transfuge du RPRC au FPRC.

160. À l'occasion de la mission qu'il a effectuée sur le terrain du 24 septembre au 5 octobre, le Groupe d'experts a emprunté trois routes allant de Ndélé au Tchad. Il a dénombré neuf points de contrôle le long de l'axe Ndélé-Tiri, jusqu'à la frontière tchadienne¹⁸⁸ et six le long de l'axe Ndélé-Doum/Boul Kinia¹⁸⁹ mais par contre aucun sur l'axe Ndélé-Manovo, zone peu peuplée.

161. Les points de contrôle sont tenus par deux à cinq éléments armés de fusils d'assaut Kalachnikov, guère sans munitions¹⁹⁰. Le Groupe d'experts a une fois vu un enfant soldat posté à une barrière du FPRC à Tiri¹⁹¹. Les habitants se plaignent d'être contraints d'acquitter une taxe chaque fois qu'ils doivent passer par ces points de contrôle¹⁹².

162. Dans la plupart des villages où le FPRC ou la CPJP étaient officiellement représentés¹⁹³ les habitants s'étaient également constitués en groupes d'autodéfense locaux dotés de fusils artisanaux et de munitions de chasse¹⁹⁴ MMC achetés à Ndélé¹⁹⁵. Des braconniers auraient récemment occupé de vieux conteneurs dans le parc national Saint-Floris de Manovo-Gounda. Les habitants du village à majorité chrétienne reculé de Dakobo ont dit être régulièrement harcelés par le FPRC,

¹⁸⁵ Entretien avec Senoussi Soumaine à Ndélé, le 28 septembre 2015. Voir l'annexe 9.73 pour des précisions.

¹⁸⁶ Voir l'annexe 9.74 pour des précisions.

¹⁸⁷ Entretiens avec Abdoulaye Mohamed et le sultan à Ndélé, le 29 septembre 2015. Voir l'annexe 9.75 pour plus de précisions.

¹⁸⁸ Voir l'annexe 9.76 pour des précisions et l'annexe 4.11 pour des photographies.

¹⁸⁹ Voir l'annexe 9.77 pour plus de précisions.

¹⁹⁰ Les chargeurs inspectés au point de contrôle de Koundi contenaient chacun entre deux et huit cartouches.

¹⁹¹ Voir l'annexe 7 pour une photographie.

¹⁹² Entretien avec un responsable local à Bangbali (60 kilomètres de Ndélé), le 25 août 2015. Voir l'annexe 9.78 pour des précisions.

¹⁹³ Voir l'annexe 9.79 pour des précisions et l'annexe 4.12 pour des photographies de combattants armés de l'ex-Séléka.

¹⁹⁴ Au sujet des munitions MMC, voir l'annexe 1.11, par. 12 et 13.

¹⁹⁵ Voir l'annexe 9.80 pour les sources.

dépouillés de leurs biens, ligotés et bastonnés. Ailleurs, cependant, les habitants ne se sont pas plaints de sévices de la part du FPRC¹⁹⁶.

Liberté de mouvement du FPRC¹⁹⁷

163. Le Groupe d'experts a également vu des hommes armés de fusils d'assaut de type 56-2 et AKM se déplacer beaucoup à moto entre Ndélé et KagaBandoro, et surtout entre Ndélé et la frontière tchadienne.

164. Le Groupe d'experts a procédé à Tiri (à 90 km au nord de Ndélé), à un contrôle sur deux hommes à moto, coiffés du turban traditionnel et armés de fusils d'assaut de type 56-2, et sur trois hommes à moto armés de Kalachnikov et de fusil d'assaut Vector R4 entre Zoukoutouniala et Zobossinda (à 48 km de Ndélé)¹⁹⁸. Interrogés, certains de ces hommes armés diront également que le FPRC venait d'affecter 37 de ses éléments à des points de contrôle le long de la route¹⁹⁹.

165. Le 25 août, des habitants du village de Bangbali ont informé le Groupe d'experts que les éléments du FPRC/CPJP en étaient partis en direction du sud quelques jours auparavant²⁰⁰ et qu'en juillet, 30 hommes armés du FPRC étaient partis du village de Léména pour Kaga Bandoro²⁰¹. Des éléments armés tenant les points de contrôle d'Akroussoulbak et des civils ont dit au Groupe d'experts que 50 à 100 éléments du FPRC avaient fait mouvement vers le sud depuis la mi-septembre sur ordre d'Abdoullaye Hissène, ce que viendront²⁰² confirmer des civils à Boul Kinia, localité que 40 éléments armés venaient de quitter pour Ndélé, à la demande d'Hissène.

166. Durant les 12 jours que le Groupe d'experts a passés à Bamingui-Bangoran, trois camions ayant à bord des éléments armés et près de 250 motos – dont certaines volées – montées chacune par deux à trois hommes armés, soit une force de 600 combattants, sont partis de Ndélé pour Kaga Bandoro²⁰³.

Exploitation de ressources naturelles

Espèces sauvages

167. Les habitants des villages où il s'est rendu le long de trois axes en direction de la frontière tchadienne ont dit au Groupe d'experts avoir vu, fin septembre 2015, des hommes armés, des Janjaouid ou des braconniers selon eux, venus du Soudan ou du Tchad, se déplacer avec des ânes lourdement chargés. Des témoins oculaires

¹⁹⁶ Mission à Manovo et Dakobo, le 27 septembre 2015.

¹⁹⁷ Voir l'annexe 4.13 pour des photographies de combattants de l'ex-Séléka installés à bord de pick-up ou conduisant des motocyclettes.

¹⁹⁸ Voir les annexes 4.13 and 4.14 pour des photographies de combattants de l'ex-Séléka en mouvement.

¹⁹⁹ Mission à Bangbali, le 25 septembre 2015.

²⁰⁰ Rencontre avec des villageois à Bangbali, le 25 septembre 2015.

²⁰¹ Rencontre avec un responsable local à Léména, le 26 septembre 2015.

²⁰² Rencontres avec la population locale et des membres de l'ex-Séléka en faction à des points de contrôle à Akroussoulbak et à Koundi, le 26 septembre 2015.

²⁰³ Rencontres avec les forces internationales et la population locale à Ndélé, dans la période allant du 24 septembre au 2 octobre 2015.

ont dénombré des groupes de 8 à 12 hommes en turban traditionnel parlant arabe, armés de fusils d'assaut de type AK-47 et de lance-roquettes²⁰⁴.

Diamants et or

168. Ayant mis en place une administration minière parallèle à Ndélé, le FPRC délivre des licences annuelles aux collecteurs moyennant 250 000 francs CFA, (500 dollars)²⁰⁵, et des certificats aux artisans-mineurs moyennant 30 000 francs CFA, (60 dollars)²⁰⁶. La brigade d'exploitation minière du FPRC à Ndélé gère une douzaine de sites miniers, principalement aux alentours de la ville et jusqu'à 100 kilomètres dans la direction sud-est, vers Ippy. On dénombre une dizaine d'artisans-mineurs par site, chacun employant des dizaines de mineurs²⁰⁷. Ils vendent leur production à quatre collecteurs de Ndélé, qui leur ont procuré leur licence en 2015.

169. Le collecteur principal de Ndélé est membre d'un comité de perception des impôts du FPRC qui, depuis début mars, opère indépendamment des services douaniers du FPRC à Kaga-Bandoro²⁰⁸. Ce collecteur a déclaré au Groupe d'experts qu'il vendait ses diamants au Badica de Bria, entité sous le coup de sanctions. Pendant la saison sèche, les diamants de Ndélé sont également vendus à des collecteurs tchadiens et soudanais²⁰⁹.

Bétail

170. Le MPC et le FPRC ont conclu à Kaga-Bandoro, Kabo et Mbrès, un accord de partage de ressources aux termes duquel Al-Khatim est autorisé à prélever des taxes aux postes de contrôle, le FPRC pouvant racketter les hommes d'affaires, commerçants et boutiquiers²¹⁰.

171. À Kaga-Bandoro, le Groupe d'experts a vu Adam Moussa, conseiller du commandant de zone du FPRC, prendre de l'argent du chauffeur d'un camion de transport de bétail (voir annexe 4.16). L'intéressé lui précisera que 80 à 100 bêtes transitaient chaque jour par la ville, leurs propriétaires devant acquitter 20 000 francs CFA par tête, le montant de taxes ainsi prélevés étant de l'ordre de 576 millions de francs CFA par an (1 million de dollars).

172. Avant l'avènement de la Séléka, l'administration locale de Kabo prélevait jusqu'à 700 000 francs CFA par mois (1 200 dollars) sur les activités marchandes et délivrait un laissez-passer moyennant 25 000 francs CFA (40 dollars) par tête de bétail²¹¹. Partant du nombre approximatif de têtes de bétail rien que dans la zone de

²⁰⁴ Rencontres à Djamassinda, Birbatouma, Bangbali, Manga 1 et Manga 2, Dakabo et Akroussoulbak, dans la période allant du 24 septembre au 5 octobre 2015; entretien avec le sultan à Ndélé, le 29 septembre 2015.

²⁰⁵ Rencontre avec un collecteur de diamants à Ndélé, le 24 septembre 2015.

²⁰⁶ On trouve à l'annexe 4.15 la photographie d'un récépissé remis par la brigade minière du FPRC pour le paiement d'une patente d'artisan-minier.

²⁰⁷ Rencontre avec des exploitants artisans miniers à Léména, le 25 septembre 2015.

²⁰⁸ Rapport confidentiel du 7 mars 2015.

²⁰⁹ Rencontre avec un collecteur de diamants à Ndélé, le 24 septembre 2015. L'information a été confirmée par un autre collecteur de diamants lors d'un entretien téléphonique le 6 novembre 2015.

²¹⁰ Rencontre avec une source militaire à Kaga Bandoro, le 29 mai 2015.

²¹¹ On trouve à l'annexe 4.17 une photographie de la note de service par laquelle le FPRC nomme un délégué des éleveurs à Moyenne-Sido en 2015.

Moïssala du sud tchadien (région de Moundoul), le Groupe d'experts estime que le MPC et le FPRC pourraient, par an, engranger 1,2 million de dollars d'impôts et taxes sur le bétail²¹². La position stratégique de Kabo sur la route de la transhumance vient sans doute expliquer que Moussa Maouloud ait tout fait pour exercer sa mainmise sur la ville pour le compte de Nourredine Adam²¹³.

Arsenal de l'ex-Séléka

173. Les éléments armés de l'ex-Séléka sont essentiellement équipés de fusils d'assaut de type AK de diverses origines²¹⁴, mais le Groupe a constaté qu'ils détenaient également divers autres types de fusils d'assaut, des grenades à main, des lance-roquettes et des obus de mortier²¹⁵. Les armes et munitions de l'ex-Séléka sont vieilles, les numéros de série en étant illisibles. Le Groupe a également inspecté un fusil de type AK au numéro de série délibérément effacé.

174. Même s'il attribue les armes à titre individuel à tel ou tel élément, ou les affecte à telle ou telle mission bien déterminée (postes de contrôle, police, gendarmerie, douanes, eaux et forêts ou perception d'impôts), le FPRC a dû, en raison de la pénurie, réaffecter certaines armes de postes de contrôle aux éléments ayant reçu pour consigne de se regrouper à Kaga-Bandoro²¹⁶.

Groupes antibalaka dans la préfecture de Nana-Grébizi

175. L'ex-Séléka (MPC et FPRC) contrôle certes la majeure partie de la préfecture de Nana-Grébizi, mais des groupes antibalaka sous les ordres de commandants locaux mais affiliés à la coordination nationale y opèrent également.

176. Membre de la coordination antibalaka de Mokom, Max Narbé dit Nabbré ou Narqué commande les factions antibalaka de Kaga-Bandoro et de Mbrès depuis la démission de « Yves ». Les groupes antibalaka qui sévissent dans le nord sont armés de fusils de chasse, souvent de fabrication artisanale, et de grenades. Le Groupe d'experts n'a vu aucun élément ostensiblement armé, si ce n'est une fois à Blakadja²¹⁷.

177. Plusieurs villages situés entre Kaga-Bandoro et Mbrès sont contrôlés par des groupes antibalaka. « Gauthier » contrôle le village de Doukouma et ses environs étant sous les ordres de Max²¹⁸. « Pelé », qui fait partie de la structure de Mokom, est commandant de zone de Blakadja, et Maroka étant contrôlé par le « colonel » Pata²¹⁹.

²¹² Voir l'annexe 9.81 pour des précisions.

²¹³ Des officiers de l'ex-Séléka loyaux à Adam ont été nommés à Kabo, notamment l'ancien colonel de l'armée tchadienne Naha (nommé commandant de zone), l'ancien sous-préfet tchadien Hassan Salleh, le « général » Oumar Kafin et Hassan Ginderu. Rapport confidentiel du 29 juillet 2015.

²¹⁴ Voir l'annexe 4.18 pour des photographies.

²¹⁵ Voir l'annexe 9.82 pour des précisions et l'annexe 4.12 pour des photographies de membres armés du FRDC, dont l'un a des grenades à main accrochées à sa chemise militaire.

²¹⁶ Missions dans les environs de Kaga Bandoro, Mbrès et Ndélé, le 19 août et le 28 septembre 2015. Voir l'annexe 9.83 pour des précisions.

²¹⁷ Missions aux points de contrôle d'Akroussoulbak et de Doum, le 26 septembre et le 2 octobre 2015.

²¹⁸ Entretien avec Gauthier à Doukouma, le 19 août 2015.

²¹⁹ Entretiens à Blakadja, le 19 août 2015.

178. Le Groupe d'experts s'est entretenu à Mboussa, village situé entre Mbrès et Bakala, avec le commandant de zone Kouazingo Gomez, originaire de Sibut, qui contrôle la zone de Mboussa, y compris la mine d'or de Kagbi²²⁰. Également sous les ordres de Mokom, Kouazingo entretient des liens personnels avec le commandant MPC de la zone de Mbrès²²¹. Le commandant de zone « DKZ », dit Décabouna, soldat centrafricain natif de Bossangoa²²², a été tué le 15 août sur le même axe dans le village de Morabanda, alors qu'il pillait un camion ex-Séléka chargé d'armes et de marchandises²²³.

179. Du 1^{er} février au 30 septembre 2015, le Groupe d'experts a recensé dans la région de Mbrès quatre attaques perpétrées par des éléments antibalaka contre les civils, qui ont tué 13 personnes, menacé les autorités locales et pillé des véhicules utilitaires²²⁴.

180. Le Groupe d'experts a également enquêté sur plusieurs attaques d'antibalaka à l'occasion de missions qu'il a effectuées dans les zones situées entre Kaga-Bandoro et Mbrès et entre Mbrès et Bakala.

181. Le 12 août, dans le village de Ndenga, les membres d'un groupe d'antibalaka, qui seraient venus de Mbrès, ont coupé les oreilles d'une femme et battu un homme à mort en face de la maison du diacre puis jeté son corps dans les latrines de l'école (voir annexe 4.20). Le même jour, dans le village de Sueur, des éléments antibalaka ont dévalisé un camion ex-Séléka embourbé.

182. L'ex-Séléka ayant, à la demande du nouveau sous-préfet, levé les postes de contrôle autour de Mbrès du 10 au 12 juillet, des groupes antibalaka ont immédiatement attaqué et pillé les villages de Marona et de Jafara et pris d'assaut un véhicule ex-Séléka, dérobant l'ensemble de sa cargaison ainsi que 4,3 millions de francs CFA (7 300 dollars).

183. Le 15 août, des éléments antibalaka ont tué cinq civils (un enfant, deux hommes et deux femmes) à Maorka²²⁵. Le Groupe d'experts s'est entretenu à Gbakon Bangu avec trois jeunes adultes qui, enlevés par 12 éléments antibalaka, seront relâchés 14 heures plus tard, après avoir dû porter sur le dos, sur 50 kilomètres dans la direction de Mbrès, des biens dérobés du village.

C. Incursions en République centrafricaine d'éléments des forces de sécurité et de l'armée tchadiennes

184. En 2014, le Groupe d'experts a rendu compte de plusieurs sérieux incidents de sécurité dans le nord-ouest du pays, limitrophe du Tchad (voir S/2014/762, par. 42 à

²²⁰ D'après Kouazingo, l'or est désormais vendu à Bambari, après l'avoir été à Mbrès. Ali Hafis a confirmé que Kouazingo contrôlait la mine d'or. Rencontre avec Ali Hafis à Kaga Bandoro, le 23 août 2015.

²²¹ Voir l'annexe 4.19 pour une photographie.

²²² Rencontres avec les forces internationales, des responsables locaux et des représentants du FPRC à Kaga Bandoro, le 16 janvier 2015.

²²³ Rencontre avec Ali Hafis à Kaga Bandoro, le 23 août 2015.

²²⁴ Base de données sur les incidents gérée par le Groupe d'experts (au 23 octobre 2015). Données conservées dans les archives de l'ONU.

²²⁵ Mission à Kaga Bandoro et Mbrès du 19 au 24 août 2015. Voir l'annexe 4.20 pour des photographies.

46). Survenus entre le 11 mai 2014 – date de fermeture de la frontière tchado-centrafricaine – et le 1^{er} octobre 2015, ces faits se sont soldés par la mort d’au moins 86 civils, 18 autres blessés, plusieurs disparitions et le déplacement forcé de communautés vivant dans la zone frontalière²²⁶.

185. À l’occasion de ses investigations, le Groupe d’experts s’est rendu dans les sous-préfectures de Mia-Pendé, Markounda et Kabo et dans les préfectures de Nana-Grébizi et Bamingui-Bangoran, où il s’est entretenu avec victimes, témoins et auteurs et a recueilli des éléments de preuve²²⁷.

186. Le Groupe d’experts a pu ainsi établir que des éléments de l’armée et des forces de sécurité tchadiennes avaient commis sur la personne de Centrafricains diverses violations des droits de l’homme (meurtre de civils, pillage et destruction de biens civils, déplacement forcé, extorsion, détention illégale, violation du droit au retour des Centrafricains réfugiés au Tchad, etc.).

187. Depuis mai 2014, des éléments des forces de sécurité tchadiennes attaquent régulièrement les villages de Bembéré, Békia, Bépikassé, Markounda et Dokabi (sous-préfectures de Mia-Pendé et de Markounda)²²⁸ selon le même scénario : après avoir tiré en l’air pour chasser les habitants, des hommes armés en tenue mettent à sac et détruisent les villages au point du jour.

Sous-préfecture de Mia-Pendé

188. Il appert de témoignages issus de la sous-préfecture de Mia-Pendé que les auteurs des faits sont des éléments des forces de sécurité tchadiennes venant du poste frontière de Békoninga. Des témoins qui traversaient régulièrement la frontière avant sa fermeture ont reconnu leurs agresseurs, dont Madjiademngar N’Gamjadjibe, commissaire de police de la Direction de la sécurité intérieure tchadienne²²⁹. De plus, les assaillants portaient des tenues et des armes identiques à ceux des forces de sécurité et de l’armée tchadiennes²³⁰.

189. Le 22 juin, le Groupe d’experts étant sur les lieux à Békoninga, le commissaire N’Gamjadjibe a demandé à la MINUSCA d’envoyer un message aux habitants du village de Bembéré, situé à juste 2 kilomètres au sud du poste frontière sur la route principale, les accusant d’avoir volé cinq têtes de bétail du village tchadien d’Anja (situé à 7 km à l’est de Békoninga) et leur intimant l’ordre de restituer le bétail sur-le-champ, sous peine de voir les forces de sécurité tchadiennes

²²⁶ Base de données sur les incidents gérée par le Groupe d’experts (au 23 octobre 2015). Données conservées dans les archives de l’ONU.

²²⁷ Missions à Markounda du 11 au 14 avril 2015, à Kabo et Moyenne-Sido du 25 au 29 mai et du 29 juin au 3 juillet 2015, à Paoua et Bémal du 21 au 23 juin 2015, à Kaga Bandoro et Mbrès du 20 au 24 août 2015, et à Ndélé et en direction de la frontière tchadienne du 24 septembre au 5 octobre 2015.

²²⁸ Voir l’annexe 9.84 pour plus de précisions et l’annexe 4.21 pour des photographies des destructions occasionnées à Bépikassé.

²²⁹ Voir l’annexe 9.85 pour plus de précisions et l’annexe 4.22 pour des photographies.

²³⁰ Voir l’annexe 9.86 pour plus de précisions et l’annexe 4.24 pour des photographies.

attaquer leur village « sans faire de quartier »²³¹. Le lendemain, à 5 h 30, des hommes armés tchadiens, en tenue militaire, ont attaqué le village de Bépikassé²³².

Sous-préfecture de Markounda

190. La sous-préfecture de Markounda a également été victime d'actes de violence d'éléments des forces de sécurité et de l'armée tchadiennes. Les attaques perpétrées récemment contre les villages de Markounda et de Dokabi étaient le fait d'éléments de l'armée tchadienne stationnés le long de la Nana Barya précédemment membres du contingent tchadien de la MISCA, qui continuent de porter l'uniforme de ladite mission et se font appeler des « MISCA »²³³.

191. D'après les témoignages recueillis à Markounda le 11 avril, une roquette tirée le 5 avril 2015 du côté tchadien de la frontière en direction de la localité a atterri tout près de l'école primaire. Le Groupe a pu constater les dégâts (voir annexe 4.25)²³⁴. Une semaine plus tard, des combats ont éclaté entre des éléments de Révolution et justice présents à Markounda et des hommes armés venus du Tchad. Selon un membre de Révolution et justice qui a pris part aux combats, un soldat tchadien a été tué et un pullover frappé d'insignes de l'armée tchadienne recueilli (voir annexe 4.26)²³⁵.

192. Le Groupe d'experts s'est rendu dans les localités de Bélé I, Bélé II, Békinga, Galé II et Manda, situées au nord-est de Markounda le long de la frontière tchadienne, où des villageois avaient vu les 11 et 12 mars, sur la route longeant la Nana Barya du côté tchadien, sept camionnettes portant le sigle de l'armée tchadienne à bord desquels avaient pris place une vingtaine d'hommes armés en tenue. Des victimes ont dit avoir vu le même groupe traverser le fleuve, tirer en l'air avant de mettre à sac et de détruire le village de Dokabi le 12 mars.

193. Le Groupe d'experts a dénombré à Dokabi au moins 15 maisons incendiées et vu des impacts de balles sur les maisons et des douilles par terre (voir annexe 4.27). Il a également appris de témoins que cinq bicyclettes et une motocyclette avaient été volées, sans parler de l'ensemble du bétail.

194. D'après les habitants des villages situés entre Markounda et Dokabi, leurs localités essuient des attaques du genre décrit au Groupe d'experts une ou deux fois par an depuis dix ans²³⁶.

²³¹ On trouve à l'annexe 4.23 une photographie de la lettre du 19 mai 2015 adressée au chef de village de Bembéré par un fonctionnaire tchadien.

²³² Conversation téléphonique avec une source militaire en poste à Paoua, le 24 juin 2015. Voir l'annexe 9.87 pour plus de prévisions.

²³³ Mission dans les villages tchadiens de Komra et Sido, le 7 décembre 2014; rencontre avec les forces de sécurité tchadiennes à Békoninga, le 22 juin 2015, au cours de laquelle le commissaire du service de sécurité interne a recommandé à la MINUSCA d'être très prudente quand elle cherche à entrer en contact avec l'armée tchadienne, celle-ci ayant l'ordre de tir sur quiconque s'approche de la frontière.

²³⁴ Rapport confidentiel du 7 avril 2015.

²³⁵ Voir l'annexe 9.88 pour des précisions.

²³⁶ Entretiens menés par le Groupe à Bélé I et II, Békinga, Galé II, Manda et Dokabi le 11 avril 2015.

Violations du droit international humanitaire par les forces de sécurité et l'armée tchadiennes

195. Il ressort de témoignages de Centrafricains de la sous-préfecture de Kabo précédemment réfugiés au Tchad qu'ils avaient été battus ou avaient essuyé des tirs de coups de feu de la part d'éléments des forces de sécurité et de l'armée tchadiennes en tentant de regagner leur pays. Selon des victimes et des témoins de la sous-préfecture de Kabo et de la préfecture de Ndélé, tous civils, y compris femmes et enfants, qui traversent la frontière sont pris pour cible par des tireurs, jour et nuit et sans distinction²³⁷.

196. À Sido, village adjacent à Moyen-Sido côté tchadien de la frontière, tout réfugié centrafricain qui exprimait aux autorités tchadiennes l'intention de regagner son foyer se voit dénier son droit de retour motif pris de la fermeture de la frontière. Toutefois, les forces de sécurité tchadiennes chargées de certains postes frontière permettent à des réfugiés de traverser à telles ou telles dates et heures, moyennant paiement d'une somme d'argent²³⁸. Des témoins et des proches de victimes ont néanmoins confié au Groupe d'experts qu'il est des cas où des réfugiés qui avaient pourtant consenti à ces paiements illégaux ont été tués, blessés ou arrêtés à la frontière²³⁹.

197. Un message officiel en date du 19 mai 2015, signé de la main d'Abderahim Bireme Hamid, Ministre tchadien de la sécurité, est venu préciser que la frontière tchado-centrafricaine demeure « strictement » fermée, tout en donnant pour instruction aux forces de sécurité et à l'armée de cesser de tirer « systématiquement » sur toute personne s'approchant de la frontière (voir annexe 4.28).

198. On apprend depuis le 12 mai 2014 de sources locales et d'éléments de l'ex-Séléka à Moyen-Sido que des réfugiés centrafricains sont victimes de meurtre (42 cas) ou d'atteintes à l'intégrité physique (140 cas), mais également de détention illégale, de harcèlement et de vols à la frontière tchadienne (voir annexes 4.29 et 4.30).

199. À la suite de la fermeture de la frontière le 11 mai 2014, les civils centrafricains voulant entrer en territoire tchadien sont refoulés aux postes frontière de Ngarba et de Massamai Kébing, dans la préfecture de Bamingui-Bangoran. En revanche, les marchands tchadiens sont autorisés à entrer en République centrafricaine, où ils sont obligés de payer des taxes au FPRC, les membres des forces de sécurité et de l'armée du Tchad ayant – dit-on –, quant à eux, établi des postes de contrôle itinérants jusqu'à 25 kilomètres à l'intérieur du territoire centrafricain²⁴⁰.

²³⁷ Entretiens à Moyenne-Sido le 1^{er} juillet 2015 et à Zobossinda, Akroussoulbak, Boul-Kinia et Doum le 26 septembre et le 2 octobre 2015.

²³⁸ Entretiens à Moyenne-Sido le 27 mai et le 1^{er} juillet 2015. Voir l'annexe 9.89 pour plus de précisions.

²³⁹ Voir également l'annexe 9.90 pour des précisions.

²⁴⁰ Rencontres avec des membres de l'ex-Séléka et la population locale à Manga et Tiri le 25 septembre et à Zobossinda, Akroussoulbak, Boul-Kinia et Doum le 26 septembre et le 2 octobre 2015; entretien avec Senoussi Soumaine à Ndélé, le 28 septembre 2015.

V. Ouest du pays et région limitrophe du Cameroun²⁴¹

200. Le FDPC de Miskine, représente la principale menace contre la sécurité dans l'ouest de la RCA. Comptant jusqu'à 70 hommes bien armés, ce groupe pille les véhicules qui empruntent la principale route d'approvisionnement du pays, ainsi que les éleveurs peuls et les villages isolés situés le long de la frontière camerounaise, au nord de cette route. Il est aussi responsable de nombreuses prises d'otages, ayant notamment enlevé deux groupes de ressortissants camerounais. L'annexe 5.1 s'arrête sur ce groupe.

201. La MINUSCA et les forces centrafricaines ayant du mal à protéger les convois commerciaux des attaques meurtrières du FDPC ou d'autres groupes criminels, les camionneurs se sont en mis grève en juin, août et octobre à Garoua-Boulāï, ville frontalière camerounaise. Les forces armées centrafricaines s'étant déployées depuis mai le long de l'axe Niem-Yéléwa-Besson, au nord-ouest de Bouar, chef-lieu de la préfecture de Nana-Mambéré, la sécurité s'est quelque peu améliorée, mais uniquement en pleine ville. La présence dans cette zone d'une milice antibalaka dirigée par le clan Ndalé est venue compliquer encore la situation.

202. Autre région chaude, le plateau d'Amada-Gaza (préfecture de Mambéré-Kadeï), zone isolée de l'ouest du pays, est riche en pâturages et en diamants. Depuis la mi-2014, sous les ordres de Nice Démowance, natif de Berbérati, les milices antibalaka évincent les éleveurs peuls de la région (voir S/2014/762, par. 147). Des Peuls armés riposteront en mai attaquant plusieurs villages le long de la frontière camerounaise.

203. La flambée de violence dans le nord-ouest du pays n'a pas fait tache d'huile au secteur diamantifère du sud-ouest, aux alentours des villes de Nola, Berbérati et Carnot (préfecture de Mambéré-Kadeï). Les groupes armés continuent toutefois d'y sévir, y compris sur quelques sites de production de diamants. Le retour de Chrysostome Yapélé dit « Chicki-Chicki », coordonnateur antibalaka évadé de prison à Berbérati, où il avait été arrêté le 21 juin, risque de venir remettre en cause la sécurité sur l'un de ces sites.

204. De même, partis de Bangui pour Mbaïki (préfecture de Lobaye) en août, le « colonel Rombhot » et ses miliciens armés pourraient de nouveau faire parler d'eux dans différents secteurs d'exploitation de ressources naturelles. Dans la même région, un groupe irrégulier de gardes armés de fusils de chasse s'est implanté à Ndolobo, site d'une mine d'or nouvellement découverte.

A. Réactions suscitées par la montée en puissance du FDPC

205. L'apparition d'une milice antibalaka dirigée par le clan Ndalé est venue depuis début 2015, circonscrire le territoire contrôlé par le FDPC. Opérant au nord-est de Bouar, chef-lieu, le long de l'axe Niem-Yéléwa-Besson qui mène vers la frontière camerounaise, les membres du clan entendent défendre les éleveurs peuls contre

²⁴¹ Voir la carte figurant à l'annexe 5.

toutes attaques du FDPC²⁴² mais se livrent aussi largement au vol de bétail et taxent lourdement les éleveurs et toutes autres personnes se déplaçant dans la région²⁴³.

206. La milice Ndalé fera moins parler d'elle en avril 2015 à la suite de l'arrestation de Marcel Ndalé, chef militaire, et de la participation de ses représentants politiques, Adamou Ndalé et Michel Belo, au Forum de Bangui en mai. Elle avait aussi signifié sa volonté de participer au programme de désarmement, démobilisation et réintégration et de collaborer avec les Forces armées centrafricaines déployées dans la zone²⁴⁴. Le retour de Marcel Ndalé, évadé de la prison Ngaragba de Bangui, pourrait cependant inciter le groupe à se livrer de nouveau à des actes de violence et de vengeance, y compris contre les Peuls.

207. En mai 2015, le Ministre centrafricain de la défense a déployé 62 soldats des forces armées, répartis comme suit : 20 à Kouï, 20 à Besson et 22 à Niem-Yéléwa²⁴⁵. Cette présence viendra certes permettre de mettre les localités en question à l'abri des attaques et extorsions du FDPC et d'autres groupes mais, faute de moyens, l'armée ne peut toujours pas sécuriser les zones situées entre lesdites localités²⁴⁶. De plus, devant entièrement compter sur les villageois pour se nourrir chaque jour²⁴⁷, les soldats déployés sur place risquent de se les aliéner²⁴⁸. On a plus d'une fois accusé les soldats d'abuser de leur autorité et de se comporter comme n'importe quel autre groupe armé²⁴⁹.

B. Trafic transfrontalier de munitions de chasse

208. Les saisies et arrestations fréquentes le long de la frontière camerounaise montrent que le trafic de munitions de chasse en provenance du Cameroun en violation de l'embargo sur les armes et de la législation interne camerounaise et centrafricaine persiste. Toutes les parties au conflit centrafricain utilisent ce type de munitions, les modifiant parfois à la main pour en accroître la létalité²⁵⁰.

209. Le 8 janvier, les autorités camerounaises ont arrêté dans la ville frontalière de Kenzou Roger Ngaïdoua, alias Ousmane Roger, trafiquant de munitions identifié par le Groupe d'experts comme vendeur d'armes aux antibalaka à Berbérati (S/2014/762, par. 167 et annexe 53). Il avait en sa possession 4 500 cartouches de chasse de calibre 12, achetées à l'annexe de Dollah Yankam de Batouri²⁵¹. Cinquante de ces cartouches avaient été modifiées avec des balles de 7,62 mm,

²⁴² Rencontre avec Adamou Ndalé à Bangui, le 14 avril 2014.

²⁴³ Rencontre avec des éleveurs au nord de Bouar, le 12 avril 2015.

²⁴⁴ Rencontre avec Ibrahim Ndalé à Niem, le 20 juin 2014.

²⁴⁵ Voir l'annexe 5.2; selon les informations reçues, la MINUSCA n'a pas été informée de ce déploiement.

²⁴⁶ Rencontre avec des fonctionnaires locaux à Niem, le 20 juin 2015. Voir l'annexe 9.91 pour des précisions.

²⁴⁷ Rencontre avec un officier militaire centrafricain à Bouar, le 5 juin 2015.

²⁴⁸ Rencontre avec des fonctionnaires internationaux à Bouar, le 29 mai et le 5 juin 2015.

²⁴⁹ Rencontre avec des fonctionnaires internationaux à Bouar, le 28 mai 2015.

²⁵⁰ Voir l'annexe 5.3 et la section II.

²⁵¹ On trouve à l'annexe 5.4 la photographie d'une facture de cartouches de chasse achetées par Ngaïdoua, facture qu'il portait sur lui au moment de son arrestation. Voir l'annexe 5.5 pour des photographies de Ngaïdoua et des cartouches de chasse.

comme celles inspectées à Berbérati²⁵². Ngaïdoua est détenu à Bertoua dans l'attente d'une enquête.

210. L'annexe de Dollah Yankam de Batouri reste ouverte, même si l'enseigne en a été remplacée par une autre plus générique qui dit « armurerie »²⁵³. Le magasinier a reconnu que le magasin appartenait toujours à Yankam, et le Groupe d'experts constatera que le tampon utilisé était le même que celui apposé sur la facture trouvée sur Ngaïdoua lors de son arrestation²⁵⁴. Le magasinier confirmera le 17 août 2015 que son chiffre d'affaires avait baissé depuis que le préfet avait interdit aux armureries de vendre plus de 250 cartouches à des particuliers²⁵⁵. Il n'a rien dit des ventes faites à Ngaïdoua, qui, en 2014, avait acheté à sept reprises entre 3 000 et 4 500 cartouches auprès de Yankam ni pourquoi le magasin avait accepté le permis d'importer périmé délivré à ce dernier par les autorités centrafricaines le 19 septembre 2011²⁵⁶.

211. Le 8 juillet, un représentant du Ministère camerounais de l'administration territoriale et de la décentralisation a indiqué au Groupe d'experts qu'en raison de l'embargo sur les armes le Ministère avait limité les approvisionnements en munitions de chasse des vendeurs existants et suspendu la délivrance d'autorisations permettant d'ouvrir de nouvelles armureries dans l'est du Cameroun. Pourtant, à la connaissance du Groupe d'experts, aucune poursuite n'a été diligentée contre Dollah Yankam ni aucun autre armurier dans l'est du pays. Le représentant du Ministère précisera que celui-ci sensibilisait les autorités locales des villes de l'est à l'embargo sur les armes.

212. On retiendra qu'avant que les services de sécurité n'inspectent et n'arrêtent les marchandises à Kenzou, les autorités douanières camerounaises à Batouri avaient autorisé Ngaïdoua à exporter les munitions. On peut présumer qu'elles avaient également agi ainsi s'agissant des cartouches achetées auprès de Yankam en 2014.

213. L'arrestation de Ngaïdoua et les restrictions mises à la vente de munitions de chasse dans l'est du Cameroun n'ont sans doute fait que ralentir le trafic de munitions vers la RCA. On gagne toujours à exporter des cartouches par plus petites quantités (200 à 250); le Groupe d'experts a ainsi constaté deux cas de saisie en RCA (voir annexes 5.10 et 5.11).

214. Le Groupe d'experts a également fait le constat d'importantes saisies opérées ailleurs en RCA²⁵⁷. Ainsi, une grosse livraison de cartouches de calibre 12, pour la plupart fabriquées à Pointe-Noire (République du Congo) par l'entreprise MACC, saisie par la MINUSCA à Bria (préfecture de la Haute-Kotto) le 9 mars a été

²⁵² Rencontre avec un capitaine de l'armée camerounais à Kenzou, le 16 juin 2015. Voir l'annexe 5.6 pour des photographies des armes saisies.

²⁵³ Rencontre avec des commerçants dont la boutique est voisine de l'armurerie, le 17 août 2015. Voir l'annexe 5.7 pour une photographie de l'agence de Dollah Yankam située à Batouri.

²⁵⁴ On trouve à l'annexe 5.8 une photographie de l'autorisation d'importation.

²⁵⁵ Voir l'annexe 5.9 pour la chronologie des ventes.

²⁵⁶ La facture dont la photographie figure à l'annexe 5.4 mentionne l'autorisation d'importation délivrée à Ngaïdoua en 2011. On trouve une photographie de cette autorisation à l'annexe 52 du rapport S/2014/762.

²⁵⁷ À Bouar et Baoro, la MINUSCA a également saisi auprès de combattants antibalaka plusieurs cartouches et fusils de chasse artisanaux, sans parvenir à établir l'origine de ces armes. Inspections menées à Baoro le 4 juin et à Bouar les 28 et 29 mai 2015.

inspectée par le Groupe d'experts le 14 avril²⁵⁸. Les munitions de contrebande en provenance du Congo sont généralement acheminées en RCA par bateau, sur l'Oubangui (voir sect. V).

215. Entre janvier et mars, la MINUSCA a saisi à Bossangoa (préfecture d'Ouham-Pendé) une importante quantité de cartouches de chasse de calibre 12, dont une boîte fabriquée par l'entreprise française Nobel sport. À la demande du Groupe d'experts, celle-ci a pu déterminer que la boîte faisait partie d'une livraison effectuée le 3 septembre 2014 à l'intention d'Ane Rouge, armurier basé à Yaoundé.

216. Dans la partie centrafricaine de l'aire protégée Trinational de la Sangha²⁵⁹, les gardes forestiers confisquent quasiment tous les jours, avec l'aide du Fonds mondial pour la nature, des fusils de chasse de braconniers. D'importantes quantités de munitions de calibres 7,62 x 39 mm, 7,62 x 54 mm, 7,62 x 51 mm, 5,56 x 45 mm, 7,5 x 54 mm et 9 mm, provenant de plusieurs pays, ont été confisquées récemment²⁶⁰.

Saisies d'autres armes et munitions dans l'ouest du pays

217. Depuis le début de son déploiement en septembre 2014, la MINUSCA a saisi dans l'ouest du pays une petite quantité d'armes et de munitions classiques, qui ont fait l'objet d'inspections dont les conclusions sont exposés à l'annexe 5.12.

C. Ressources naturelles

Diamants

Levée partielle de suspension

218. Le 17 juillet, par décision administrative, le Processus de Kimberley a autorisé la reprise des exportations de diamants bruts en provenance des « zones conformes » de la RCA²⁶¹. D'après un cadre opérationnel annexé à la décision, sont zones conformes les sous-préfectures :

- a) Sous l'autorité de l'État, en particulier de l'administration territoriale, de l'administration minière, de l'Unité spéciale antifraude, de la gendarmerie et de la police;
- b) Où il n'y a pas d'activités systématiques des groupes armés ayant un impact sur la production ou le commerce de diamants;
- c) Où l'état de sécurité permet la libre circulation des personnes et des biens.

²⁵⁸ Les munitions saisies ont disparu pendant leur transfert par les gendarmes de Bria à Bangui (voir sect. I).

²⁵⁹ L'aire protégée du Trinational de la Sangha est mentionnée à l'alinéa e) du paragraphe 1 de la résolution 2196 (2015). On en trouve une carte à l'adresse suivante : www.dzanga-sangha.org/node/309.

²⁶⁰ D'après les fiches de saisie d'armes et de munitions fournies entre le 27 avril et le 24 juin 2015 par le Fonds mondial pour la nature/Aires protégées de Dzanga-Sangha. Données conservées dans les archives de l'ONU.

²⁶¹ On peut consulter le texte de la décision à l'adresse suivante : www.kimberleyprocess.com/en/2015-administrative-decision-car.

219. Une commission nationale, composée de représentants des autorités centrafricaines, de membres de la société civile et de représentants du secteur en République centrafricaine, a pour mission d'apprécier dans toutes sous-préfectures candidates l'état de sécurité et des conditions de conformité devant transmettre ses constatations et décisions à une équipe tripartite de suivi du Processus de Kimberley aux fins d'examen international. Au moment de la rédaction du présent rapport, ledit comité de suivi examinait la situation dans huit sous-préfectures de l'ouest du pays (Gamboula, Berbérati, Carnot, Nola, Sosso-Nakombo, Dédé-Mokoumba, Bambio et Boda).

220. Aux termes du cadre opérationnel, le comité de suivi doit, dans la concertation, échanger avec la MINUSCA et le Groupe d'experts toutes informations utiles aux fins de l'évaluation de conformité. Sollicité par le comité de suivi en septembre, le Groupe d'experts lui a communiqué d'utiles renseignements recueillis à l'occasion de déplacements qu'il a effectués sur le terrain en juin et août dans cinq des sous-préfectures candidates (voir ci-après).

Diamants et sécurité

221. Des groupes armés sévissent sur plusieurs sites miniers de l'ouest du pays, certains desquels sont à cheval sur la future zone verte. Dans la sous-préfecture d'Amada-Gaza – à l'extérieur de la zone verte – des milices antibalaka et peules se disputent le contrôle des mines de diamants. Disant n'avoir pas accès à cette zone, les autorités minières de Carnot ont néanmoins affirmé que des diamants étaient acheminés clandestinement hors du pays via Gbiti, ville frontalière camerounaise (voir S/2014/762, par. 132). Les diamants pourraient cependant transiter également par Berbérati et Carnot.

222. Autre site minier, Sasélé (sous-préfecture de Gadzi) se trouve à l'extérieur de la future zone verte. Des agents de l'Unité spéciale antitraffice de Carnot y ont vu en juin 15 miliciens antibalaka originaires de Yaloké, commandés par « Le Bleu » (voir S/2014/762, par. 140) racketter des artisans miniers. Selon ces agents un artisan minier appelé « Mama Drogba » s'y est également créé une milice d'autodéfense.

223. À l'intérieur de la future zone verte, une milice armée antibalaka se livre à l'extraction de diamants sur le site de Balu (sous-préfecture de Sosso-Nakombo), sous les ordres du « Général Dalé », ancien caporal-chef, qui confisque de force des pierres aux mineurs locaux²⁶². Selon le représentant d'une coopérative minière, de son vrai nom celui-ci s'appellerait Crépin Messamba. En sa qualité de commandant de la zone de Sosso-Nakombo il a, par lettre du 15 juillet, adressée à un exploitant minier local, réquisitionné l'une des motos de ce dernier pour son usage personnel (voir annexe 5.13). La localité de Salo (sous-préfecture de Nola) est un autre site minier de la zone verte qui pose problème. Des éléments antibalaka armés, sous les ordres de Ferdinand Nobadji, s'y livrent illégalement à l'exploitation de diamants²⁶³. À Salo et à Sosso-Nakombo, seule la gendarmerie incarne l'autorité de l'État, l'Unité spéciale antitraffice ne patrouillant pas ces zones.

²⁶² Rencontre avec des représentants de la société civile à Berbérati, le 17 juin 2015; entretien téléphonique avec un représentant d'une coopérative minière de Berbérati, le 1^{er} mai 2015.

²⁶³ Rencontre avec un officier militaire centrafricain à Nola, le 15 juin 2015; rencontre avec des artisans miniers à Nola, le 16 juin 2015.

224. Plusieurs éléments antibalaka, dont certains participent activement aux combats, détiennent des cartes d'artisans ou d'ouvriers miniers. Par exemple, l'Unité spéciale antifraude de Berbérati a ainsi constaté que Démowance, Steve Private Sérégaza et Maximin Vobouadé étaient titulaires de permis²⁶⁴. Démowance qui mène des activités à Amada Gaza, a attaqué en avril la ville frontalière camerounaise de Gbiti²⁶⁵. Sérégaza et Vobouadé prétendent être démobilisés, mais ont des contacts étroits avec Démowance, ainsi qu'avec le fugitif « Chicki Chicki », qui a été arrêté à Berbérati en juin²⁶⁶. À Carnot, huit éléments antibalaka notoires, démobilisés selon l'Unité spéciale antifraude, détiennent des permis²⁶⁷.

225. Les grandes agglomérations sont souvent zones d'accès interdit aux musulmans, y compris les collecteurs et les artisans miniers. Même si on a récemment beaucoup fait pour pourvoir à la réinstallation des déplacés et réfugiés musulmans à Berbérati, Nola et Carnot, les collecteurs musulmans ont clairement dit toujours craindre de regagner leurs foyers ou de s'installer sur des sites miniers, évoquant les agressions de la part des populations locales, les brimades de la police et la présence de milices antibalaka²⁶⁸. Plusieurs graves incidents de sécurité recensés en 2015 dans les zones en question sont précisément des cas d'atteinte à la personne de diamantaires.

226. Dans plusieurs lieux, les mineurs locaux ont exprimé une hostilité marquée à l'égard des collecteurs « arabes » d'origine tchadienne et soudanaise, selon eux, qui auraient par le passé collaboré avec la Séléka²⁶⁹. À Nola, la plupart des collecteurs musulmans cherchent à se loger près de la base de la MINUSCA pour des raisons de sécurité, cependant qu'à Berbérati, certains se sont mis sous la protection de soldats centrafricains nouvellement déployés sur place²⁷⁰.

227. Quelques collecteurs originaires d'Afrique de l'Ouest – Mauritaniens pour la plupart – ont commencé à se rendre dans des sites miniers reculés pour investir et acheter des diamants²⁷¹. Sur le terrain le Groupe d'experts a vu mineurs musulmans et non musulmans se côtoyer sur un seul site minier situé juste à l'extérieur de Boda, sous la surveillance étroite de la MINUSCA et des forces de sécurité locales (voir annexe 5.16).

228. Les agissements antibalaka n'ont guère d'incidence sur la production et le commerce des diamants dans les sous-préfectures de la future zone verte. Toutefois, à la suite des événements survenus à Bangui en septembre 2015, en particulier de l'évasion de la prison de Ngaragba, l'ingérence des antibalaka pourrait prendre un

²⁶⁴ Rencontre avec le chef régional de l'Unité spéciale antifraude à Berbérati, le 17 juin 2015. On trouve à l'annexe 5.14 une photographie de la carte d'ouvrier minier de Vobouadé.

²⁶⁵ Rencontre avec le chef de l'Unité spéciale antifraude à Carnot, le 18 juin 2015; rencontre avec des habitants à Gbiti, le 18 août 2015.

²⁶⁶ Rencontre avec Vobouadé et Yapélé à Berbérati, le 17 juin 2015.

²⁶⁷ Rencontre avec le chef de l'Unité spéciale antifraude à Carnot, le 18 juin 2015.

²⁶⁸ Rencontre avec des collecteurs musulmans à Berbérati, le 17 juin et le 20 août 2015; rencontre avec des collecteurs musulmans à Nola, le 20 janvier 2015; rencontre avec des collecteurs musulmans à Kenzou (Cameroun), le 16 juin 2015.

²⁶⁹ Rencontre avec des exploitants miniers locaux à Mbanza (sous-préfecture de Nola), le 17 juin 2015, et à Bomandoro (sous-préfecture de Boda), le 12 juin 2015.

²⁷⁰ Rencontre avec des officiers militaires centrafricains et des officiers de la MINUSCA à Nola, le 20 janvier 2015; rencontre avec des collecteurs musulmans à Berbérati, le 20 août 2015.

²⁷¹ Rencontre avec des exploitants miniers locaux à Lopo et Bania (sous-préfecture de Nola), le 13 juin 2015.

tour systématique, dès lors que leurs chefs regagneraient leurs anciennes zones d'influence. « Chicki Chicki » a déjà tenté de libérer ses camarades antibalaka détenus à Berbérati²⁷². En 2014, il se rendait régulièrement à Sosso-Nakombo pour extorquer de l'argent aux mineurs et a collaboré avec Hassan Fawaz, collecteur de diamants libanais de Berbérati²⁷³.

Chiffres du commerce de diamants et devoir de diligence

229. Des bureaux d'achat de Bangui se procurent et stockent légalement une grande quantité de diamants en provenance de la future « zone verte » de l'ouest du pays. Si aucune ingérence systématique des antibalaka ne vient influencer sur la production et le commerce, violeraient le régime des sanctions tous achats qui seraient effectués auprès d'éléments antibalaka titulaires de permis mais militairement actifs et sur des sites miniers illégalement exploités par des éléments antibalaka.

Contrebande de diamants via la Cameroun

230. Les transactions de diamants enregistrées ne représentent qu'une partie de la production de l'ouest du pays qui représente historiquement 80 % de la production nationale. Même si l'on tient compte du ralentissement de la production de l'ordre de 40 % depuis la suspension²⁷⁴, plus de 90 000 carats manquent à l'appel. Certains diamants ont pu être stockés, mais la plupart d'entre eux seront expédiés à l'étranger, via Bangui ou des pays voisins.

231. Les réseaux de trafiquants qui transitent par le Cameroun sont solidement implantés (S/2014/762, par. 132 à 134). Ce commerce illicite constitue par définition une violation du régime des sanctions, puisqu'il est impossible de déterminer l'origine et la chaîne de traçabilité des diamants et d'exclure ainsi qu'ils aient été financés par des groupes armés. Que les exportations officielles de diamants camerounais ont reculé en 2015 (2 619 carats de janvier à octobre 2015, contre 3 600 carats en 2014)²⁷⁵, laisse supposer qu'aucun volume important de diamants centrafricains n'a été comptabilisé dans le commerce licite.

232. Or, le Groupe d'experts pense qu'une partie des diamants exportés par Gems Africa moyennant certificat du Processus de Kimberley proviennent de la RCA (voir S/2014/762, par. 133). Patrick Ayandho, acheteur pour Gems Africa, a dit au Groupe d'experts à Kenzou que même s'il ne peut compter que sur la parole de son interlocuteur concernant l'origine de tels ou tels diamants, ses fournisseurs étaient obligés de s'approvisionner sur place au Cameroun n'ayant plus accès aux zones diamantifères de la RCA²⁷⁶. Des collecteurs de Kenzou ont néanmoins dit au Groupe d'experts s'être procuré des diamants provenant de lieux comme Berbérati qu'ils vendront à Gems Africa (voir *ibid.*).

233. Bertoua est une autre plaque tournante majeure du trafic illicite de diamants de l'est du Cameroun. Fin 2014, deux assez gros diamants, estimés à plus de

²⁷² Rapport confidentiel du 2 octobre 2015.

²⁷³ Rencontre avec des représentants de la société civile à Berbérati, le 15 juin 2015; rencontre avec les forces de sécurité locales à Berbérati, le 17 juin 2015.

²⁷⁴ La stratégie du secteur minier pour la période 2015-2020 publiée par le Ministère des mines, de l'énergie et de l'hydraulique en avril 2014 est conservée dans les archives de l'ONU.

²⁷⁵ D'après les données relatives aux exportations de diamants fournies par le Secrétaire permanent du Processus de Kimberley au Cameroun. Données conservées dans les archives de l'ONU.

²⁷⁶ Rencontre avec Patrick Ayandho à Kenzou, le 19 août 2015.

250 000 dollars chacun, y ont été vendus. En novembre 2014, l'un des deux avait été introduit en contrebande par Jean Bassaku, collecteur sans permis originaire de Carnot²⁷⁷. Il comptait le vendre à Idriss Gaudache (S/2014/762, par. 125), qui a trouvé la mort dans un accident de voiture en allant à Bertoua récupérer la pierre.

234. En décembre 2014, Bienvenue Makata, collecteur de Berbérati, a introduit clandestinement à Bertoua, la seconde pierre qui sera vendue à Fawzi Jawad, ancien collecteur de Primo, bureau d'achat de Bangui²⁷⁸. Un agent de sécurité rattaché au Ministère des mines qui avait suivi Mataka récupérera sa voiture à Gamboula, à la frontière camerounaise. À son retour, Mataka dira s'être rendu à Bertoua pour régler les frais de scolarité de ses enfants, et, satisfait de ces explications, l'agent de sécurité lui restituera sa voiture²⁷⁹. Le Groupe d'experts estime qu'un accord avait été conclu. En 2015, aucune grosse pierre n'a été déclarée au Cameroun²⁸⁰.

235. En 2014, le Groupe d'experts a identifié trois négociants de Kinshasa qui avaient vendu des diamants par l'intermédiaire de trois entreprises d'exportation. Ces dernières expédieront les pierres à Kardiam (filiale belge de Badica) via les Émirats arabes unis²⁸¹. En mai 2014, la cargaison avait été saisie à Anvers, l'examen du Groupe de travail des experts diamantaires du Processus de Kimberley autorisant à dire que des diamants en provenance de la RCA se trouvaient très probablement dans les colis (voir S/2014/762, par. 118).

236. Quatre sources indépendantes les unes des autres, dont un témoin oculaire à Bertoua, ont attesté que des transactions de diamants avaient eu lieu au Cameroun entre trois négociants libanais et des collecteurs venus de la RCA et ce, avant la saisie d'Anvers²⁸². Selon une source, Abbas Fakih, l'un des trafiquants, avait partie liée avec Idriss Gaudache (voir S/2014/762, par. 125 et 238). Contacté par le Groupe d'experts un autre trafiquant, Ahmad Ibrahim niera avoir acheté des diamants au Cameroun²⁸³.

237. Le 17 avril 2015, les autorités camerounaises ont confisqué 160 carats de diamants non certifiés à Chetan Balar et Rushitkumar Patel, deux négociants indiens qui s'étaient rendus à Bertoua et à Kenzou²⁸⁴. Ayant séjourné précédemment à Bangui, Balar y avait noué des liens avec Ismaïlia Sylla, également impliqué dans le trafic de diamants (voir *ibid.* par. 138). Dans une lettre adressée au Groupe

²⁷⁷ Rencontre avec des réfugiés centrafricains à Bertoua, le 16 août 2015; rencontre avec un spécialiste de l'industrie minière à Bangui, le 24 août 2015.

²⁷⁸ Rencontre avec des collecteurs de diamants à Carnot, le 18 juin 2015; rencontre avec des réfugiés centrafricains à Bertoua, le 16 août 2015; rencontre avec des collecteurs à Berbérati, le 17 août 2015.

²⁷⁹ Rencontre avec Bienvenue Mataka à Berbérati, le 17 juin 2015; rencontre avec un agent de sécurité à Bangui, le 25 août 2015.

²⁸⁰ Rencontre avec le Secrétaire permanent du Processus de Kimberley au Cameroun, le 8 juillet 2015.

²⁸¹ Voir l'annexe 9.92 pour plus de précisions.

²⁸² Rencontre avec un négociant à Bertoua, le 17 août 2015; entretien téléphonique et rencontre avec un collecteur de diamants de Bangui, le 11 décembre 2014 et le 11 juin 2015; courriel reçu d'un ancien fonctionnaire du Ministère des mines et de la géologie, le 10 octobre 2014; entretien téléphonique avec une source confidentielle au sein du Comptoir des minéraux et gemmes (le bureau d'achat public), le 11 décembre 2014.

²⁸³ Entretien téléphonique avec Ibrahim, le 1^{er} octobre 2015. Le Groupe n'a pu entrer en contact avec les deux autres trafiquants, Abbas Fakih et Louay Charara.

²⁸⁴ Rencontre avec le Secrétaire permanent du Processus de Kimberley au Cameroun, le 8 juillet 2015.

d'experts, Balar indiquera qu'en aucune de ces occasions, lui-même et son compagnon n'avaient acheté de diamants²⁸⁴. Un troisième Indien, que Balar avait désigné comme étant leur contact local, précisera au Groupe d'experts avoir vendu des diamants en provenance de Yokadouma (Cameroun) aux deux négociants, qui avaient cependant refusé de suivre la voie légale²⁸⁵. Censés se présenter au secrétariat national permanent du Processus de Kimberley à Yaoundé le lendemain de leur arrestation dans la matinée, ils avaient déjà quitté le pays. Il s'agit là de la seule saisie importante de diamants soupçonnés être de provenance centrafricaine réalisée dans un pays voisin.

Or

238. Au mois d'août, le Groupe d'experts s'est rendu dans le village minier de Ndolobo (préfecture de Lobaye), où l'exploitation de l'or avait pris de l'essor au cours des mois précédents, attirant des centaines de mineurs. Les orpailleurs travaillent pour au moins neuf artisans miniers en règle²⁸⁶, mais il y en aurait bien plus qui ne l'étaient pas²⁸⁷. Les représentants de la direction des mines centrafricaine n'y sont pas établis en permanence, y venant en tournée de Bangandou (préfecture de Lobaye). L'Unité spéciale antifraude n'y est pas représentée. Les 11 gendarmes qui y sont affectés ne quittent pas le centre-ville. La sécurité du site minier est organisée par les exploitants, qui ont recours à une unité de gardes forte d'une trentaine d'hommes armés de machettes et de fusils de chasse²⁸⁸. Ni les forces de sécurité nationales et internationales, ni le Groupe d'experts sont autorisés à accéder au site.

239. En août, le bureau d'achat Adamasswiss a acheté par l'intermédiaire d'un seul collecteur (voir annexe 5.17) près de 5 kilogrammes d'or en provenance de Ndolobo, qu'il exportera au Tchad²⁸⁹. Adamasswiss a fourni au Groupe d'experts tous les détails concernant l'achat et l'exportation.

Huile de palme et bois d'œuvre

240. L'activité a repris dans les plantations de palmiers à huile situées autour de Mbaïki début 2015. Elles ont confié leur sécurité aux forces antibalaka d'Alfred Yékatom²⁹⁰. Yékatom – inscrit le 20 août 2015 sur la liste des personnes sous le coup de sanctions – s'est rendu à la fête d'ouverture de la société Palme d'or au début de 2015 s'étant entretenu avec les membres du corps diplomatique invités à cette occasion. Fin août, Yékatom assurait encore la sécurité de cette entreprise, cependant que ses forces avaient été remplacées par la gendarmerie à la Centrapalm²⁹¹.

²⁸⁵ Entretien téléphonique avec un négociant en diamants indien de Batouri, le 24 octobre 2015.

²⁸⁶ D'après la liste des artisans miniers à jour de leur patente pour l'année 2015 établie par le Ministère des mines et de la géologie. Liste conservée dans les archives de l'ONU.

²⁸⁷ Rencontre avec des artisans miniers et des prestataires de services miniers à Ndolobo, le 30 août 2015.

²⁸⁸ Ibid.

²⁸⁹ On trouve à l'annexe 5.18 une photographie de l'autorisation d'exportation. Voir l'annexe 9.93 pour des informations supplémentaires.

²⁹⁰ Rencontre avec la gendarmerie centrafricaine à Mbaïki, le 23 avril 2015.

²⁹¹ Rencontre avec les forces internationales à Mbaïki, le 30 août 2015.

241. En 2015, Yékatom s'est fait plus discret qu'en 2014 sur l'axe Bimbo-Pissa-Mbaïki, mais ses forces, qui opèrent sous la bannière des Forces de défense et de sécurité, n'ont jamais disparu²⁹². S'ils ne dressent plus ostensiblement des barrages routiers pour taxer les véhicules, ses hommes n'en restent pas moins présents dans la ville de Pissa, où ils se livrent à des activités criminelles²⁹³. Les voyageurs qui transportent des biens de grande valeur, comme de l'or en provenance de Ndolobo, se déguisent la nuit pour échapper aux vols²⁹⁴. Au cours de son présent mandat, le Groupe d'experts n'a pas été informé que les hommes de Yékatom continuaient à taxer les camions transportant du bois d'œuvre qui traversaient la zone, comme en 2014.

242. Ailleurs dans le sud-ouest de la RCA les antibalaka n'exercent plus la même influence sur le secteur du bois d'œuvre. Néanmoins, le Groupe d'experts a appris que le personnel de la Société d'exploitation forestière centrafricaine a payé des redevances de sécurité en 2014, ainsi qu'il ressort de l'annexe 5.20.

VI. Violations de l'interdiction de voyager et mise en œuvre du gel de biens

243. Au paragraphe 6 de sa résolution 2196 (2015), le Conseil de sécurité souligne que les violations de l'interdiction de voyager peuvent mettre en péril la paix, la stabilité ou la sécurité en République centrafricaine.

244. A l'occasion de son mandat, le groupe d'experts a constaté que Nourredine Adam et François Bozizé, l'un et l'autre sous le coup de sanctions, ont, plus d'une fois, violé l'interdiction de voyager dont ils font l'objet. Il est constant qu'Adam l'a violé au moins six fois et Bozizé au moins sept fois.

245. Qui plus est, Nourredine Adam a commis certaines de ces violations avec le concours des Gouvernements du Congo et du Kenya, Bozizé ayant, quant à lui, été aidé en cela par les Gouvernements de l'Afrique du Sud, du Kenya et de l'Ouganda. Bozizé s'est déjà rendu deux fois en Afrique du Sud, en septembre 2014 et octobre 2015.

246. On trouvera à l'annexe 6 des précisions sur les cas de violation de l'interdiction de voyager et la mise en œuvre du gel de biens édictés aux paragraphes 4 et 7 de la résolution 2196 (2015).

VII. Recommandations

247. Le Groupe d'experts recommande que :

²⁹² Les forces de Yékatom ont remis plusieurs armes et munitions au comité national de collecte des armes le 7 mars 2015 à Pissa; voir l'annexe 5.19 pour la liste des armes récupérées à cette occasion.

²⁹³ Rencontre avec les forces internationales, les autorités locales et la gendarmerie à Mbaïki, le 30 août 2015.

²⁹⁴ Rencontre avec un artisan minier prospecteur d'or à Ndolobo, Mbaïki, le 30 août 2015.

Sur le plan régional

a) Dans sa prochaine résolution portant régime de sanctions contre la République centrafricaine, le Conseil de sécurité, demande aux pays de la région de coopérer avec le Groupe d'experts pour donner effet aux mesures d'interdiction de voyager et de gel de biens décrétées contre toutes personnes sous le coup de sanctions;

b) Le Comité demande aux pays voisins et à ceux de la région, ainsi qu'aux organisations régionales comme la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, de coordonner leurs initiatives politiques avec celles des institutions de transition centrafricaines et du Groupe des Huit;

c) Le Comité demande instamment aux Gouvernements centrafricain, soudanais et tchadien de mettre à exécution l'Accord tripartite signé le 23 mai 2011 à Khartoum, le but étant de renforcer la sécurité dans leurs zones frontalières communes en y organisant des patrouilles conjointes en coopération avec la MINUSCA;

d) Dans sa prochaine résolution portant régime de sanctions contre la République centrafricaine le Conseil de sécurité envisage de ne pas appliquer les mesures résultant du paragraphe 1 de sa résolution 2196 (2015) aux fournitures destinées exclusivement à l'appui ou l'usage de la force tripartite, dès lors que celle-ci agit en coopération avec la MINUSCA et demande à la force tripartite de rendre compte au Comité de toutes mesures prises à cet égard;

Groupes armés

e) Le Comité exhorte les autorités de transition centrafricaines de communiquer au Comité les noms de toutes personnes et entités qui, selon elles, se livrent ou fournissent aide et assistance à des agissements qui remettent en cause la paix, la stabilité ou la sécurité de la République centrafricaine;

f) Le Conseil de sécurité invite de nouveau les autorités de transition centrafricaines à veiller à exclure des forces armées et de sécurité centrafricaines les auteurs de violations du droit international applicable, en particulier celles commises sur la personne de femmes et d'enfants;

g) Le Conseil de sécurité demande aux forces internationales en République centrafricaine, dont la MINUSCA et les Forces françaises, de fournir, tous les six mois, au Comité et au Groupe d'experts, des informations circonstanciées sur toutes attaques perpétrées contre telles ou telles missions des Nations Unies ou entités de sécurité internationales, notamment en précisant le signalement des auteurs et les noms de tous commanditaires;

Armements

h) Le Comité encourage la MINUSCA, agissant en coopération avec les autorités nationales, à confier au Service de lutte antimines le soin de construire ou de remettre en état des installations sûres et solides aux fins de l'entreposage des stocks d'armes légères et de petit calibre à l'usage des forces armées et de sécurité centrafricaines à Bangui et dans toutes les préfectures du pays;

i) Le Comité encourage la MINUSCA et la Mission consultative militaire de l'Union européenne en République centrafricaine, agissant en coopération avec

les autorités nationales, à former les forces armées et de sécurité du pays à la gestion des arsenaux et à pourvoir au renforcement des capacités en matière d'identification, de marquage et de traçage d'armes et de munitions et de destruction de surplus d'armes ou d'armes obsolètes;

j) Dans sa prochaine résolution portant régime de sanctions contre la République centrafricaine, le Conseil de sécurité décide que la mesure résultant du paragraphe 1 de sa résolution 2196 ne s'applique pas aux livraisons de matériel non létal destiné exclusivement à accompagner la réforme du secteur de la sécurité ou à servir à l'occasion de cette entreprise ou devant servir à dispenser une formation non opérationnelle aux forces de sécurité centrafricaines;

Ressources naturelles

k) Le Comité invite de nouveau les autorités de transition centrafricaines à suspendre tous comptoirs d'achat qui achètent des diamants en provenance de régions directement ou indirectement contrôlées par des groupes armés;

l) Le Comité exhorte les autorités de transition centrafricaines à geler les avoirs de toutes personnes et entités sous le coup de sanctions par lui imposées;

m) Le Comité exhorte la MINUSCA à charger un point focal d'assurer la coordination des actions et l'échange d'informations utiles avec le comité de suivi chargé de mettre en place le cadre opérationnel joint en annexe à la décision administrative du Processus de Kimberley portant reprise des exportations de diamants bruts de la République centrafricaine;

n) Le Conseil de sécurité demande au Comité, toutes les fois qu'il apprécie l'opportunité de procéder à la désignation de telle ou telle personne ou entité qui apporte quelque soutien à des groupes armés ou réseaux criminels en République centrafricaine en se livrant à l'exploitation illégale et au trafic de ressources naturelles, par application du paragraphe 12 d) de la résolution 2196 (2015), de rechercher notamment si la personne ou l'entité en cause a obéi au devoir de diligence prescrit par le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque ou tout texte équivalent;

Sur le plan humanitaire

o) Le Conseil de sécurité redise la nécessité qu'il y a pour les autorités nationales, appuyées en cela par le personnel de police, de justice et d'administration pénitentiaire de la MINUSCA, de donner aux autorités de justice centrafricaines les moyens de procéder à l'arrestation et à la poursuite de tous malfaiteurs et de renforcer le système carcéral et pénitentiaire, le but étant de veiller à ce que les détenus purgent leur peine dans des établissements dûment sécurisés;

p) Le Comité demande instamment au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance et à toutes les organisations internationales qui concourent au mécanisme de suivi et d'établissement de rapports en République centrafricaine de coopérer avec le Groupe d'experts en vue d'identifier tous auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris ceux qui utilisent des enfants dans le conflit armé et se livrent à des violences sexistes.

Annexes to the final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2196 (2015)

Contents

	<i>Page</i>
Annexes	
1. Bangui	58
2. Central region — border with the Democratic Republic of the Congo	137
3. Eastern region — border with Sudan and South Sudan	163
4. Northern region — border with Chad	207
5. Western region — border with Cameroon	247
6. Implementation of the travel ban and asset freeze	305
7. Humanitarian section	310
8. Outreach and cooperation with stakeholders and organizations	325
9. Additional information and references	328

15-19374

Arrondissements

- 1^{er} - Balabala Oko
- 2^e - Balabala Ota
- 3^e - Balabala Usé
- 4^e - Balabala Usiô
- 5^e - Balabala Oku
- 6^e - Balabala Ômènè
- 7^e - Balabala Mbarambara
- 8^e - Balabala Miombé

Quartiers

Centre Ville

Bangui

Zongo

Ile Bongo-Soua

Oubangui

2 km

République centrafricaine

République démocratique de Congo

Annex 1.1: Chronology of events related to the 26 September 2015 escalation of violence in Bangui

From **26 September 2015 to 3 October 2015** Bangui was the scenario of a new escalation of violence. This surge of violence resulted in the killing in a week-time of 42 civilians, 335 injured, 20 attacks against UN premises and staff, and attacks against 12 INGOs' and seven local NGOs' guesthouses and offices.¹

Isolated incidents have still affected the capital since 3 October 2015, while a new escalation of violence was taking place at the time of writing, end of October, following the assassination by an anti-balaka group in Combattant of two representatives of the UPC, Captain Ahmad Nadjat and Hassan Bouba.

On 16 October 2015, the total count was of 79 dead and 512 wounded.² Furthermore, OCHA reported on the same date that the escalation of violence caused the displacement of 17,090 persons in Bangui and surroundings as well as 2,894 new refugees in Zongo, in the Democratic Republic of the Congo.³

1. **25 September 2015** – During the night of 25-26 September, a young Muslim man who worked as a Moto-taxi driver was killed in the fifth district of Bangui.⁴

Photograph of the moto-taxi driver killed on 26 September 2015



Source: "La Centrafrique connaît un nouvel accès de violences interreligieuses", Le Monde, 29 September 2015

¹ Confidential source, 6 October 2015. INGO confidential document – compilation of incidents suffered by INGOs in Bangui, received by the Panel on 20 October 2015. OCHA Central African Republic. Flash Update 5. 2 October 2015. Accessed on 23 October 2015 at: https://gallery.mailchimp.com/ec65ff95b00a3e0f330508b82/files/OCHA_CAR_Flash_Update_5_Bangui_FINAL.pdf

² OCHA Central African Republic. Flash Update 8. 2 October 2015. Accessed on 24 October 2015 at: https://gallery.mailchimp.com/ec65ff95b00a3e0f330508b82/files/flash_update_8.pdf

³ *Ibid.*

⁴ Confidential source, 28 September 2015. Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

2. 26 September 2015

- 09:00 hours – The body of the Muslim Moto-taxi driver (killed during the previous night) was left in front of Arbabolo mosque, in PK5, 3rd district. This set off an escalation of violence most notably in the 3rd and 5th districts with hotspots in Combattant, Miskine, PK5, and Boy-Rabe neighbourhoods. Preliminary information indicated an unconfirmed number of 20 dead and an estimated 100 injured resulting from sectarian violence.⁵ According to INGO sources as retaliation for the killing of the young Moto-taxi driver, several Muslims from PK5 regrouped and fired several times around the Koudoukou avenue. This caused panic among people from surrounding areas who fled to the 5th district, via the avenue de France. Movements of civilian population continued throughout the day. Several anti-balaka elements started to group at Boy-Rabe on their way to Miskine, in the 8th district.⁶
- 09:30 hours – Two UN vehicles were stoned in Combattant Market, 8th district of Bangui and near Corail Market, 1st district of Bangui.⁷

Photograph of UN vehicle stoned at Combattant market



Source: MINUSCA

- 10:00 hours – MINUSCA patrol in the PK5 area confirmed the existence of at least 23-armed elements in motorcycles carrying AK-47s and one motorcycle passenger carrying an RPG. Roadblocks were being placed using stones and different types of obstacles in different parts of the city including avenue des Martyrs by protestors and insurgents.⁸

⁵ Confidential source, 28 September 2015. Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

⁶ INGO confidential report, 26 September 2015.

⁷ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015. INGO confidential report, 26 September 2015.

⁸ *Ibid.*

- 12:00 hours – Five armed men broke into the residence of two MINUSCA peacekeepers in the 1st district of Bangui, beat them, and stole all their personal belongings. The two officers managed to escape and were treated at MINUSCA hospital.⁹
- 12:50 hours – INGO sources reported that the Police station in the 5th district of Bangui and a health centre in the Malimaka area were set on fire by a Muslim mob. Around the same time market stands in the 8th district of Bangui were burned by anti-balaka elements.¹⁰

Roadblock with burnt market stands



Source: MINUSCA

- 14:30 hours – Barricades were erected at avenue Combattant blocking access to the airport.¹¹ International flights were cancelled from 26 September to 5 October.

Roadblock on the airport access road in the Combattant neighbourhood



Source: MINUSCA

⁹ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

¹⁰ INGO confidential report, 26 September 2015.

¹¹ *Ibid.*

- 15:30 hours – The residence of a MINUSCA UNPOL was attacked at 36 Villas.¹²
- 18:30 hours – Armed men in motorbikes and vehicles circulated throughout the city, mainly in the districts of Combattant, PK5, Miskine and Boy-Rabe. Premises of the radio station AMA were looted and partially destroyed.¹³

PK5 self-defence militia patrolling by car marked with "PARACHOCK" signs



Source: MINUSCA

3. 27 September 2015

- During the night a call for "civil disobedience" was launched on the local radio Ndéké Luka.¹⁴
- INGOs were advised to remove any signs that indicated their identity as INGOs from guest houses and offices, this was a response to the fact that the UN, INGOs and expatriates were being intentionally targeted by mobs, anti-balaka elements and criminals in Bangui.¹⁵
- Several INGO offices and guesthouses were attacked and looted. UNDSS undertook an operation to extract all personnel in danger and relocate them to MINUSCA HQ and Leger Hotel.¹⁶

¹² Confidential source, 07 October 2015.

¹³ INGO confidential report, 26 September 2015.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Telephone conversation with UN Security, 27 September 2015, and INGO confidential report, 26 September 2015.

¹⁶ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

INGO compound looted*Source: MINUSCA*

- 09:00 hours – Barricades and roadblocks were erected in most of the main axis in Bangui (Martyrs Roundabout, PK12, Gobongo, CNS and Lycée Boganda) and protected by crowds of young people; some of whom were armed with machetes, AK-47s, grenades, and RPGs.¹⁷ MINUSCA forces intervened to dismantle some of the barricades but reports indicated that they were raised somewhere else immediately after.¹⁸
- 09:30 hours – About one hundred (100) protesters erected a barricade in front of MINUSCA's JTF on avenue Boganda. They showed signs of hostility against the United Nations by throwing stones.¹⁹
- 11:00 hours – Local population at the United Nations roundabout attacked one INGO vehicle with stones. The driver, a local staff member was slightly injured.²⁰
- 12:15 hours – Armed elements, aboard two pickup vehicles, opened fire on a static MINUSCA Military position at the Marabena Roundabout. Several bullets hit the armored vehicle of MINUSCA with no casualties recorded.²¹
- In the course of the afternoon a Sangaris convoy was shot at resulting in one soldier wounded.²²
- 14:00 hours – Three MINUSCA military officers were attacked by protesters on the avenue de France, near the National Center for Safety in the 1st district while travelling in a MINUSCA vehicle. The officers suffered from minor injuries.²³

¹⁷ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015. INGO confidential report, 26 September 2015.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

²⁰ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015. INGO confidential report, 26 September 2015.

²¹ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

²² Confidential source, 07 October 2015.

²³ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

- 23:30 hours – Several criminals broke into the office of the IOM in Bangui and looted its entire contents. The perpetrators also sabotaged five vehicles present at the compound at the time of incident.²⁴

IOM compound after the looting and destruction of the fleet of vehicles



Source: MINUSCA

- Late hours of the night – Gendarmerie HQ at Camp Izamo attacked by anti-balaka elements led by Guy Mazimbélet (killed during the attack).²⁵

4. 28 September 2015

- 01:00 hours – Around 15 armed men with knives attacked and looted the guest house of an INGO few hours after UNDSS had relocated the personnel.²⁶
- 01:00 hours – Armed groups raided and looted an INGO office. Nine motorbikes, all office equipment and furniture were stolen.²⁷
- 05:00 hours – Armed groups raided and looted an INGO office in SICA I. Two vehicles and all office equipment were stolen.²⁸ A grenade was thrown at MINUSCA BUR Patrol in 1st district, no casualties or injuries reported.²⁹
- 10:15 hours – A demonstration was reported around PK0 moving towards the United Nations roundabout in the *avenue de l'Indépendance*, shooting in the air was heard, at the same time several barricades were erected at the United Nations roundabout. Around 1,000 protesters arrived at the UN roundabout before MINUSCA forces dispersed the demonstration.³⁰

²⁴ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

²⁵ Confidential source, 28 September 2015.

²⁶ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Confidential source, 07 October 2015.

³⁰ INGO confidential report, 28 September 2015. Confidential source, 07 October 2015.

Gervais Lakosso leading gatherings and demonstrations in Bangui



Source: Social network website, accessed by the Panel on 27 October 2015 at
<https://www.facebook.com/hervecyriaque.serefio/posts/10205147773270752>

Anti-balaka military commander and gendarmerie officer Olivier Koudémon leading Lakosso's demonstration in Bangui on 28 September 2015



Source: Social network website accessed by the Panel on 27 October 2015, op.cit.

- 11:00 hours – La Kouanga mosque in the 2nd district vandalized by unidentified armed men.³¹

Lakouanga mosque in the 2nd district has been destroyed twice since December 2013



Source: MINUSCA

³¹ Confidential source, 7 October 2015. INGO confidential report, 28 September 2015.

- 12:00 hours – Several criminals broke into an empty INGO office located at SICA I neighborhood and looted all the valuables and contents.³²
- 12:00 hours – In the course of the day an INGO relocated their staff through the Oubangui River to Zongo, DRC.
- 17:00 hours – All prisoners at the Ngaragba prison in Bangui escaped.³³ According to the information collected by the Panel, there was a first attempt of escape earlier that day, at this time the prisoners obtained the key of the main entrance. Given the fragility of the situation the FACA elements guarding the prison called for reinforcements, the reinforcement, consisting of 45 FACA elements arrived at the prison, the commander addressed the prisoners (from outside) in Sango and after that the door was opened and all the prisoners left the prison in a straight line.³⁴
- 17:45 hours – An armed group fired at MINUSCA FPU convoy on the road to M'Poko airport. MINUSCA and Sangaris forces returned fire and repelled the attackers. No casualties reported.³⁵
- 22:00 hours – The guesthouse and office of an INGO were looted by armed men in SICA I neighbourhood. Staff had been relocated earlier.³⁶
- 22:00 hours – Several criminals broke into the guesthouse of the INGO where expatriates were still present. The INGO staff managed to escape using a vehicle. However, one international staff was wounded while escaping. The guesthouse was totally looted afterwards. UNDSS extraction Team and Sangaris could not extract the INGO staff before due to roadblocks.³⁷

5. 29 September 2015

- 03:00 hours – Several criminals broke into the empty office of an INGO located in SICA I neighborhood and totally looted its contents.³⁸
- 10:00 hours – Several criminals broke into the empty guesthouse of an INGO located at SICA I neighbourhood and totally looted its contents.³⁹
- 12:00 hours – Two INGO vehicles were victims of an attempted hijacking by armed men in front of the Cathedral; one of the drivers lost control of the vehicle due to nervousness and caused an accident that threw the vehicle into a ditch at

³² Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

³³ The Panel obtained two different figures on the number of prisoners escaped from Ngaragba prison. One from CAR judicial authorities (email communication on 19 October 2015) indicating 677 prisoners and the figure of 686 from MINUSCA Justice and Corrections Section. The Panel also requested the name of escaped prisoners but it has not been yet possible to obtain such a list, which was unavailable at the time of writing.

³⁴ Confidential source, 28 September 2015. INGO confidential report, 29 September 2015. Confidential source, 7 October 2015.

³⁵ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

³⁶ INGO confidential report, 29 September 2015.

³⁷ INGO confidential report, 29 September 2015. Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

the side of the road. The perpetrators left the scene at the moment of the accident without being able to take anything. No injuries were reported.⁴⁰

- 13:00 hours – A MINUSCA Force (PAKBAT) patrol was fired upon by armed elements near Gobongo Market, 4th district. Two peacekeepers were severely injured and a third suffered from minor injuries.⁴¹
- 15:00 hours – Armed men clashed with FACA elements close to the Ministry of Interior (PK0 area), resulting in three FACA elements wounded.⁴²
- 22:50 hours – MINUSCA Formed Police Unit (FPU) patrol was fired upon at the Martyr roundabout, 2nd district of Bangui, by unknown armed elements.⁴³
- 23:00 hours – Unidentified armed men attempted to break into the health centre of a local NGO in the Benz VI. The national security forces intervened forcing the perpetrators to flee.⁴⁴

6. 30 September 2015

- 03:00 hours – Unidentified men attacked the office of a national NGO located in Benz VI and stole all its contents including the safe.⁴⁵
- 14:00 hours – Unknown individuals attempted to attack the water reserve of Bangui and loot the office of an INGO as well as a WFP depot near the CNT. MINUSCA Force and Sangaris deployed to the three locations before they could be damaged and the assailants fled.⁴⁶
- 15:00 hours – Total fuel station in the 4th district was looted. MINUSCA troops were deployed to the scene and exchanged fire with assailants. Assailants retreated from the area.⁴⁷
- 16:50 hours – Unidentified individuals fired at the MINUSCA static position in front of the transitional Council (TNC) in the 1st district of Bangui. MINUSCA forces returned fire forcing the attackers to flee.⁴⁸

7. 1 October 2015

- 09:00 hours – 11:00 hours – Gathering of people at the round point Marabena towards Koudoukou. MINUSCA dispersed the crowd.⁴⁹
- 13:00 hours – Looters approached the Lycee Boganda but no crime took place.⁵⁰

⁴⁰ INGO confidential report, 29 September 2015.

⁴¹ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

⁴² Confidential source, 30 September 2015. Confidential source, 07 October 2015.

⁴³ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015. Confidential source, 7 October 2015.

⁴⁴ INGO confidential report, 30 September 2015. Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

⁴⁵ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

⁴⁶ Confidential source Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015. Confidential source, 7 October 2015.

⁴⁷ Confidential source, 07 October 2015. INGO confidential report, 30 September 2015.

⁴⁸ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015.

⁴⁹ Confidential source, 7 October 2015.

⁵⁰ *Ibid.*

- 16:00 hours – Unidentified armed men looted the commissariat and the Mairie in the 4th district of Bangui.⁵¹
- In the late hours of the night, unidentified armed men attacked and looted buildings close by Camp Izamo, Gendarmerie HQ.⁵²

8. 2 October 2015

- 14:00 hours – Armed men looted the office of a local NGO in Benz VI neighborhood. MINUSCA forces arrived to the scene after the assailants had left.⁵³
- 16:10 hours – Two armed individuals riding a motorcycle fired two rounds of ammunition at the MINUSCA Static Guard Post in the 4th district of Bangui (close to Lycée Boganda).⁵⁴
- 23:05 hours – Unidentified armed individuals opened fire on MINUSCA Force elements guarding the missions' HQ. MINUSCA Forces fired back forcing the assailants to flee riding motorbikes.⁵⁵
- In SICA 1 (2nd district) and Castors (3rd district) of Bangui, UN Staff and NGOs reported that unidentified individuals extorted money for “protection of residences” in the neighborhood. A UN staff had to pay CFA 40,000 (USD 67) to a self-proclaimed security group.⁵⁶

9. 3 October 2015

- 08:00 hours – Attempted prison escape at Camp de Roux.⁵⁷
- 14:30 hours – A group of Muslims were allegedly attacked, one of the individuals was killed and the body was left in front of MINUSCA log base.⁵⁸ The incident was not confirmed.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

⁵³ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015. Confidential document, 7 October 2015.

⁵⁴ Confidential source, Bangui Incidents Chronology, obtained by the Panel on 12 October 2015. Confidential document, 7 October 2015. Confidential source, 5 October 2015.

⁵⁵ Confidential source, 2 October 2015.

⁵⁶ Confidential source, 2 October 2015.

⁵⁷ Confidential source, 7 October 2015.

⁵⁸ *Ibid.*

Annex 1.2: Photographs of anti-balaka leaders Patrice-Edouard Ngaïssona and Sébastien Wénézoui

Ngaïssona at the VIP lounge of Bangui international airport, discussing with former Séléka General Mohamed-Moussa Dhaffane, on 29 August 2015



Source: Photograph taken by the Panel

Wénézoui (centre – wearing a blue jacket from the Belgian or Dutch Police) poses on 17 January 2014 with his men at his base, in the Boeing district of Bangui



Source: Reuters, accessed on 27 October 2015 at <http://news.yahoo.com/photos/wenezoui-poses-men-boeing-district-central-african-republic-photo-104901016.html>

Annex 1.3: Letter sent by the Co-mediator in the Central African crisis, Abdoulaye Bathily, Special Representative of the UN Secretary General for Central Africa, to the International Mediator on 8 February 2015

UNITED NATIONS
United Nations Regional Office
for Central Africa

NATIONS UNIES
Bureau Régional : Nations Unies
pour l'Afrique Centrale

UNOCA

Ref: SRSR-UNOCA/FO/2015/02-08-IEX-BT

Libreville, le 8 février 2015

Monsieur le Président,

Les discussions qui ont cours en ce moment à Nairobi à votre initiative et sous la facilitation d'autorités kényanes sont presque hors de contrôle, si l'on en croit la presse kenyane, qui s'est fait l'écho d'une cérémonie de signature d'un accord de cessez-le-feu la semaine prochaine.

Le texte proposé par les acteurs de Nairobi viole les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Charte Constitutionnelle de Transition de la République Centrafricaine et l'esprit de Brazzaville.

La Communauté économique des Etats d'Afrique centrale, l'Union Africaine et les Nations Unies se sont maintes fois inquiétées des conséquences de cette initiative sur le processus en cours en République Centrafricaine.

Malgré les rappels à l'ordre contenus dans votre communiqué du 17 janvier 2015 et dans votre récente lettre, les acteurs engagés dans l'initiative de Nairobi persistent à poursuivre leur démarche qui, dans les faits, conduit aujourd'hui à saper tout le processus de paix en cours en République centrafricaine et les gains enregistrés par la Médiation et la communauté internationales. Des chefs militaires de l'ex-Séléka se prévalent des discussions de Nairobi pour entraver les consultations populaires à la base en cours dans certaines préfectures de la RCA. Des éléments Anti-Balakas profitent de la confusion ainsi créée pour procéder à des enlèvements de personnes, accentuant ainsi le climat d'insécurité pour les personnes et les biens à Bangui et dans d'autres localités.

Son Excellence
Monsieur Denis Sassou Nguesso
Président de la République du Congo
République du Congo
Brazzaville

La continuation de cette initiative est manifestement de plus en plus en contradiction avec les décisions pertinentes du GIC-RCA du 7 novembre et de la position qu'ont prise les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC lors de leur concertation du 31 janvier 2015 à Addis Ababa. Elle est aussi de nature à compromettre les résultats obtenus par les efforts conjugués de l'ensemble de la communauté internationale pour une sortie de crise en RCA selon le chronogramme retenu pour la suite de la Transition, comme vous l'avez-vous-même indiqué dans votre lettre aux autorités de la Transition.

C'est pour les raisons qui précèdent que j'ai l'honneur de vous demander, Monsieur le Président, de mettre fin, de manière à la fois formelle et publique, aux consultations en cours dans la capitale du Kenya, et à inviter tous les acteurs à s'insérer dans le processus de Brazzaville. La crédibilité de la Médiation Internationale et le déroulement apaisé de la Transition en République Centrafricaine en dépendent.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute *y fr. nouvelle* considération.



Abdoulaye Bathily,
Représentant Spécial du Secrétaire général
des Nations Unies, Représentant les Nations
Unies au sein de la Médiation Internationale

Annex 1.4: KnK press communiqué dated 4 October 2015

Kwa Na Kwa

* * * * *

Bureau Politique

* * * * *

Secrétariat Général

République Centrafricaine

* * * * *

Unité – Dignité – Travail

N° ____/KNK/BP/SG.15

Déclaration relative à la recrudescence des violences à Bangui

A quelques mois du terme de la décision n°76/CEEAC/CCEG/XVI/15 du Président en exercice de la CEEAC portant « *ultime prorogation de la Transition* » en République Centrafricaine, une crise, d'une violence inouïe, a éclaté en date du 26 Septembre 2015 provoquant plus d'une quarantaine de victimes, une centaine de blessés graves, des milliers de déplacés internes, des dégâts matériels et des pillages.

A l'origine de cette crise qui a émaillé la capitale centrafricaine, la découverte du cadavre d'un individu de religion musulmane. Cet engrenage infernal fait rappeler l'avertissement prémonitoire lancé par S.E **Denis SASSOU N'GUESSO**, Président de la République du CONGO et Médiateur International dans la crise Centrafricaine dans son allocution à l'ouverture du Forum National de Réconciliation de Bangui : « *Faites bien attention, car c'est souvent au port que les navires chavirent* ».

Rentrée précipitamment à Bangui alors qu'elle participait à l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, Mme le Chef d'Etat de Transition a adressé un message à la Nation en date du 30 Septembre 2015. Outre les accusations de tentative de Coup d'Etat lancées à l'endroit de nombreux leaders politiques, elle a mis l'accent sur les points suivants :

1. Le désarmement forcé des groupes armés non conventionnels ;
2. L'ouverture imminente d'un dialogue avec l'ensemble des forces vives de la Nation.

Le Bureau Politique du KNK rappelle que dans le document intitulé « **SCHEMA CENTRAFRICAIN INCLUSIF DE SORTIE DE CRISE** », l'ensemble des plateformes, Partis, Associations et Personnalités Politiques Indépendantes représentant 90% de la classe politique centrafricaine réunis en concertation élargie les 04 et 05 Septembre 2015 a fait l'amer constat qu'aucune des missions assignées aux Autorités de Transition et prescrites à l'Article 44 de la Charte Constitutionnelle de Transition n'a été réalisée avec succès. Toutefois, il y'a bien lieu de noter que l'annonce faite par Mme le Chef d'Etat de Transition au double sujet du désarmement et de la tenue d'un dialogue inter-centrafricain rejoint le contenu du document susmentionné.

Par ailleurs, tout le monde, mis à part les partenaires internationaux, s'accorde à reconnaître que ni les conditions technique, de soutenabilité financière et de sécurité ne sont réunies pour la tenue d'élections législatives et présidentielle libres, démocratiques, transparentes, régulières et incontestées avant la fin de l'année 2015 au regard des récents événements qui ont considérablement impacté le chronogramme électoral qualifié de "*chimérique et dangereux*" voire de "*bombe politique*" par **Thierry VERCOULON**, Directeur du Projet Afrique Centrale de l'International Crisis Group.

Dans un article publié en date du 22 Septembre 2015, ce dernier vient de dresser le constat suivant : « **Bien que la feuille de route de sortie de crise qui prévoyait le désarmement des milices et un minimum de réconciliation ait déraillé, les partenaires internationaux maintiennent pourtant un calendrier électoral chimérique et dangereux. L'entêtement des partenaires internationaux à appliquer une feuille de route obsolète est politiquement contre-productif** ».

A l'entêtement des partenaires internationaux à vouloir organiser, coûte que coûte, ces élections avant la fin de l'année 2015, s'ajoutent leur détermination avérée ainsi que celle des Autorités de Transition de mettre à l'écart les principaux acteurs de la crise centrafricaine, à savoir les anciens Chefs d'Etat **François BOZIZE** **YANGOUVONDA** et **Michel DJOTODIA**.

Cette position tout aussi contreproductive vient d'être contrebalancée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies qui a souligné « *l'importance de la tenue d'élections présidentielles et législatives libres, justes, transparentes et inclusives, conformément à la charte constitutionnelle de transition...* ». Le Conseil de Sécurité a également souligné la nécessité « *qu'un dialogue national inclusif, comme celui initié au Forum de Bangui en mai 2015, est la seule voie possible vers la réconciliation et une paix durable* ».

S'agissant de la nécessité d'un dialogue national inclusif, c'est-à-dire ouvert à tous les acteurs politiques, est-il besoin de rappeler la sage préconisation lancée par le Président Denis SASSOU N'GUESSO à l'ouverture du Forum de Bangui : « *Je voudrais rappeler que la recherche du consensus inclusif à laquelle j'appelle l'ensemble des acteurs politiques et de la société civile, n'est pas incompatible avec la justice. Ce n'est pas un appel à l'impunité. Dans cette démarche, je le dis pour la Centrafrique comme je l'ai dit pour mon pays, nous devons veiller pour que tous ceux qui sont en mesure d'apporter leur pierre à la construction de la maison commune soient associés. A travers le monde et l'histoire, des exemples ne manquent pour soutenir cette sage prudence* ».

Devant la gravité de la crise que vient de connaître la capitale centrafricaine et de ses conséquences sur les plans politique, sécuritaire, humanitaire et socio-économique, le Bureau Politique du KNK :

1. Présente ses profondes condoléances aux parents des victimes de ces actes ignobles et barbares;
2. Condamne avec fermeté les violences perpétrées par des Musulmans et des Non-musulmans, les pillages et les destructions des biens meubles et immeubles ;
3. Exige l'ouverture d'une enquête internationale pour identifier les commanditaires, auteurs et co – auteurs de ces violences ;
4. Réitère sa pleine et totale adhésion au "**SCHEMA CENTRAFRICAIN INCLUSIF DE SORTIE DE CRISE**".

Afin d'éviter de reproduire le type de "*Dialogue Exclusif*" organisé en mai 2015, le Bureau Politique du KNK réclame la tenue, dans la capitale congolaise (Brazzaville) sous les auspices du Médiateur International, S.E. **Denis SASSOU N'GUESSO**, d'un *Dialogue Inclusif* pour débattre de l'avenir de la Transition en cours.

Fait à Bangui le 04 Octobre 2015

Pour le Bureau Politique

Bertin BEA,

Ancien Ministre,

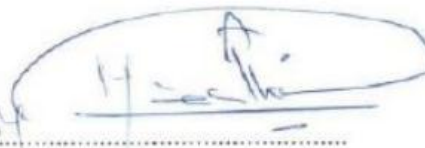
Ancien Député

Annex 1.5: Copy of the signed pages of the Nairobi agreement

EN FOI DE QUOI, les représentants dûment mandatés des Parties ont adopté le présent Accord à NAIROBI, KENYA, le 22 janvier 2015 en 10 Originaux en Anglais et en Français.

Signé par les Parties:

Pour les EX-SELEKA:

(a) NOUR ALDINE ADAM 
M. Adame Nouraldine

(b) 
M. Moustapha Saboune

(c) 
Mme. Batoul Achta

Pour les ANTI-BALAKA;

(a) 
M. Joachim Kokate

(b) 
M. Maxime Mokom

(c) 
M. Come Hippolyte Azounou

En présence de:

Représentants de la Société civile de la RCA:

(a) 
M. Alexis Ngoya

(b) 
M. Ali Mahamat Issa

(c) 
M. Mahamat Ibrahim

(d) 
M. El Mackine Mansour Ben

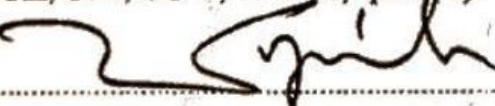
En présence de:

(a) 

Le Médiateur en Chef: Honorable Kenneth Otiato Marende, EGH

(b) 

**Le Médiateur en Chef Adjoint: Lt. Général (Retraité) Njuki Mw
MGH, CBS, OGW, 'ndc' (K) 'psc' (K).**

(c) 

**Ambassadeur Zaddock M. Syong'oh, HSC
(Pour le Gouvernement de la République du Kenya)**

En présence de :



Annex 1.6: Photograph of Bertin and Nadia Béa during electoral campaign in Bégoua (Ombella-Mpoko province) on 2 May 2015



Source: "Bea Nadia: La reine de Bimbo 2", *Centrafrique Libre*, 5 May 2015
Accessed on 29 October 2015 at <http://news.abangui.com/h/26301.html>

Annex 1.7: Extract of the Constitutional Court decision number 008/15/CCT on 20 July 2015

EN CE QUI CONCERNE LES DISPOSITIONS NON CONFORMES

a) Sur la question du droit de vote des réfugiés centrafricains

Considérant qu'aux termes de l'article 20 alinéa 6 de la Charte : « Tout citoyen a le droit de vote » ;

Qu'il résulte de cette disposition, que la Loi Fondamentale garantit à chaque citoyen centrafricain le droit de vote ;

Considérant qu'en matière de contrôle de conformité d'une loi à la Charte Constitutionnelle, la Cour statue uniquement sur l'ensemble des moyens soulevés et qu'elle peut cependant soulever d'office d'autres moyens en cas de violation des dispositions de la Charte ou de principe de valeur constitutionnelle ;

Qu'en application de l'article 28 de sa loi organique n° 13.002 du 14 août 2013, la Cour avait relevé d'office comme étant une violation d'une disposition de la Charte Constitutionnelle de Transition en son article 20 alinéa 6, la non prise en compte du droit de vote des Centrafricains déplacés et réfugiés, dans sa Décision n°002 du 16 janvier 2015 sur un précédent examen de conformité de la loi portant dérogations à certaines dispositions de la loi n°13.003 du 13 novembre 2013 portant Code électoral de la République Centrafricaine ;

Que cette décision doit être appliquée conformément aux termes de l'article 84 alinéa 1 de la Charte Constitutionnelle de Transition qui disposent : « Les décisions de la Cour Constitutionnelle de Transition ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics, à toute autorité administrative et juridictionnelle et à toute personne physique ou morale » ;

Que si les situations complexes du moment mettent en relief les difficultés du vote des citoyens centrafricains déplacés et réfugiés, cette question d'organisation technique et matérielle ne permet pas de dénier aux citoyens centrafricains qui ont craint pour leur vie, leur droit de vote, énoncé à l'article 20 alinéa 6 de la charte Constitutionnelle de Transition du 18 juillet 2013 et réaffirmé fortement par les recommandations du Forum de Bangui du 11 Mai 2015 (page 26) ;

Qu'en conséquence, l'examen des **articles** :

5 nouveau ;

30 nouveau ;

32 nouveau ;

et 34 nouveau ;

de la loi portant dérogations à certaines dispositions de la loi n°13.003 du 13 novembre 2013 portant Code électoral de la République Centrafricaine, fait apparaître la non-conformité des dispositions des articles susvisés avec les dispositions de l'article 20 alinéa 6 de la loi fondamentale ;

M.

Annex 1.8: Decision number 010/15/CCT of the transitional Constitutional Court dated 28 August 2015

COUR CONSTITUTIONNELLE DE TRANSITION

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

DECISION N° 010/15/CCT DU 28 AOUT 2015

Sur la demande du Chef de l'Etat de la Transition relative à l'interprétation de l'article 106 de la Charte Constitutionnelle de Transition

AU NOM DE PEUPLE CENTRAFRICAIN
LA COUR CONSTITUTIONNELLE DE TRANSITION

Vu la loi N° 13.001 du 18 juillet 2013 portant Charte Constitutionnelle de Transition ;

Vu la loi N° 13.002 du 14 Août 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour Constitutionnelle de Transition ;

Vu la lettre de saisine du Chef de l'Etat de la Transition en date du 23 juillet 2015 relative à l'interprétation de l'article 106 de la Charte Constitutionnelle de Transition ;

Le Rapporteur ayant été entendu ;

APRES EN AVOIR DELIBERE CONFORMEMENT A LA LOI

Considérant que par requête en date du 23 juillet 2015 enregistrée au greffe de la Cour Constitutionnelle de Transition le 28 juillet 2015 à 13h30 minutes sous le n° 123, le Chef de l'Etat de la Transition a saisi la Haute Juridiction pour solliciter l'interprétation de l'article 106 de la Charte Constitutionnelle de Transition relatif aux inéligibilités ;

Que le Chef de l'Etat de la Transition justifie sa saisine en se fondant sur les articles 76 tiret 8 de la Charte et 10 tiret 8 de la loi n° 13.002 du 14 Août 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour Constitutionnelle de Transition ;

Que le Chef de l'Etat de la Transition expose qu'à l'approche des élections présidentielle et législatives, les dispositions de l'article 106 font l'objet de deux courants d'interprétation ; que pour certains, l'application des dispositions de l'article 106 concerne uniquement les seuls acteurs en fonction et pour d'autres, l'application inclut l'ensemble des dirigeants de la Transition depuis le commencement.

1- SUR LA FORME

1. Sur la compétence

Considérant qu'aux termes de l'article 76 tiret 8 de la Charte Constitutionnelle de Transition, la Cour Constitutionnelle de Transition est chargée d'interpréter la Charte Constitutionnelle de Transition :



Que l'objet de la demande étant relative à l'interprétation de l'article 106 de la Charte ;

Il y a lieu de déclarer la Cour compétente ;

2. Sur la recevabilité

Considérant que l'article 76 de la Charte Constitutionnelle de Transition donne compétence à la Cour Constitutionnelle de Transition pour interpréter la Charte ;

Considérant qu'en cette matière ni la Charte ni la loi n'ont déterminé les personnes ayant qualité pour saisir la Cour ;

Considérant le caractère fondamental de la Charte Constitutionnelle de Transition, toute personne intéressée doit pouvoir saisir la Cour Constitutionnelle en vue de son interprétation ;

Considérant que la demande émane du Chef de l'Etat de la Transition ;

Il y a lieu de la déclarer recevable ;

3. Sur les délais

Considérant qu'aux termes de l'article 79 de la Charte Constitutionnelle de Transition, le délai imparti à la Cour pour statuer est de un mois, en cas d'urgence, il est ramené à huit(8) jours ;

Considérant que dans sa requête le Chef de l'Etat de la Transition a sollicité l'examen selon la procédure d'urgence ;

Considérant que la requête du Chef de l'Etat a été enregistrée par le greffe le 28 juillet 2015 mais que la densité des activités de la Cour ne lui a pas permis de statuer suivant la procédure d'urgence ;

Que de ce fait, la Cour ne peut rendre sa décision selon la procédure d'urgence ;

II- SUR LE FOND

Considérant que le Chef de l'Etat de la Transition a sollicité de la Haute Juridiction l'interprétation des dispositions de l'article 106 de la Charte Constitutionnelle de Transition relatif aux inéligibilités ;

Qu'il y a donc lieu pour la Cour d'explicitier le sens de l'article 106 et d'en déterminer la portée ;

1. Sur le sens de l'article 106 de la Charte Constitutionnelle de Transition

Considérant que la Charte Constitutionnelle de Transition dispose en son article 106 : le Chef de l'Etat de la Transition, le Premier Ministre de Transition, les membres du Gouvernement de Transition et les membres du Bureau du Conseil National de Transition sont inéligibles aux élections présidentielle et législatives organisées à l'issue de la Transition ; Qu'en outre, les Juges Constitutionnels de Transition et les membres du Haut Conseil de Communication de



Transition ne peuvent être candidats aux élections présidentielle et législatives organisées à l'issue de la Transition :

Considérant que l'inéligibilité est la condition des personnes à qui il est interdit d'être candidates aux élections et résulte en une incapacité à briguer un mandat électoral déterminé , en l'occurrence le mandat présidentiel d'une part et le mandat législatif d'autre part :

Considérant que pour répondre à la demande d'interprétation de l'article 106 de la Charte Constitutionnelle présentée par le Chef de l'Etat de la Transition, il y a lieu de déterminer si les inéligibilités telles que fixées s'appliquent aux personnalités qui ont cessé d'exercer leurs fonctions avant la fin de la Transition au même titre qu'à celles qui demeurent en fonction à la date d'échéance de la Transition :

Considérant que pour répondre à cette question, il convient d'une part de rappeler la période et l'unicité de la Transition et d'autre part, le principe du caractère général et impersonnel de la loi, en particulier de la Loi Fondamentale qu'est la Charte Constitutionnelle de Transition ;

1.1 Sur la période et l'unicité de la Transition

Considérant qu'aux termes de l'article 102 de la Charte Constitutionnelle de Transition la durée de la Transition est de dix huit mois, portée à vingt quatre mois sur avis conforme du Médiateur International. En cas de nécessité, la durée de la Transition peut être examinée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) sur proposition conjointe et motivée du Chef de l'Etat de la Transition, du Président du Conseil National de Transition et du Premier Ministre de Transition :

La période de Transition débute par une cérémonie officielle après l'entrée en vigueur de la Charte Constitutionnelle de Transition ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article précité, la période de Transition a débuté par l'investiture du Chef de l'Etat par la Cour Constitutionnelle de Transition au cours d'une cérémonie officielle qui s'est déroulée au palais du Conseil National de Transition le 18 Août 2013, après l'entrée en vigueur de la Charte et devait prendre fin le 17 février 2015;

Que conformément à l'article 102, la Transition a été prolongée une première fois de six(6) mois sur avis conforme du Médiateur International de la crise centrafricaine en date du 22 décembre 2014. Avis dont la conformité a été constatée par la Cour Constitutionnelle de Transition dans sa décision n° 003/15/CCT du 16 janvier 2015, la fin de la Transition étant ainsi reportée au 17 Août 2015 ;

Que par décision des Chefs d'Etat de la CEEAC du 30 juillet 2015, dont la conformité à la Charte a été constatée par la Cour Constitutionnelle de Transition dans sa décision N° 009 du 14 Aout 2015, la Transition a été à nouveau prorogée jusqu'au 30 décembre 2015 ;

Que ces différentes prorogations ont été faites en conformité avec la Charte Constitutionnelle de Transition du 18 juillet 2013, qu'elles n'ont pas eu pour conséquence l'instauration de transitions successives mais la prolongation de la Transition ayant démarré le 18 Août 2013 et devant s'achever désormais le 30 décembre 2015 ;



Qu'ainsi, la démission des fonctions de Chef de l'Etat de la Transition par le premier Chef de l'Etat de la Transition Michel DJOTODIA AM NONDROKO, la vacance de la fonction de Chef de l'Etat de la Transition assurée par le Président du Conseil National de Transition Alexandre Ferdinand N'GUENDET conformément à l'article 23 de la Charte Constitutionnelle de Transition, et la fonction actuelle de Chef de l'Etat de la Transition assurée par Catherine SAMBA PANZA, n'ont pas eu pour effet d'instaurer plusieurs Transitions :

Qu'il en résulte que les différentes personnalités ayant accédé aux fonctions visées par l'article 106 de la Charte les ont exercées dans le cadre d'une seule et même Transition conformément aux dispositions de la Charte Constitutionnelle de Transition du 18 juillet 2013 :

Que de ce fait, la Transition est unique et indivisible :

1.2 Sur le caractère général et impersonnel de la Loi Fondamentale

Considérant qu'il est de principe en droit que la loi est générale et impersonnelle, que de ce fait, elle ne vise nommément aucune des personnalités ayant exercé ou exerçant les fonctions visées par l'article 106 pendant la Transition : celles de Chef de l'Etat de la Transition, de Premier Ministre de Transition, de membre du Gouvernement de Transition, de membres du Bureau du Conseil National de Transition, de Juge Constitutionnel de Transition ou encore de membre du Haut Conseil de Communication de Transition;

Qu'ainsi, les personnalités désignées aux postes se succèdent aux fonctions sans qu'il y ait lieu pour la Loi Fondamentale de les distinguer les unes des autres, ceci quelles que soient les personnalités ayant exercé ces fonctions et quelle qu'ait été la durée d'exercice de leurs fonctions :

Que de même, il n'y a pas lieu pour la Loi Fondamentale de faire référence, le cas échéant, aux anciens Chefs d'Etat de la Transition, aux anciens Premiers Ministres de Transition, aux anciens membres du Gouvernement de Transition ou encore aux anciens membres du Bureau du Conseil National de Transition, chaque fonction demeurant régie de façon impersonnelle par les articles concernés de la Charte Constitutionnelle de Transition :

Qu'il résulte de ce qui précède, que la Loi Fondamentale vise les titres et décrit les fonctions de façon générale et impersonnelle :

2. Sur la portée de l'article 106 de la Charte Constitutionnelle de Transition

Considérant que pour rechercher la portée de l'article 106 de la Charte, il y a lieu de faire des rapprochements entre les dispositions des différents articles pour établir la volonté du Constituant :

2.1 Sur le caractère permanent et irrévocable des inéligibilités prévues à l'article 106 de la Charte

Considérant que par l'article 101 tirets 2, 3 et 7 de la Charte Constitutionnelle de Transition, le Pouvoir Constituant a inscrit les inéligibilités des Autorités ayant géré la Transition de façon irrévocable en excluant expressément de la révision de la Charte :

- l'inéligibilité du Chef de l'Etat de la Transition, du Premier Ministre de Transition, des membres du Gouvernement de Transition et des membres du Bureau du Conseil National de Transition aux élections présidentielle et législatives organisées durant la Transition :



- l'inéligibilité des Juges Constitutionnels de Transition et des membres du Haut Conseil de Communication aux élections présidentielle et législatives ;

- l'article 101 lui-même ;

Qu'il en résulte que le Pouvoir Constituant a institué un verrou constitutionnel prohibant toute velléité de révision de la Charte en ce qui concerne les inéligibilités et exprimant ainsi clairement sa volonté de voir scrupuleusement ces inéligibilités être respectées par les acteurs de la Transition et par toutes les personnalités ayant exercé les fonctions faisant l'objet desdites inéligibilités ;

Qu'en outre, le législateur a tenu à insérer ces inéligibilités dans la loi n° 13.003 du 13 novembre 2013 portant Code Electoral de la République Centrafricaine en ses articles 110 en ce qui concerne les candidatures à l'élection présidentielle et 151 en ce qui concerne les candidatures aux élections législatives organisées à l'issue de la Transition ;

Que de ce fait, le Constituant, dans le cadre spécifique de la période de Transition, a expressément dérogé au principe d'égalité de tous les citoyens à pouvoir se porter candidats aux élections présidentielle et législatives organisées à l'issue de la Transition en ce qui concerne les personnalités ayant occupé et occupant les fonctions visées à l'article 106 de la Charte ;

2.2 Sur la distinction entre les inéligibilités et la durée d'exercice des fonctions par les différentes personnalités

Considérant que les conditions de désignation aux fonctions sont prévues par la Charte notamment en son article 23 en ce qui concerne le Chef de l'Etat de la Transition ; à l'article 29 en ce qui concerne le Premier Ministre de Transition et la nomination des membres du Gouvernement, à l'article 51 en ce qui concerne les membres du Bureau du Conseil National de Transition, à l'article 80 en ce qui concerne les Juges Constitutionnels de Transition et à l'article 93 en ce qui concerne les membres du Haut Conseil de Communication de Transition ;

Considérant que si l'article 23 alinéa 1 de la Charte précise que le Chef de l'Etat de la Transition est élu pour la durée de la Transition, l'article 23 alinéa 2 prévoit également les cas où celui-ci serait amené à être remplacé, en cas de décès, de démission ou d'incapacité définitive médicalement constatée, et organise la vacance du pouvoir ;

Que si l'article 36 alinéa 2 précise que le Premier Ministre ne peut être révoqué par le Chef de l'Etat de la Transition ni par le Conseil National de Transition pendant la durée de la Transition, et si l'article 101 tiret 4 de la Charte exclut de la révision l'irrévocabilité et la diminution des attributions du Premier Ministre de Transition, l'article 36 alinéa 3 quant à lui liste expressément les cas de remplacement de ce dernier en cas de décès, de démission ou d'incapacité définitive médicalement constatée ;

Que l'article 29 de la Charte prévoit expressément que le Chef de l'Etat nomme les membres du Gouvernement et met fin à leur fonction, qu'il s'agit donc là d'un pouvoir discrétionnaire dévolu au Chef de l'Etat de la Transition ;



Que si l'article 51 alinéa 2 précise que les membres du Bureau du Conseil National de Transition sont élus par leurs pairs pour la durée de la Transition, l'alinéa 3 et 4 prévoient les causes de cessation de leurs fonctions et les modalités de leur remplacement :

Qu'il en est de même pour les Juges Constitutionnels à l'article 80 et les membres du Haut Conseil de Communication à l'article 93 ;

Qu'ainsi les fonctions de ces personnalités, désignées pour la durée de la Transition, peuvent être interrompues en cours de Transition, la Charte ayant prévu également les modalités de leur remplacement ;

Que par contre, les inéligibilités telles que fixées par l'article 106 sont énoncées de façon définitive, irrévocable et pour toute la durée de la Transition par le Constituant et concernent les fonctions expressément listées et par voie de conséquence, les personnalités ayant exercé ces fonctions pendant la période de Transition telle que déterminée plus haut;

Considérant que l'interprétation faite par le Juge Constitutionnel, gardien de la Charte, ne peut aboutir à une violation de la Charte Constitutionnelle de Transition ;

Que toute interprétation de l'article 106 de la Charte Constitutionnelle de Transition tendant à supprimer les inéligibilités pour les personnalités ayant cessé d'exercer les fonctions avant la fin de la Transition conduirait inexorablement à une négation de ces mêmes inéligibilités, les personnalités visées et encore en fonction pouvant alors démissionner au moment du déclenchement du processus électoral pour pouvoir briguer les mandats présidentiel ou législatifs qui leur sont interdits ;

Qu'une telle compréhension conduirait de fait à la suppression du verrou constitutionnel institué et donc à une violation de la Charte Constitutionnelle de Transition et serait contraire à la volonté du Constituant;

Que cette interprétation doit donc être écartée ;

Qu'il en résulte que toute personnalité ayant porté le titre et exercé les fonctions visées pendant la période de Transition est frappée par les inéligibilités ;

Considérant enfin, qu'il y a lieu de rappeler les dispositions du préambule de la Charte par lesquelles les Représentants des forces vives de la Nation réunis au sein du Conseil National de Transition réitérent leur pleine adhésion aux Accords de Libreville du 11 janvier 2013, aux Décisions des troisième et quatrième sommets extraordinaires élargis des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC des 03 et 18 avril 2013 et engagent l'Etat et les parties prenantes à les respecter scrupuleusement, ces différentes assises, de façon consensuelle, constituant le socle de la Charte Constitutionnelle de Transition.

En conséquence de tout ce qui précède :

DECIDE

Article 1^{er} : La Cour est compétente.

Article 2 : La requête est recevable.



Article 3 : En application de l'article 106 de la Charte Constitutionnelle de Transition, toute personnalité ayant porté le titre et ayant exercé les fonctions de Chef d'Etat de la Transition, de Premier Ministre de Transition, de membre du Gouvernement de Transition, de membre du Bureau du Conseil National de Transition, de Juge Constitutionnel ou de membre du Haut Conseil de Communication est frappée par les inéligibilités prévues à l'article 106 de la Charte quelle que soit la durée pendant laquelle elle a exercé ces fonctions pendant la Transition et quelles que soient les causes de la cessation des fonctions ainsi exercées.

Article 4 : La présente décision sera notifiée au Chef de l'Etat de la Transition, au Président du Conseil National de Transition, au Premier Ministre de Transition et publiée au Journal Officiel de la République Centrafricaine.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle de Transition en sa séance du 28 Août 2015.

Où siégeaient :

- Zacharie NDOUBA, Président
- Danièle DARLAN, Vice-président, Rapporteur
- Emile NDJAPOU, Membre
- Jean-Pierre WABOE, Membre
- Clémentine FANGA NAPALA, Membre
- Alain OUABY-BEKAI, Membre
- Marie SERRA, Membre

Assistés de Maître Florentin DARRE, Greffier en Chef.

LE GREFFIER



LE PRESIDENT



Annex 1.9: Flyers of Gervais Lakosso's civil society platform "*Le temps de Béafrîka*"***Le Temps De Béafrîka***

Mouvement Citoyen pour l'appropriation de la destinée du pays

NOTE DE MOTIVATION

Nous sommes le peuple de Centrafrique,
Toujours vivant et décidé à nous autodéterminer.

Chaque chose à son temps et chaque peuple a ses besoins particuliers et ses aspirations profondes.

Aujourd'hui le moment est venu pour que les Centrafricains s'approprient leur destinée.

On ne peut pas manipuler éternellement un peuple contre ses propres intérêts et soulever les uns contre les autres tous les jours.

Ce mouvement est une invitation à une prise de conscience nationale car :

La Paix n'est pas un fruit qu'on peut manger sans effort. Mais c'est une graine que chacun doit planter dans son cœur et l'arroser par les eaux de l'amour du prochain, du pardon, de l'unité dans la diversité...

Le développement n'est pas un produit que les développés peuvent livrer aux sous développés. Mais un processus dont les initiateurs et acteurs principaux doivent être ceux là mêmes qui sont concernés par le développement qui est en fait une aspiration naturelle de chaque être humain.

Aussi longtemps que nous ne prendrons pas les choses en main sur tous les plans, notre pays sombrera dans les crises à répétition et son peuple ne tirera jamais profit de ses nombreuses ressources.

Nous invitons donc les Centrafricains à se lever comme un seul Homme et de s'approprier la destinée du pays. On ne fait pas le développement avec l'argent, ni avec la solidarité. Mais avec un engagement citoyen ferme et une détermination à trouver des solutions à tous nos problèmes. Nous ne sommes pas un sous peuple. Le Temps de Béafrîka est arrivé. Soyons des dignes descendants de nos vaillants ancêtres. Levons nous dans le calme pour revendiquer de manière pacifique et ferme notre droit à la sécurité et au bien être.

~~Le Temps De Bêafrica~~

Mouvement Citoyen pour l'appropriation de la destinée du pays

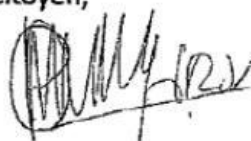
LISTE DES REVENDICATIONS A SATISFAIRE AVANT LA LEVEE DU MOT D'ORDRE DE DESOBEISSANCE CIVIQUE NATIONALE

1	Le respect de la volonté du peuple souverain de Centrafrique par tous les organismes et organisations internationales dans leur relation avec le pays et leur implication dans la résolution de la crise ;
2	Le redéploiement sans conditions et immédiat des Forces Armées Centrafricaines sur toute l'étendue du territoire pour procéder au désarmement des forces illégales et le rétablissement de la sécurité ;
3	Le retrait des militaires français de l'opération sangaris du territoire centrafricain ;
4	L'application du mandat des casques bleus présents en Centrafrique. A défaut leur retrait du territoire centrafricain ;
5	Le désarmement volontaire ou forcé dans le 3 ^{ème} , le 4 ^{ème} , le 5 ^{ème} et le 8 ^{ème} arrondissement de Bangui ;
6	Le désarmement volontaire ou forcé de tous les groupes armés dans le centre -est ainsi que dans le centre nord. du pays ;
7	L'arrestation de Ali DARASSA et la dissolution du mouvement criminel UPC ;
8	L'arrestation de Haroun GAYE et ses acolytes ;
9	La mise en route sans délai de la cour pénale spéciale pour juger les auteurs des crimes durant cette crise et les autres ;
10	La redéfinition d'un nouveau calendrier électoral réaliste par l'ANE et l'engagement des tous les acteurs politiques à respecter ce calendrier
11	L'organisation dans un meilleur délai par la Cheffe d' Etat de transition d'un dialogue citoyen pour la validation du nouveau calendrier électoral et pour faire consensus national autour du processus électoral

Fait à Bangui, le 27 septembre 2015

Pour le Mouvement Citoyen,
Le Coordonateur

Gervais LAKOSSO



Annex 1.10: Minister of Justice Aristide Sokambi's statement dated 28 September 2015 on the escalation of violence and potential instigators

DECLARATION DU MINISTRE D'ETAT A LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX, CHARGE DE LA REFORME JUDICIAIRE ET DES DROITS DE L'HOMME

Le Samedi 26 Septembre 2015, suite à l'assassinat odieux d'un sujet musulman dont le corps a été jeté dans la concession de la FNEC au quartier Combattant dans le 8^{ème} arrondissement, des violences inouïes ont éclaté à Bangui dans la matinée, au niveau du 5^{ème} arrondissement et de ses environs qui se sont poursuivies dans la nuit.

En date du 27 Septembre 2015, face à cette situation, le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition, en l'absence du Chef de l'Etat en mission aux Etats Unis, appelait au calme, à la retenue et à l'apaisement quelle que soit la situation en cause, conformément aux différents engagements pris lors du forum de Bangui.

Alors que le Gouvernement recherchait une issue pacifique à cette situation, voilà que les 27 et 28 Septembre 2015, trois événements majeurs viennent donner une signification à ces violences :

• D'abord, la déclaration de M. **LAKOSSO Gervais**, Conseiller National de Transition, se disant coordonnateur d'une plate-forme de la société civile dénommée « **Temps de Béa Africa** », appelle la population à la désobéissance civile et demande à l'armée de se joindre à son mouvement pour s'emparer des destinées de la nation. En outre, il a incité la population à s'en prendre à la SANGARIS, à la MINUSCA et aux organisations non gouvernementales qui « **se pavanent** », selon ses propres termes, dans notre pays ;

Ensuite, la marche organisée sans autorisation préalable en compagnie des hommes armés, pour demander la démission du Chef de l'Etat de la Transition et du Gouvernement, dont l'objectif était de prendre le Palais de la Renaissance.

Enfin, l'attaque coordonnée dans la nuit du 27 au 28 Septembre 2015 visant la gendarmerie, le Palais de la Renaissance et la Radio Nationale.

Il y a lieu de rappeler que la déclaration faite par M. **LAKOSSO Gervais** a été immédiatement suivie d'effet, car dans la même soirée des barricades ont été érigées et le lendemain, plusieurs ONGs internationales ont été systématiquement attaquées et pillées, notamment l'**Organisation Internationale pour la Migration (OIM)**, la **Croix Rouge Française**, **Première Urgence-Aide Médicale Internationale**, **Action contre la faim**, **Médecins du Monde**, **CORDAID**, **PAM**, etc.

Certains responsables de partis politiques se sont également réunis pour réclamer une troisième transition et soutenir publiquement ces violences, alors que le moment était à la recherche de solutions pacifiques.

Des Officiers de l'armée, comme le Capitaine **NGAIKOISSET Eugène**, le lieutenant **NGBANGOUA Olivier**, le nommé **MOKOM** et autres, recherchés par la justice centrafricaine pour divers crimes commis dans notre pays, se sont impliqués ouvertement dans tous les différents mouvements pour attenter à l'ordre établi.

En dépit des différents appels à la reprise et au dialogue de la majorité des partis politiques, des Associations, des leaders religieux et communautaires, M. **LAKOSSO Gervais** et ses complices persistent dans la voie de la désobéissance civile au mépris des instructions gouvernementales.

Devant de tels comportements flagrants qui sont constitutifs d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, de complot, d'incitation à la guerre civile, à la désobéissance civile, à la haine et de complicité, le Gouvernement a instruit les autorités judiciaires compétentes, aux fins d'ouverture d'une enquête à l'effet de rechercher et d'arrêter les présumés auteurs et complices pour qu'ils répondent de leurs actes.

Je voudrais saisir cette occasion, pour rappeler à tous, que le Forum national a recommandé la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes et autres violations des droits humains.

De même, depuis le déclenchement de ces violences, la communauté nationale et internationale réclame toutes, la poursuite des auteurs et instigateurs de ces événements.

A cet effet, je lance un appel à témoins à tous, pour contribuer à l'identification des autres auteurs et complices qui ont volontairement endeuillé de nouveau notre pays.

Appel est également lancé à tous les citoyens pour dénoncer sans délai aux autorités judiciaires les lieux de refuge ou de retraite de ces personnes.

Le Gouvernement prendra toutes les dispositions nécessaires, avec l'appui des forces internationales pour traduire devant la Justice nationale et internationale les principaux auteurs des différents actes répréhensibles survenus ces derniers jours.

Je vous remercie.

Annex 1.11: Incidents of non-compliance

Case study: MINUSCA

1. The Panel documented three cases of weapons and ammunition seized by MINUSCA and transferred to the *Section Recherche et Investigation* (SRI) of the CAR gendarmerie to be sealed as evidence, as per judicial practices in the CAR,⁵⁹ that were actually diverted from the judicial procedure to equip gendarmerie forces in Bangui. As stressed earlier, in view of the absence of safe storage place at the latter's office, all seized arms are kept at the SRI.
2. According to a high-ranking official within the gendarmerie,⁶⁰ breaches of seals to equip the gendarmerie are almost systematic, even in the context of serious criminal investigations. As a matter of fact, none of the weapons listed as having been transferred by MINUSCA to the SRI were present at the SRI during the inspection conducted by the Panel in July 2015.⁶¹
3. In the first case, MINUSCA handed over an AK-type weapon – to be used in evidence in a legal case concerning Samuel Ndoumbélé to the SRI. This weapon was subsequently made available to the head of the gendarmerie, according to an SRI internal document obtained by the Panel.

⁵⁹ Interview with Mr. Kossy, Head of SRI Section, Bangui, 5 July 2015; Interview with investigating judges, Court of Appeals, Bangui, 1 July 2015.

⁶⁰ Meeting with a high-ranking official within the gendarmerie, Bangui, 5 July 2015.

⁶¹ Inspections conducted at SRI on 4 and 6 July 2015; see photographs in.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
UNITE DIGNITE TRAVAIL

MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE
IMMIGRATION - EMIGRATION



LE G I O N D E G E N D A R M E R I E
T E R R I T O R I A L E
S E C T I O N D E R E C H E R C H E S E T
D ' I N V E S T I G A T I O N S

A Bangui, le 02 Juin 2015

N° / 4.SRI.

ETAT D'ARMEMENT DECHARGE PAR LA MINUSCA A LA SECTION DE RECHERCHES ET D'INVESTIGATIONS

TYPE	N° ARME	AFFAIRE	OBSERVATIONS
AK 47	1113	DOMONGUERE-TOMORO, Achille	
AK47	03873	Lt BETI-BANGUI-DEYOMBO,	
PA	15857	Sylvain	
AK 47	7149	NAMBATE, Gildas et Autres.	
AK 47	35038990	GREKAMBA, Yohann	
PM MAT 49	J12359	IDOROFIO, Didier et Autres.	
AK 47	17688	NDOUMBELE, Samuel	
PM MAT 49	G87.802	MBOZOUNMSE, Évariste et Autres.	
AK 47	TRIPOTE	BEATEM, Grâce à Dieu	
AK 47	56-2-2804173	Dotation aide camp Ministre T.P	
AK 47	463592	NDALET-YABENDJI, Bernard et	
AK 47	15197	Autres.	

Lieutenant KOSSI, Serge - Stanislas
Commandant la Section de Recherches
et d'Investigations à.....**BANGUI**

Source: Document from the SRI on arms transfers from MINUSCA to the gendarmerie

Document obtained by the Panel in Bangui on 3 June 2015 from a confidential source.

REPUBLICUE CENTRAFRICAINE
UNITE DIGNITE TRAVAIL

MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE
IMMIGRATION - EMIGRATION

arme de la D6. (10)

LE G I O N D E G E N D A R M E R I E -
T E R R I T O R I A L E
S E C T I O N D E R E C H E R C H E S E T
D' I N V E S T I G A T I O N S

A Bangui, le 02 Juin 2015

N° / 4.SRL

ARMEMENT MIS A LA DISPOSITION DU DIRECTEUR GENERAL GENDARMERIE
NATIONALE

TYPE	N° ARME	OBSERVATIONS
AK 47	9553	
AK 47	3255	
AK 47	8242	
AK 47	17688	
AK 47	04219	
AK 47	01074	
PM MAT 49	7802	
PM MAT 49	7795	
PM MAT 49	TRIPOTE	
PM MAT 49	TRIPOTE	

Lieutenant KOSSI, Serge - Stanislas
Commandant la Section de Recherches
et d'Investigations à.....BANGUI

Source: Document from the SRI regarding hand-over of weapons from the SRI to the head of the CAR national gendarmerie. Document obtained by the Panel in Bangui on 3 June 2015 from a confidential source.

4. In the second case, in legal procedures against Evariste Mbozounse and Bernard Ndalet-Yabendji, MINUSCA handed over three weapons to the *Section Recherche et Investigation*. The Panel noted during an inspection at the Légion de la gendarmerie mobile on 6 July 2015 that those three weapons were now equipping national forces
5. The Panel expressed concerns regarding this matter during a meeting on 2 June 2015 with MINUSCA.⁶² MINUSCA representatives noted that both the Force and the Police components of MINUSCA were not systematically documenting the transfer of weapons and ammunition to the CAR judicial system, such as the number and type of weapons, circumstances of seizure, and date of transfer. MINUSCA also admitted lack of capacity in terms of follow-up on judicial procedures, in particular with regard to the integrity of the chain of custody of sealed evidence, even in cases initiated by MINUSCA.
6. The Panel retrieved several documents with details of MINUSCA transfers, but it seems that not all arms transfers are documented. For instance, while in the case of “Ousman Mahamat Ousman and others” the Gabonese MINUSCA battalion kept minutes of the transfer of weapons dated 9 March 2015, the Bangladeshi MINUSCA battalion did not keep minutes of the transfer of weapons in the case of “Marcel Ndalé and others” dated 25 April 2015.

⁶² MINUSCA was represented by: Force Commander, Police Commissioner, Deputy Police Commissioner, UNPOL Legal Adviser, UNPOL/JTF Chief Investigation Section, Chief Political Affairs, Chief Justice and Correction, Chief JMAC, Legal Affairs, UNMAS, and a Senior Adviser of the SRSG; the Panel and MINUSCA agreed that a follow-up meeting should be organized within a reasonable timeframe.

GENDARMERIE NATIONALE <i>Légion de Gendarmerie Territoriale</i> <i>Section de Recherches et d'Investigation</i>		BORDEREAU D'ENVOI <i>Constituant avec les pièces qu'il énumère</i> LA PROCÉDURE		CADRE RÉSERVÉ AU DESTINATAIRE
GENDARMERIE NATIONALE <i>Légion de Gendarmerie Territoriale</i> <i>Section de Recherches et d'Investigation</i>		BORDEREAU D'ENVOI <i>Constituant avec les pièces qu'il énumère</i> LA PROCÉDURE enregistrée à l'unité Sous le numéro indiqué ci-dessus		CADRE RÉSERVÉ AU DESTINATAIRE
03/03/2015 03 MARS 2015		ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE AFFAIRE ENQUÊTES PARTIES EN CAUSE OUSMAN MAHAMAT OUSMAN ET AUTRES POUR, DETENTION ILLÉGALE D'ARMES DE GUERRE, ASSOCIATION DES MALFAITEURS ET COMPLICITÉ PORTS ILLÉGAUX DES EFFETS MILITAIRES		

N° d'ordre	DESIGNATION DES PIÈCES
01	Procès-verbal de synthèse
02	Procès-verbal d'interpellation du général OUSMAN et Autres
03	Procès-verbal de remise des armes saisies
04	Procès-verbal d'audition de personne gardée à vue OUSMAN MAHAMAT OUSMAN
5	Procès-verbal d'audition de personne gardée à vue ZAKARIA YOUSSEUF
6	Procès-verbal d'audition de personne gardée à vue MAHAMAT Ali
7	Procès-verbal d'audition de personne gardée à vue MOCTAR Ousman
8	Procès-verbal d'audition de personne gardée à vue MAHAMAT Idriss
9	Réquisition judiciaire sur le passeport diplomatique du Général OUSMAN
10	Dossier Pièces Annexes

1	M. le Procureur de la République à BANGUI.	Date de clôture 13/03/2015	Vu et transmis par : le Lieutenant Serge KOSSI
2	Aux archives		 
Collation Section de Recherches et d'Investigation à BANGUI Le 16 mars 2015			

DECHARGE

Je soussigné LTN Serfo Kassi
 Commandant la SRI de la
 Gendarmerie Nationale, reconnais
 avoir reçu de B44, l'Armée Gabonaise
 de la MINUSCA, quatre (04)
 fusils d'assaut de type AK47
 n° HT21331 - 36546 - HT5617
 et 265539.

A Bangui le 09/03/2015 à 19h12

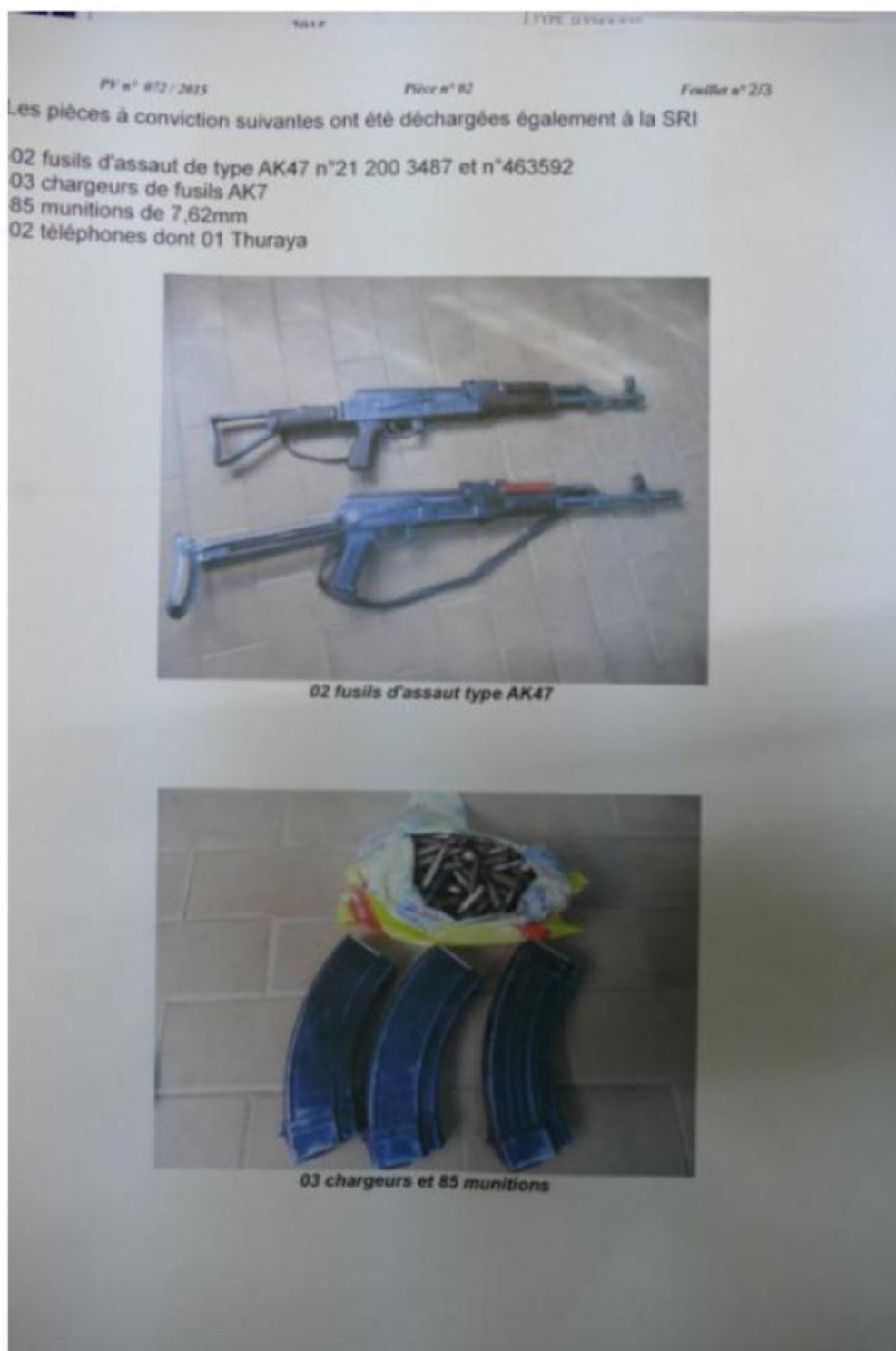
LTN Serfo Kassi
 Cdt SRI

(L) TSOU MOU
 Commandant GABON

Toumou

Source : Investigation file on General Ousman Mahamat Ousman with record of arms transfer from MINUSCA to the SRI. Documents obtained by the Panel in Bangui on 5 July 2015 from a confidential source.

[illegible]



Source : Documents obtained by the Panel in Bangui on 5 July 2015 from a confidential source. Investigation file on NDALET, in which no document indicate that the transfer of weapons was made by MINUSCA.

7. It was also noted by MINUSCA that no clear guidelines under which arms can or cannot be transferred to the national authorities are currently implemented. While some arms seized by MINUSCA are transferred to the gendarmerie, others are entrusted to UNMAS, and it is unclear on what basis such decisions are taken. For example, in the case of “Yousouf Ahmat and others” the seized weapons were kept by MINUSCA under UNMAS custody.⁶³
8. MINUSCA informed the Panel that since 24 November 2014, they have been working on guidelines for the safe transfer and storage of arms and ammunition.⁶⁴

Other potential cases of non-compliance

9. The Panel also documented one case of non-compliance with paragraph 1 of resolution 2196 (2015) in which a French company exported to the Central African Republic non-lethal military equipment on 31 March 2015 in accordance with French and European Union regulations, but without having received prior approval of the Committee in pursuance of paragraph 1(c) of resolution 2196 (2015).
10. Another potential case of non-compliance involved another French company, which signed a 20-million euros contract on 4 February 2015 an agreement with Security Minister Niçaise Samedi Karnou regarding the provision of security equipment to the CAR security forces. The contract was terminated in June 2015 by the Prime Minister and no equipment was actually delivered to the CAR.
11. On 1 June 2015, in Bossangoa, the Panel prevented MINUSCA to hand over to the CAR local police and gendarmerie units weapons seized by international forces during disarmament operations. The MINUSCA officer informed the Panel that he was not aware of the arms embargo.

Production of hunting ammunition in Bangui

⁶³ Panel interviews with MINUSCA officials, 26 May 2015, 5 July 2015, 31 August 2015, 23 September 2015.

⁶⁴ Meeting by MINUSCA and the Panel on sharing of information on monitoring the arms embargo, Bangui, 24 November 2015. Meeting by MINUSCA and the Panel on sharing of information on monitoring the arms embargo, Bangui, 2 June 2015. Panel interviews with MINUSCA officials, 26 May 2015, 5 July 2015, 31 August 2015 and 23 September 2015.

12. In March 2015, the company *Manufacture des Munitions de Chasse* (MMC) addressed a letter to MINUSCA requesting authorization to import raw materials from France and Portugal needed to produce the hunting ammunition. Both Member-States suspended all exports of weapons, ammunition and related materiel to the CAR following the imposition of the arms embargo on 5 December 2013.⁶⁵
13. MMC production facilities, visited by the Panel on 23 September 2015, were still closed at the time of writing.⁶⁶ However, the Panel has on several locations seen cartridges produced by MMC, at occasions seized by MINUSCA in Bossangoa and Berbérati.⁶⁷

⁶⁵ Letter from MMC to the SRSG of MINUSCA, Bangui, 5 March 2015.

⁶⁶ Visit of MMC production facilities and meeting with MMC manager Luis Morais, Bangui, 23 September 2015.

⁶⁷ Inspections in Bossangoa on 26 April 2015 and Berbérati on 27 August 2015.

Annex 1.12: Voluntary disarmament operation

1. The voluntary disarmament operation launched in March 2015 by the former Minister of Defence, Marie-Noëlle Koyara, has witnessed a decreasing rate of success:
 - From 23 March to 25 April, FACA handed over 96 arms, 9600 rounds of ammunition, 69 hand grenades, 29 mortar bombs and 26 rockets
 - From 26 April to 8 June 2015, members of the FACA handed over 14 arms, 873 rounds of ammunition and 30 hand grenades.
 - From 9 June to 7 July 2015, no weapons and ammunition were turned over to the collection Committee.
 - From 8 July to 5 October 2015, only 9 weapons were reportedly handed over to the ad-hoc *Comité de collecte* (collection committee).⁶⁸
2. In total, the Panel inspected 114 weapons, 10,500 rounds of ammunition, 88 hand grenades, 29 mortar bombs and 26 rocket-propelled grenades (RPG) launchers voluntarily handed over by mainly FACA elements.⁶⁹ The Panel also inspected 21 weapons, 12,253 rounds of ammunition, 18 hand grenades and 33 RPG launchers reportedly handed over by elements of the gendarmerie.⁷⁰

⁶⁸ Due to the recent escalation of violence, these weapons could not be inspected.

⁶⁹ Inspections at Camp Izamo, Bangui, 25 April, 22 May, 5 June and 8 June 2015. On 5 July 2015, the Panel inspected four out of the 16 arms reportedly returned by 16 FACA soldiers active in the National Instruction Centre in Bouar; see **annex 1.13** below for the full list of weapons and ammunition inspected by the Panel.

⁷⁰ Inspection at Camp Izamo, Bangui, 8 June 2015. At different time periods, the explanation regarding the origin and destination of these arms and ammunition has changed. Whereas at first it was reported that they arms and ammunition belonged to the national gendarmerie, later it was reported that they were part of the voluntary collection programme. Due to the recent escalation of violence, this could not be verified; see again **annex 1.13** below for the full list.

Photograph taken by the Panel at Camp Izamo during an inspection on 8 June 2015



3. The relative failure of the voluntary disarmament programme is a matter of concern, considering the important amount of arms and ammunition known to be in the possession of elements of the national security and armed forces.⁷¹ Collected weapons – including RPG launchers – were distributed by transitional authorities to FACA elements patrolling the capital or in charge of static security of official buildings.⁷²
4. Upon request, the collection committee transmitted to the Panel the list of arms and ammunition in the possession of senior FACA officers.⁷³ The document indicates that 25 officers declared that they were in possession of several types of weapons, including 30 assault-rifles and 4 rifles, 4 MAT-49 submachine guns as well as a total of 2,585 rounds of ammunition, two grenades and one rocket-propelled grenade launcher.⁷⁴ While most senior officers declared to be in possession of between one and three weapons, two officers possessed eight weapons with 1,000 rounds of ammunition and six weapons with 531 rounds of ammunition, respectively.

⁷¹ High ranking FACA officers declared to the Panel that they keep undeclared weapons at home, to be able to defend themselves in case of a new upsurge of violence; interviews with high ranking FACA officers, Bangui, 5 July 2015 and 25 August 2015.

⁷² Interviews with FACA and gendarmerie officers, Bangui, 20 May, 4 and 5 July 2015; from mid-May onwards, the Panel has not been able to inspect weapons carried by FACA elements during patrols in Bangui.

⁷³ FACA officers were instructed to declare their weapons only, while non-commissioned officers and soldiers had to return all weapons and ammunition in their custody.

⁷⁴ Document archived at UN/DPA/SCSOB.

Annex 1.13: Inspections of weapons and ammunition by the Panel from 14 April 2015 to 5 October 2015

Arms inspections at the CAR gendarmerie

1. During inspections conducted by the Panel at different brigades and units of the gendarmerie, the quantity of ammunition available to CAR security and armed forces appears disproportional to the number of weapons, although some units – namely the *Légion de la Gendarmerie Mobile* (LGM) – seem better equipped than others.
2. The Panel inspected a total of 72 weapons, 128 rounds of ammunition and 20 explosives. On 4 July 2015, the Panel inspected PK 12, Sûreté aéroportuaire, PK 9, Brigade fluviale and Brigade territoriale landja. On 6 July 2015, the Panel inspected Légion de la gendarmerie mobile, Brigade territoriale and the Section recherche et investigations. The Panel inspected weapons at the Sûreté aéroportuaire, one weapon at PK 12, eight weapons at PK 9, two weapons at Brigade fluviale, four weapons at Brigade territorial Landja, 33 weapons at Légion de la gendarmerie mobile, 17 weapons at the SRI and seven weapons at the Brigade territoriale. This phenomenon of the gendarmerie units having very few weapons and ammunition at their disposal is also apparent in the different provinces visited by the Panel. To illustrate, the gendarmerie in Bouar only possesses two functioning weapons and two loaders; they have no vehicle at their disposal.⁷⁵
3. Of the 72 weapons inspected, 17 were stored at the *Section Recherche et Investigation* (SRI) of the gendarmerie after having been seized at criminal investigation sites.⁷⁶ According to national rules and regulations, all evidence of judicial procedures must be sealed and retained either at the SRI or at the Prosecutor's Office.⁷⁷ In practice, even though these arms are part of judicial procedures, those which are functional are used by different units of

⁷⁵ Panel's inspection, Bouar, 29 May 2015.

⁷⁶ The number of 72 does not take into account the weapons inspected at Camp Izamo on 8 June 2015 since it remains unclear who these weapons belong to.

⁷⁷ In view of the absence of safe storage place at the latter's office, all seized arms are kept at the SRI.

the gendarmerie. On 23 September 2015, the newly appointed deputy director general of the gendarmerie affirmed to the Panel that the gendarmerie was willing to stop this practice.⁷⁸

4. The Panel notes with concern that the SRI does not have safe storage facilities for weapons and ammunition, with arms subsequently deposited in the various offices which are easily accessible even to the public.⁷⁹ The Panel also considers that neither the CAR security nor its armed forces have proper procedures for weapons management. Moreover, the Panel received detailed information on one case of diversion of ammunition by a warrant officer from the gendarmerie to anti-balaka.
5. On 28 August, the Panel has seen several boxes of inspected ammunition at the Etat-Major, where they were transferred to for security reasons.⁸⁰ For example, out of the 33 weapons inspected at the Légion de la gendarmerie mobile, at least four had reportedly been seized at criminal sites and used by the gendarmerie; the head of the SRI justified this practice as a consequence of lack of weapons and argued that official registers are filled in to track all inputs and outputs. The Panel could not confirm the latter because registries were not made available.
6. The Panel came across several cases of deficient chain of custody of ammunition seized by the gendarmerie. As a result, either nobody is able to tell where seized ammunition ended up, or seized ammunition is only recovered after a lengthy process of investigation among recipient gendarmerie elements.
7. A confidential report dated 15 June 2015 obtained by the Panel on 3 July 2015, mentions that ammunition seized by the gendarmerie was supplied to a Bangui-based anti-balaka military commander with FACA background;⁸¹ a

⁷⁸ Interview with Bruno Ouaholo, 23 September 2015.

⁷⁹ See photographs of seized weapons stored at the SRI in **annex 1.14**.

⁸⁰ Inspection at Camp Izamo, Bangui, 8 June 2015. Interview with collection committee focal point, Bangui, 29 August 2015.

⁸¹ Archived at the UN/DPA/SCSOB.

national military source confirmed such cases of diversion to the Panel during a meeting in Bangui on 3 July 2015.

8. The Panel inspected two MAT-49 submachine guns, three Type 56(-2) assault rifles, one MPI-KM assault rifle, one Kbk-AKMS assault rifle and a dozen rounds of ammunition at Customs and six Type 56(-1) assault rifles, one MAS-36 rifle and one grenade launcher at Water and forestry. However, in June 2015 the Panel inspected large stocks of ammunition reportedly belonging to the gendarmerie at Camp Izamo.
9. Several high-ranking security officials informed the Panel that part of the armament of the gendarmerie was bought from individuals (FACA elements, gendarmes, politicians and civilians) and armed groups. The gendarmerie reportedly pays FCFA 50,000 (USD 100) for one arm with one or two magazines.⁸²

Arms inspections at CAR customs and water and forestry

10. On 28 August, the Panel inspected the arms and ammunition of the custom authorities and water and forestry services in Bangui. Custom authorities only presented seven weapons and a dozen rounds of ammunition of calibre 7.62x39mm.
11. Water and forestry presented eight weapons and six rounds of ammunition of calibre 7.62x39mm. Government officials admitted to the Panel that both departments buy weapons from both anti-balaka and former Séléka elements.⁸³

⁸² Interviews with confidential sources in the gendarmerie, Bangui, 25 August 2015. This was confirmed by a confidential FACA source, 25 August 2015.

⁸³ Interviews with Government officials, Bangui, 25 August 2015.

List of locations where inspections were conducted by the Panel

12. One inspection in Bria (14 April 2015), two inspections in Camp de Roux Bangui (16 April and 27 May 2015), two inspection in Sangaris Bangui (17 April and 22 May 2015), two inspections in Mbaiki (23 April and 30 August 2015), two inspections in Obo (24 April and 25 September 2015), three inspections for the Collecte volontaire in Bangui (25 April, 22 May, 8 June 2015), two inspections in Bossangoa (26 April 2015 and 1 June 2015), one inspection in Bambari (25 May 2015), two inspections in Kaga Bandoro (25 May and 23 August 2015), four inspections in Bouar (28-29 May and 4-5 June 2015), two inspections in Baoro (4 and 5 June 2015), one three-day inspection of the units and brigades of the Gendarmerie in Bangui (8 June, 4 July, 6 July 2015), one inspection in Berberati (27 August 2015), one inspection at custom services (28 August 2015), one inspection at water and forestry (28 August 2015), one inspection of Chinko seizures in Bangui (1 September 2015), inspection on the Kaga-Bandoro-Mbrès axes (20-24 August 2015) and inspection on the Ndélé-Chadian border axes (24 September-5 October 2015). As background information, the Panel also included some weapons inspected under previous mandate in this list.
13. During several arms inspections conducted in Bangui and Bria, two researchers of Conflict Armament Research (CAR), a private research institute working on an EU-funded project, and UNMAS/THE HALO TRUST staff inspected the armament at the same time as the Panel.

List of Arms

Date documented	Location documented	Type	Serial/Markings	Origin
25 May 2015	Bambari	Crosman 2200 Magnum Pneumatic Rifle		USA
25 May 2015	Bambari	MAT-49 submachine gun	D66290	France
25 May 2015	Bambari	MAT-49 submachine gun	G23168	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	60mm mortar tube	1329TH	USA
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	69 type launcher (PG7 pattern)	100076	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	69 type launcher (PG7 pattern)	102764	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	AA52 machine gun	A25472	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	AIM-AKM Model 63 (AK pattern)	1975 GI 1418	Romania
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	AIM-AKM Model 63 (AK pattern)	UE 3250 1998	Romania
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	AK 47 rifle (AK pattern)	K 82255	Russia
05 June 2015	Bangui (SRI)	AK 47 rifle (AK pattern)	BE 25 3730	Bulgaria
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	AK55 assault rifle (AKM pattern)	457865	Hungary
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	AKM rifle (AK pattern)	IOH 521	Russia
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	G3 assault rifle	231924	Portugal
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Galil assault rifle	701333	Israel
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Galil assault rifle	G-2087182	Israel
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Lee Enfield rifle	FF 249900	UK
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Lee Enfield rifle	RCA 0167	UK
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Lee Enfield rifle	RCA 0168	UK
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	Lee Enfield rifle	RCA0019	UK
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	Lee Enfield rifle	RCA0145	UK
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Lee Enfield rifle	RCA0153	UK
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Lee Enfield rifle	RCA0153	UK
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	Lee Enfield rifle	RCA0186	UK
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	Lee Enfield rifle	RCA0204	UK

24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Lee Enfield rifle	RCA0211	UK
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Lee Enfield rifle	RCA0234	UK
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	Lee Enfield rifle	RCA0320	UK
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	Lee Enfield rifle	RCA0465	UK
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	M-16 Chatellerault rifle	AB 59103	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	M-16 Chatellerault rifle	AD22021	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	M-16 Chatellerault rifle	BE 88955	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	M-16 Continsouza rifle	27200	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	M-16 Tulle rifle	BC 68067	France
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	M70 B1 assault rifle	369413	Serbia
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	M80 machine-gun	324690	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	277471	France
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	MAS-36 rifle	?17233	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	FH45732	France
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	MAS-36 rifle	FH78437	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	FH78442	France
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	MAS-36 rifle	FH78453	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	FH78485	France
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	MAS-36 rifle	FJ10136	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	L12845	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	L24822	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	L96827	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	M22920	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	M69924	France
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	MAS-36 rifle	M75276	France

24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	N13660	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	N16866	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	N18379	France
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	MAS-36 rifle	N18582	France
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	MAS-36 rifle	N22432	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	N27938	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	N28024	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	N35257	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAS-36 rifle	N52204	France
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	MAS-36 rifle mod51	G19873	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun	A10051	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun	A54486	France
05 June 2015	Bangui (SRI)	MAT-49 submachine gun	A60398	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun	A75413	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun	A83376	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun	B4962	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun	C.A4	France
05 June 2015	Bangui (SRI)	MAT-49 submachine gun	E18977	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun	F51829	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun	F53266	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun	F5641	France
05 June 2015	Bangui (SRI)	MAT-49 submachine gun	F69445	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun	G87465	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun	G87880	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MAT-49 submachine gun		France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MPL-KM assault rifle (AKM pattern)	74 ?A 6967	East Germany

24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MPI-KM assault rifle (AKM pattern)	78 GU 4406	East Germany
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MPI-KM assault rifle (AKM pattern)	88 34 7739	East Germany
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	MPI-KMS assault rifle (AKM pattern)	89 11 0534	East Germany
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	R4 Vector assault rifle	791860A1	South Africa
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	RPD-type machine gun	69-61894	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	SAR 80 assault rifle	SER 019651	Singapore
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	SIG 542 assault rifle	32804/46595	Switzerland
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	SOLTAM 81mm mortar tube (type N°1 MKB type)	1615	Finland/Israel
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Sten MK type submachine gun	4372-04	UK
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Sten MK type submachine gun	4439-04	UK
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Steyr AUG assault rifle	913SA327	Austria
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	2801668	China
22 May 2015	Camp Henry Izamo (Bangui)	T56-2 assault rifle	2802972	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	2803568	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	2803685	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	3718854	China
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	T56-2 assault rifle	3720804	China
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	T56-2 assault rifle	3725636	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	3728850	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	5036543	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	12005026	China
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	T56-2 assault rifle	12007070	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	12011130	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	12015360	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	12019950	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	12019950	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	3808549	China

24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	3819695	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	3835215	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	3903387	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	3903676	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	9402161	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	9405253	China
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	35046486	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	35058091	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	35062863	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	37000427	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 assault rifle	unreadable	China
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	Type 56 Rifle	3564662	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 Rifle	21000784	China
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	Type 56 Rifle	35064459	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	UZI submachine gun	3427	Belgium
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Vz.52 machine gun	CD4884	Czechoslovakia
4 July 2015	Bangui (PK12)	MAS-36 rifle	N3129	France
4 July 2015	Bangui (PK9)	Type 56 Rifle	3725413	China
4 July 2015	Bangui (PK9)	Type 56 Rifle	61625	China
4 July 2015	Bangui (PK9)	Type 56 Rifle	3680094	China
4 July 2015	Bangui (PK9)	Type 56 Rifle	35059820	China
4 July 2015	Bangui (PK9)	Type 56 Rifle	2006895	China
4 July 2015	Bangui (PK9)	Type 56 Rifle	76220	China
4 July 2015	Bangui (PK9)	Type 56 Rifle		China
4 July 2015	Bangui (Brigade fluviale)	Type 56 Rifle	5009	China
4 July 2015	Bangui (Brigade fluviale)	MAS-36 rifle	FJ0547	France
4 July 2015	Bangui (Landja)	MAT-49 submachine gun	85929	France

4 July 2015	Bangui (Landja)	MAS-36 rifle	N25818	France
4 July 2015	Bangui (Landja)	Galil assault rifle	800805A1	Israel
4 July 2015	Bangui (Landja)	Type 56 Rifle	35068774	China
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAT-49 submachine gun	G87802	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAT-49 submachine gun	F30546	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAT-49 submachine gun	F/P56163	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAT-49 submachine gun	E018171	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAT-49 submachine gun	D15618	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAT-49 submachine gun	G87795	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAT-49 submachine gun	erased	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAT-49 submachine gun	G10750	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	Grenade launcher (Cougar)	7493	
6 July 2015	Bangui (LGM)	Grenade launcher (Cougar)	7487	
6 July 2015	Bangui (LGM)	Grenade launcher (Cougar)	7488	
6 July 2015	Bangui (LGM)	Grenade launcher (Cougar)	7490	
6 July 2015	Bangui (LGM)	Grenade launcher (Cougar)	7491	
6 July 2015	Bangui (LGM)	Grenade launcher (Cougar)	7494	
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAS-36 rifle	unreadable	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAS-36 rifle	N14409	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAS-36 rifle	N13647	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAS-36 rifle	FH78441	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	MAS-36 rifle	FJ0126	France
6 July 2015	Bangui (LGM)	T56-2 assault rifle	3706020	China
6 July 2015	Bangui (LGM)	Type 56 assault rifle	367232	China
6 July 2015	Bangui (LGM)	Type 56 assault rifle	35073191	China
6 July 2015	Bangui (LGM)	Type 56 assault rifle	unreadable	China
6 July 2015	Bangui (LGM)	Type 56 assault rifle	35070465	China

6 July 2015	Bangui (LGM)	Type 56 assault rifle	380856	China
6 July 2015	Bangui (SRI)	Type 56 assault rifle	36061449	China
6 July 2015	Bangui (SRI)	T56-1 assault rifle	28168193	China
6 July 2015	Bangui (SRI)	AKM pattern	Br8093	
6 July 2015	Bangui (SRI)	T56-2 assault rifle	12003487	China
6 July 2015	Bangui (SRI)	Type 56 assault rifle	3745467	China
6 July 2015	Bangui (SRI)	T56-2 assault rifle	12007247	China
6 July 2015	Bangui (SRI)	T56-2 assault rifle	3710646	China
6 July 2015	Bangui (SRI)	Type 56 assault rifle	3644550	China
6 July 2015	Bangui (brigade territoriale	MAS-36 rifle	N18000	France
6 July 2015	Bangui (brigade territoriale	MAS-36 rifle	N34891	France
6 July 2015	Bangui (brigade territoriale	Type 56 assault rifle	3805674	China
6 July 2015	Bangui (brigade territoriale	T56-2 assault rifle	5066282	China
6 July 2015	Bangui (brigade territoriale	Type 56 assault rifle	3658976	China
6 July 2015	Bangui (brigade territoriale	MAS-36 rifle	FJ05418	France
28 August 2015	Bangui (Douane)	MAT-49 submachine gun	G53361	France
28 August 2015	Bangui (Douane)	MAT-49 submachine gun	E012539	France
28 August 2015	Bangui (Douane)	MPI-KM assault rifle (AKM pattern)		East Germany
28 August 2015	Bangui (Douane)	Kbk-AKMS (AK pattern)	1978 LK15537	Poland
28 August 2015	Bangui (Douane)	T56-2 assault rifle	3728035	China
28 August 2015	Bangui (Douane)	T56-2 assault rifle	12007732	China
28 August 2015	Bangui (Douane)	Type 56 assault rifle	3907078	China
28 August 2015	Bangui (Water and Forestry)	MAS-36 rifle	D90899	France
28 August 2015	Bangui (Water and Forestry)	Type 56 assault rifle	37010595	China
28 August 2015	Bangui (Water and Forestry)	RPG7 launcher (Sinnar model)	NZ-08-311	Sudan
28 August 2015	Bangui (Water and Forestry)	Type 56 assault rifle	59063	China
28 August 2015	Bangui (Water and Forestry)	Type 56 assault rifle	35065236	China

28 August 2015	Bangui (Water and Forestry)	T56-1 assault rifle	3607445	China
28 August 2015	Bangui (Water and Forestry)	Type 56 assault rifle	3809041	China
28 August 2015	Bangui (Water and Forestry)	Type 56 assault rifle	35062414	China
1 September 2015	Bangui (Antenne de collecte)	AKM rifle (AK pattern)	1965 CT733	Russia
1 September 2015	Bangui (Antenne de collecte)	AKM rifle (AK pattern)	1976 C?4294	Romania
1 September 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 Rifle	35049932	China
1 September 2015	Bangui (Antenne de collecte)	Type 56 Rifle	3801478	China
1 September 2015	Bangui (Antenne de collecte)	AKM rifle (Karabinek)	1976 KP 10140	Poland
1 September 2015	Bangui (Antenne de collecte)	67-2 machine-gun	251147	China
27 August 2015	Berberati (Minusca)	T56-2 assault rifle	12010480	China
27 August 2015	Berberati (Minusca)	T56-2 assault rifle	12017254	China
27 August 2015	Berberati (Minusca)	T56-2 assault rifle	5050632	China
27 August 2015	Berberati (Minusca)	AKM rifle (AK pattern)	1964 M07857	Russia
27 August 2015	Berberati (Minusca)	Type 56 assault rifle	unreadable	China
27 August 2015	Berberati (Minusca)	T56-2 assault rifle	2806091	China
27 August 2015	Berberati (Minusca)	Type 56 Rifle	3842020	China
27 August 2015	Berberati (Minusca)	Type 56 Rifle	37018743	China
27 August 2015	Berberati (Minusca)	AKM rifle (AK pattern)	1972 IE6743	Russia
27 August 2015	Berberati (Minusca)	Lee Enfield rifle	A897484	France
27 August 2015	Berberati (Minusca)	Lee Enfield rifle	B4?3822	France
27 August 2015	Berberati (Minusca)	Lee Enfield rifle	BD8614	France
27 August 2015	Berberati (Minusca)	Lee Enfield rifle	D43680	France
27 August 2015	Berberati (Minusca)	MAS-36 rifle	?91232	France
26 April 2015	Bossangoa	67-2 machine-gun	251453	China
26 April 2015	Bossangoa	AKM rifle (AK pattern)	HC 1715	Russia
26 April 2015	Bossangoa	T56-2 assault rifle	12002315	China
01 June 2015	Bossangoa	AKM rifle (AK pattern)	274514	Russia

26 April 2015	Bossangoa	MAC semi-automatic pistol	K5732	France
26 April 2015	Bossangoa	MAC semi-automatic pistol	S3689	France
01 June 2015	Bossangoa	MPI-KM assault rifle (AKM pattern)	89 11 0093	East Germany
26 April 2015	Bossangoa	MPI-KMS assault rifle (AKM pattern)	89 11 1208	East Germany
01 June 2015	Bossangoa	R4 Vector assault rifle	781182A1	South Africa
26 April 2015	Bossangoa	Type 56 Rifle	3903521	China
26 April 2015	Bossangoa	Kbk-AKMS (AK pattern)	1977 PP 01802	Poland
26 April 2015	Bossangoa	Type 56 Rifle	3800149	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	67-2 machine-gun	251785	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	69 type launcher (PG7 pattern)	51564	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	69 type launcher (PG7 pattern)	51589	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	69 type launcher (PG7 pattern)	90273	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	69 type launcher (PG7 pattern)	101595	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	AKM rifle (AK pattern)	295067	Russia
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Browning Hunting Rifle	370908	Belgium
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	DShK (?) Machine gun barrel	240219-2	
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	G3 assault rifle	172872 Zh-3 6531 (all in Farsi)	Iran
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Galil assault rifle	2070357	Israel
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Galil assault rifle	10000946	Israel
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Hunting shotgun		
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	KPVT machine-gun barrel	9398	
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	M16-A1 assault rifle	5631996	USA
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	M80 machine-gun	275549	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Model 60 Marlin Hunting Rifle	95440683	USA
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Mortar (tube)	WA12 16000	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Mousqueton d'artillerie Modèle M16 (shotgun)	BC 11100	France
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	MPI-KM assault rifle (AKM pattern)	78 GA ??10	East Germany

16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	QLZ-87 (35mm grenade launcher)	161308	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	R4 Vector assault rifle	711282A1	South Africa
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	R4 Vector assault rifle	792539A1	South Africa
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	R4 Vector assault rifle	796167A1	South Africa
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	RPD-type machine gun	61672	
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	RPD-type machine gun	2201089	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	RPD-type machine gun	??-293	Russia
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	RPD-type machine gun	Fully unmarked	
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	RPG-7B launcher	AB-21-88	Bulgaria
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	RPG-7B launcher	KT-19-497	Bulgaria
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	RPG7 launcher	SY890051	Possibly Iran
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	RPG7 launcher	SY890069	Possibly Iran
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	SA-7 (battery missing)	Serial number cancelled	Russia
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Shotgun	B 61718	
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	T56-2 assault rifle	2805798	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	T56-2 assault rifle	3729769	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	T56-2 assault rifle	12011863	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Type 56 assault rifle	3678132	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Type 56 assault rifle	360?????	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Type 56 Rifle	22001532	China
16 April 2015	Camp de Roux (Bangui)	Verney-Carron Hunting Rifle	F04088	France
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	AKS-74 assault rifle (AKM pattern)	125935	Hungary
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	MPI-KM assault rifle (AKM pattern)	88 36 2551	East Germany
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	MPI-KMS assault rifle (AKM pattern)	89 11 0039	East Germany
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	RPD-type machine gun	69-61499	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	T56-1 assault rifle	3604304	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	T56-2 assault rifle	2805133	China

07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	T56-2 assault rifle	2806865	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	T56-2 assault rifle	2806905	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	T56-2 assault rifle	3704979	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	T56-2 assault rifle	5071083	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	T56-2 assault rifle	12003685	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	T56-2 assault rifle	12011586	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	T56-2 assault rifle	12011854	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	T56-2 assault rifle	12019313	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	Type 56 assault rifle	16187731	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	Type 56 assault rifle	35070485	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	Type 56 assault rifle	37002923	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	MAB semi-automatic pistol	159 XT 02054	France
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	T56-2 assault rifle	3710972	China
25 May 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	AKM rifle (AK pattern)	Erased	Russia
25 May 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	FN-FAL assault rifle	1020320	Belgium
25 May 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	M20 type (TT-33 copy) pistol	n°00179	China
25 May 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	T56-2 assault rifle	3721102	China
23 August 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	Type 56 Rifle	35064236	China
23 August 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	hunting shotgun		
23 August 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	hunting shotgun		
23 August 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	hunting shotgun		
23 August 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	hunting shotgun		
23 August 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	hunting shotgun		
23 August 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	hunting shotgun		
23 August 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	?	61498	Russia
23 August 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	AKM rifle (AK pattern)	1000973	Russia
23 August 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	T56-2 assault rifle	3701069	China

23 August 2015	Kaga-Bandoro (Minusca)	Type 56 assault rifle	3821927	China
22 August 2015	Kaga-Bandoro/Mbres area	MAT-49 submachine gun	E11911	France
22 August 2015	Kaga-Bandoro/Mbres area	R4 Vector assault rifle		South Africa
22 August 2015	Kaga-Bandoro/Mbres area	M70AB2 assault rifle (AK pattern)	A43843	Yugoslavia
22 August 2015	Kaga-Bandoro/Mbres area	Type 56 assault rifle	19631	China
22 August 2015	Kaga-Bandoro/Mbres area	? (AK pattern)	Unreadable	
22 August 2015	Kaga-Bandoro/Mbres area	? (AK pattern)	Unreadable	
22 August 2015	Kaga-Bandoro/Mbres area	? (AK pattern)	Unreadable	
22 August 2015	Kaga-Bandoro/Mbres area	Type 56 assault rifle	Unreadable	China
22 August 2015	Kaga-Bandoro/Mbres area	? (AK pattern)	Unreadable	
B	Kaga-Bandoro/Mbres area	RPG-7B launcher	By-661	Bulgaria
23 April 2015	Mbaiki	Galil assault rifle	2093804	Israel
23 April 2015	Mbaiki	T56-2 assault rifle	3717862	China
23 April 2015	Mbaiki	MAS-36 rifle	P28064	France
23 April 2015	Mbaiki	MAT-49 submachine gun	B815	France
23 April 2015	Mbaiki	Type 56 assault rifle	3907502	China
23 April 2015	Mbaiki	Type 56 assault rifle	Unreadable	China
23 April 2015	Mbaiki	Vz.58 V assault rifle	D57809	Czechoslovakia
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	MPI-KM assault rifle (AKM pattern)	84 MQ 0656	East Germany
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	T56-2 assault rifle	12016891	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	Type 56 assault rifle	14009895	China
07 April 2015	M'Poko Sangaris Camp	Type 56 assault rifle	20066588	China
29 September 2015	N'dele area	hunting shotgun		
25 September 2015	N'dele area	hunting shotgun		
25 September 2015	N'dele area	T56-2 assault rifle	5047661	China
25 September 2015	N'dele area	AKM rifle (AK pattern)	HE1729	Russia
25 September 2015	N'dele area	T56-2 assault rifle	3704012	China

25 September 2015	N'dele area	hunting shotgun		
26 September 2015	N'dele area	AKM rifle (AK pattern)	erased	Russia
26 September 2015	N'dele area	AKM rifle (AK pattern)	1974 777752	Russia
26 September 2015	N'dele area	R4 Vector assault rifle		South Africa
26 September 2015	N'dele area	AKM rifle (AK pattern)	erased	Russia
26 September 2015	N'dele area	AKM rifle (AK pattern)	1969 yH1116	Russia
26 September 2015	N'dele area	AMD 65M	E06088	Hungary
29 September 2015	N'dele area	MAT-49 submachine gun	G87891	France
28 September 2015	N'dele area	Type 56 assault rifle	471125	China
2 October 2015	N'dele area	MAS-36 rifle (bolt action)	L64065	France
23 April 2015	Obo	69 type launcher (PG7 pattern)	101173	
23 April 2015	Obo	AK pattern	CT 9919	Russia
23 April 2015	Obo	AK pattern	EB 3691	Russia
23 April 2015	Obo	AK pattern	АЛ 7757	Russia
23 April 2015	Obo	AK pattern	AP 5991	China
23 April 2015	Obo	AK pattern	ГТ 6138	Russia
23 April 2015	Obo	AK pattern	НЭ 3312	Russia
23 April 2015	Obo	AK pattern	49008212	?
23 April 2015	Obo	G3 assault rifle	2468	China
23 April 2015	Obo	Galil assault rifle	G-2087859	Israel
23 April 2015	Obo	Galil assault rifle	G-2088061	Israel
23 April 2015	Obo	Kbk-AKMS (AK pattern)	1976 HT 19508	Poland
23 April 2015	Obo	MAS-36 rifle	7682	France
23 April 2015	Obo	MAS-36 rifle	37665	France
23 April 2015	Obo	T56-1 assault rifle	4501293	China
23 April 2015	Obo	T56-1 assault rifle	18176298	China
23 April 2015	Obo	T56-2 assault rifle	2806086	China

23 April 2015	Obo	T56-2 assault rifle	3711122	China
23 April 2015	Obo	T56-2 assault rifle	3725797	China
23 April 2015	Obo	T56-2 assault rifle	12009401	China
23 April 2015	Obo	T56-2 assault rifle	12011395	China
23 April 2015	Obo	T56-2 assault rifle	37?0842	China
23 April 2015	Obo	T56-2 assault rifle	37?0872	China
23 April 2015	Obo	Type 56 assault rifle	17217401	China
23 April 2015	Obo	Type 56 assault rifle	35044836	China
23 April 2015	Obo	Type 56 assault rifle	35061669	China
23 April 2015	Obo	Type 56 assault rifle	1808332?	China
23 April 2015	Obo	Type 56 assault rifle	3?05602	China
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle (probably)	2862	China
25 September 2015	Obo		3?E1?	
25 September 2015	Obo	AKM rifle (AK pattern)	1967 ME 5241	Russia
25 September 2015	Obo	T56-1 assault rifle	17010773	China
25 September 2015	Obo	AKM rifle (AK pattern)	1969 OK767	Russia
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle	68??016	China
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle	Unreadable	China
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle	35??3305	China
25 September 2015	Obo	T56-2 assault rifle	3706819	China
25 September 2015	Obo	Kbk-AKMS (AK pattern)	1977 SS00950	Poland
25 September 2015	Obo	AKM rifle (AK pattern)	196? B07847	Russia
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle		China
25 September 2015	Obo	AKM rifle (AK pattern)	1966 ??	Russia
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle	Unreadable	China
25 September 2015	Obo	AKM rifle (AK pattern) (probably)	1966???	Russia
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle	35053606	China

25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle	12???	China
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle	377758?	China
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle (probably)	79028	China
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle (probably)	40380	China
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle (probably)	??386	China
25 September 2015	Obo	Type 56 assault rifle (probably)	Unreadable	China
29 May 2015	PK5, Bangui	69 type launcher (PG7 pattern)	51612	China
29 May 2015	PK5, Bangui	AKM rifle (AK pattern)	1985 PN 3109	Romania
29 May 2015	PK5, Bangui	FN-MaG machine-gun	1107	Belgium
07 November 2014	M'Poko Sangaris Camp	Galil assault rifle	2065145	Israel
19 January 2015	Camp de Roux (Bangui)	Galil assault rifle	2090779	Israel
05 July 2015	Bangui (LGM)	Galil assault rifle	778616A	Israel
/	/	Galil assault rifle	782307A1	Israel
/	/	Galil assault rifle	795902A1	Israel
/	/	Galil assault rifle	796193A1	Israel
/	/	Galil assault rifle	796520A1	Israel
/	/	Galil assault rifle	799107A1	Israel
/	/	Kbk-AKMS (AK pattern)	1976 HT 13860	Poland
/	/	M70AB2 assault rifle (AK pattern)	1989-M70-AB2 564287	Former Yugoslavia
05 June 2015	Bouar	M79 grenade launcher (40mm)	61510	USA
/	/	MPI-KM assault rifle (AKM pattern)	78 GA 4271	East Germany
07 November 2014	M'POKO	R4 Vector assault rifle	222	South Africa
06 November 2014	Camp De Roux	R4 Vector assault rifle	250475	South Africa
06 November 2014	Camp De Roux	R4 Vector assault rifle	701083	South Africa
12 November 2014	M'POKO	R4 Vector assault rifle	19000301	South Africa
30 October 2014	RDOT	R4 Vector assault rifle	790480A1	South Africa
30 October 2014	RDOT	R4 Vector assault rifle	790480A1	South Africa

03 November 2014	Camp De Roux	R4 Vector assault rifle	791959A1	South Africa
03 November 2014	Camp De Roux	R4 Vector assault rifle	792299A1	South Africa
03 November 2014	Camp De Roux	R4 Vector assault rifle	797297A1	South Africa
06 November 2014	Camp De Roux	R4 Vector assault rifle	KK3871	South Africa
04 November 2014	Camp De Roux	R4 Vector assault rifle	NA	South Africa
04 November 2014	Camp De Roux	R4 Vector assault rifle	NA	South Africa
19 January 2015	Camp De Roux	R4 Vector assault rifle	NA	South Africa
/	/	RPG7 launcher	SY890122	Possibly Iran
05 July 2015	Bangui-Gendarmerie Nationale	SAR 80 assault rifle	16519	Singapore
/	/	SAR 80 assault rifle	SER 020800	Singapore
05 June 2015	Bouar	T56-1 assault rifle	3608976	China
05 July 2015	Bangui-Gendarmerie Nationale	T56-2 assault rifle	3706020	China
/	/	T56-2 assault rifle	3708339	China
05 July 2015	Bangui-Gendarmerie Nationale	T56-2 assault rifle	3710646	China
19 January 2015	Camp De Roux	T56-2 assault rifle	3711369	China
/	/	T56-2 assault rifle	3712546	China
/	/	T56-2 assault rifle	3714547	China
19 January 2015	Camp De Roux	T56-2 assault rifle	3715968	China
05 July 2015	Bangui-Gendarmerie Nationale	T56-2 assault rifle	5066282	China
08 June 2015	Bangui - HQ of the Gendarmerie Nationale	T56-2 assault rifle	12003487	China
/	Bangui (Antenne de collecte)	T56-2 assault rifle	12007070	China
05 July 2015	Bangui - HQ of the Gendarmerie Nationale	T56-2 assault rifle	12007247	China
/	/	T56-2 assault rifle	12010345	China
19 January 2015	Camp De Roux	T56-2 assault rifle	12010470	China
/	/	T56-2 assault rifle	12010930	China
/	/	T56-2 assault rifle	12011695	China
/	/	T56-2 assault rifle	12012154	China

/	/	T56-2 assault rifle	12013024	China
/	/	T56-2 assault rifle	12014008	China
05 June 2015	Bouar	T56-2 assault rifle	12014472	China

List of ammunition

Date documented	Location documented	Calibre	Type	Headstamp	Possible Origin
25 May 2015	Bambari	40mm	PG-7L HEAT rocket		?
25 May 2015	Bambari	cal. 12	Small caliber	M.A.C.C. 12 Pte Noire 12	Congo (Brazzaville)
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	12.7 x 108 mm	Small caliber	55 023	?
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	12.7 x 99 mm	Small caliber	SF-1-82 12.7 S	France
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	14.5 x 114 mm	Small caliber	188 * 70 *	Russia
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	40mm	PG-rocket (Type 69-II HEAT)	/	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	40mm	PG7-rocket (HEAT)	/	?
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	40mm	PG7-rocket (HEAT)	/	Russia
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	40mm RHE-F type grenades	Grenade for underbarrel launchers	/	Bulgaria
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	5.56 x 45 mm	Small caliber	2 TZZ 4 88	Israel (?)
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	5.56 x 45 mm	Small caliber	20 Z 82 T	Israel (?)
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	5.56 x 45 mm	Small caliber	22 Z 82 T	Israel (?)
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	5.56 x 45 mm	Small caliber	85 13	South Africa
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	5.56 x 45 mm	Small caliber	86 13	South Africa
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	60 mm	Mortar rounds (M83A-type)	/	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	60 mm	Mortar rounds (M83A-type)	/	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	60 mm	Mortar rounds	/	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	60 mm	Mortar round (smoke)	/	?
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	60 mm	Mortar round (illuminating model M802A4)	/	South Africa
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	60 mm	Mortar rounds	/	China (?)

14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.5 x 54 mm	Small caliber	LM 3.60 B 7.5	France
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 39 mm	Small caliber	7.62x39 / 01	Iran
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 39 mm	Small caliber	9121 86	China
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 51 mm	Small caliber	84-SF	France
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 51 mm	Small caliber	91 13	South Africa
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 51 mm	Small caliber	92 13	South Africa
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 51 mm	Small caliber	92 23	South Africa
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 51 mm	Small caliber	LM 10	France
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 51 mm	Small caliber	SUD 51 98	Sudan
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	188 74	Russia
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	351 78	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	351 78	China
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	61 90	China
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	7.62x54 / 01	Iran
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	7.62x54 / 01	Iran
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	71 01	China
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	71 75	China
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	945 07	China
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	9811 77	China
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	bxn 65	Czechoslovakia
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	7.62 x 54R mm	Small caliber	norma 7.62 russ	Sweden
24 April 2015	Bangui (Antenne de collecte)	82mm	Mortar rounds	/	?
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	9 x 19 mm	Small caliber	S PS * 9mm LUGER	Spain (?)
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	9 x 19 mm	Small caliber	S&B 10 9x19	Czech Republic
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	9 x 19 mm	Small caliber	SF 82 9 mm	France
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	9 x 19 mm	Small caliber	SF 72 1 9mm	France
14 June 2015	Bangui (Antenne de collecte)	9 x 25 mm	Small caliber	71 11	China

July 2015	Bangui (LGM)	40mm	PG-rocket (Type 69-II HEAT)		China
4-6 July 2015	Bangui (LGM)	7,5 x 54 mm	Small caliber	SUD 98_51	
4-6 July 2015	Bangui (LGM)	7.62 x 54R mm	Small caliber	7.62x54_01	
4-6 July 2015	Bangui (LGM)	7.62 x 54R mm	Small caliber	nnv 1986	
4-6 July 2015	Bangui (LGM)	14.5 x 114 mm	Small caliber		
4-6 July 2015	Bangui (LGM)	7.62 x 39 mm	Small caliber	80_118	
4-6 July 2015	Bangui (LGM)	7.62 x 39 mm	Small caliber	80_118	
4-6 July 2015	Bangui (PK12)	7.62 x 54R mm	Small caliber	unreadable	
4-6 July 2015	Bangui (PK9)	7.62 x 39 mm	Small caliber	unreadable	
04 June 2015	Baoro	7.62 x 51 mm	Small caliber	MANUCAM 7.62 N	Cameroun
04 June 2015	Baoro	7.62 x 51 mm	Small caliber	٧٠.٠٠٠	Iran ?
26 April 2015	Bossangoa	14.5 x 114 mm	Small caliber	17_*_74_*	Russia
26 April 2015	Bossangoa	14.5 x 114 mm	Small caliber	21_76	China
01 June 2015	Bossangoa	5.56 x 45 mm	Small caliber	13_Z_82_T	Israel (?)
01 June 2015	Bossangoa	5.56 x 45 mm	Small caliber	86_13	South Africa
01 June 2015	Bossangoa	5.56 x 45 mm	Small caliber	FNM_84-13	Portugal
01 June 2015	Bossangoa	5.56 x 45 mm	Small caliber	FNM_84-19	Portugal
01 June 2015	Bossangoa	5.56 x 45 mm	Small caliber	IMI_07	Israel
01 June 2015	Bossangoa	5.56 x 45 mm	Small caliber	S&B_222 REM	Czech Republic
26 April 2015	Bossangoa	60 mm	Mortar rounds	201-63-22 (engraved on the body of the round)	?
01 June 2015	Bossangoa	7.62 x 39 mm	Small caliber	352	China
01 June 2015	Bossangoa	7.62 x 39 mm	Small caliber	31_74	Russia(?)/China(?)
01 June 2015	Bossangoa	7.62 x 39 mm	Small caliber	539_74	Russia
01 June 2015	Bossangoa	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_74	China
26 April 2015	Bossangoa	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_74	China
26 April 2015	Bossangoa	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_77	China
26 April 2015	Bossangoa	7.62 x 39 mm	Small caliber	71_01	China

01 June 2015	Bossangoa	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_08	China
01 June 2015	Bossangoa	7.62 x 39 mm	Small caliber	9121_86	China
26 April 2015	Bossangoa	7.62 x 39 mm	Small caliber	9121_86	China
26 April 2015	Bossangoa	7.62 x 39 mm	Small caliber	bxn_73	Czechoslovakia
26 April 2015	Bossangoa	7.62 x 54R mm	Small caliber	188_74	Russia
26 April 2015	Bossangoa	7.62 x 54R mm	Small caliber	351_78	China
26 April 2015	Bossangoa	7.62 x 54R mm	Small caliber	945_07	China
26 April 2015	Bossangoa	cal. 12	Small caliber	12 * 12 * 12 * 12 *	?
26 April 2015	Bossangoa	cal. 12	Small caliber	CLEVER_12_MIRAGE_12	?
26 April 2015	Bossangoa	cal. 12	Small caliber	M.A.C.C. 12 Pte Noire 12	Congo (Brazzaville)
26 April 2015	Bossangoa	cal. 12	Small caliber	NOBEL_12_SPORT_12	France
26 April 2015	Bossangoa	cal. 12	Small caliber	TRUST_12_EIBAR_12	Spain
05 June 2015	Bouar	12.7 x 108 mm	Small caliber	41_95	China
05 June 2015	Bouar	7.62 x 39 mm	Small caliber	270_74	Ukraine
05 June 2015	Bouar	7.62 x 39 mm	Small caliber	60_74	Russia
05 June 2015	Bouar	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_74	China
05 June 2015	Bouar	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_97	China
05 June 2015	Bouar	7.62 x 39 mm	Small caliber	9121_86	China
05 June 2015	Bouar	7.62 x 39 mm	Small caliber	bxn_65	Czechoslovakia
05 June 2015	Bouar	7.62 x 39 mm	Small caliber	bxn_72	Czechoslovakia
04 June 2014	Bouar	cal. 12	Small caliber	CLEVER_12_MIRAGE_12	?
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	12.7 x 108 mm	Small caliber	11_10	China
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	12.7 x 108 mm	Small caliber	3_73	Russia
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	12.7 x 108 mm	Small caliber	9631_06	China
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	14.5 x 114 mm	Small caliber	21_77	?
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	14.5 x 114 mm	Small caliber	3 * 74 *	Russia
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	23mm	Meduim calibre	606_76	Russia

08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	37mm	Rocket	/	?
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	40mm	PG-rocket (Type 69-II HEAT)	/	China
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	40mm	PG-7 rocket	/	USSR (?)
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	40mm	Grenade for underbarrel launchers	/	?
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	40mm RHE-F type grenades	Grenade for underbarrel launchers	/	Bulgaria
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	5.56 x 45 mm	Small caliber	86 13	South Africa
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	5.56 x 45 mm	Small caliber	96 93	South Africa (?)
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	5.56 x 45 mm	Small caliber	FNM84-13	France
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	5.56 x 45 mm	Small caliber	W C C 9 2	USA
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	57 mm	Air to Ground attack rockets (S5-MO type)	/	USSR (?)
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	7,5 x 54 mm	Small caliber	SF 81 1 7,5	France
08 June 2015	Camp Henri Izamo, Bangui	7.62 x 51 mm	Small caliber	SU 1 51 01	Sudan
25 May 2015	Kaga-Bandoro	7.62 x 51 mm	Small caliber	90 12	?
25 May 2015	Kaga-Bandoro	7.62 x 51 mm	Small caliber	90 22	?
23 April 2015	Mbaïki	5.56 x 45 mm	Small caliber	86 13	South Africa
23 April 2015	Mbaïki	5.56 x 45 mm	Small caliber	FNM 84 18	Portugal
23 April 2015	Mbaïki	5.56 x 45 mm	Small caliber	HH 5.56	Singapore
23 April 2015	Mbaïki	cal. 12	Small caliber	12 * 12 * 12 * 12 *	?
14 April 2015	MINUSCA Spanish Camp in Bria	7.62 x 51 mm	Small caliber	SU 51 99 1	Sudan
14 April 2015	MINUSCA Spanish Camp in Bria	7.62 x 51 mm	Small caliber	SUD 51 97	Sudan
14 April 2015	MINUSCA Spanish Camp in Bria	7.62 x 51 mm	Small caliber	SUD 51 98	Sudan
14 April 2015	MINUSCA Spanish Camp in Bria	7.62 x 54R mm	Small caliber	351 78	China
23 April 2015	Obo	40 mm	PG-7 rocket	/	USSR (?)
23 April 2015	Obo	5.56 x 45 mm	Small caliber	86 13	South Africa
23 April 2015	Obo	60 mm	Mortar rounds	/	China (?)

23 April 2015	Obo	60 mm	Mortar rounds	/	China (?)
23 April 2015	Obo	60 mm	Mortar fuze	/	China (?)
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	04_17 (inverted 04 and 17)	?
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	17_73	Russia
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	270_71	Ukraine
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	270_73	Ukraine
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	31_74	Russia(?)/China(?)
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	31_97	China(?)/Russia(?)
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_01	China
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_04	China
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_97	China
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	71_11	China
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	711_72	Russia
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_06	China
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_11	China
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_12	China
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	90_17	?
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	9121_86	China
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	bxn_72	Czechoslovakia
23 April 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	SU_1_39_01	Sudan
23 April 2015	Obo	7.62 x 51 mm	Small caliber	82-SF	France
23 April 2015	Obo	7.62 x 51 mm	Small caliber	90_12	?
23 April 2015	Obo	7.62 x 51 mm	Small caliber	90_22	?
23 April 2015	Obo	7.62 x 51 mm	Small caliber	SUD_51_97	Sudan
23 April 2015	Obo	7.62 x 54R mm	Small caliber	351_78	China
23 April 2015	Obo	7.62 x 54R mm	Small caliber	7.62x54 / 01	Iran
23 April 2015	Obo	9 x 19 mm	Small caliber	13-MEN-10_9 X 19	Germany

23 April 2015	Obo	cal. 223	Small caliber	WINCHESTER 223 REM	?
23 April 2015	Obo	cal. 12	Small caliber	12*12*12*12	
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	31_75	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	31_97	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	311_06	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_74	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_91	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_92	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_93	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_95	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_97	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_98	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_02	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_04	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_07	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_08	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	611_11	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	81_97	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_93	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_02	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_06	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_07	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_08	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_11	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_12	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	9121_86	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	blank	Ethiopia (probable)

25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	270_70	Former USSR (Lugansk)
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	270_71	Former USSR (Lugansk)
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	17_73	Former USSR (Barnaul)
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	17_75	Former USSR (Barnaul)
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	60_75	Former USSR (Frunze)
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	711_72	Former USSR (Podolsk)
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	539_70	Former USSR (Tula)
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	7,62x39_03	Iran
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	SUD_39_98	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	1_39_01_SU	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	1_39_09	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	2_39_09	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	1_39_011	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	2_39011	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	1_39_012	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	2_39_12	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	1_13_39	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	LI_02	Uganda (Luwer Industries)
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	8??_93	
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	31_75	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_04	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_08	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_91	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_97	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	71_98	China

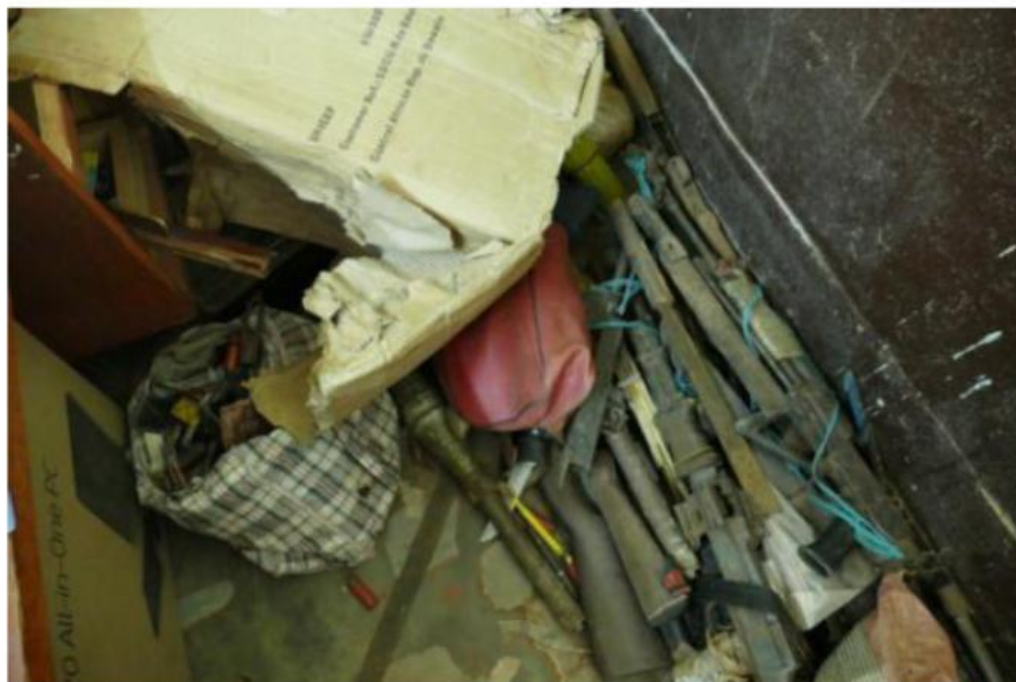
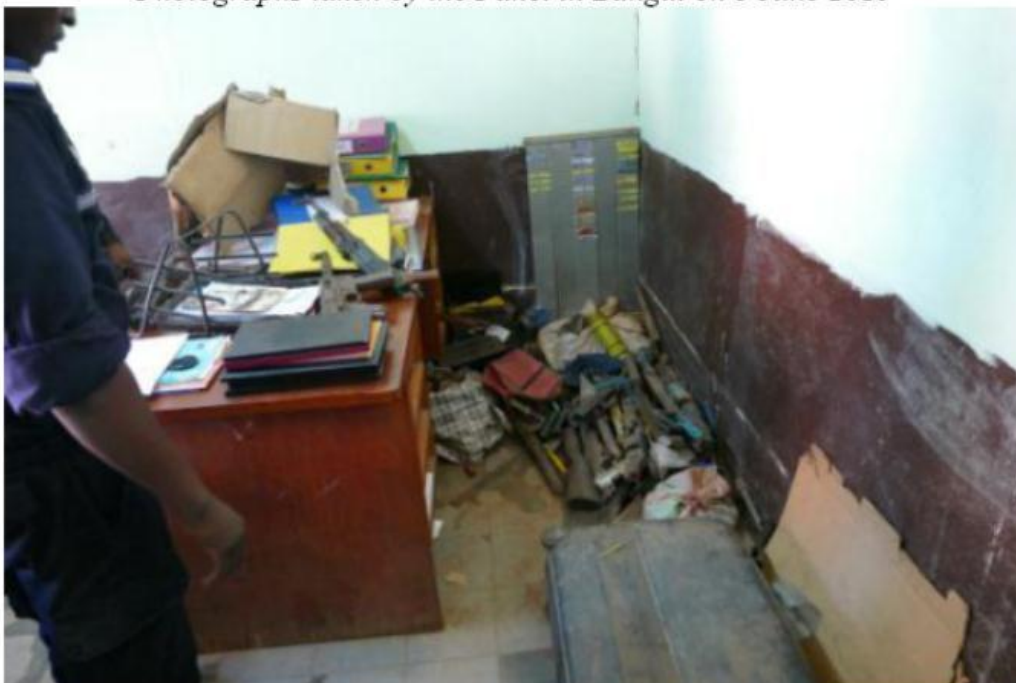
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_93	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_08	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	811_11	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	9121_86	China
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	(blank)	Ethiopia (probable)
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	270_71	Former USSR
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	270_73	Former USSR
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	17_73	Former USSR
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	17_73	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	2_39_08	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	1_39_12	Sudan
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	LI_04	Uganda (Luwer Industries)
25 September 2015	Obo	7.62 x 39 mm	Small caliber	LI_06	Uganda (Luwer Industries)
29 May 2015	PK5, Bangui	40mm	PG7-rocket	/	China
29 May 2015	PK5, Bangui	40mm	PG7-rocket (type F7)	/	North Korea
29 May 2015	PK5, Bangui	40mm	PG7-rocket	/	USSR (?)
29 May 2015	PK5, Bangui	40mm	PG7-rocket (HEAT)	/	China(?)
29 May 2015	PK5, Bangui	40mm	VP-7 rocket	/	USSR (?)
29 May 2015	PK5, Bangui	40mm	PG-7 type rocket	/	?
29 May 2015	PK5, Bangui	40mm	PG-7 rocket	/	USSR (?)
29 May 2015	PK5, Bangui	40mm	Propellant charge for RPG rockets	/	/
29 May 2015	PK5, Bangui	7.62 x 54R mm	Small caliber	61_71	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	12.7 x 108 mm	Small caliber	9631_06	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	40 mm	PG-7 rocket	/	USSR (?)
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	40 mm	PG-7 rocket	/	USSR (?)
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	5.56 x 45 mm	Small caliber	86_13	South Africa
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_74	China

14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 39 mm	Small caliber	61_97	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 39 mm	Small caliber	9121_86	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 39 mm	Small caliber	9121_86	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 39 mm	Small caliber	bxn_64	Czechoslovakia
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 51 mm	Small caliber	82-SF	France
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 51 mm	Small caliber	83-SF	France
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 51 mm	Small caliber	84-SF	France
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 51 mm	Small caliber	90_12	?
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 51 mm	Small caliber	90_22	?
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 51 mm	Small caliber	92_13	South Africa
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 51 mm	Small caliber	Arabic characters including 'sin'	Sudan
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 51 mm	Small caliber	SU_1_51_01	Sudan
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 51 mm	Small caliber	SUD_51_97	Sudan
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 51 mm	Small caliber	SUD_51_98	Sudan
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 51 mm	Small caliber	Triple entry (Arabic characters)	Sudan
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	351_78	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	3611_77	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	54_011_2	Sudan
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	54_03_4	Sudan
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	61_71	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	61_90	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	71_01	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	71_73	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	71_90	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	945_10	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	945_11	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	945_12	China

14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	9611_77	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	bxn_66	Czechoslovakia
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	7.62 x 54R mm	Small caliber	bxn_87	Czechoslovakia
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	9 x 19 mm	Small caliber	15-MEN-05_9 X 19	Germany
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	9 x 19 mm	Small caliber	311_09	China
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	9 x 19 mm	Small caliber	NIM_9mm LUGER	
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	9 x 19 mm	Small caliber	S PS * _9mm LUGER	Spain (?)
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	9 x 19 mm	Small caliber	SF 82 _9 mm	France
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	9 x 19 mm	Small caliber	SF86_9mm	France
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	cal. 12	Small caliber	12*12*12*12	
14 April 2015	Bria (Airport Camp)	cal. 12	Small caliber	M.A.C.C._12_Pte Noire_12	Congo (Brazzaville)

Annex1.14: Seized weapons and ammunition stored at the SRI unit of the CAR National gendarmerie

Photographs taken by the Panel in Bangui on 3 June 2015



Annex 1.15: Weaponry stored at the CAR National gendarmerie headquarters at Camp Izamo

Photograph taken by the Panel in Bangui on 8 June 2015



Annex 1.16: Arms registry of the FACA National Instruction Center in Bouar

GRADE	NOMS	TYPE	NUMERO	DATE SCOTTÉ	DATE RELIRE	MISSION	SIGNATURE
SGT	DANBARECO	AK47	89 110430	20-05-15		NIEM-YOUNG	[Signature]
Col	DANGALE	AK47	562806900	-11-11-		NIEM-YOUNG	[Signature]
Col	YAMAKANA	AK47	85 110567	-11-11-		-11-11-	[Signature]
1 ^{er}	KINDA	AK47	35056066	-11-11-		-11-11-	[Signature]
1 ^{er}	NGATCHIATEMO	AK47	10N1973	-11-11-		-11-11-	[Signature]
2 ^{el}	BISSI-BERO	MAS36	14414	-11-11-		-11-11-	[Signature]
SGT	BIANDJO	AK47	CP 4082336	20-05-15		Kouï	[Signature]
C/CH	OUAKOUNDOU	AK47	20896	-11-11-		Kouï	[Signature]
Col	NOE	AK47	25425	-11-11-		Kouï	[Signature]
1 ^{er}	YASSARA	AK47	1388456150	-11-11-		-11-	[Signature]
1 ^{er}	TEMOUN	AK47	66031	-11-11-		-11-	[Signature]
2 ^{el}	SOUNGONDO	MAS36	14893	-11-11-		-11-	[Signature]
1 ^{er}	GUINSI	A 952	25922	-11-11-		-11-	[Signature]

Source: Document consulted and photographed by the Panel on 5 June 2015

Annex 1.17: Storage of arms and ammunition at MINUSCA bases

Photograph taken by the Panel in Mbaïki on 30 August 2015



Photograph taken by the Panel in Bossangoa on 26 April 2015



Annex 2: Central region – border with the Democratic Republic of the Congo

Map



Overview

Union pour la Paix en Centrafrique (UPC) parallel administration

1. General Ali Darrassa Mahamat (UPC), also known as 'Ali Daras', commands the UPC faction of the former Séléka. General Darassa is the former military chief of staff of rebel leader of Peuhl origin, Mahamat Abdelkadr, aliases Mahamat Abdoul Kadre, and 'Baba Ladé' ('Babba Laddé'). Mahamat Abdelkadr is the commander of the *Front Populaire pour le Redressement* (FPR). After Baba Ladé's return to Chad in December 2012, Ali Darrassa joined the Séléka with most of former FPR fighters, including the Peuhl as of one of its main ethnic component, together with the Goula, Rounga and Arab.⁸⁴
2. Based in Bambari, the UPC retains a strong grip on a large part of the centre-south and centre-east of the CAR. General Darrassa, general coordinator of the UPC, is still officially the regional commander of the fifth military region of the CAR army, and commands one of the most structured, organised and respected factions of the former Séléka, still mostly composed of Peuhl.
3. The political leadership of the UPC was composed of six individuals, some of whom are divided over the approach that the UPC should adopt with regard to the DDRR process, as well as what type of relationship the UPC should maintain with the international community. Habyalah Awal,⁸⁵ political coordinator, Souleymane Daouda, political counsellor who signed the DDRR agreement on 10 May 2015 in Bangui on behalf of the UPC,⁸⁶ Hassan Bouba Ali, deputy political coordinator, Aboubakar Siddick Ali, UPC coordinator for Haute-Kotto, Youssoufa Bouba, UPC coordinator for Basse-Kotto, and Captain Ahmat Nadjat Ibrahim, spokesperson.⁸⁷ The last two, who were on the same moderate line led by Awal in terms of cooperation

⁸⁴ Written notes of an interview conducted with Baba Ladé by a researcher on Chad, 10 and 16 September 2014.

⁸⁵ Awal, a banker by profession, was arrested on 9 May 2015 in a vehicle at the Bangui PK12 checkpoint, together with 'General' Haroun Mahamat, a FACA/BSS Colonel registered 2013-1-1004, and his bodyguards for illegal possession of weapons, a month after a similar operation was conducted on General Ousmane Mahamat Ousmane.

⁸⁶ Daouda used to introduce himself also as political coordinator of the UPC, and signed the DDRR in this capacity; Awal is reportedly challenging Daouda's capacity to handle political issues (Confidential reports, 10 June 2015 and 12 June 2015).

⁸⁷ Former spokesperson of General Zoundeko when the new military structure of the former Séléka was established in Ndélé on 10 May 2014; Nadjat joined Darrassa when Zoundeko, Damane and 'Ben Laden' arrived end of May 2014 to try to take over Bambari; see section on Bambari in paragraphs 58 to 65 of the Panel's 2014 Final report, and interview with Nadjat, Bambari, 3 July 2014.

with the international community,⁸⁸ were killed during an attack on the UPC delegation in Bangui on 26 October 2015.

4. On the military side, the main UPC Generals are Mahamat Garba, military secretary general, Ahmat Ali, Hassan Ouattara (who replaced on 3 November 2014 General Mahamat Bandi in Kouango)⁸⁹ and Ousmane Abakar Daouda, deputy chief of staff for operations. General Yaya Scout, formerly FPRC in Bria, announced officially in Bria on 31 March 2015 that he proposed General Darrassa to join the UPC. The latter reportedly accepted the next day.⁹⁰

Anti-balaka structure in Ouaka

5. At the time of drafting, the structures of the two anti-balaka opposing groups were as follows:
 - a) The faction of Ndarata and his deputies Thierry Madibo, also known as 'General Madibo', and René Pazou, also known as 'Fally', is recognized by Mokom as part of his movement.⁹¹ The group also includes Maximin Ngbanga, also known as 'John l'Américain' and 'Homère' in Ngakobo (SUCAF area).⁹² Ndarata was arrested by FACA in Bangui on 24 June 2015, after several failed attempts by MINUSCA in Bambari,⁹³ and subsequently jailed at Ngaragba prison after being convicted to a three-month sentence. He was then legally released on 25 September 2015, the day when the escalation of violence started. Ndarata's strongholds are located in Sabalet, a small village south of Bambari (7 kilometres on the road to Kouango) and Yakéché (40 kilometres west of Bambari, road to Grimari). 'Fally' is particularly active on the Bambari-Kouango axis, together with 'John l'Américain', 'Atakoli' and 'Manda Kara', and was also identified by the Panel as a perpetrator of exactions against Peuhl population in the Mendé area.⁹⁴

⁸⁸ Confidential source, 30 July 2015. Archived at UN/DPA/SCSOB.

⁸⁹ Meeting with UPC deputy zone commander Colonel Abdourahmane Mahmat alias 'Sirongo', Kouango, on 16 April 2015.

⁹⁰ Confidential military report, 3 April 2015. Archived at UN/DPA/SCSOB.

⁹¹ See annex 2.4. for the structure of Mokom's movement in Bambari and Grimari.

⁹² 'Homère' was reportedly arrested on 20 May 2015 by MINUSCA; meeting with MINUSCA, Bambari, 25 May 2015.

⁹³ Meeting with MINUSCA, Bambari, 25 May 2015.

⁹⁴ 'Atakoli', John l'Américain and 'Manda Kara' were arrested by MINUSCA but fled from Ngaragba jail and regrouped, at the time of drafting, in Yakéché.

Photograph of Giscard Ndarata dated 13 April 2015



Source: Provided by a confidential source on 27 September 2015

- b) After the split, the main part of the anti-balaka remained under Gaëtan Bouadé, based in the Kidjigera neighbourhood, who accepted to join the table of discussions on pre-DDR. Bouadé reportedly is back with Ngaïssona and his political party, the PCUD.⁹⁵ Bouadé's deputies are Marcellin Alix Orogbo and Gervais Pally. Victor Baba and 'Tombeau ouvert', active in Grimari and on the road to Liotto, are under Gaëtan's command.

⁹⁵ Marcellin reportedly travelled to Bangui to discuss with Ngaïssona on 1 May 2015.

Annex 2.1: List of anti-balaka PCUD leadership active in Bambari on 15 April 2015**LISTE NOMINATIVE DES CADRES DU PCUD DE BAMBARI**

N°	Noms et Prénoms	Grades
01	BOADE Gaétan	Général Chef de zone
02	NDARATA Giscard	Chef des Opérations Militaires
03	GALLY-BASSI Yves	Commandant
04	MODIBO Thierry	Commandant
05	PALLY Gervais	Commandant
06	GRAKOUSOU Wenceslas	Capitaine
07	MALEMASSI Michel	Capitaine
08	OUAGO Elisée	Capitaine
09	POUMARDO Rufin	Capitaine
10	OROGBO Alix Marcellin	Adjudant-chef (Secrétaire Général)
11	PADOUNDI Boniface	Adjudant
12	NDOUMENDE Michelin	Lieutenant
13	DEPARA Salomon	Lieutenant
14	SELEKELA Placide	Lieutenant
15	MOMOKAMA Charlin-Chabardo	Sergent Chef
16	ENDJIOUGBIA Bruno	Sergent Chef
17	MANIVELE Dieu-bénie Sonia	Sergent Chef
18	BOADE Emmanuel	Sergent
19	MAMBIKONGO Tonton	Sergent
20	FEINDIRONGAI Frédéric	Sergent
21	ENDJEZAPOU Grâce à Dieu	Coordonnateur préfectoral

Annex 2.2: Regional structure of anti-balaka PCUD in Bambari, Grimari and Grimari-Kouango axis on 10 December 2014

- BATA Simplicie

Préfecture de la Ouaka (Bambari)

- ENDJIDJAPOU Grâce à Dieu
- BOUADE Gaétan
- BALELOMA Albert
- YANGBANGA Claude
- PALI Gervais
- MALEMASSI Michel
- YAN Saint Cyr
- BOUGUEYE Ramces
- GRAKOUZOU Wenceslas
- MANIVELE Dieu béni
- BISSEKOUA Vivien

Sous préfecture de Grimari

Grimari 1 :

- KPANOU Sébastien
- AYOLMA Dimitri Placide
- MBILLAUME Serge
- NGOABADA Legrand

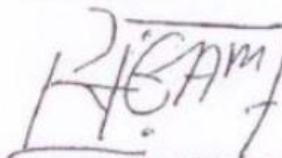
Grimari 2 (Axe Kouango):

- BABA Victor
- NDEMA BROTO Hugues
- POUMARDOU Innocent

Fait à Bangui, le

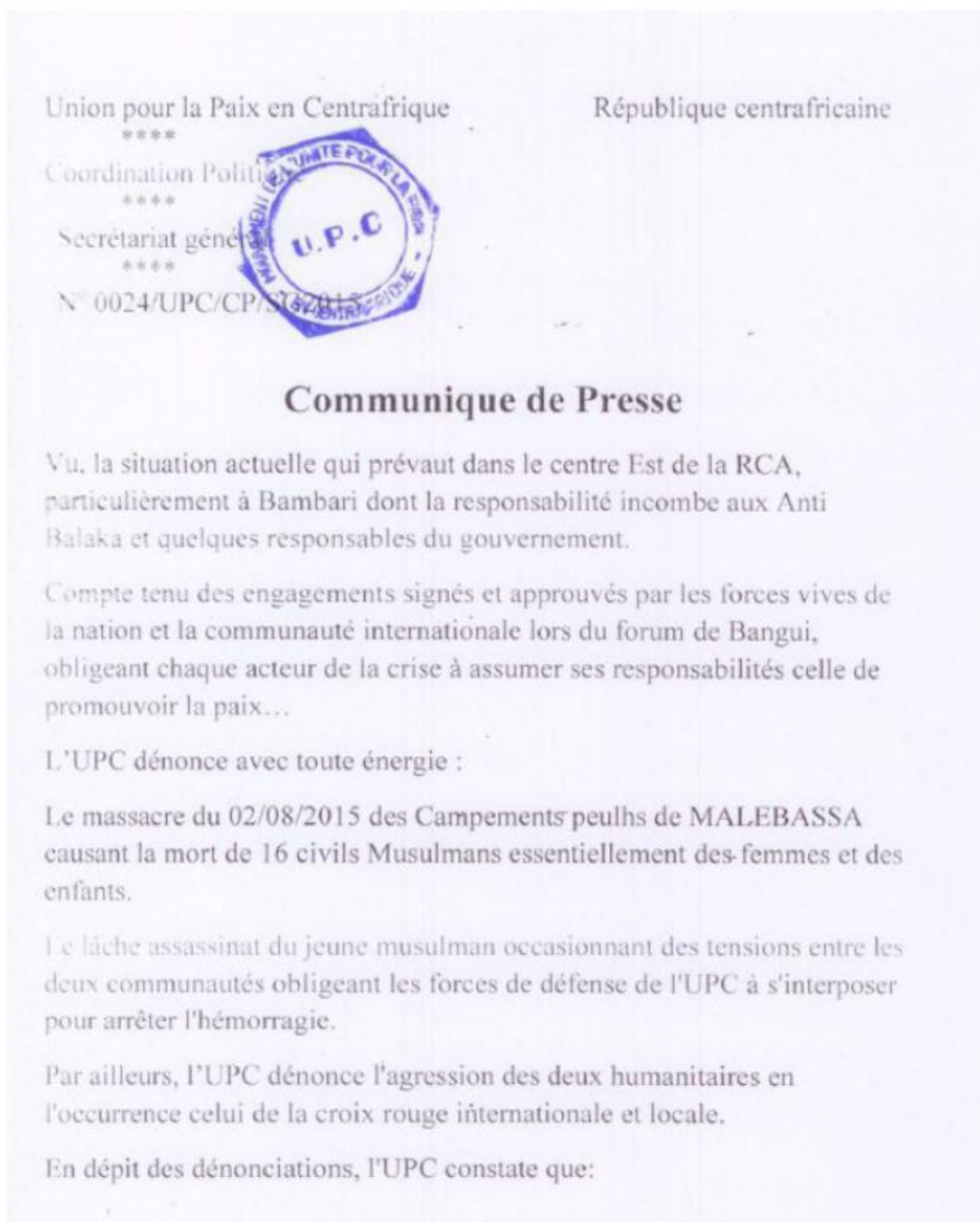
10 DEC 2014

Le Président



Patrice Édouard NGAÏSSONA

Annex 2.3: UPC press communiqué signed by Captain Ahmat Nadjat, alias 'Capitaine Ahamat Nedjad Ibrahim'



Ce sont les Anti Balaka et certains membres du gouvernement qui sont à l'origine de l'instabilité quotidienne en République Centrafricaine

- cas de MALEBASSA du 02/08/2015
- cas de l'assassinat du jeune de la communauté musulmane de PK7 axe Chimbolo survenu vendredi le 20/08/2015.
- l'attaque du village Ouarago commune de Yabongo dans la Sous-préfecture de Zangba le 22/08/2015.

L'UPC constate le renforcement en effectif et en armement du mouvement des Anti Balaka venant des différents horizons basé à Grimari, ayant pour objectif de déstabiliser l'Est de la République Centrafricaine plus particulièrement la Ouaka et la Basse-koto qui n'ont jamais connues ces phénomènes

Après plusieurs investigations, l'UPC constate que l'assassinat du jeune musulman de PK7 sur axe Chimbolo n'est qu'un prétexte en outre, un complot pour occasionner la reprise des hostilités afin de compromettre le processus électoral en cours.

Pour conclure, l'UPC demande à la communauté internationale d'être témoin ainsi qu'au gouvernement d'assumer ses responsabilités pour le retour à la normale.

Fait à Bangui le 24/08/2015

Le porte-parole général du Mouvement de l'Unité pour la Paix en République Centrafricaine

CAPITAINE AHANAT
NEOJADI - IERAMIM

Annex 2.4: List of anti-balaka commanders under Maxime Mokom, including the zones of Bambari and Grimari, on 16 June 2015



ANTI BALAKA

COORDINATION NATIONALE DES
Patriotes ANTI BALAKA

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unite – Dignité - Travail

COORDINATION NATIONALE DES
OPERATIONS

SECRETIARIAT GENERAL

N° _____ /CN/CNO/SG

Liste des COM -ZONES

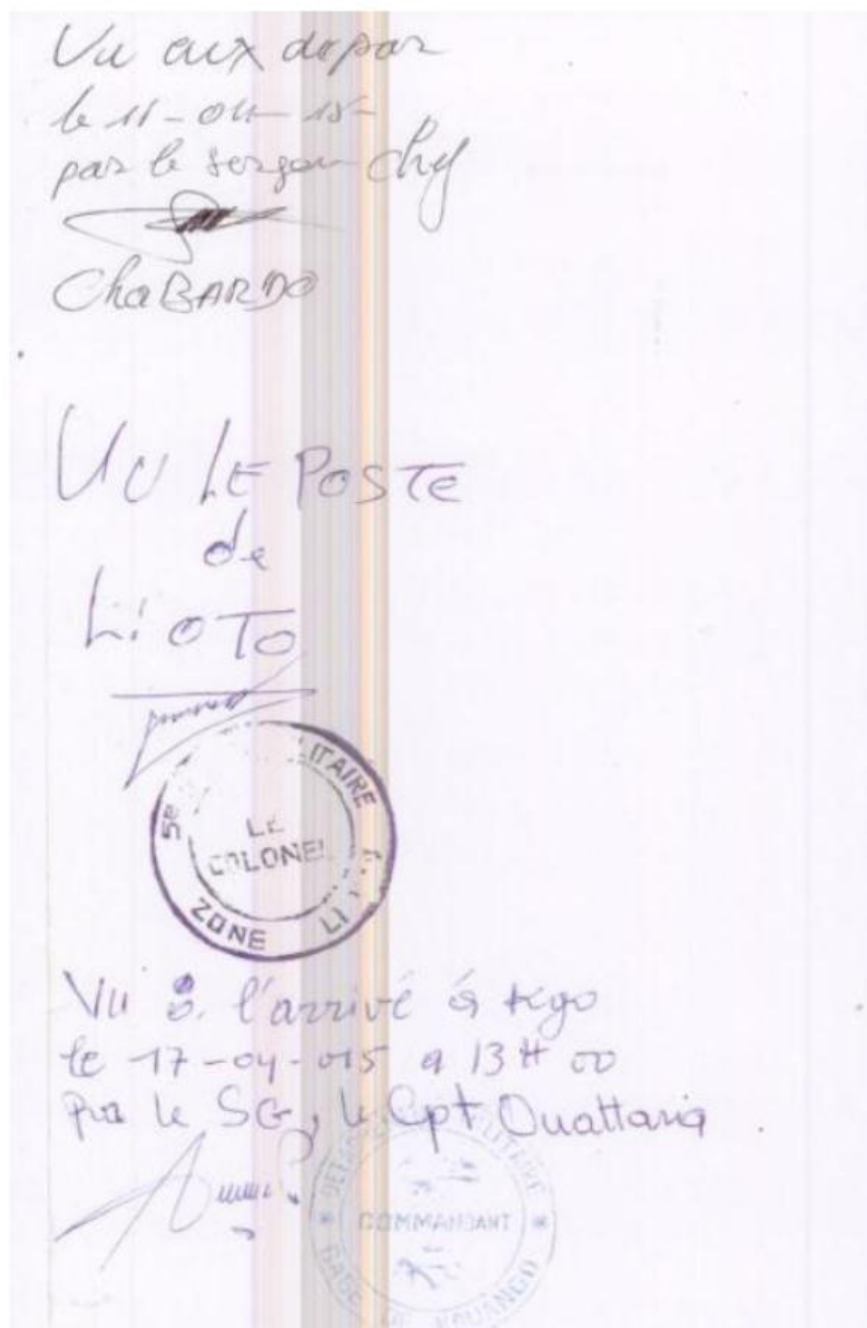
N.	NOMS	PRENOMS	FONCTIONS	ZONES
001	MAHANI	CONSTANT	COORDONATEUR	DAMARA
002	KOLO	OLIVIER	COORDONATEUR	SANGA MB.
003	NDOBADI	FERDINAND	COORDONATEUR	NOLA
004	GODONAM	ACHILLE	COORDONATEUR	BOUCA
005	NAMKOESSE	FERDINAND	COORDONATEUR	DEKOA
006	ZALO	JACQUES	COORDONATEUR	BOSSANGOA
007	BASSALA	SYLVAIN	COORDONATEUR	SIBUT
008	KOMBO	NARCISSE	COORDONATEUR	DAMARA
009	ZAHORO	SAMUEL	COORDONATEUR	BOZOUM
010	MBAINA	FLORENTIN	COM - ZONE	BOZOUM
011	BAGAZA	RODRIGUE	COORDONATEUR	MALA
012	DALIWANE	ALAIN	COM – ZONE	YALOE
013	YABANDA	DIEUDONNE	ADJOINT COM – ZONE	YALOE
014	WABILO	GUY	COORDONATEUR	GADZI
015	SINAKOLO	SYLVESTRE	COORDONATEUR	CARNOT
016	DEMOWANSSE	NICE	COORDONATEUR	AMADAGAZA
017	YERE	GUY	COORDONATEUR	BOGANGOLO
018	OUABIRO DANA	JO BRICE	COM - ZONE	DAMARA
019	BELLA	LOZACK	COM - ZONE	GAGA
020	YANGOUMALE	STANIE	CEMA	GRIMARI
021	FEIGANAZOUI	GUY	COM - ZONE	PK 42
022	OUAPOUTOU	BENJAMIN	COM - ZONE	BOSSEMBELE
023	KPANOU	SEBASTIEN	COORDONATEUR	GRIMARI
024	SEREMANDJI	AIME SERGE	COORDONATEUR	NDJO
025	YAPELE	CHRISOSTOME	COORDONATEUR	BERBERATI
026	NAMNENDOLA	SYLVAIN	COORDONATEUR	COROMPOKO
027	DIKA	BASILE	COORDONATEUR	OUHAM PENDE

028	OCTINAM	THIERRY	COM - ZONE	MBOUROUBA
029	AZOUNOU	HIPPOLYTE PACOME	CHARGE D'ADMINISTRATION	DAMARA
030	YANGUE	BAUDOUIN	S. G NATIONAL	BOGANGOLO
031	IYA	ARNAULD	COORDONATEUR	BOUAR
032	BARON	ADRAMANE	CONSEILLER SPECIAL	DEKOA
033	ZOKOUE	MAHAMAT HISSENE	MEDIATEUR INTERNE	NATIONAL
034	YAPENDE	GERVAIS	COM - ZONE	BOSSEMPTELE
035	DIMANCHE	ANSELM	COORDONATEUR ADJOINT	YALOE
036	BANDA	VINCENT	CHEF DE SECTION	ZAWA
037	BANAFEI	RODRIGUE	COORDONATEUR	BOSSEMPTELE
038	NARENA	VALENTIN	COM - ZONE GALAFONDO	OUMBA
039	MAKANZE	JEAN JACQUES	COM - ZONE BODA	BODA CENTRE
040	DANGBA PISSIDI	THEOPHILE	REPRESENTANT OUHAM	BOSSANGO
041	ANGA	CHARLES	COM - ZONE	BOUCA
042	NAMSSENE	HENRY LUNDI	REPRESENTANT	BOSSEMBELE
043	GAZAMODO	BERTRAND	COORDONATEUR	BANDORO
044	YANGBANGA	RODRIGUE	SECRETAIRE GENERAL	BAMBARI
045	SOUMALEKRA	RICHARD	PORTE PAROLE	BAMBARI
046	MAZIMBELE	GUY	COM - ZONE	BATANGAFO
047	GOTHIAS	PATRICK	COM - ZONE	BOEING
048	NOUIDEMONA	MARIEN	COM - ZONE	NDJO
049	KOTAOKO	RICHARD	COM - ZONE	YALOE
050	GOPORO	NESTOR	COM - ZONE	BOULI
051	BEOROFEI	SYLVAIN	COM - ZONE	MAMBERE

116 JUN 2015



Annex 2.5: Visa stamped by anti-balaka (Sergent-Chef Charlin-Chabardo Momokama in Bambari) and UPC (unknown in Liotto and Captain Ouattara in Kouango) commanders on the same *ordre de mission* of a member of a political party travelling from Bambari to Kouango on 11 April 2015



Source: Document obtained by the Panel from a Bambari-based UN staff on 22 April 2015

Annex 2.6: Destroyed houses in the area of Liotto

Photographs taken by the Panel in Liotto and surrounding villages on 18 May 2015



Annex 2.7.: Investigation of the killing of an aid worker in Bambari on 15 March 2015

1. During the evening of 15 March 2015, Benoît Kabé, a state nurse who was working in the health centre at the IDP site 'Sangaris' in Bambari was kidnapped at his residence by three anti-balaka elements. He was then killed by shotgun and a cut in his throat; his body was left six kilometres from Bambari on the road to Kouango.⁹⁶
2. Benoît Kabé was born in the village of Liwa (south-east from Bambari on the route to Alindao) but resided in the village of Bokolobo (60 kilometres south-east from Bambari on the route to Alindao). He left his village in December 2014 for a training and registered himself as an IDP in Bambari since then. His family remained in Bokolobo.
3. According to investigations conducted by the Panel in Bambari, the local gendarmerie initiated an investigation to identify the perpetrators of the crime a few days after the incident. The information collected indicates that the group of anti-balaka executed Benoît Kabé because they suspected he had provided information to international forces on movements of anti-balaka elements in the village of Ngaluwa and a possible attack. The route from Bambari to Alindao has been scenario of multiple acts of violence in the past year, although the Panel has not recorded in its database any incident in this village.
4. On 18 March 2015, seven anti-balaka elements, all under the control of 'Gaëtan',⁹⁷ were identified by the Gendarmerie as suspects, four of them were arrested and three allegedly fled before they could be detained:⁹⁸
 - Ghiovanie Manda, arrested on 19 March 2015, transferred to Bangui on 12 May 2015 (see photograph below);
 - Crépin Kosséré, also known as 'Ngarobo', arrested on 23 March 2015, transferred to Bangui on 12 May 2015 (see photograph below);
 - Ulrich Rékoama, arrested on 16 March 2015, transferred to Bangui on 12 May 2015; and,
 - Victorien Ngoundomatichi, arrested on 23 March 2015, transferred to Bangui on 4 June 2015.

⁹⁶ The Panel conducted an investigation on this case during a mission to Bambari on 21 May 2015. Several interviews and meetings were conducted with local Gendarmerie, NGOs and other confidential sources.

⁹⁷ Gaëtan is the anti-balaka commander in Bambari; see list in **annex 4.3.**; the Panel has various records of child soldiers who were recently demobilized and were under his command.

⁹⁸ The Panel could not obtain the complete names of the other three fugitives.

5. Ghiovane Manda, Crépin Kosséré and Ulrich Rékoama were jailed on 26 May 2015 awaiting for their trial for abduction and murder at Ngaragba prison in Bangui, while Victorien Ngoundomatichi was jailed on 8 June 2015 for abduction only.
6. However, the four perpetrators escaped from prison on 31 July 2015, amongst a group of 17 prisoners, most of them belonging to anti-balaka groups in Bambari.⁹⁹

Photograph of the dead body of health worker Benoît Kabé



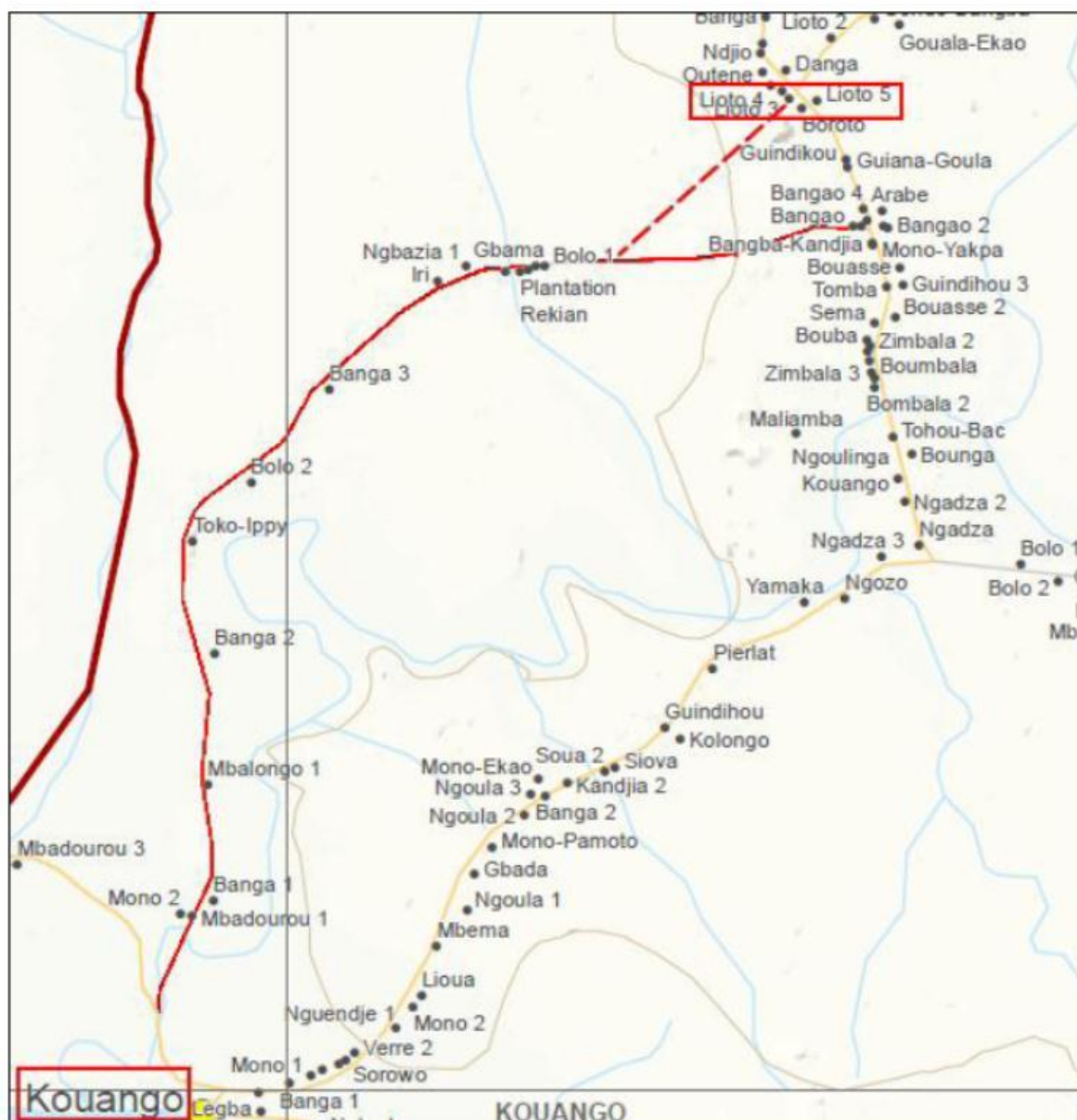
Photograph of Ghiovane Manda (right) and Crépin Kosséré, handcuffed at the Gendarmerie in Bambari



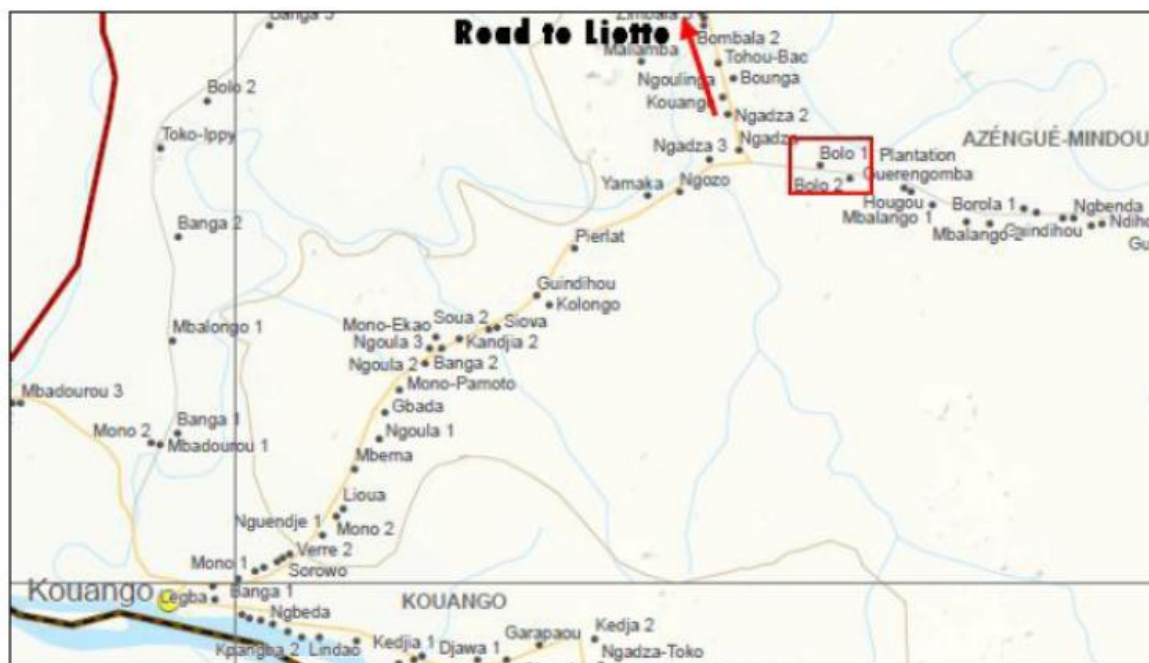
Source: Photographs obtained by the Panel from the gendarmerie officer in Bambari on 21 May 2015

⁹⁹ A list of the 17 detainees who escaped from Ngaragba jail in Bangui on 31 July 2015 was provided to the Panel by a confidential source.

Annex 2.8: Western road from Liotto to Kouango



Annex 2.9: Map of the area of Bolo I and II, located five kilometers east of the main road from Kouango to Liotto



Annex 2.10: Attack on Bolo I and Bolo II (according to the Panel, 178 buildings were destroyed)

Screenshot of a video taken by the Panel from a MINUSCA helicopter on 16 April 2015



Annex 2.11.: Photographs of destructions and of a dead body in the villages of Bolo I and II

Photographs taken by the Panel on 16 May 2015

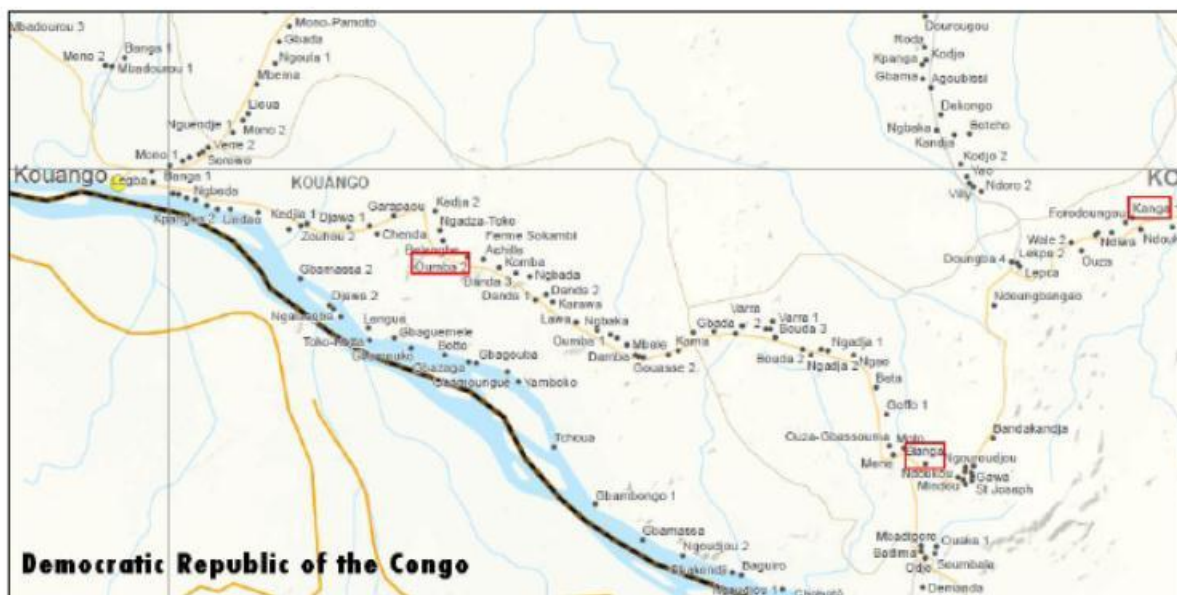




A dead body of a civilian allegedly killed by former Séléka attackers was found by villagers in a borehole in Bolo I



157/347



Annex 2.13: Anti-balaka structure in the Ouham province

1. Ouham province, and more specifically the triangle Bossangoa-Bouca-Batangafo, remains the main stronghold of the “fourth group” of anti-balaka in the country. Populated mainly by the Gbaya ethnic group, this area includes the *sous-préfecture* of Ben Zambé, birthplace of the anti-balaka movement and region of origin of former President François Bozizé.
2. The fourth group, as per the Panel’s classification outlined in its 2014 interim report, is mainly composed at the senior level of FACA and Gendarmes of Gbaya origin, and was the backbone of the original military insurgency against Séléka; see also page 42 of the Panel’s 2014 interim report. In its update on 19 May 2015, the Panel recalled that this group is neither directly concerned nor involved in the political discussions with the transitional government. The first group is Ngaïssona’s PCUD; the second group is the ‘anti-balaka from the South’ of Alfred Yekatom; the third group is composed of local self-defense groups with none or loose organizational ties with the national level.
3. If the presence of MINUSCA in Bossangoa and Batangafo prevents anti-balaka members of regional coordinator Florient Daniel Kéma, a FACA sub-commissioned officer, and Romain Finiri, zone commander in Ben Zambé, from carrying weapons in public areas, there are recurrent reports of the presence of large groups of anti-balaka where MINUSCA has no presence in the areas of Ben Zambé, Nana-Bakassa and Kouki, as well as of recruitment and training.

*Photograph of Florent Kéma and Romain Finidiri
taken by the Panel in Bangui on 18 April 2015*



4. This faction of the anti-balaka has extended its operations to Nana Grebizi, and more specifically to the area of Kaga-Bandoro and south (road to Dékoa), and Mbrès.¹⁰⁰ The faction's *modus operandi* remains identical to that already identified by the Panel; i.e., anti-balaka military commanders, most of whom are former FACA, were sent to the area to mobilize Christian youth or to assume command of existing local self-defence militia groups.
5. According to a confidential report on 27 May 2015, the Imam of Dékoa was attacked on 25 May 2015 while walking in the street and was seriously wounded during an attack conducted by anti-balaka members of the group of Andilo's brother, in a context of local reconciliation efforts by both communities.
6. Several senior anti-balaka military commanders are still active in this region, which is closely connected to the leadership in Bangui, namely: Dieudonné Ngaïbona, Andilo's¹⁰¹ brother, also known as 'Dié', who is particularly active in the region of Batangafo-Bouca

¹⁰⁰ Meeting with FPRC General Al Khatim, Moyen Sido, 26 May 2015.

¹⁰¹ Rodrigue Ngaïbona, also known as 'Andjilou' ou 'General Andilo', has been first identified by the Panel as one of the most important anti-balaka leader in its 2014 interim report.

but also Bogangolo (Ombella-Mpoko),¹⁰² and FACA officers Teddy Bozizé,¹⁰³ the adopted son of François Bozizé, reported in Ben Zambé area, and Eugène Ngaïkosset,¹⁰⁴ former head of Bozizé's presidential guard, also known as the *Paoua butcher*, who escaped from jail on 17 May 2015 following his extradition from Brazzaville, and who created since his own anti-balaka faction of former FACA under Mokom's coordination.¹⁰⁵

7. An anti-balaka regional leader and former FACA non-commissioned officer informed the Panel that the objective of Ngaïkosset's group was still to expel all Muslims from Ouham.¹⁰⁶ The appointment of Yvon Konaté – a FACA lieutenant – as national coordinator for military operations and Guy Mazimbélet – a FACA Corporal – as zone commander for Batangafo, can be interpreted as another sign of the reinforcement of the anti-balaka's military capacities in the north of Bangui.¹⁰⁷
8. Yvon Konaté and Guy Mazimbélet are historical military leaders of the anti-balaka; see paragraphs 76 and 77 of the Panel's 2014 final report and paragraphs 7 and 8 of annex 5 of the Panel's 2014 interim report. Members of Mazimbélet anti-balaka group in Boy-Rabe have been identified in a confidential report as perpetrators of an attack on Rwandan MINUSCA police unit taking part in a joint operation with CAR gendarmerie to recover a stolen vehicle on 3 June 2015. During that operation two Rwandan police officers were wounded, including one seriously. Mazimbélet was reportedly killed on 26 September 2015 during the escalation of violence in Bangui.

¹⁰² List of 'Andilo' elements and area of operations, which includes also Ndoungbou and Boubou (Bouca area) is archived at the UN/DPA/SCSOB.

¹⁰³ Teddy Bozizé's real name is Teddy Gbenengaina, born on 27 May 1984 in Bangui; Teddy is registered as a *sous-lieutenant* of the FACA with military identification number 2003-1-1125.

¹⁰⁴ Eugène Ngaïkosset, alias Ngakosset, is registered as a Captain of the FACA with military identification number 911-10-77.

¹⁰⁵ Missions to Bossangoa on 10 April, 30 April and 1 June 2015; interview with an anti-balaka leader, Bangui, 24 June 2015; Confidential reports, 8 and 16 July 2015; meeting with Mokom on 27 June 2015.

¹⁰⁶ Meeting with Florent Daniel Kéma, anti-balaka regional coordinator for the Ouham province, and Romain Findiri, zone commander for Ben Zambé, Bangui, 18 April 2015; see photographs in annex 2.13.

¹⁰⁷ Meeting with Maxime Mokom, Bangui, 27 June 2015; meeting with Mokom's deputy, Côme Hyppolyte Azoumou, Bangui, 6 July 2015.

Annex 2.14: Sudanese truck in Kouango; trucks bring commercial goods from Sudan and return with coffee from Kouango to Sudan

Photographs taken by the Panel on 16 April 2015



Coffee plantations north of Kouango; coffee trees are usually cultivated underneath higher forest trees

Photographs taken by the Panel from a MINUSCA helicopter on 16 April 2015



Annex 3: Eastern region – border with Sudan and South Sudan

Map



Overview

Birao

1. Due to its privileged location, the control of Birao has always been particularly strategic for the different factions of the former Séléka. The recent designation of a new mayor by transitional authorities in Bangui, in the person of the Sultan of Birao, Ahmad Moustapha Am-Gabo, was immediately challenged by the *Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice* (MLCJ), which appointed its own mayor, named Mustapha Bourma Léon. The previous mayor, Mahamat Kachmir, was accused by former Séléka factions of cooperating with central authorities in Bangui and was subsequently abducted and severely beaten by former Séléka armed elements on 21 September 2015.¹⁰⁸

2. Similarly, the military control of Birao zone is contested by two commanders, Abdel Majid Moustapha from the MLCJ and Adam Souleimane from the FPRC, falling respectively under the commands of General Ali Abdulrahman and General Arda Hakouma. The latter reportedly arrived in Birao from Ouadda on 24 May 2015 with two pick-up vehicles,¹⁰⁹ after having left Bria following the attack on FPRC positions in occupied buildings by international forces.

From left to right: Ali Abdulrahman, Abdel Majid Moustapha, Arda Hakouma and Adam Souleimane



Source: Confidential reports, 26 May and 3 August 2015

3. Created by Abakar Sabone, alias Abakar Saboune or Saboun, who is the brother of FPRC general coordinator Moustapha Saboun,¹¹⁰ the MLCJ was initially one of the components of the *Union des forces*

¹⁰⁸ Confidential source, 22 September 2015.

¹⁰⁹ Confidential report, 29 May 2015; his deputy would be Colonel Abel Aziz Mahamat Abakar.

¹¹⁰ Moustapha Saboune, currently in N'Djamena (Chad), is a Chadian/Canadian national who acquired the CAR citizenship during Séléka regime, after he was appointed by President Djotodia head of the telecom regulation agency (ART).

démocratiques pour le rassemblement (UFDR).¹¹¹ The movement is now headed by one Gilbert Hamza Toumou-Deya (Goula), a former FPRC Colonel.¹¹²

4. Competition is, therefore, high between factions of the former Séléka for the control of checkpoints along commercial routes, taxation of markets in the main towns, and the provision of armed escorts riding on commercial trucks from Sudan. Former Séléka in Birao are also armed with a variety of conventional weapons which are mostly consistent with those inspected by the Panel in other former Séléka areas.¹¹³ The failed redeployment of the Tripartite force in Birao has reinforced the perception that this part of the country is outside the sphere of control of the central government in Bangui.

Ouandja, Ounda-Djallé and Ouadda

5. Ouandja is the birthplace of Nourredine Adam (Rounga). The town of Ouanda-Djallé is reportedly controlled by FPRC General Emile Bézo, while the *sous-préfecture* of Ouadda is reportedly under the control of General Aubin Issa Issaka (Goula), of the RPRC, with around 40 armed elements. The latter, along with Arda Hakouma (Goula) and Abdoukarim Moussa (Goula),¹¹⁴ is a historical military commander of the UFDR component of the former Séléka. He also used to be in charge of the cantoned former Séléka elements at the *Régiment de Défense Opérationnelle du Territoire* (RDOT) Camp, in Bangui.¹¹⁵

¹¹¹ Abakar Saboune signed the Brazzaville agreement on 23 July 2014 on behalf of the MLCJ; however the new leadership of the MLCJ in Birao considers that he resigned from the MLCJ in 2011.

¹¹² Gilbert Toumou Deya was appointed *Premier commissaire aux comptes* by Nourredine Adam when the FPRC was established in Birao on 10 July 2014. He was then under Mahamat Taïb Yacoub, appointed at the same occasion *Troisième vice-président chargé des questions économiques et financières*.

¹¹³ Panel's inspection, Obo, 24 April 2015; see a photograph of material seized on 30 June 2014 in **annex 3.2.**; for the complete list of items seized from former Séléka by Ugandan People's Defence Force (UPDF) component of the AU/RTF in Nzako, see paragraph 152 and annex 54 of the 2014 Panel's final report.

¹¹⁴ Registered as a Brigadier General of BSS with military identification number 2004-1-1220.

¹¹⁵ The Panel met three times with General Issa Issaka in April and May 2014 when the latter was at 36 villas and then RDOT camp in Bangui; at one occasion, the Panel also met at RDOT camp with General Harouna, whom criticized openly Issa Issaka while the latter was sitting few meters away from him. The representation of the cantoned former Séléka elements in Bangui has been at the centre of a political struggle amongst former Séléka political leaders as they represent an important leverage on the international community in terms of possible threat of destabilization.

Sikikédé, Tiringoulou, Gordil and Mamou lake area

6. The area bordering the Vakaga and the Bamingui-Bangoran provinces, where the towns of Sikikédé, Tiringoulou and Gordil are located, and the Mamou lake/Boromata area, bordering Chad, have been used as a rear base and a hideout by FPRC Generals of Goula origin. The PCA of Gordil is also the birthplace of former President Michel Djotodia, while N'diffa, located next to Gordil airfield, is the home village of Lambert Lissane Moukouvé, Nourredine Adam's chief of staff.

7. Boromata is the birthplace of Arda Hakouma, and Generals Tom Adam and Shafadine are also from the lake Mamou area.¹¹⁶ Military sources reported movements of armed groups from Chad in this region,¹¹⁷ which were not confirmed due to the absence of international forces in the area. However, road conditions, in particular during the rainy season, did not prevent General Hakouma in Birao, Generals Shafadine and 'Ben Laden' in Sam Ouandja, as well as Colonel Ousta in Bria, to reach Kaga-Bandoro in mid-October 2015 to attend the general gathering of the FPRC organised by Nourredine Adam.¹¹⁸

Photographs of Generals Shafadine (left) and Alanta (right) taken by the Panel in Sam Ouandja on 27 September 2015



¹¹⁶ Meeting with local officials, Sam Ouandja, 27 September 2015.

¹¹⁷ Confidential reports, 22 June 2015.

¹¹⁸ Confidential source, 15 October 2015; General Hakouma and Colonel Ousta arrived in Kaga Bandoro respectively on 6 and 10 October 2015.

8. Sikikédé is reportedly under the command of FPRC zone Commander Tidjani Karan. General Adoum Kanton (Goula)¹¹⁹ reportedly left Ndélé on 14 February 2015 to Sikikédé, after Sangaris instructed FPRC in Ndélé to vacate governmental buildings, anticipating a similar operation as the one conducted in Bria four days before.¹²⁰ He would have then mobilized armed men in the area and led the FPRC march on Bangui, together with General Oumar Younouss and Harouna. Sangaris and MINUSCA stopped this march to Sibut on 8 October 2015.

Bria

9. In Bria, the local dynamics within former Séléka were impacted by the operation led by international forces on the FPRC on 10 February 2015. Now, FPRC elements previously based in Bria were dispersed in mining area, in particular in Aigbando where former zone commander Bachar is now based with 56 elements.¹²¹

10. In Bria, the main general remains Yaya Scout, despite its change from FPRC to UPC, and colonels Makaï and Moussa.

From left to right, photographs of General Yaya Scout, Colonels Makaï and Moussa, taken by the Panel in Bria on 14 April 2015



¹¹⁹ General Adoum Kanton was appointed “Deuxième Chef d’Etat-major Général Adjoint” of the FPRC during its general assemble in Kaga Bandoro on 2 November 2014.

¹²⁰ The Panel observed early October 2015 that these buildings are still occupied by the FPRC; see chapter IV.

¹²¹ Confidential report, 12 June 2015.

Annex 3.1: Failed attempt of redeployment of the tripartite force CAR-Sudan-Chad in Birao on 15 June 2015

1. On 15 June 2015, the transitional authorities, with their Sudanese and Chadian partners, initiated a re-deployment of the tripartite force in the town of Birao. A group of 25 FACA, accompanied by a 25-man strong Sudanese unit and one Chadian officer, departed Am Dafok towards Birao.

Photograph taken by MINUSCA of Sudanese Armed Forces Military attaché Colonel Jamal Al Shaheed (seated, on the right)



Source: MINUSCA

2. As a result, the local population of Birao violently demonstrated against the FACA detachment of the tripartite force, which eventually returned to Am Dafok under MINUSCA protection.
3. Although the Panel recommended the redeployment of the tripartite force in its 2014 final report as a way of curbing the absence of State authority in the north-east and empowering CAR national sovereignty and regional cooperation frameworks, it should be noted that such deployment of armed personnel and equipment from Sudan and Chad without prior approval of the Committee represents a violation of the sanctions regime on the CAR.
4. To avoid such a scenario, the Panel's recommendation on the redeployment of the regional force was followed by a related recommendation to the Security Council to grant a permanent exemption to the tripartite force (see paragraphs 223 (b) and (c) of the Panel's 2014 final report).

Photograph of Lieutenant-Colonel Alfred Service, also known as 'Lapajou', former deputy FACA Chief of Staff



Source: MINUSCA

Message dated 21 May 2015 from the Minister of Defence of the Central African Republic addressed to MINUSCA

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE
LA RESTRUCTURATION DE L'ARMEE, DES ANCIENS
COMBATTANTS ET VICTIMES
DE GUERRE

DIRECTION DE CABINET
SECRETARIAT PARTICULIER

REPUBLICQUE CENTRAFRICAINE
Unité - Dignité - Travail

Bangui le 21 MAY 2015

N° 155 /MDNCRAACVGD/CAB/SP
E F

Le Ministre d'Etat

MESSAGE PORTE

ORIGINE : SON EXCELLENCE, MADAME LA MINISTRE D'ETAT CHARGE DE LA
DEFENSE NATIONALE, DE LA RESTRUCTURATION DE L'ARMEE, DES
ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE -BANGUI-

DESTINATAIRE : MONSIEUR LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL
DES NATIONS UNIES, CHEF DE LA MINUSCA -BANGUI-

INFORMATIONS : SON EXCELLENCE MADAME LA PRESIDENTE DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT DE TRANSITION -BANGUI-

SON EXCELLENCE, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU
GOUVERNEMENT DE TRANSITION -BANGUI-

TEXTE

SELON INFORMATION A NOTRE POSSESSION -STOP- LES LOCAUX DES BATIMENTS
CONSTRUITS PAR LE SOUDAN - STOP - AU PROFIT DES FORCES TRIPARTITES A
BIRAO -STOP- SONT PRESENTEMENT OCCUPES PAR LES ELEMENTS DE LA
MINUSCA -STOP- HONNEUR VOUS DEMANDER -STOP- LA LIBERATION DESDITS
BATIMENTS - STOP - POUR ABRITER LES ELEMENTS DES FORCES ARMEES
CENTRAFRICAINES STATIONNEES NIVEAU AM-DAFOCK - STOP - CONSIDERATION
DISTINGUEE -STOP- ET FIN.


Marie Noëlle KOVABA

Annex 3.2: Arms seized by the AU/RTF from former Séléka, LRA and Sudanese poachers in Nzako

*Photographs taken by the Panel in Obo on 24 April 2015 –
Former Séléka, LRA and Sudanese poachers seizures*



*Photograph taken by the Panel in Obo on 25 September 2015 –
returned weapons and ammunition by LRA defectors and arms cache*



Annex 3.3: List of seizures of joint operation Sangaris - MINUSCA in Bria on 10 February 2015



UNMAS



GETTING MINES OUT OF THE GROUND, FOR GOOD

RAPPORT DE LA MISSION DE BRIA

Ce rapport fait état des armes et des munitions saisies par la MINUSCA lors de la conduite d'une opération le 10 Février 2015.

1- Etat des armes inspectées le 11 Février à Bria

2-

Nr	Type	Numéro de série	Pays d'origine	Etat
1	Tube de Mortier PP 93 60 mm	16000	CHINE	NF
2	Canon de Mitrailleur KPV	240219-2	RUSSIE	NF
3	Canon de Mitrailleur KPV	H9398	RUSSIE	NF
4	M16A2	5631996	USA	F
5	Fusil à air comprimé	NA	FRANCE	NF
6	Vektor R4	796167A1	AFRIQUE du SUD	F
7	Vektor R4	7925539A1	AFRIQUE du SUD	F
8	Type 56	3678132	CHINE	F
9	Type 56	36059590	CHINE	F
10	Type 56 Carabine	22001532	CHINE	F
11	Type 56-2	212011863	CHINE	F
12	Type 56-2	2805798	CHINE	F
14	AKM	78 GA1810	RUSSIE	F
15	Galil	2070357	ISRAEL	F
16	Galil	1000946	ISRAEL	F
17	PKM	275549	RUSSIE	F
18	FN HERSTAL	250583/250970	BELGIQUE	F
19	RPD	2201089	RUSSIE	F
20	RPD	61627	RUSSIE	NF
21	RPD	PG203	RUSSIE	F
22	Lance Roquette RPG-7V	588 /AB-21-88	RUSSIE	F
23	Lance Roquette RPG-7V	101595	RUSSIE	F
24	Lance Roquette RPG-7V	90273	RUSSIE	F
25	TYPE 69	51564	CHINE	F
26	TYPE 69	51589	CHINE	F
27	Lance Roquette RPG7-V	NA	RUSSIE	F
28	QLZ - 87	161308	CHINE	F

NF: non fonctionnelle

F: fonctionnelle

NA : non accessible

UNMAS

GETTING BOMBS OUT OF THE GROUND

2-Etat des munitions inspectées

Nr	Type	Quantité	Origine	Nro Série Observations
1	Gr. à Fusil 35mm Type DFS 87 HE	07	CHINE	1-11-948 3-11-9624 (Fusée)
2	Gr à Fusil 40mm VOG25	23	RUSSIE / BULGARIE	FSQSD1 09-09
3	Roquettes Frag 40mm OG7	17	BULGARIE/ RUSSIE	1 a un impact de balle
4	Roquettes antichar de 40mm RPG7 G	36	RUSSIE	2 ont des impacts de balles
5	Roquettes antichar de 40mm RPG7 L	1	RUSSIE	8-553-72
6	Roquettes antichar de 40mm Type 69 HEI bondissante	2	CHINE	3-7-23 MJ7 2-07-9324 (Fusée)
7	Obus antichar de 82mm BK 881 m (sans recul)	1	RUSSIE	383-15-83-G 218-83-2403
8	Obus de Mortier de 60 mm DPS/PP93	21	CHINE	1-08-9613
9	Gr. Ma Type 82-2	1	CHINE	
10	Gr. Ma RG4	4	RUSSIE	
11	Charges propulsives de RPG	53	RUSSIE	
12	Munitions de petit calibre	3 000		En vrac
13	Fusées mortier DRP11J – DRP11 C	18	CHINE	5-11-9624

Photographs of weapons and ammunition seized in Bria during the joint operation Sangaris-MINUSCA on 10 February 2015, taken by the Panel on 14 April 2015

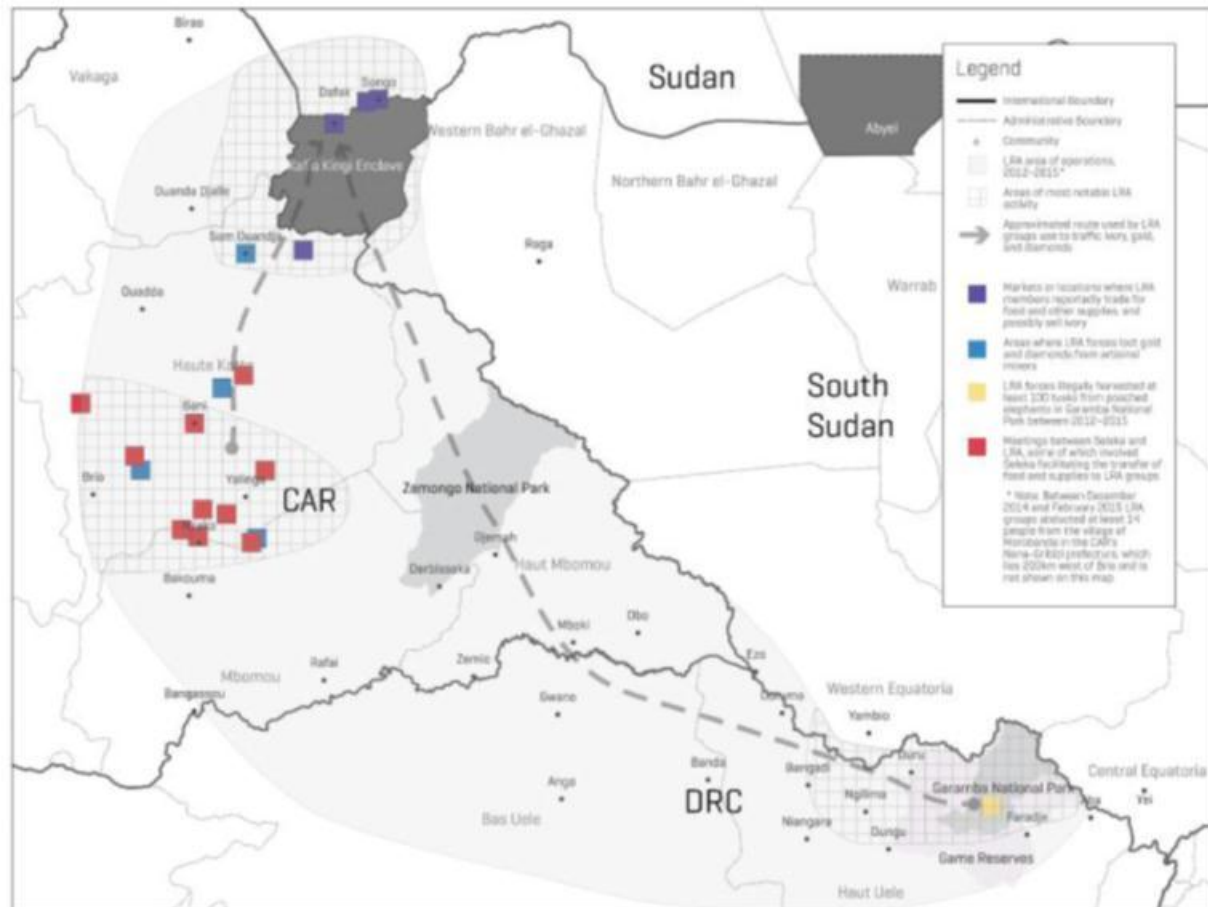




Annex 3.4: Group of Sudanese poachers, some of them in military attire

*Photograph taken by the informant of a confidential source of the Panel
in the Mbomou province in 2014*

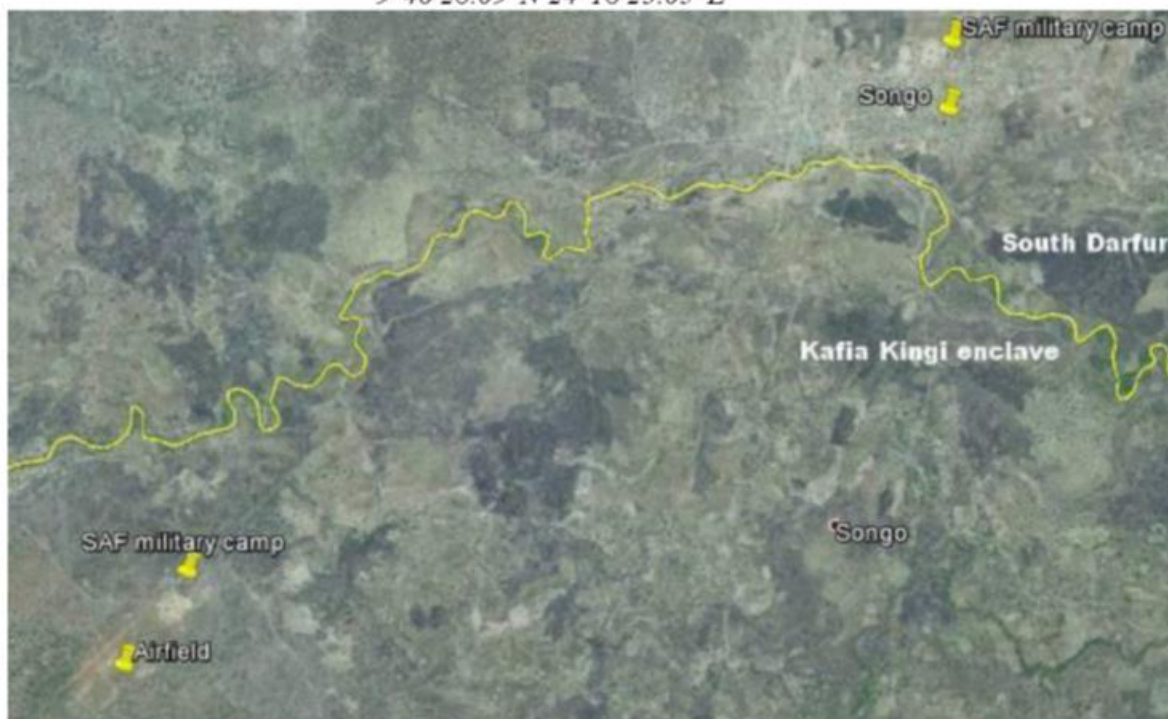


Annex 3.5: Map of the Lord's Resistance Army area of operations

Source: The Resolve LRA Crisis Initiative

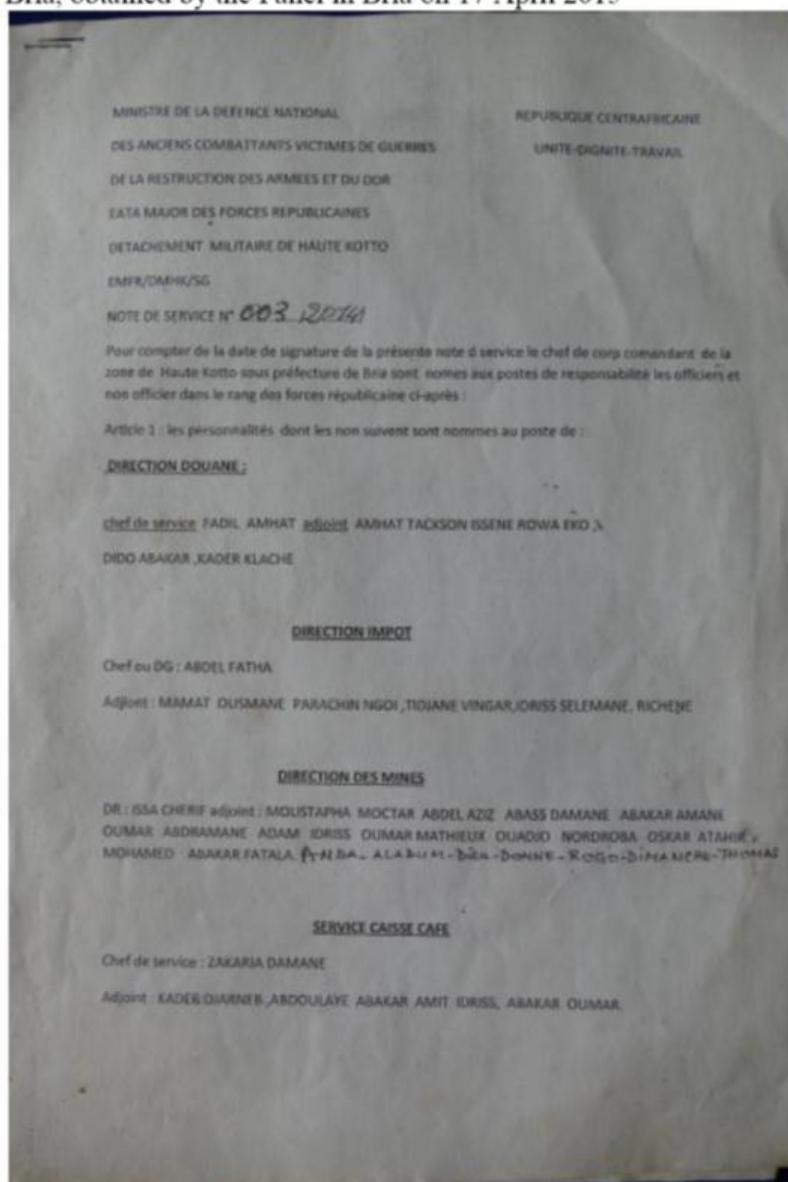
Annex 3.6: Satellite imagery of Songo airstrip, Sudanese Armed Forces camps and Songo town

*Coordinates of Songo airstrip and Sudanese Armed Forces base:
9°46'28.09"N 24°18'23.05"E*

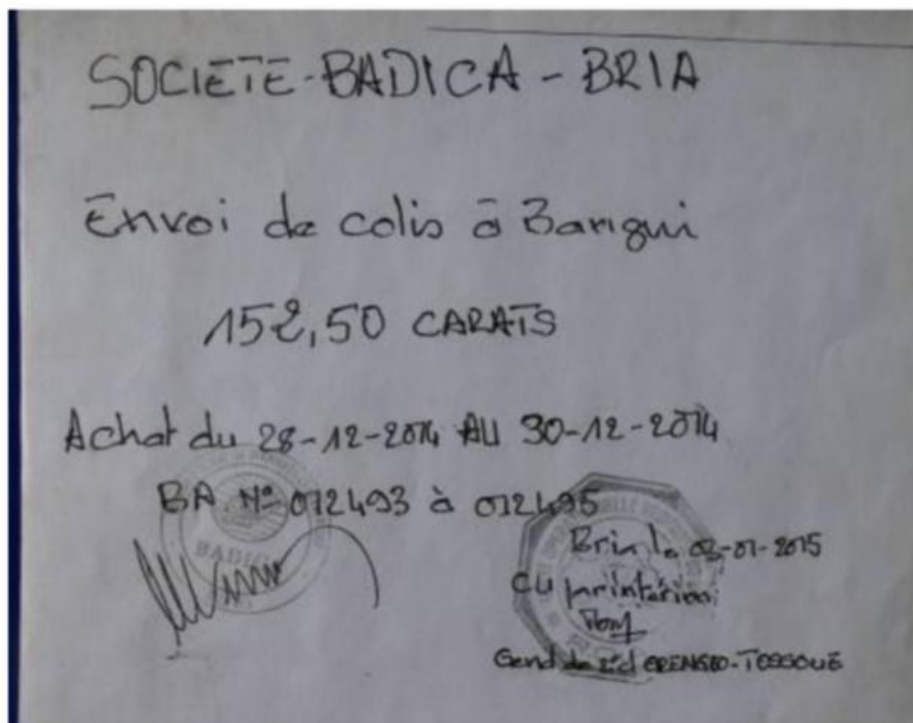
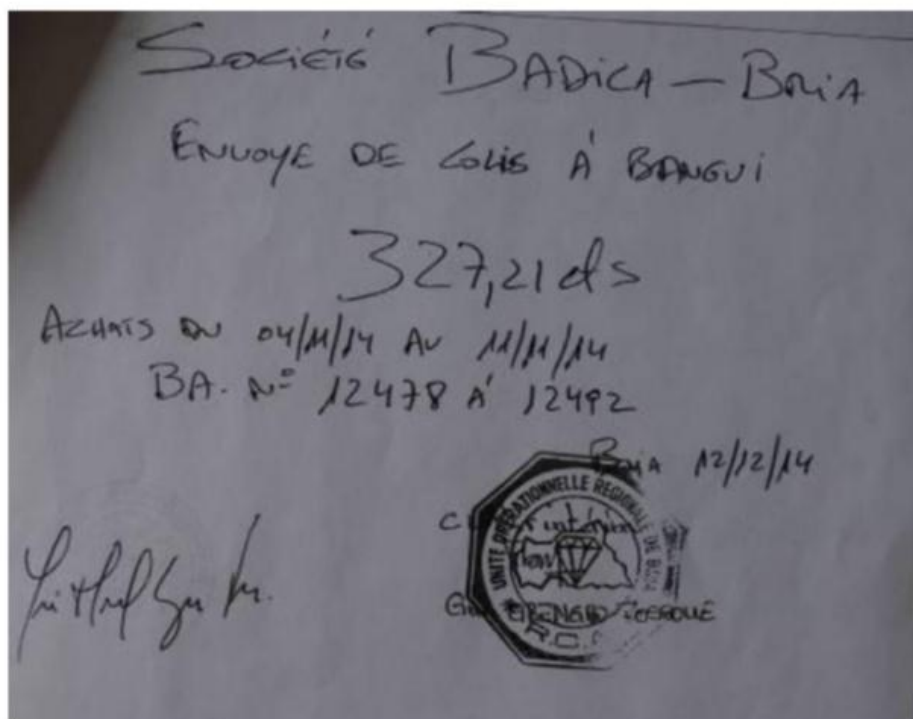


Source: Google earth, imagery date: 12 April 2014

Annex 3.7: Copy of *Note de Service* appointing FPRC elements in key government services in Bria, obtained by the Panel in Bria on 17 April 2015



Annex 3.8: Photographs of evacuation authorizations of diamonds from Bria, taken by the Panel on 17 April 2015



Annex 3.9: Photographs of USAF building in Sam-Ouandja with FPRC elements occupying the building posing in front, taken by the Panel on 27 September 2015



Annex 3.10: Letter from USAF central commander in Bangui to the Panel, and a letter from the Director General of the division of Mines to the Panel, received on 23 October 2015 and 12 September 2014 respectively in response to the Panel's requests for information to Badica/Kardiam

MINISTÈRE DES MINES
ET DE LA GÉOLOGIE

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION DE L'UNITÉ
SPÉCIALE ANTI-FRAUDE

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

A Bangui le, 20 Octobre 2015.

N° 097/2-DIR-USAf.BG

Le Capitaine *KONGA Alphonse Stanislas*,
Commandant l'Unité Spéciale Anti Fraude
à..... Bangui

A

Son Excellence Monsieur le Ministre des Mines
et de la Géologie à..... Bangui.

Objet: Réponse à la Note de Monsieur *Aurélien LLORCA*

Référence: Correspondance N° *S/AC 55/2015/PE/OC.072* du 16 Octobre 2015

En réponse à la note de référence portant vos annotations relatives aux accusations portées à l'encontre du *BAÏE BADICA* contenues dans la correspondance de Monsieur *Aurélien LLORCA*, Coordonnateur Panel of Experts on the car extended pursuant to security council resolution 2196 (2015) en date du *16 Octobre 2015*.

Selon lesquelles les Forces non conventionnelles (*Ex-seleka*) ont régulièrement infiltré ou absorbé de manière permanente les *Unités Opérationnelles Régionales de Bria, Sam-Ouandja et Ndele*, relevant de la Direction de l'Unité Spéciale Anti-fraude (*USAf*).

1

J'ai l'honneur de vous rendre compte que l'*USAF* est un *organisme public* placé sous l'autorité du *Ministre en charge des Mines et de la Géologie*.

Les éléments qui opèrent tant à la *Direction USAF* comme dans les *Unités Opérationnelles Centrales et Régionales*, sont des *Gendarmes et Policiers*, mis à la disposition du *Ministère des Mines et de la Géologie* par la *Gendarmerie Nationale et la Police Centrafricaine*, toutes les deux (02) *Institutions de l'Etat*.

Les *Agents de l'USAF* qui sont des *Officiers et Agents de Police judiciaire* donc investis des pouvoirs judiciaires ne peuvent accepter travailler de commun accord ou au solde des forces non conventionnelles au regard des textes portant création, organisation et fonctionnement de dite entité (*USAF*).

A ce titre, les allégations distillées par le nommé *Aurélien LLORCA* sont de nature à ternir l'image de cette *Unité de Police Minière* qui a sa mission clairement définie par les textes en vigueur.

D'après cette correspondance, les *Unités Opérationnelles Régionales de Bria, Sam-Ouandja et Ndele* sont infiltrées ou absorbées de manière permanente par les forces non conventionnelles *Ex-seleka*. Cela signifie militairement que les éléments de l'*Ex-seleka* opèrent avec les *Agents de l'USAF* ou ont pris en otage les *éléments de l'USAF* qui travaillent pour leur compte dans les zones précitées.

Ces informations sans fondement n'ont de valeur que pour le rédacteur qui a délibérément l'intention de salir et de porter préjudice au Bureau d'Achat Import-export (*BAÏE*) *BADICA*, Société Commerciale de la Place et l'*USAF* qui est une institution de l'Etat.

Depuis la date (*10 Décembre 2012*), du déclenchement des événements ayant porté la coalition *seleka* au pouvoir jusqu'à ce jour, il n'a été noté nulle part, les activités communes en matière minière des éléments de l'*USAF* et ceux des forces non conventionnelles (*SELEKA ou Anti-balaka*) dans une des régions de la République Centrafricaine.

En somme, les allégations formulées par le nommé *Aurélien LLORCA* figurant dans la note citée en référence sont dénuées de tous fondements lesquelles constituent des entorses graves aux bonnes actions de traçabilité entreprises par le département des Mines et de la Géologie.



MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GÉNÉRALE DES MINES
ET DE LA GÉOLOGIE

N° 199 /14/MMEH/DIR-CAB/DGMG.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail

Bangui, le

12 SEPT 2014

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES MINES
ET DE LA GÉOLOGIE

A

Monsieur Aurélien Llorca,
Coordonnateur du Comité de
Sécurité des Nations Unies,**Objet:** Questionnaire du Comité de Conseil de Sécurité des Nations Unies,**Réf.:** S.T. du 08/09/14

Monsieur le coordonnateur,

Faisant suite au soit-Transmis ci-dessus référencée, je viens d'être saisi de votre correspondance par laquelle certaines allégations ont été soulevées à l'encontre de l'administration minière qui méritent d'être clarifiées.

Dans votre correspondance, il ressort que, de source Gouvernementale le Bureau d'achat BADICA, entretient des réseaux de fraude vers Emirats Arabes Unis. Alors que le Département des Mines qui assure la gestion de la politique minière dans ce domaine ne se reconnaît pas dans cette velléité.

Par contre, l'exportation de (827g) d'or par BADICA, le 20 mai 2014 est légale du fait qu'il a respecté les procédures d'exportation des métaux précieux conformément à la réglementation minière. D'ailleurs il n'est pas le seul Bureau d'achat qui exporte d'autres substances minérales en ce moment.

Aussi, il m'est important de vous rappeler que la sanction du Processus de Kimberley ne touche que le commerce international de diamant Brut et non le commerce des diamants taillés, les pierres précieuses, semi-précieuses, les métaux précieux et semi-précieux.

Par ailleurs, pour mettre fin à ces allégations non fondées et vous permettre d'être aux mêmes niveaux d'information, je vous saurai gré, de bien vouloir vous approprier de la décision du 23 mai 2013 sur la suspension de la République Centrafricaine par le Processus de Kimberley.

Espérant que votre préoccupation à trouver de réponse, recevez mes collaborations les plus sincères.

Copie :

- MMG/DIRCAB.....2
- Représentante U.N en Belgique...1



Annex 3.11: Copy of Registry of diamond purchases kept by the sub-regional director of mines in Sam-Ouandja, obtained by the Panel on 27 September 2015

2014

N°	D'ORDRE	DATES	BUREAU DU NOMS ET PRENOMS	N° Carnet Carnet de Collection	CARATAGES Poids	CHANTIERS	PROVINCE	Destination
001	27-02-2014	MAHAMAT NOUR KOUJOU	N° 001/13/15	154,30	✓	SAM-OUANJA	SAM-OUANJA	Bangui
002	27-02-2014	SODIAM		536,00	✓	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -
003	18-03-2014	GARBA ABBAKAR	HK 13/011	17,05	✓	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -
004	18-03-2014	DEMBA ALI		328,00	✓	- 11 - 11 -	SAM-OUANJA	Bangui
005	07-04-2014	SODIAM		231,14	✓	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -
006	07-04-2014	GARBA ABBAKAR	HK 13/011	05,02	✓	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -
007	08-04-2014	BADICA		16,74	✓	- 11 - 11 -	SAM-OUANJA	Bangui
008	12-05-2014	SODIAM		224,44	✓	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -
009	14-05-2014	MAHAMAT NOUR KOUJOU	N° 001/13/15	146,88	✓	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -
010	05-06-2014	DEMBA ALI		24,00	✓	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -
011	22-06-2014	BADICA		050,51	✓	- 11 - 11 -	SAM-OUANJA	Bangui
012	12-07-2014	SODIAM		232,87	✓	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -
013	25-07-2014	DEMBA ALI (SUR-AROU)		110,10	✓	SAM-OUANJA	SAM-OUANJA	Bra
014	15-08-2014	BADICA		177,22	✓	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -	Bangui
015	13-08-2014	SODIAM		212,91	✓	- 11 - 11 -	- 11 - 11 -	Bangui
016	06-10-14	SODIAM		170,65	✓	- 11 - 11 -	SAM-OUANJA	Bangui
017	06-11-14	SUD - AZUR		100,00	✓	- 11 - 11 -	SAM-OUANJA	Bangui
018	27-11-14	SODIAM		225,10	✓	- 11 - 11 -	SAM-OUANJA	Bangui
019	27-11-14	SODIAM		23,45	✓	B. BANZOU	B. BANZOU	Bangui

2015

021	05-12-2014	SUD D'AZUR		60 Carats				
022	05-12-2014	SUD D'AZUR		30,68				
023	05-12-2014	SUD D'AZUR		73,08				
024	24-12-2014	SODIAM		128,05				
025	31-12-2014	SUD D'AZUR		162,00				
				3627,5900				
001	17-03-2015	SUD D'AZUR	BG 14/013	130,00	✓	SAM-OUANJA	- 11 - 11 -	Bangui
002	18-04-2015	SUD D'AZUR	BG 14/013	131,00	✓	SAM-OUANJA	- 11 - 11 -	Bangui
003	28-05-2015	SUD D'AZUR	BG 14/013	100,00	✓	SAM-OUANJA	- 11 - 11 -	Bangui
004	09-07-2015	SODIAM	MK 15/047	258,00	✓	SAM-OUANJA	- 11 - 11 -	Bangui

Annex 3.12: Buying houses' purchasing policies regarding the east*SODIAM*

1. SODIAM's procedures manual of June 2015 states that the company will neither purchase diamonds from mines under control of rebel groups, nor from collectors known to associate with these groups.¹²² The manual does not specify how the company rules out any purchases of diamonds from such mines or collectors, other than by following regular chain of custody procedures. SODIAM's procedures manual refers to the sanctions regime insofar as to maintain the highest vigilance regarding the involvement in the diamond sector of sanctioned individuals.
2. According to an audit it published in September 2015, SODIAM closed its office in Bria in December 2013 and Sam-Ouandja late 2014 for political and security reasons, declaring both zones "red".¹²³ Indeed, the Company recorded no purchases from Bria after this date; however, it continued purchases from Sam Ouandja in 2015 up until July, as it had all through 2014.¹²⁴ In September 2015 SODIAM's General Director told the Panel that the company will ban purchases from the entire east, including Sam Ouandja.¹²⁵ He argued that SODIAM's ongoing purchases from Sam-Ouandja were not commercially interesting but rather served to preserve some legitimate trade in the area. A written response to the Panels request for information about SODIAM's purchasing policy states that the company does not have any information about suppliers from the east being racketed by armed groups.¹²⁶

¹²² Accessed on 23 October 2015 at <http://sodiam.cf/sodiam-c-a-r-company-principles-and-procedures>.

¹²³ See page 3 at <http://sodiam.cf/wp-content/uploads/2015/09/sodiam.pdf>, accessed on 18 October 2015.

¹²⁴ SODIAM purchased 1187 carats from Sam Ouandja in the first half of 2014. These purchases did not appear in the list of paylips for the first half of 2014 provided to the panel by the Division of Mines at the time of writing its 2014 final report and were therefore not included in the report.

¹²⁵ Meeting with SODIAM's General director, Bangui, 22 September 2015.

¹²⁶ Written response by SODIAM's legal representative to a Panel's information request, received on 22 October 2015 in **annex 3.12.1**.

BADICA

3. BADICA's ethical code of January 2015 specifies regular chain of custody procedures, and reiterates principles of self-regulation defined by the World Diamond Council (WDC) to exclude the purchase of conflict diamonds.¹²⁷ The ethical code does not repeat the central clause in WDC's guiding document that spells out that diamonds should be purchased, *inter alia*, in compliance with the sanctions regime. It makes no further reference to Security Council sanctions. A company memo on the company's initial steps to implement due diligence, dated 22 October, shared with the Panel, does refer to the OECD due diligence framework, and the Panel's recommendation in its final report of 2014 to the diamond industry to apply due diligence in order to mitigate the risk of armed group financing.¹²⁸
4. OECD's due diligence framework recommends to suspend engagement with upstream suppliers where a reasonable risk is identified that they are sourcing from, or linked to, any party providing direct or indirect support to non-state armed groups, e.g. through their illegal control, taxation and extortion at mine sites and of intermediaries.¹²⁹
5. Notwithstanding periodic illegal takeover by the FPRC of mining services in Bria and Sam-Ouandja, BADICA has at no point in time suspended diamond purchases from these locations. Its management, during a meeting in January 2015, admitted to the Panel that it was aware of payment of fees to former Séléka forces by its suppliers in

¹²⁷ Accessed on 20 October 2015 at <https://www.worlddiamondcouncil.org/download/resources/documents/System%20of%20Warranties%20WDC%202014.pdf>.

¹²⁸ 'Démarches entreprises par BADICA pour se conformer aux standards contenus dans le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque et aux normes de l'Initiative pour la transparence des industries extractives', 22 October 2015, archived at UN/DPA/SCSOB. The OECD due diligence framework has been developed in tandem and is compatible with due diligence guidelines formulated by the Group of Experts concerning the Democratic Republic of Congo in 2010, which is mandated to monitor a UN sanctions regime based on similar criteria as this Panel, including as it relates to support to armed groups through illicit trade of natural resources. See http://www.un.org/sc/suborg/sites/www.un.org.sc.suborg/files/due_diligence_guidelines.pdf.

¹²⁹ See pages 21 and 22 at <http://www.oecd.org/corporate/mne/GuidanceEdition2.pdf>, accessed on 10 October 2015.

Bria.¹³⁰ Indeed, one of BADICA's supplying collectors in 2014 told the Panel that he was forced to make regular financial contributions to former Séléka, like all collectors in Bria.¹³¹ A non-licensed collector from Ndélé, closely associated with FPRC¹³², told the Panel that he sold diamonds to BADICA in Bria up until the company was sanctioned in August 2015.¹³³ BADICA management argued that the Panel's attention on BADICA in its 2014 final report was disproportionate considering the limited purchases from collectors and, therefore, small amount of indirect financial support to armed groups.¹³⁴ BADICA's management also argued that the Panel's focus on the company was selective; claiming that former Séléka in Bria equally derives financial benefits from other sectors.

6. Contrary to statements made in January 2015, in a response to the Panel's request for information about BADICA's purchasing policies, dated 23 October, BADICA's legal representative stated that BADICA does not know about and cannot be held responsible for the behavior of collectors and artisanal miners, since, by the Central African mining code, they are independent operators.¹³⁵ The latter statement does not bode with OECD due diligence which asks companies to take responsibility for the behavior of their upstream suppliers, not reject it.

¹³⁰ Meeting with BADICA's legal representative and BADICA's deputy director general and buyer, Bangui, 23 January. In a letter dated 10 December 2015, BADICA's legal representative denied that his clients admitted to be aware of any such "protection rackets", archived at the United Nations.

¹³¹ Meeting with one of BADICA's supplying collectors in Bria, Bangui, 24 August 2015.

¹³² Confidential military report, 7 March 2015.

¹³³ Meeting with diamond collector, Ndélé, 24 September 2015; confirmed during a telephone conversation with a diamond collector, 6 November 2015; see chapter IV for additional information about FPRC control over diamonds in the Ndélé area.

¹³⁴ Meeting with the BADICA's Deputy Director General and Financial Manager, and BADICA's legal representative, Bangui, 23 January 2015.

¹³⁵ The letter from BADICA's legal representative in response to a Panel's information request, received on 23 October 2015 is in **annex 3.12.2**. The letter, *inter alia*, alleges that the Panel in April 2015 visited the office of the *Bureau d'Évaluation et de Contrôle de Diamant et d'Or* (BECDOR) in Bangui with an NGO representative, and implies the Panel shared trade data obtained. BADICA's legal representative on 27 April 2015 forwarded to the Panel a *compte rendu*, dated 20 April 2015, of the alleged joint meeting – drafted by BECDOR's chief of statistics and addressed to the director General of the division of Mines – as proof, see **annex 3.12.3**. The NGO in question addressed a letter, dated 17 June 2015 to the Director General of the Division of Mines to clarify that its' researcher visited BECDOR in February 2015, not in April, as stated in the *compte rendu*, and received a letter in return, dated 30 June 2015, from the Director General that he was not aware of any such *compte rendu*, see **annex 3.12.4**. In a letter to the Panel dated 20 August 2015, the director of cabinet of the Ministry of Mines and Geology corrected and apologised for the wrong information contained in the *compte-rendu*, see **annex 3.12.5**. As it has done repeatedly prior to the letter of 23 October 2015, the Panel reiterates it never visited BECDOR or shared trade data with the NGO in question.

7. BADICA's legal representative drafted a counter report, dated 11 March 2015, to the Panel's 2014 final report. The counter report was addressed to the President and Members of the Security Council and was forwarded to the Committee. The counter report was also published online without annexes on 8 September 2015 on a website.¹³⁶

Sud-Azur

8. Sud-Azur has not published any guiding document regarding its purchasing policies. A related letter, dated 22 October 2015, sent by the company's General Director to the Panel states that the company has received alarming complaints from collectors and artisanal miners in the east about former Séléka elements imposing security payments of FCFA 150,000 (USD 300) to FCFA 250,000 (USD 500), despite having already paid for their licenses in Bangui.¹³⁷ The company intends to reorient its activities to pacified zones, once considered Kimberley Process compliant.

¹³⁶ Accessed at http://www.alwihdainfo.com/Diamants-de-sang-en-RCA-Le-contre-rapport-de-BADICA-au-comite-de-sanctions-de-l-ONU_a22801.html on 29 November 2015.

¹³⁷ Written response by the General Director of *Sud Azur* to the Panel's request for information, received on 22 October 2015 in **annex 3.12.6**.

Annex 3.12.1: Letter from SODIAM's legal representative to the Panel, received on 22 October 2015



Marc De Block
Dominique Claes
Ilse Renders
Advocaten

Antwerp, 22 October 2015

UN
[REDACTED]

E-MAIL: [REDACTED]

UN
Mr. David BIGGS

E-MAIL: [REDACTED]

UN
[REDACTED]

E-MAIL: [REDACTED]

Concerns: ARSLANIAN FRERES / UN
Y.ref.: S/AC55/2015/PEJO.C.073
O. Ref: 2015/0559

Dear Members of the Panel of Experts,

I am Attorney at Law in Belgium, together with Mr. Cameron Doley of the Law Office of CARTER-RUCK, London, United Kingdom, representing Mr. Viken Arslanian as well as SODIAM CARL.

My clients took note of your letter dated 16 October 2015, noted on the 19th of October 2015, giving them time to reply to you before 23 October 2015.

Law Office De Block Advocaten (burgerlijke vennootschap o.v.v.), BVBA ■ BE 0818 631 111 ■ Bourlastraat 3 ■ B-2000 Antwerpen ■
Tegeschreven bij de balie te Antwerpen en de balie te Mechelen - Bijkantoor: Molenaarsstraat 142 ■ B-2120 Helst-op-den-Berg ■
T. +32 (0)3 206 21 55 ■ F. +32 (0)3 206 22 50 ■ info@deblocklaw.com ■ www.deblocklaw.com ■



My clients can reply to your questions in time, namely as follows:

1. Information about security payments or other fees transferred by Sodiam to former Seleka forces, whether or not as part of USAF, in Bria, Sam Ouandja or Ndélé, if any; **The answer to this question is no, my clients do not have any such information for the simple reason they never transferred any security payments or other fees to former Seleka forces, whether or not as part of USAF, in Bria, Sam Ouandja or Ndélé.**
2. Sodiam's management's awareness of taxation and security payments being paid to former Seleka by collectors and artisanal miners supplying diamonds to Sodiam; **The answer to this question is equally no, my clients do not have any information and/or awareness of taxation and/or security payments being paid to former Seleka by collectors and artisanal miners supplying diamonds to Sodiam.**
3. Information about Sodiam's purchases from above mentioned locations or sites in the west of the Central African Republic, if any; **All purchases in CAR are recorded in the company invoices which were audited by a third party, Martello Risk, showing strict adherence to the red and green zone division whereby the purchasing policy is outlined in the company procedures document, based squarely on KP and UN directives and both were published on the website of the company.**
4. and Sodiam's purchasing policies in view of Security Council resolutions 2196 (2015), as well as in view of the Kimberly Process vigilance notice of 18 April 2013 concerning diamond producing areas around Sam Ouandja, Bria and Bamingui. **As already stated under question 3, the company procedures document, based squarely on KP and UN directives is published on the website of the company. This info is attached for your convenience but is also publicly available on the website <http://sodiam.cf>.**

Sodiam C.A.R. has worked closely with the Government of the CAR since the Kimberley Process was suspended. It has conducted itself at all times in accordance with the Kimberley Process and has stocked its purchases securely, as demonstrated to the joint KP/ and UN- Experts visit that took place in October 2014 and then again to the KP Review Mission in April/May 2015. On specific request of the C.A.R. Government SODIAM CAR made samples available to the Kimberley Process to enable the latter to develop a geochemical fingerprint for the CAR.

SODIAM CAR also arranged for an independent audit of the stock it purchased during the period of the suspension to be carried out by Martello Risk (a company owned by Alexander Yearsley, formerly Head of Special Projects at the prominent ngo Global Witness). This audit, which demonstrated the provenance of all purchases made by Sodiam C.A.R. during the period in question and established that the company had always made traceable and lawful purchases, was and is in the public domain (it appears on Sodiam C.A.R.'s website at <http://sodiam.cf>) and was drawn specifically to Amnesty's attention before Amnesty published its report. Sodiam C.A.R. is content for a further counter-audit to be conducted in order to demonstrate the validity of this first audit.

Law Office De Block Advocaten burgerlijke vennootschap o.v.v. BVBA ■ BE 6828 631 11 ■ Bourlastraat 3 ■ B-2000 Antwerpen ■
 *ingeschreven bij de balie te Antwerpen en de balie te Mechelen - Bijkantoor: Molenstraat 142 ■ B-2220 Heist-op-den-Berg ■

T. +32 (0)3 206 22 55 ■ F. +32 (0)3 206 22 56 ■ info@deblocklaw.com ■ www.deblocklaw.com ■



My clients hereby request to be enabled to exercise their right to answer and to receive the courtesy to be heard in person by the Panel of Experts. My clients hereby express their willingness to come to New York for a meeting in person and are available to travel as of October 30, 2015.

We await your soonest answer including your availability to meet with clients.

Yours sincerely,

Marc De Block

Attachments:

1. SODIAM C.A.R. COMPANY PRINCIPLES AND PROCEDURES
2. MARTELLO RISK INDEPENDENT THIRD-PARTY FORENSIC
AUDIT AND VERIFICATION

Law Office De Block Advocaten burgerlijke vennootschap o.v.v., BVBA ■ BE 0828 631 111 ■ Bourlastraat 3 ■ B-2000 Antwerpen ■
"ingeschreven bij de balie te Antwerpen en de balie te Mechelen - Bijkantoor: Molenstraat 143 ■ B-2120 Heist-op-den-Berg ■

T. +32 (0)3 206 22 55 ■ F. +32 (0)3 206 22 50 ■ info@deblocklaw.com ■ www.deblocklaw.com ■

Annex 3.12.2: Letter from BADICA's legal representative to the Panel, received on 23 October 2015



Monsieur Aurélien Llorca
Coordonnateur des experts pour la RCA

C/O Le Secrétaire du Comité du Conseil de Sécurité
Établi par la Résolution 2127 (2013) relative à la RCA
Monsieur David Biggs
United Nations Plaza
DC2-2042, New York, NY 10017

Bruxelles, le 23 octobre 2015

PAR COURRIER ET E-MAIL : biggs@un.org

Cher Monsieur Llorca,

**Concerne: Résolution des Nations Unies 2196 (2015)
Ma cliente Badica**

Comme vous le savez, nous agissons comme avocats des sociétés Badica et Kardiam.

Notre cliente accuse réception de votre lettre du 16 octobre 2015. Elle nous a communiqué les réponses à vos questions et nous a demandé de vous les transmettre.

Cependant, avant répondre à vos questions, nous souhaiterions formuler quelques remarques préalables.

Votre lettre du 16 octobre 2015 est surprenante à plus d'un titre :

1° Elle est envoyée un vendredi à 21h, heure de Bangui, à Badica, demandant des réponses à des questions importantes pour le vendredi 23 octobre 2015, soit dans les cinq jours ouvrables.

Or, vous n'ignorez pas que Badica est représentée dans ce dossier de sanctions par des avocats, qui doivent pouvoir être contactés et exercer le droit à la défense de Badica dans des conditions normales. L'envoi direct à Badica, dans une langue qui n'est pas la sienne, et le délai de cinq jours ouvrables ne sont conformes ni aux usages, ni au respect qui est dû à l'exercice du droit à la défense.

Rue de Stassart 131; B-1050 Brussels, Belgium
Phone (+32-2) 644.40.79; Fax (+32-2) 640.88.94
David Luff Avocat sprl VAT BE 0838.998.073 – www.appletonluff.com

Brussels – Geneva – Sao Paulo – Singapore – Warsaw – Washington D.C.

APPLETON LUFF

INTERNATIONAL LAWYERS

Votre empressement est d'autant plus étonnant que pendant plus de dix mois, depuis votre rencontre du 23 janvier 2015 avec Me Luff, vous n'avez pas donné signe de vie, alors que la société Badica vous a signifié, ainsi qu'au Comité 2127, sa volonté de coopérer à votre enquête et a transmis un contre rapport circonstancié au Comité 2127. Le moins que vous auriez dû faire était de communiquer vos pièces et de procéder aux vérifications qui s'imposaient suite à la remise du contre rapport de Badica.

2° Au lieu d'enquêter de bonne foi directement auprès des responsables de la société Badica, vous les avez ignorés. Les éléments de notre dossier, décrits dans le contre-rapport de Badica, montrent que vous avez écouté des rumeurs au sujet de Badica, colportées par des personnes dont le nom reste inconnu et dont on a tout lieu de penser qu'elles ne sont pas des observateurs objectifs et neutres du marché du diamant en RCA. Pire, votre équipe a mené une soi-disant enquête en compagnie de personnes tierces, qui se sont présentées à des autorités officielles comme membres d'ONG, mais dont l'identité véritable reste encore inconnue. A ce titre, nous souhaitons que vous confirmiez l'identité de la personne qui a accompagné votre collègue expert M. De Koning au bureau du BECDOR en avril 2015 et qui s'est présentée sous l'identité de M. Kasper Agger de l'ONG Enough.

3° Votre lettre du 16 octobre 2015, la première depuis le renouvellement de votre mandat en vertu de la Résolution 2196 (2015), est envoyée à notre cliente après que les sanctions soient prises et après que Badica, par notre intermédiaire, ait attiré l'attention des membres du Comité 2127, ainsi que des gouvernements centrafricains et belge, au sujet des défaillances graves de votre enquête. Nous ne pouvons nous empêcher de penser que votre lettre est la conséquence maladroite de ces démarches. Il eut été plus judicieux, normal et professionnel d'effectuer des démarches d'enquête auprès de Badica peu après la remise du contre rapport, avant la prise des sanctions. C'est donc la crédibilité de votre initiative à ce stade, outre celle de l'ensemble de votre enquête relative à notre cliente, qui peut ainsi être mise en doute.

4° Toutes vos investigations au sujet de notre cliente ont porté uniquement sur des éléments à charge – vos questions dans votre lettre du 16 octobre en sont encore le reflet. Elles ont ignoré les contributions positives de Badica à l'économie et au trésor centrafricains, à la cohésion sociale et à la formation professionnelle et éthique des collecteurs, décrites dans le contre-rapport de notre cliente. Votre mandat du Conseil de sécurité vous demande pourtant de rapporter aux membres du Comité 2127 l'ensemble des renseignements pertinents relatifs aux personnes sanctionnées.

5° Notre cliente réserve ses droits par rapport aux défaillances fautives de l'enquête qui a été menée par le Groupe des experts à son encontre et qui a contribué à l'imposition de sanctions très dommageables pour notre cliente.

Venons-en à la substance de votre lettre et à vos questions.

Rue de Stassart 131; B-1050 Brussels, Belgium
Phone (+32-2) 644.40.79; Fax (+32-2) 640.68.94
David Luff Avocat sprl VAT BE 0836.996.073 – www.appletonluff.com

Brussels – Geneva – Sao Paulo – Singapore – Warsaw – Washington D.C.



Votre lettre, au même titre que votre rapport initial du 28 octobre 2014, contient des affirmations graves qui ne sont étayées par aucun élément de preuve qui soit communiqué à Badica et que celle-ci pourrait commenter. Cela concerne en particulier les affirmations suivantes, que vous formulez, « d'après les informations reçues par le Panel » :

- Les forces de l'ex Séléka ont, [dans les zones de Bria, Sam Ouandja et Ndélé dans l'est de la RCA] obtenu paiement de taxes et de services de sécurité de la part d'agents de bureaux d'achat, collecteurs et artisans miniers.
- Les forces de l'ex Séléka ont, [dans les mêmes zones], régulièrement infiltré ou absorbé de manière permanente les unités anti-fraude spéciales locales [USAF].
- Il existe une implication armée anti-balaka dans les mines de diamant dans l'Ouest de la RCA, plus spécifiquement dans la sous-préfecture de Amada Gaza, Salo (sous-préfecture de Nola), le site de Balu (sous-préfecture de Sosso-Nakombo) et à Sassélé (sous-préfecture de Gadzi).

Comme indiqué ci-dessous, Badica n'a offert aucun paiement direct ou indirect aux forces de l'ex-Séléka dans les zones concernées et ne dispose d'aucune information quant aux pratiques dénoncées (à part le paiement de taxes d'aéroport comprises entre 75 et 100 dollars US par atterrissage dans les zones concernées). Quant aux autres affirmations, celles-ci ne visant pas Badica, ou les zones dans lesquelles Badica est active, il n'y a pas lieu de les commenter. Nous supposons qu'en ce qui concerne les accusations graves faites aux services de l'USAF, vous avez communiqué les éléments de preuve en votre possession aux autorités officielles de la République centrafricaine afin que celles-ci puissent faire diligenter une enquête pour leur propre compte et dénoncer les fonctionnaires impliqués. En ce qui nous concerne, nous avons pris connaissance d'un démenti écrit formel de la part du commandant de la direction de l'Unité spéciale anti-fraude du Ministère des Mines et de la Géologie. Ce démenti est joint à la présente (**annexe 1**).

Vous trouverez ci-dessous les réponses à chacune des quatre questions posées dans votre lettre, au nom de Badica, sur base des informations que notre cliente nous a fournies. Nous tenons cependant à préciser par avance que le principe général et universel des droits à la défense interdit aux autorités d'enquête de demander aux personnes accusées d'apporter des preuves négatives d'actes qu'elle n'ont pas commis.

1^{re}) BADICA ne bénéficie d'aucun service de sécurité dans les zones de Bria, Sam Ouandja et Ndélé. Donc la société BADICA ne paye personne, ni les éléments de l'ex-Séléka ni de l'USAF. Les seuls versements qui ont été effectués aux autorités qui contrôlent les aéroports de Bria et de Sam-Ouandja sont des taxes d'atterrissage par la société Minair, distincte de Badica, à concurrence de 75 dollars des Etats-Unis à Bria et 100 dollars des Etats-Unis à Sam-Ouandja. Ces sommes sont peu importantes, mais indispensables pour arriver dans ces régions. Ces taxes ont été payées par toutes les entreprises qui ont affrété des vols dans ces régions, quel que soit leur secteur d'activité. Elles n'ont cependant plus été payées dès la deuxième moitié de 2014. En vertu des principes de proportionnalité et de non-discrimination, la petitesse des sommes concernées ne peut justifier

Rue de Stassart 131; B-1050 Brussels, Belgium
Phone (+32-2) 644.40.79; Fax (+32-2) 640.68.94
David Luff Avocat sprl VAT BE 0836.996.073 – www.appletonluff.com

Brussels – Geneva – Sao Paulo – Singapore – Warsaw – Washington D.C.



l'adoption de sanctions graves réservées à notre cliente, et à elle seule uniquement, alors que tous les opérateurs économiques des régions concernées ont été soumis à la même obligation.

La réponse ci-dessus ne concerne pas les services de gardiennage des services réguliers de l'armée dont ont bénéficié les locaux de Badica à Bangui entre le 1^{er} juillet 2010 et le 5 octobre 2013, en vertu d'un Protocole d'Accord conclu entre Badica et le Ministère de la Défense le 1^{er} juillet 2010. Ce Protocole d'accord est disponible à votre première demande. Badica n'a eu recours qu'à des services officiels de l'armée régulière, mandatée par les autorités formelles du pays, à l'exclusion de tout autre service.

2*) BADICA ne paye aucune taxe ou autre imposition aux anciennes forces de Séléka. Comme vous le savez, les collecteurs et artisans miniers qui opèrent dans le secteur formel sont, en vertu du Code minier centrafricain, des personnes physiques indépendantes. Par conséquent, Badica ignore leur comportement comme personnes physiques et ne peut être tenue pour responsable de ce dernier. Par ailleurs Badica, en tant que bureau d'achat, traite uniquement avec des fournisseurs de confiance établis depuis plusieurs années, parfois de père en fils. Dès la suspension de la RCA au Processus de Kimberley, Badica a prié ses fournisseurs de doubler de vigilance dans l'exercice de leur métier. Il est important de rappeler que Badica a élaboré un Code éthique, qui vous a été remis en mains propres le 23 janvier 2015 et que vous semblez ignorer. Ce Code éthique contient des exigences élevées en matière de réduction des risques de la chaîne d'approvisionnement et reflète les normes de prudence et de transparence les plus rigoureuses dans le secteur du diamant. Il énonce spécifiquement en son article II.3 les règles suivantes que Badica impose à l'ensemble de ses collaborateurs :

- ne commercer qu'avec des entreprises faisant figurer la déclaration de garantie sur leurs factures;
- ne pas acheter de diamants auprès de sources suspectes ou de fournisseurs inconnus;
- ne pas acheter de diamants auprès d'une source quelconque qui, à l'issue d'une procédure en bonne et due forme et juridiquement contraignante, s'avère avoir enfreint les réglementations gouvernementales limitant le commerce des diamants de la guerre;
- ne pas acheter de diamants dans, ou provenant d'une quelconque région à propos de laquelle une instance gouvernementale a lancé un avertissement selon lequel des diamants de la guerre émanent de cette région ou y sont disponibles à la vente, à moins que les diamants ont été exportés de cette région dans le respect du Système de Certification du Processus de Kimberley;
- ne pas acheter ou vendre sciemment, ou aider à acheter ou à vendre des diamants de la guerre ;
- s'assurer que tout le personnel de l'entreprise qui achète ou vend des diamants est pleinement informé des résolutions commerciales et des réglementations gouvernementales limitant le commerce des diamants de la guerre.

Rue de Stassart 131; B-1050 Brussels, Belgium
 Phone (+32-2) 644.40.79; Fax (+32-2) 640.68.94
 David Luff Avocat sprl VAT BE 0836.996.073 – www.appletonluff.com

Brussels – Geneva – Sao Paulo – Singapore – Warsaw – Washington D.C.

APPLETON LUFF

INTERNATIONAL LAWYERS

Ainsi, en ce qui la concerne, Badica met en œuvre de bonne foi tous les moyens qui sont à sa disposition pour s'assurer que sa chaîne d'approvisionnement des diamants soit saine.

3*) Comme longuement expliqué dans le contre-rapport de Badica précité, toutes les informations concernant les achats limités de BADICA et les stocks correspondants sont disponibles au BECDOR, à la direction générale des mines avec les bordereaux y afférents, lesquels révèlent les noms des fournisseurs, qui sont bien connus de Badica. Celle-ci a continué de travailler avec ses fournisseurs historiques dans le but de récupérer les avances de fonds qui leur avaient été octroyées avant la suspension du processus de Kimberley.

Nous relevons que les stocks de Badica et des autres bureaux d'achat, répertoriés en avril 2015, qui sont des données en principe confidentielles, sont à présent publiés suite à un rapport de l'ONG Enough, rédigé par Monsieur Kasper Agger, qui est de toute évidence la personne qui s'est présentée avec M. De Koning au bureau du BECDOR en avril 2015. Comme nous l'avons relevé dans des courriers officiels au Secrétaire du Comité 2127, ceci constitue une violation grave des devoirs éthiques et de prudence des experts des Nations Unies et ma cliente réserve ses droits par rapport à cette faute.

Un examen attentif des bordereaux d'achats de notre cliente montre que ses achats sont restés stables en 2015 par rapport à 2014, mais que, comme indiqué dans le contre-rapport, ils ont fortement décliné depuis 2013 et les années antérieures. Comme dans la deuxième moitié de 2013 et en 2014, il y a une concordance totale entre les relevés des achats et l'accroissement des stocks détenus par Badica en 2015.

Il est important de souligner que les bureaux secondaires de Badica à Berberati, Nola, Carnot et Boda ne sont plus fonctionnels depuis près de 2 ans. Ceux de Berberati et Nola ont été pillés et saccagés.

BADICA ne dispose d'aucun agent acheteur dans toute la zone Ouest de la République Centrafricaine et ce, depuis le mois de janvier 2014. En revanche, pour la première fois depuis la suspension du processus de Kimberley, Badica a procédé à des achats de pierres provenant de l'Ouest du pays, en particulier Boda, Nola et Yaloké en juillet et août 2015, dans le but de bénéficier de la levée partielle de la suspension du processus de Kimberley pour les diamants originaires de l'ouest du pays. Ces achats, effectués par le bureau de Bangui, concernent un poids total de moins de 300 carats.

4*) Badica exerce la plus grande prudence et vigilance dans ses achats de diamants, conformément aux instructions données à ses collaborateurs et à son Code éthique (v. point 3* ci-dessus). Ses fournisseurs sont des fournisseurs historiques, souvent depuis plusieurs générations, qui étaient en place bien avant l'émergence des groupes armés. Depuis la reprise partielle du processus de Kimberley, Badica a souhaité reprendre ses activités dans l'Ouest du pays. Elle a complété son Code éthique par un addendum pour s'assurer la traçabilité totale des diamants qu'elle aurait exportés. Une copie du Code éthique complété est jointe en annexe à la présente (**annexe 2**). Cependant, les sanctions de l'ONU sont tombées avant que Badica ait pu effectuer la moindre vente de diamants.

Rue de Stassart 131; B-1050 Brussels, Belgium
Phone (+32-2) 644.40.79; Fax (+32-2) 640.68.94
David Luff Avocat sprl VAT BE 0836.996.073 – www.appletonluff.com

Brussels – Geneva – Sao Paulo – Singapore – Warsaw – Washington D.C.

APPLETON LUFF

INTERNATIONAL LAWYERS

Badica compte à présent prendre des mesures complémentaires pour se conformer aux standards internationaux de traçabilité (v. ci-dessous).

Il résulte de ce qui précède que toute accusation générale que les experts des Nations Unies ont pu récolter auprès de dénonciateurs et de sources non-vérifiées sur ce qui semble se passer dans des zones contrôlées par des groupes armés ne s'appliquent pas à Badica. Il serait contraire aux principes les plus élémentaires des droits fondamentaux de développer une présomption de culpabilité à charge de Badica sur base de ces informations aussi peu étayées que non-spécifiques.

En revanche, votre rapport du 28 octobre 2014, votre enquête et vos affirmations sont clairement entachés de vices de procédure et de fond ainsi que d'erreurs manifestes d'appréciation des faits qui nuisent à la crédibilité de l'entièreté de votre travail sur le diamant et pèsent sur votre démarche actuelle.

C'est la raison pour laquelle, sans plus attendre, notre cliente nous a donné pour instruction d'utiliser les voies de recours à sa disposition pour obtenir la mainlevée totale des sanctions et leur annulation devant les instances internationales compétentes, sans préjudice d'autres actions possibles pour obtenir réparation des dommages subis.

Nous tenons à rappeler que Badica est la seule société détenue par des capitaux centrafricains qui opère depuis plus de trente ans dans le secteur formel du diamant et ce de manière efficace et concurrentielle. La rébellion Séléka a, comme tout opérateur économique pouvait s'y attendre, fortement endommagé tout commerce formel en RCA, réduisant ainsi à court terme toute perspective de développement économique durable dans le pays. Badica n'a de toute évidence aucun intérêt à soutenir une telle rébellion, encore moins des agissements qui exacerbent les conflits et compromettent le retour de la paix en République centrafricaine.

Badica est déterminée à présent, au-delà du Code éthique, à contribuer à assainir et à réglementer, en coopération avec toute autorité compétente, le secteur du diamant en RCA, conformément aux standards internationaux. Les sanctions imposées à l'encontre de Badica sont de toute évidence contraires à cet objectif. Nous joignons à la présente un document qui expose dans le détail les démarches déjà entreprises par Badica pour se conformer aux standards contenus dans le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque et aux normes de l'ITIE (Initiative pour la transparence des industries extractives) (**Annexe 3**).

L'assainissement du secteur du diamant, comme les autres secteurs clés de la République centrafricaine, requiert une approche participative multi-acteur, impliquant l'Etat, la société civile, les groupements professionnels, les organismes de régulation nationaux et internationaux, ainsi que les opérateurs centraux et périphériques de la chaîne d'approvisionnement des diamants. Badica souhaite, dans la limite de ses moyens humains et financiers, contribuer activement aux travaux qui seront engagés dans ce contexte.

Cette lettre est officiellement envoyée en copie à la Présidente du Comité 2127 et aux Représentantes permanentes de la Belgique et de la RCA auprès des Nations Unies. Nous nous

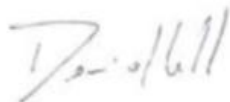
Rue de Stassart 131; B-1050 Brussels, Belgium
Phone (+32-2) 644.40.79; Fax (+32-2) 640.68.94
David Luff Avocat sprl VAT BE 0838.996.073 – www.appletonluff.com

Brussels – Geneva – Sao Paulo – Singapore – Warsaw – Washington D.C.

APPLETON LUFF
INTERNATIONAL LAWYERS

réserve la possibilité de la communiquer pour information aux autres membres du Comité des sanctions des Nations Unies.

Nous vous prions de croire, cher Monsieur Llorca, en l'expression de nos sentiments distingués.



P.P.

David Luff,
Avocat au Barreau de Bruxelles

Lucette Defalque
Avocat au Barreau de Bruxelles

Annexes :

1. Lettre du commandant de la direction de l'Unité spéciale anti-fraude du Ministère des Mines et de la Géologie, du 20 octobre 2015
2. Code éthique complété de Badica et accusés de réception du ministère des mines et du syndicat des collecteurs
3. Document interne exposant les démarches entreprises par Badica pour se conformer aux standards contenus dans le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque et aux normes de l'ITIE (Initiative pour la transparence des industries extractives)

Cc : (par e-mail)

- Her Excellency, Ms. Raimonda Murmokaitė, Chair, Security Council Committee established pursuant to resolution 2127 (2013) concerning the Central African Republic
- Son Excellence, Madame Ambroisine Kpongo, Représentante permanente de la République centrafricaine auprès des Nations Unies, New York
- Son Excellence, Madame Bénédicte Frankinet, Représentante permanente de la Belgique auprès des Nations Unies, New York

Rue de Stassart 131; B-1050 Brussels, Belgium
Phone (+32-2) 644.40.79; Fax (+32-2) 640.68.94
David Luff Avocat sprl VAT BE 0836.996.073 – www.appletonluff.com
Brussels – Geneva – Sao Paulo – Singapore – Warsaw – Washington D.C.

Annex 3.12.3: Erroneous *compte-rendu* claiming a joint visit by the Panel and Enough Project researcher to BECDOR in April 2015 (confidential information blacked out)

MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

 DIRECTION DE CABINET

 DIRECTION GÉNÉRALE DES MINES
 ET DE LA GÉOLOGIE

 DIRECTION DES DONNÉES, DE LA RÉGULATION
 ET DU SUIVI DE LA COMMERCIALISATION

 BUREAU D'ÉVALUATION ET DE CONTRÔLE DE
 DIAMANTS ET OR

 N° ...001 /15AMMEH/DIRCAB/DGMG/DDRSC/BECDOR -

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
 Unité - Dignité - Travail

COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE AVEC LES EXPERTS DES NATIONS UNIES

A

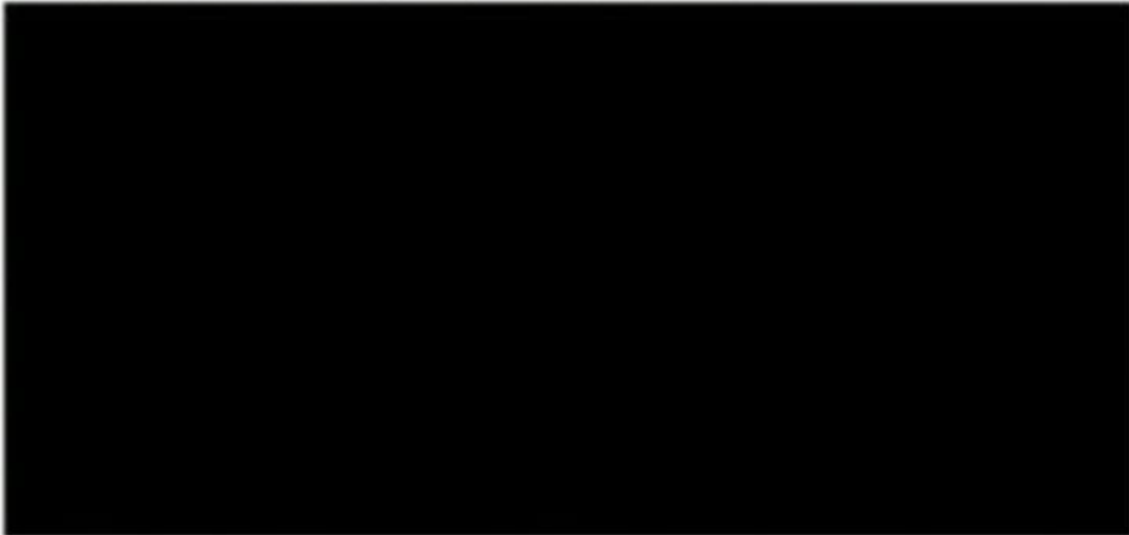
**Monsieur le Directeur Général
 des Mines et de la Géologie
BANGUI**

Au courant du mois d'Avril 2015, sur vos instructions verbales, nous avons reçu à notre bureau Monsieur RUBIN DE KONING, Expert en Financement et Ressources naturelles des Nations Unies, accompagné de Monsieur KASPER AGGER de l'ONG ENOUGH qui nous ont déclaré qu'ils étaient en train de mener une enquête sur les activités de la société BADICA en rapport avec la crise centrafricaine et nous ont demandé de leur fournir les relevés de bordereaux d'achats de diamants pour la période allant du mois de juin 2014 à janvier 2015.

Nous les avons demandé le mandat ou l'ordre de mission qui les a autoriser à effectuer cette mission, hélas jusqu'à la fin de leur recherche, ce document n'a pas été présenté. Alors nous avons demandé, que dorénavant pour ces genres de mission, nous aurions besoin d'un accord écrit de la hiérarchie.

Fy

A leur demande, nous les avons confiés aux collaborateurs de notre Service pour les conduire auprès du Service du Fichier Minier en vue de vérifier si les collecteurs inscrits sur une liste en leur possession travaillent pour le compte de la société BADICA.



Haute considération.

Fait à Bangui, le 20 avril 2015

Chef de service des statistiques



YANGUERE FRANCK

Annex 3.12.4: Letter of clarification by the Enough project regarding the alleged joint visit of one of its researchers with the Panel to BECDOR in April 2015, and the response letter it received from the Director General of the Division of Mines



Bureau d'Evaluation et de Contrôle de Diamants et Or (BECDOR)
Bangui, République centrafricaine

17 juin 2015

À qui de droit :

Il a été porté à la connaissance de Enough Project d'un "compte rendu" établi à Bangui en date du 20 avril 2015 par le Bureau d'Evaluation et de Contrôle de Diamants et Or (BECDOR) en sigle. Ce compte-rendu atteste d'une visite, en avril, de l'expert des Nations Unies Ruben de Koning accompagné de Kasper Agger, Chercheur pour Enough Project. Nous aimerions, au nom de notre organisation, éclairer votre lanterne en précisant que contrairement à l'affirmation de ce "compte-rendu", Kasper Agger était à Bangui en février 2015 et a eu, à l'occasion, une réunion avec BECDOR. Kasper Agger n'a pas été à Bangui en avril et par conséquent, il n'a pas accompagné Ruben de Koning.

Enough Project reste ouverte à tout éclaircissement supplémentaire sur la question et souhaite poursuivre des relations de travail fructueuses et positives avec des entreprises privées, des représentants de la société civile et du gouvernement de la République Centrafricaine.

Cordialement,

Sasha Lezhnev
Associate Director of Policy

CC:
Ministère des Mines et de la Géologie
Director de Cabinet
Directeur Général des Mines et de la Géologie
Directeur des données, de la régulation et du suivi de la commercialisation
The U.N. Panel of Experts on CAR

24/06/15
0266 13655

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DES MINES
ET DE LA GEOLOGIE

DIRECTION DES DONNEES, DE LA REGULATION
ET DU SUIVI DE LA COMMERCIALISATION

N° 213 /15/MMG/DIRCAB/DGMG/DDRSC.-

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

BANGUI, LE 30 JUIN 2015

LE DIRECTEUR GENERAL DES MINES
ET DE LA GEOLOGIE

A

MONSIEUR SASHA LEZHNEV

Objet : Réponse à votre lettre
du 17 juin 2015

Monsieur,

Nous accusons réception de votre correspondance en date du 17 juin 2015 et vous en remercions.

Pour nous permettre de faire la lumière sur ce compte rendu dont vous faites mention, nous souhaiterions avoir une copie de ce document par version électronique afin d'identifier les participants à cette réunion de travail.

Par ailleurs nous tenons à vous signaler que nous ignorons l'existence d'un tel compte rendu.

En attendant cette clarification, nous nous excusons du désagrément causé à votre structure.

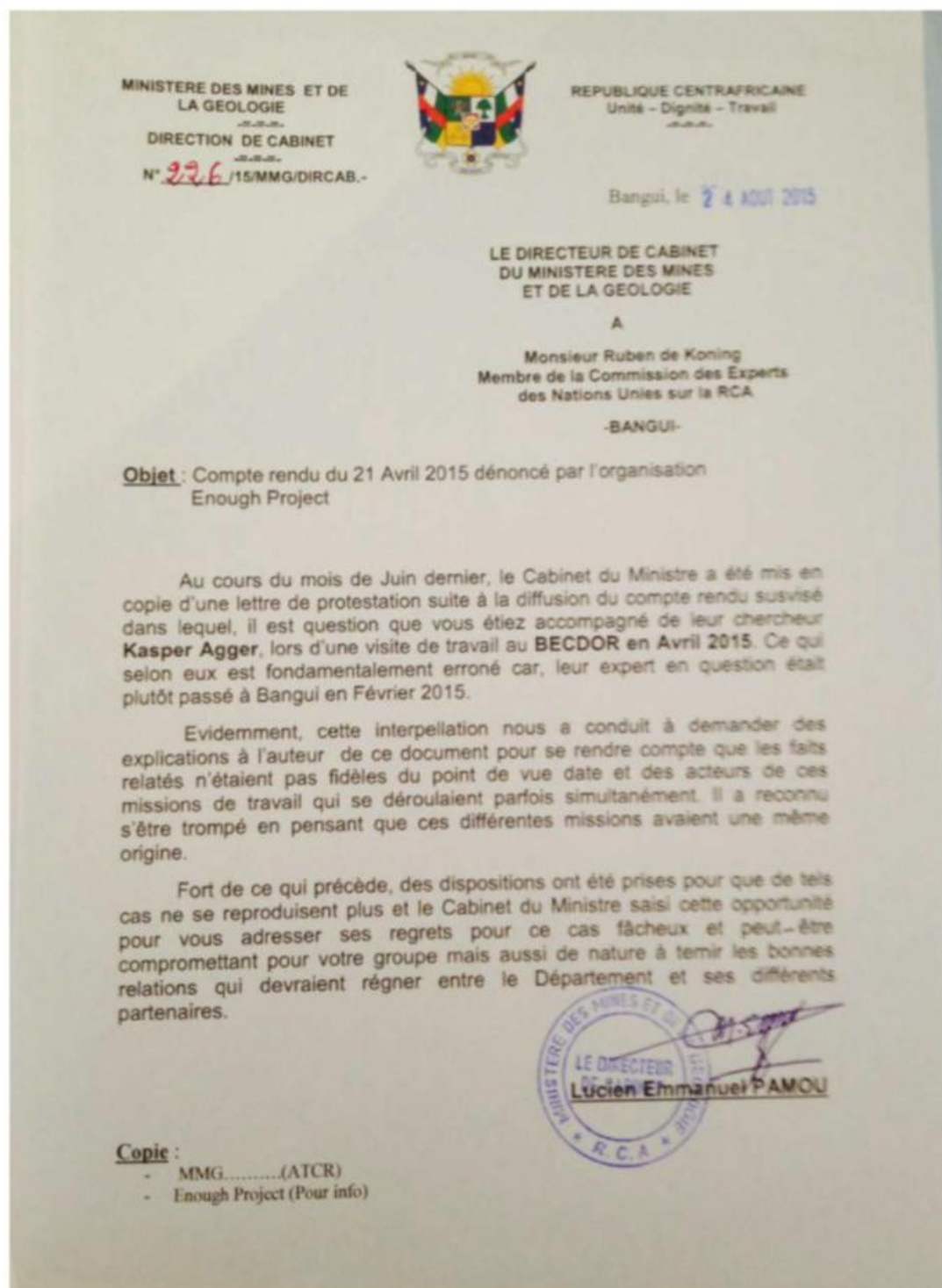
Cordialement.


Sylvain Marins N'GBATOUKA

Ampliation :

-MMG-----ATCR
-DIRCAB-----1
-CHRONO-----1

Annex 3.12.5: Letter from the Ministry of Mines and Geology to the Panel correcting information contained in an erroneous *compte-rendu*, received on 24 August 2015



Annex 3.12.6: Letter from the General Director of Sud Azur to the Panel, received on 22 October 2015



Le BUREAU D'ACHAT SUD AZUR est une société qui venait à peine de commencer ses activités, quelques mois après que les EX-SELEKA ont pris le pouvoir en CENTRAFRIQUE.

Le changement de régime a ralenti et voir même stopper nos projets d'installation de nos centres secondaires à l'EST et à l'OUEST. Sauf le centre secondaire de BERBERATI à l'OUEST qui d'ailleurs a été pilé pendant les événements.

- 1- N'ayant pas de bureau en provinces, le contact avec les éléments d'EX-SELEKA est impossible.

Toutes fois, les informations et les plaintes que nous recevons des collecteurs et coopératives des artisans miniers dans l'EST, sont alarmants du fait que des éléments d'EX-SELEKA, imposaient des montants qui varient de 150.000 à 250.000 F.CFA pour tous les opérateurs afin de garantir la sécurité de ces derniers pendant leurs circulations dans des chantiers miniers, surtout des collecteurs, malgré les patentes officiellement payés à BANGUI.

Faire la différence entre les éléments de l'EX-SELEKA et USAF, nous sera impossible pour la simple et bonne raison que nous ne disposons pas de bureau dans ces zones cités.

- 2- La direction de SUD AZUR se trouve à BANGUI donc nous ne sommes pas en contact avec les éléments de l'EX-SELEKA se trouvant dans les zones minières.
- 3- Nos achats se font à partir de BANGUI seulement auprès des collecteurs ou artisans miniers reconnu par le service de mine qui viennent de l'EST ou de l'OUEST.
- 4- La SOCIETE SUD AZUR va reprendre sa politique d'appui aux collecteurs et artisans miniers déjà identifiés par le département des mines et dans des zones pacifiées et approuvées par l'équipe de la mission de revue du Processus de Kimberly (P.K), ceci à la reprise des activités.



La déclaration de vigilance est devenue monnaie courante dans chaque réunion du comité de suivie, mis en place par le MINISTERE des MINES, dont la société SUD AZUR en fait partie.



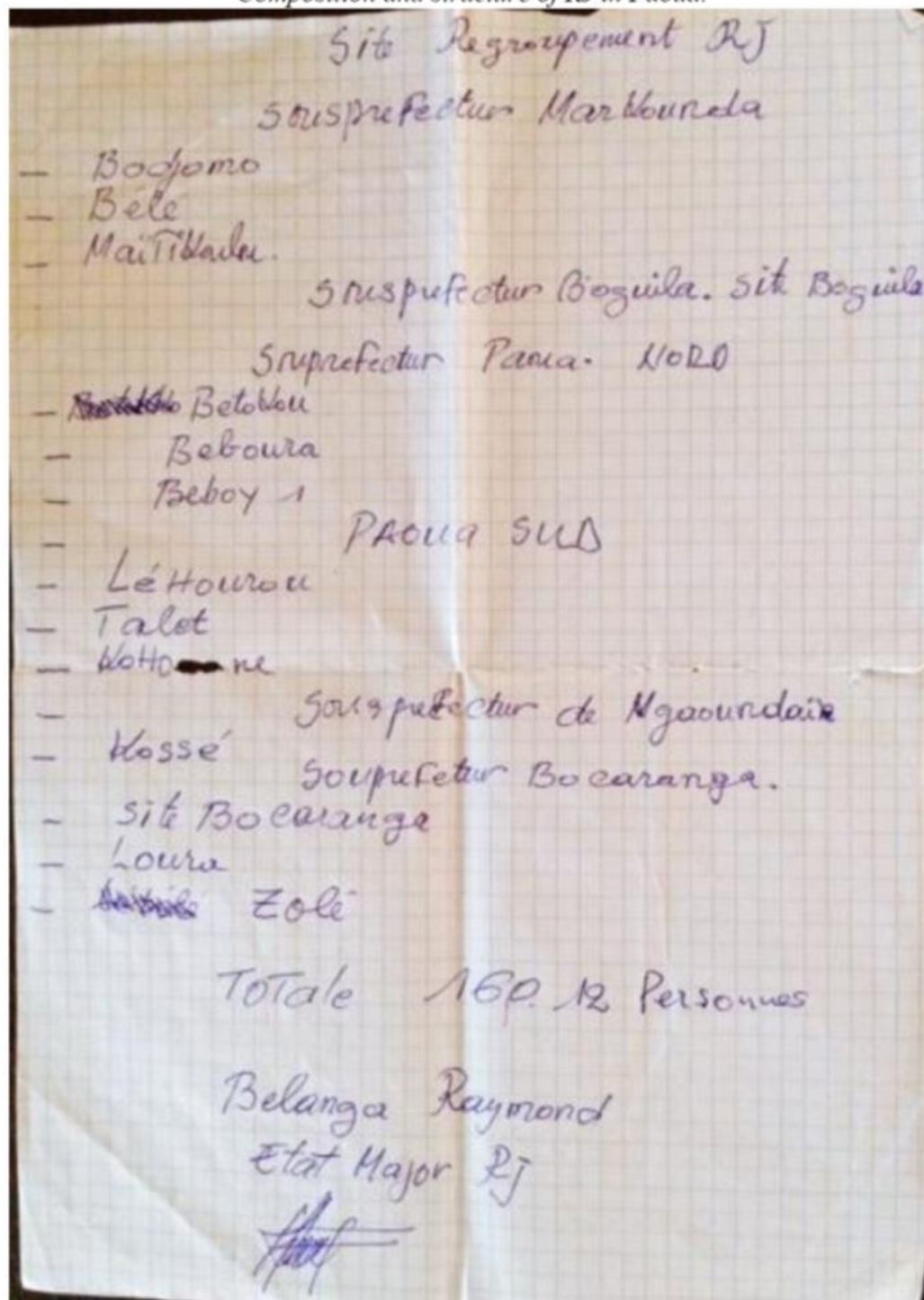
Annex 4: Northern region – border with Chad

Map



Annex 4.1: Documents sent by RJ Commander Raymond Bélanga to MINUSCA in Paoua on 10 June 2015

Composition and structure of RJ in Paoua.



WAFIO ABDEL NOUR 72 79 78 55
 + SENAPOU ELIE 75 62 91 11
 FETIBAYA MARCELIN 72 62 27 71

GROUPE ALME RI

+ BELANGA RAYMOND 72 28 45 36
 + NIATOH JEAN BERNARD 72 40 42 88/75 63
 QUETEL ESTHER 72 79 64 39 74 99

PARTICIPANTS AU FORUM DE BANGUI
 Du 4 au 7 Juin 2015

Source: Obtained by the Panel from a confidential source in Paoua on 22 June 2015

Annex 4.2: Photograph of Armel Sayo in his Minister's office in military uniform, including with the logo of *Révolution et Justice* on his left arm



Source: CAR Ministry of youth website, accessed on 29 October 2015 at <http://minjeunescentrafrique.over-blog.com/2015/10/discours-d-appel-de-paix-et-de-cohesion-a-l-endroit-du-peuple-centrafricain-en-general-et-plus-particulierement-la-jeunesse-de-centr>

Annex 4.3: Former APRD and RJ 'Colonel' Laurent Mandjou (left), leader of the *Groupe des Patriotes* (GP) and former RJ 'Général' Elie Sénapu (right)

Photographs taken by the Panel in Paoua on 22 June 2015



Annex 4.4: List of combatants of the *Groupe des Patriotes*

ETAT-major
ONG-PAC
INSTRUMENT

FICHE DE RENSEIGNEMENTS
(CIVILS)

N° page :

SECTION N° NOM DU CHEF MANDJOU LAURANT PAOUA 3

Nom	Prénom		
YIMBATA	DIEU BENI	KAPITAIN	PENDE
ZIMYAN	BRIGITE	COMMANANT	COMMANANT
BEO	KANJIAN	KAPITAIN	ISULAKA
NGUENG	ELIZE	CC	NGUENG
NGUENG	GAMARE MARC	ALIDAN	VAMBERG
MAINGADI	PAULIN	LIEUTENANT	KANJIAN
YANER	VANESSA	KAPITAIN	PENDE
HERGUERE	BLAISE	KAPITAIN	BRIGITE
HOE	BLANDINE	ALIDAN	GOULE
HOUKREYAY	CHRISTIAN	KAPITAIN	ISULAKA
TAYNE	ARISTIDE	KAPITAIN	GOULE
DEUMANA	GERARD	COMMANANT	ISULAKA
MERAWOIN	JEAN MARCELA	KAPITAIN	GOULE
YANON	FERDINAND	LIEUTENANT	GOULE
YAMER	SIMON	ALIDAN	PALEY
HABDULAY	YAYA	LIEUTENANT	PENDE
YANON	LAURENT	COMMANANT	COMMANANT
VASSARANDI	JEAN	LIEUTENANT	DEKE
YAMER	LAURENT	LIEUTENANT	DEKE
KEIE	JEACHIAI	ALIDAN	YOUNG
MBOZARA	GRBIN	LIEUTENANT	PACUA
NGANAKHOLE	PAULIN	KAPITAIN	KANJIAN
YANON	MARC	LIEUTENANT	PENDE
HOUANOU	PALASSE	LIEUTENANT	KEREGUE
KAMANDI	JULE	LIEUTENANT	PENDE
YANON	JONAPHER	CAPITAIN	PENDE
YANON	GERARD	ALIDAN	SECCIA
CHEREGUE 21	BISSI	SERGEANT-CHIEF	PENDE
KEBACHA	MATHURIN	SOUS-LIEUTENANT	COMMANANT
YANON	ZABRIS	LIEUTENANT	PACUA
NGOUOU	TEREMIE	ALIDAN	DEKE
GOULEY	ISSA	LIEUTENANT	PACUA
YAPELE	BOBO	SERGEANT	PENDE
KAMBA	DIEU-DEUNE	LIEUTENANT	COMMANANT
YANON	BRIGITE	LIEUTENANT	PENDE
NGOURAHUL	DELPHINE	SERGEANT-CHIEF	SECCIA
NABIKOESSE	GRBIN	ALIDAN	PACUA

Source: Provided to the Panel by Laurent Mandjou on 22 June 2015 in Paoua

Annex 4.5: Photograph of meeting in Moyen Sido on 26 May 2015 between the Panel and General Al Khatim and FPRC representatives

Photograph taken for the Panel by Ali Hafis of the meeting between the Panel (right) and Al Khatim (left), Moussa Maouloud (second from left), Abdoul Bassit Hissène (Al Khatim's personal assistant, third from left) and Colonel Bourma (in the back), and another FPRC representative who did not introduce himself (centre), in Moyen Sido on 26 May 2015



Annex 4.6: Al Khatim's parallel administration

Photograph of a former Séléka fighter riding on a commercial vehicle taken by the Panel on the road Kabo-Moyen Sido on 25 May 2015



Photograph of two former Séléka elements manning the checkpoint at the entrance of Moyen Sido, taken by Panel on 25 May 2015



Photograph of a former Séléka acting as Police in Kabo, taken by the Panel on 28 May 2015



Annex 4.7: Mbarara herders and their cattle

Photographs of a Mbarara herder on a horse and his cattle taken by the Panel on the road from Kabo to Moyen Sido on 26 May 2015



Photograph of a Mbarara herder and his daughter taken by the Panel on the road from Kabo to Kaga-Bandoro on 28 May 2015



Annex 4.8: Photographs of armed groups (FPRC, MPC and anti-balaka) political and military leadership taken by the Panel – except the ones of Ali Hafis, Kanton and Baba Issène – during field missions in the Sido-Kabo-Kaga-Bandoro-Mbrès-Ndélé areas on 27 May, 1 July, 22 and 23 August, and from 24 September to 5 October 2015

Maouloud Moussa (left) and Lambert Lissane (right)



Photographs taken in Moyen Sido on 27 May (left) and in Ndélé on 4 October 2015 (right)

From left to right, photographs of Ali Hafis, Kanton, Baba Issène and Max Narbé



Photographs taken in Kaga-Bandoro on 12 July 2015 provided by a confidential source

Photographs of Gauthier (left) and Kouazingo (right)



Photographs taken by the Panel in Doukouma on 20 August (left) and in Boussa on 21 August 2015 (right)

From left to right, photographs of 'Chauffeur', Abdoulaye Oumar and Jean Chérif



Photographs taken by the Panel in Mbrès on 22 August 2015 (left and centre) and in Kaga-Bandoro on 23 August 2015 (right)

General Al Khatim Mahamat



Annex 4.9: Military exercise of former Séléka elements of FPRC and MPC in Mbrès, 22 August 2015

Photograph taken by the Panel in Mbrès on 22 August 2015



Annex 4.10: Sample of FPRC *ordres de mission* photographed by the Panel during field missions in Kaga-Bandoro-Mbrès and Ndélé areas

Photographs taken by the Panel in Kaga-Bandoro-Mbrès area on 22 and 23 August 2015 (FPRC) and Ndélé area from 24 September to 5 October 2015



Annex 4.11: FPRC checkpoints in the Kaga-Bandoro-Mbrès and Ndélé areas

*Checkpoint in Tiri manned by armed elements without military uniforms
Photograph taken by the Panel on 25 September 2015*



*Checkpoint between Koubou and Djamassinda – axis between Ndélé and Bangbali
Photograph taken by the Panel on 25 September 2015*



*Checkpoint in Batélé – axis between Ndélé and the Chadian border
Photograph taken by the Panel on 26 September 2015*



Annex 4.12: FPRC armed elements in Kaga-Bandoro-Mbrès and Ndélé areas

Photographs taken by the Panel in Azène, between Mbrès and Kaga-Bandoro, on 22 August 2015



Photographs taken by the Panel in Bangbali, between Ndélé and the Chadian border, on 25 September 2015



*Photographs taken by the Panel in Akkroussoulbak (alias Akroussoulback),
between Ndélé and the Chadian border, on 26 September 2015*



Annex 4.13: Movements of armed men observed by the Panel in Kaga-Bandoro-Mbrès area on 22 and 23 August 2015 and Ndélé area from 24 September to 5 October 2015

*Photographs taken by the Panel in Azène,
Kaga-Bandoro and Mbrès area, 22 August 2015*



*Photograph taken by the Panel in Tiri, between Ndélé and the Chadian border,
on 25 September 2015*



*Photograph taken by the Panel near Zobossinda, between Ndélé and the Chadian border,
on 26 September 2015*



Photographs taken by the Panel near Zobossinda, between Ndélé and the Chadian border, on 26 September 2015



Annex 4.14: Armed elements on motorcycles carrying one AKM assault rifle and one Vector R4 type assault rifle

Photograph taken by the Panel near Zobossinda, between Ndélé and the Chadian border, on 26 September 2015



Annex 4.15: FPRC mining brigade receipt issued of payment for an artisanal mining certificate

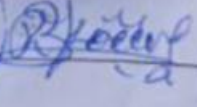
Photograph taken by the Panel in Léména on 26 September 2015

FRONT POPULAIRE POUR LA RENAISSANCE DE CENTRAFRIQUE REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
UNITE - DIGNITE -

PRESIDENCE TRESORERIE GENERALE

DEVISE

QUITTANCE N° 31 N° 0000267

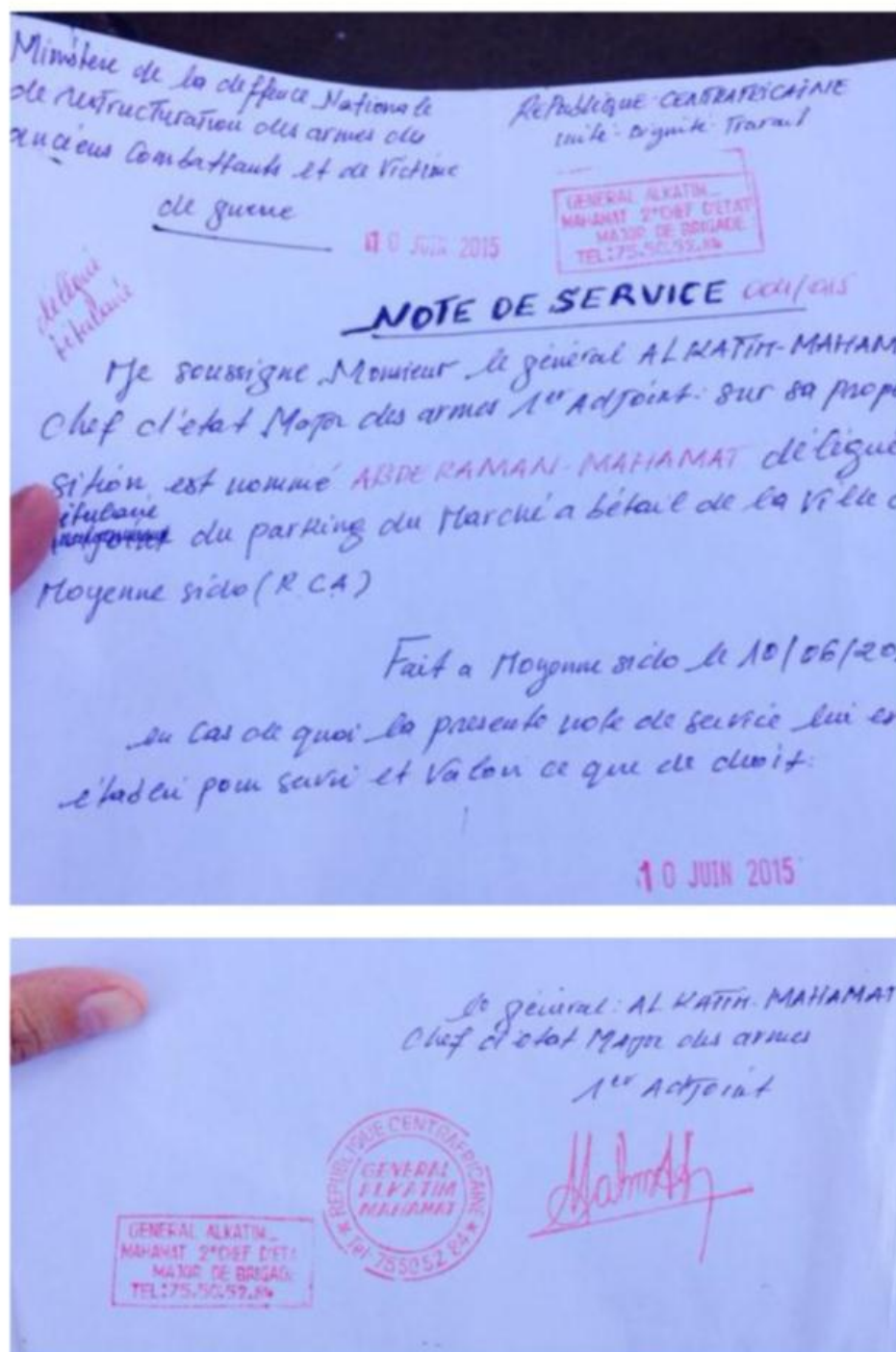
TRESORIER	DATE	RECU DE	DESTINATION DES PRODUITS	N° DE COMPTE DE REFERENCE	MONTANT (EN CHIFFRES)
KABILA Rakiss	25/09/15	M. NAHA- MAT Rakiss	—	—	15,000F
CACHET DU TRESORIER	MODE DE PAIEMENT (ESPECE, CHEQUE, AUTRES)				
	MONTANT EN LETTRES				
	Quinze mille francs				
					

Annex 4.16: Taxation of cattle trade by FPRC in Kaga-Bandoro

The photograph was taken by the Panel in Kaga-Bandoro on 23 August 2015 while Adam Moussa, FPRC adviser to the zone commander, was collecting money from the truck transporting cattle



Annex 4.17: *Laissez-passer* for representatives of cattle herders appointed by Al Khatim in Moyen Sido on 10 June 2015.



Source: Document photographed by the Panel while shown by Al Khatim in Moyen Sido on 1 July 2015

Annex 4.18: Former Séléka elements with AK-type assault rifles, grenade launcher and rocket-propelled grenade (RPG) round and launcher

*Photographs taken by the Panel in Kaga-Bandoro-Mbrès area on 22 and 23 August 2015
and Ndélé area from 24 September to 5 October 2015*



Some armed elements of the former Séléka wear full military attire, including the FACA insign and red beret



Annex 4.19: Anti-balaka commander Kouazingo and MPC zone commander of Mbrès, Oumar

*The Panel observed that two zone commanders are well acquainted
Photograph taken by the Panel in Mbrès area, 22 August 2015*



Annex 4.20: Former school's latrine in Ndenga where the dead body of a man killed on 12 August 2015 by an anti-balaka group from Mbrès was buried

Photographs taken by the Panel in Ndenga on 19 August 2015



Annex 4.21: Houses destroyed in Bépikassé

Photographs taken by the Panel on 22 June 2015



Annex 4.22: Police Commissioner of the Chadian *Direction de la Surveillance du Territoire* (internal security) Madjiadenngar N'Gamjadjibe at the border post of Békoninga

Photograph taken by the Panel on 22 June 2015



Official stamp with his signature on an official correspondence



Source: Obtained by the Panel from a confidential source

Annex 4.23: Letter from Chadian *Chef d'Antenne* in Békoninga to the Chief of village of Bembéré in the CAR threatening that next time "there will be no mercy"

BÉKONINGA Le 04-05.015

A

Honorable chef du village Bembéré.

Avant tout je vous salue beaucoup.
 Je vous écris en quelques lignes pour vous
 tenir informé que nous ne dormons pas,
 et ce n'est pas une menace mais se dans
 votre intérêt que je vous tiens à jour.
 Je vous demande encore de bien préciser
 les complices qui st a kaba et a soh et
 nous donner leur nom au complet.
 Nous savons beaucoup des choses dans
 vos villages donc faite beaucoup,
 attention.

Vous avez intérêt d'arrêter les voleurs
 de nos bœufs et nous livrés dans bonne
 collaboration et bonne voisinage.
 et je tiens a vous dire à l'idée de venir
 attaquer le Tchad sa vous arrange pas.
 et nous sommes informez nuit comme
 jour.

si nous serions encore victime de vol
 nos bœufs vous etes responsable et
 cette fois ci il y aura pas de pardon.

le chef d'ANTENNE
 BÉKONINGA

Annex 4.24: Remnants of a rocket-propelled grenade found in the village of Bembéré on 3 May 2015

Photographs taken by MINUSCA



Source: Confidential report dated 4 May 2015 obtained by the Panel

Annex 4.25: Remnants of a rocket-propelled grenade found in the village of Markounda by MINUSCA on 6 April 2015

Photograph taken by the Panel in Bossangoa on 27 April 2015



Annex 4.26: Pullover with the insigne of the *Armée Nationale Tchadienne* (ANT)

Photograph taken by the Panel in Markounda on 11 April 2015



Annex 4.27: Houses burnt and destructions in Dokabi

Photographs taken by the Panel in Dokabi on 11 April 2015





Annex 4.28: Message from the Minister of Security and Territorial administration in N'Djamena to all regional governors dated 19 May 2015

REPUBLIQUE DU TCHAD

 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

 PRIMATURE

 MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE
 ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

 COMMISSION NATIONALE D'ACCUEIL, DE REINSERTION
 DES REFUGIES ET DES RAPATRIES

 SECRETARIAT PERMANENT

 N° _____/PR/PM/MATSP/CNARR/SP/2015

UNITE - TRAVAIL - PROGRES

19 MAI 2015



MESSAGE OFFICIEL RADIO/ URGENT

FROM: MATSP/P.CNARR.....N'DJAMENA

TO : Gouverneurs Régions Moyen-Chari/Logone Oriental/Logone Occidental.....Sahr-Doba-Moundou
 Gouverneur Région Salamat.....Am-Timan

INFO : SGP (à titre de CR).....N'Djamena
 PM (à titre d'info).....N'Djamena
 MAEIA.....N'Djamena
 Préfets /Départements/Grande-Sido-Nya-Pendé.....Maro-Goré
 DGN.....N'Djamena
 Bureaux/CNARR.....N'Djamena-Goré-Mar-Haraze
 HCR.....N'Djamena/Sud
 OIM.....N'Djamena
 PNUD.....N'Djamena
 OCHA.....N'Djamena

N° _____/PR/PM/MATSP/CNARR/SP/2015 DU 18/05/2015 STOP HVI STOP SUITE AUX DIFFICULTES AUXQUELLES SONT CONFRONTEES AGENCES NATIONS UNIES AU SUDTCHAD STOP EU EGARD APPLICATION STRICTE DECISION FERMETURE FRONTIERE STOP TCHAD-RCA STOP PAR PRESENTE TO STOP GOUVERNEMENT CONFIRME FERMETURE FRONTIERE TCHAD-CENTRAFRIQUE STOP PAR CONTRE STOP AUCUNE INSTRUCTION N'A ETE DONNEE POUR TIRER SYSTEMATIQUEMENT STOP SUR TOUS CEUX QUI APPROCHENT FRONTIERE STOP VD STOP PRENDRE TOUTES DISPOSITIONS NECESSAIRES STOP EN VUE STOP APPLICATION ET RESPECT INSTRUCTION DONNEES STOP ET NOUS RENDRE COMPTE STOP ET FIN I.

Le Ministre de l'Administration du Territoire
 et de la Sécurité Publique


 ABDERAHIM BIREME HAMID

Source: Obtained by the Panel from a confidential source on 25 May 2015

Annex 4.29: List of victims recorded by National Red Cross in Moyen Sido in June 2015*List of CAR nationals killed in June 2015*

Recensement de la population centrafricaine qui ont perdu leur vie en traversant la frontière. Quartier

N°	NOM	Prénom	Sexe	Age	Quartier
1	NABRADINE	BRAHIM	M	14 ans	Sido I
2	ALIMA	SALE	F	17 ans	Sido I
3	MAGBAYE	GASTON	M	35 ans	Sido I
4 -	Voi'Guidi	CELESTIN	M	28 ans	KRAMATA I
5 -	DEBY	FABIEN	M	27 ans	KRAMATA I
6 -	MOUSSA	BERAGE	M	31 ans	KOUTSABA
7 -	MARIAM	HAMADOU	F	45 ans	deplacée
8 -	ACHETOU	YAOU	F	26 ans	deplacée
9 -	NAFISSA	HAMADOU	F	18 ans	deplacée
10 -	SALEH	KOUTSSOUTHI	F	1 ans	deplacée
11 -	AOUNIRA	EVARICE	M	19 ans	Sido I

List of CAR nationals detained in Chad in June 2015

Recensement de la Population Centrafricaine qui sont
devenus au Tchad.

N°	Nom	Prénom	Sexe	Âge	Provenance
1-	ADJIM	OUHAR	M	35 ans	Moyenne-niolo
2-	BISSAÏO	PAUL	M	45 ans	Sido RCA
3-	BISSAÏO	RODRIGUE	M	26 ans	Sido RCA
4-	ZIZERIENE	DAMBETI	F	30 ans	Sido RCA
5-	DJIMAGRA	SALEMON	M	30 ans	Kellé-sido RCA
6-	MOUSSALA	MATHURIA	M	40 ans	KABO RCA
7-	MALA	SIMACO	M	30 ans	Sido RCA
8-	MALA	GABIN	M	27 ans	Sido RCA
9-	YAMIDI	PROSPERE	M	29 ans	Sido RCA
10-	NAMDESSON	MEDARD	M	30 ans	Sido RCA
11-	SADA	MERCI	M	31 ans	Sido RCA
12-	MAYAN	PHILEMENE	F	36 ans	Sido RCA
13-	NGOUMBELE	DEBIRE	M	34 ans	Sido RCA

List of CAR nationals robbed in June 2015

Recensement de la Population centrafricaine avec qui les Fatah armés tchadiens les ont arrachés les bagages et Argent.

N°	NOM	Prénom	Sexe	Age	Provenance
1.	ZAMBA	Lydie	F	45 ans	Sido RCA
2.	NGOFIO	PHILOMENE	F	38 ans	Sido RCA
3.	NGAKIO	PAULINE	M	25 ans	Sido RCA
4.	BENAYA	ALINE	F	35 ans	Sido RCA
5.	PARAGO	TOUSSAINE	M	25 ans	Sido RCA
6.	SIRIGA	PATRICE	M	33 ans	Sido BOUCA
7.	MAZE	ELYSEE	M	40 ans	Sido RCA
8.	TOUADERE	DIMANCHE	M	25 ans	Sido RCA
9.	NIATOIALLA	FREDERIC	M	35 ans	Sido RCA
10.	NAMDESSON	ALPHONCINE	F	25 ans	Sido RCA
11.	TARAGUIDI	ADEL	F	25 ans	Sido RCA
12.	PISSEI	ROGER	M	43 ans	Sido RCA
13.	MAMDOU	ARCILA	M	25 ans	Sido RCA
14.	MOYO	ALPHONSE	M	25 ans	Sido RCA
15.	TECNA	CLAVIERE	M	22 ans	Sido RCA
16.	BABA	GERMAINE	F	26 ans	Sido RCA
17.	ADJALIL	ATAHIR	M	17 ans	{Déplacé?}
18.	IRADINE	SALEM	M	17 ans	{Sido RCA}

Source: Obtained by the Panel from a confidential source on 1 July 2015

Annex 4.30: Extract of Local Red Cross registry in Moyen Sido of civilians killed while trying to cross the Chadian-CAR border from May 2014 to May 2015

Sido le 29/10/2014
 Le procès-verbal de la mort Monsieur
 IBKOUA BERNANZE.
 Age de : 27
 Provenance : Moyenne Sido
 Cause : tué par les TEHADIENS.
 Il a reçu un coup de balles vers
 derrière, et la balle était sortie
 au niveau de la poitrine droite.
 C'est père de 9 enfant 1 de 2x M et 1
 de 2x Femmin. La seconde femme est
 en Seinte de 6 mois.
 Une distance de 15 KM
 Membres des personnes assistées.
 femme : 39
 Homme : 46 82
 TOTAL : 121

Vendredi le 19/09/2014
 Le proc^{ès} Verbal de la mort de Monsieur
 MASTOURBANA GASTON - Age de 36 ans
 Provenance : Moyenne Sido
 Cause : tué et ligoté par les TEHADIENS.

Source: Obtained by the Panel from a confidential source on 1 July 2015.

Annex 5: Western region – border with Cameroon

Map



Annex 5.1: Case study on the *Front Démocratique du Peuple Centrafricain* (FDPC)

1. Martin Koumtamadji (alias Abdoulaye Miskine),¹³⁸ originally from Moyen Chari, Chad, and leading auxiliary forces loyal to former president Ange Félix Patassé, created the FDPC in 2005 in Kabo (Ouham province) in opposition to Bozizé's government. The FDPC shortly associated with the former Séléka, but forces clashed along the Cameroonian border near Gbiti (Mambéré Kadeï) in April 2013, and moved north to Nana Mambéré province. On 16 September 2013 the police in Bertoua in the east of Cameroon arrested Koumtamadji and transferred him to Yaoundé, where he was detained without being charged.
2. On 27 November 2014, Cameroonian authorities released Koumtamadji from custody in exchange for FDPC's liberation of a Polish priest and twenty-six other hostages (including fifteen Cameroonians). He was subsequently flown to Brazzaville on the presidential plane of Denis Sassou Nguesso, who as mediator of the Economic Community of Central African States (ECCAS) in the CAR crisis facilitated the exchange. Koumtamadji remains in Brazzaville, in liberty.
3. From Brazzaville, Koumtamadji has attempted, in vain, to engage in political negotiations with transitional authorities in Bangui. The FDPC participated in pre Bangui Forum discussions with the government,¹³⁹ but did not take part in the actual Forum and did not sign the resulting DDRR agreement.¹⁴⁰ FDPC representatives stated to the Panel that transitional authorities had not officially invited the group to the Forum.¹⁴¹ In a press communiqué dated 11 May 2015 Koumtamadji announced to no

¹³⁸ Photographs of Koumtamadji prior to, during and after his detention in Cameroon in 2013 and 2014 are contained in **annex 5.1.1**.

¹³⁹ Discussions were led by Marcel Bagaza, FDPC political representative in Bangui, who was dismissed by Koumtamadji on 16 July 2015.

¹⁴⁰ On the DDRR agreement (*Démobilisation, Désarmement, Réintégration et Rapatriement*), see page 6 of the Panel's update on 19 May 2015. MINUSCA reported that "as a follow up on the signing of the Bangui forum DDRR agreement on 10 May, MINUSCA had facilitated the signing by the Front Démocratique pour le Progres de la Centrafrique", which "had not initially signed due to logistical problems"; Confidential source, 12 May 2015.

¹⁴¹ Meeting with FDPC representatives, Yaoundé, 7 and 8 July 2015; see a similar statement in a letter in **annex 5.1.2**.

longer recognize the legitimacy of the transitional Head of State of the CAR.¹⁴²

Organisation and military strength

4. The Panel's interviews with FDPC representatives and analysis of documents, commander notebooks and other items retrieved by MINUSCA on 21 July from FDPCs base camp near Zoukombo, provide insight into the group's command structure, military strength, and operations.
5. Koumtamadji is and has during his detention in Yaoundé and stay in Brazzaville remained in full command and control of FDPC troops on the ground in the CAR, communicating via satellite phone.¹⁴³ A Thuraya simcard was recovered from FDPC's base camp, and commander notebooks indicated decisions and actions taken by the "General" or "Boss",¹⁴⁴ referring to Koumtamadji, including the transfer of money.¹⁴⁵ Koumtamadji's business cards were also retrieved from the camp.¹⁴⁶
6. According to commander notes, the FDPC counts 92 men in possession of 38 conventional weapons.¹⁴⁷ Apart from G9 – potentially G3-type assault rifles – the profile of the FDPC arms is consistent with the arms seized from other armed elements in the CAR. Considering the size of the FDPC¹⁴⁸, and the number

¹⁴² See copy of the press communiqué in **annex 5.1.3**.

¹⁴³ Meeting FDPC representatives, Yaoundé, 7 July 2015

¹⁴⁴ Copies of commanders' notes and Thuraya simcard are archived at UN/DPA/SCSOB.

¹⁴⁵ See commander's note in **annex 5.1.4**.

¹⁴⁶ See photograph of business cards in **annex 5.1.5**.

¹⁴⁷ Notebook with a list combatants retrieved by MINUSCA, archived at UN/DPA/SCSOB; see notebook with a list of weapons retrieved by MINUSCA in **annex 5.1.6**; archived at UN/DPA/SCSOB. The following weapons and ammunition in possession of FDPC are listed in the hand-over report: 27 AK-47, four RPG launchers, 12 RPG rounds, three PM, one DKM, one FAL, one pistol, one RPK, 207 G9 rounds of ammunition. Other FDPC internal documents refer to one PKM with 500 rounds of ammunition, 60 rounds of ammunition for PM, one MAS 36 with four rounds of ammunition, 20 rounds of ammunition of FAL, 17 G9 with seven boxes of ammunition, 106 rounds of ammunition for Galil, 1,234 rounds of ammunition for AK-47, two grenades, one artisanal weapon, 28 rounds of hunting ammunition and one machine gun.

¹⁴⁸ The complete list of soldiers included in FDPC notebooks retrieved by MINUSCA is archived at UN/DPA/SCSOB.

of arms and ammunition the group possesses, the FDPC is the best equipped armed group operating in western CAR.

7. FDPC leadership on the ground is shared between three persons. Edouard Bossian signed mission orders as chief of staff from May 2014 onwards, including for taking the hostages that were released in November 2014.¹⁴⁹ He was baptized in Nigeria but of Central African nationality, and a former Deacon of the Catholic Church in Berbérati.¹⁵⁰ He was replaced as chief of staff on 4 January 2015 most likely by either Francois Bernard Kemrangar who is also referred to as chief of staff in commander notes, or Leonard Kormadji.¹⁵¹ Kemrangar is listed as contact point on school identity cards of Chadian soldiers – all adults – suggesting a role in recruitment.¹⁵² On 16 March 2015, Kemrangar was in Yaoundé from where he transferred a sum of USD 1,000 to Brazzaville¹⁵³ and then returned on 18 March 2015 to the camp near Zoukombo. Kormadji was in charge of the mission on 12 October 2014 during which the Polish priest from Baboua was taken hostage.¹⁵⁴
8. In Yaoundé, Lucien Assalbaye, of Chadian nationality but with permanent residence status in Norway,¹⁵⁵ acts as liaison officer for the FDPC in Cameroon. While characterizing himself as a mediator¹⁵⁶ – he facilitated contact between MINUSCA and the FDPC military leaders during the hostage crisis in November 2015¹⁵⁷ – commander notes show a more operational capacity.¹⁵⁸

¹⁴⁹ See FDPC *ordre de mission* in **annex 5.1.7**; archived at UN/DPA/SCSOB.

¹⁵⁰ See Bossian's Church ID card and Central African ID card in **annex 5.1.8**; archived at UN/DPA/SCSOB.

¹⁵¹ Meeting with FDPC representatives in Yaoundé, 7 July 2015.

¹⁵² See one sample of Chadian school ID card in **annex 5.1.9**; copies of all ID documents recovered at the FDPC camp are archived at UN/DPA/SCSOB.

¹⁵³ See money transfer receipt in **annex 5.2.0**; archived at UN/DPA/SCSOB.

¹⁵⁴ See FDPC *ordre de mission* in **annex 5.2.1**; archived at UN/DPA/SCSOB. On 19 July 2015, in the village of Boré located on the main supply road 25 kilometres east from Baboua, the *sous-préfet* and the mayor of the *sous-préfecture* of Baboua (Nana-Mambéré) were abducted by armed elements, reportedly belonging to the FDPC; telephone conversation with a MINUSCA staff in Bouar, 20 July 2015.

¹⁵⁵ See Lucien Assalbaye's ID card in **annex 5.2.2**.

¹⁵⁶ Meeting with Lucien Assalbaye, Yaoundé, 7 July 2015.

¹⁵⁷ See photograph of Lucien Assalbaye with MINUSCA peacekeepers in the CAR in November 2014 in **annex 5.2.3**.

¹⁵⁸ For example, Assalbaye has ordered a transfer of three weapons from the base camp to Cameroon; see Commander's note in **annex 5.2.4**.

Human rights violations and financing

9. Between 1 January 2015 and 30 September 2015, FDPC elements committed a large number (95) of criminal incidents resulting in the death of 39 civilians.¹⁵⁹ Incidents included attacks against vehicles on the main supply route connecting Bangui to Cameroon, attacks against Peuhl herdsmen and isolated villages, targeting of civilians, ransoming local population and nomads, stealing cattle and lootings goods. Incidents also included ten (10) instances where MINUSCA peacekeepers were attacked and one attack against trucks of the World Food Program escorted by MINUSCA peacekeepers.¹⁶⁰
10. On 19 March 2015, the FDPC again took Cameroonian citizens hostage. The hostages included 16 people from the town of Lagdo in northern Cameroon, who were ambushed near the border town of Garoua-Boulai while travelling on a bus from Bertoua, and two local bystanders. On 17 May 2015, two Cameroonian hostages escaped with the help of a member of the FDPC, Patrice Bissi, in return for a promised sum of money.¹⁶¹ Patrice Bissi's name is on a list of FDPC combatants, retrieved by MINUSCA from FDPCs base camp.¹⁶² The 16 hostages from Lagdo remain in captivity.¹⁶³
11. In the press Martin Koumtamadji denied that FDPC was responsible for the hostage taking on 19 March 2015.¹⁶⁴ FDPC representatives in Cameroon shared with the Panel a press communication signed by an FDPC Colonel, claiming his forces captured two armed men from Cameroon who supposedly

¹⁵⁹ Panel of Experts database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ After their escape the two Cameroonian hostages stated to MINUSCA that that 16 Cameroonians remained in captivity; meetings with MINUSCA civilian staff in Bouar, 18 and 19 May 2015.

¹⁶² An extract of the list of FDPC combatants including Patrice Bissi is in **annex 5.2.5**.

¹⁶³ "Est: Le maire de Lagdo toujours otage de ses ravisseurs (gouverneur)", 23 September 2015, see <http://www.journalducameroun.com/article.php?aid=21595>, accessed on 25 October 2015; confidential military report, 2 May 2015.

¹⁶⁴ "Cameroun / RCA (Interview Exclusive) - Le Général Abdoulaye Miskine: «Les ravisseurs du maire de Lagdo sont des camerounais du Grand Nord et non des centrafricains", Cameroon Infonet, see http://www.cameroon-info.net/stories/0_67314_@cameroun-rca-interview-exclusive-nbsp-le-general-abdoulaye-miskine-laquo-les-rav.html, accessed on 25 October 2015.

admitted to have taken hostages to demand the release of their leader, Aboubacar, detained in Cameroon.¹⁶⁵ The name of the Colonel is not on the above mentioned list of FDPC elements, and the Panel could not confirm the detention of a militia leader called Aboubacar in Cameroon.

12. FDPC goes at length to disassociate itself from the latest hostage taking, considering likely political fall-out. The real motive is most probably economic. Cameroonian press articles, and confidential military reports have made reference to ransom demands.¹⁶⁶
13. Economic motives also drive most of FDPC's day-to-day military operations. Commander notes and Panel interviews with victims make frequent reference to confiscated cattle, currency and gold.¹⁶⁷ The abduction and intimidation of civilians and local authorities are part and parcel of FDPC's efforts to raise funds. For example, in Koundé, the Panel interviewed a resident who was abducted on 16 June 2015 and subsequently released after his family paid a ransom of USD 1,600. On 10 June 2015, FDPC elements also burned a car belonging to a merchant from Koundé after he was unable to pay a sum of USD 3,300 requested by the same fighters several days earlier.¹⁶⁸ FDPC fighters frequently ransack a gold mining area near Koundé.¹⁶⁹ In a letter to the mayor of Besson, the FDPC Secretary-General demanded USD 8,300 to be paid on the same day.¹⁷⁰ FDPC cash entries, presumably from looting and extortion, amounted to USD 13,000 for the months of April and May 2015.¹⁷¹

¹⁶⁵ Press communication in **annex 5.2.6**.

¹⁶⁶ Le Jour, "Rapt du maire de Lagdo: le gouvernement ne veut pas payer la rançon", accessed on 21 July 2015 at <http://www.camer.be/42774/11:1/cameroun-rapt-du-maire-de-lagdo-le-gouvernement-ne-veut-pas-payer-la-rancon-cameroon.html>; confidential military report, 2 May 2015.

¹⁶⁷ See Commander's notes in **annex 5.2.7**.

¹⁶⁸ See photograph of the burnt vehicle in **annex 5.2.8**.

¹⁶⁹ Meetings with villagers and artisanal miners, Koundé, 19 June 2015.

¹⁷⁰ See the letter in **annex 5.2.9**.

¹⁷¹ FDPC account book, archived at UN/DPA/SCSOB.

5.1.1: Photographs of Martin Koumtamadji

Photograph posted on 25 July 2015 in Brazzaville¹⁷²



Photograph posted on 11 December 2014 in Brazzaville¹⁷³



¹⁷² Accessed on 26 October 2015 at http://www.alwihdainfo.com/RCA-Je-n-ai-pas-peur--l-entretien-exclusif-avec-le-chef-rebelle-Abdoulaye-Miskine_a20938.html

¹⁷³ Accessed on 26 October 2015 at http://www.alwihdainfo.com/Centrafrique-Interview-du-General-Abdoulaye-Miskine-chef-du-FDPC_a13898.html

Photograph posted on 2 July 2014, while in detention in Cameroon¹⁷⁴



Photograph reportedly taken in March 2013¹⁷⁵



¹⁷⁴ Accessed on 26 October 2015 at <https://www.facebook.com/pages/G%C3%A9n%C3%A9ral-Abdoulaye-Miskine/164727260257773>

¹⁷⁵ Accessed on 26 October 2015 at <http://www.journaldebangui.com/article.php?aid=530>

Annex 5.1.2: FDPC vice president's letter to Congolese interior minister stating that Central African authorities did not approach the group in relation to the Bangui forum

FRONT DEMOCRATIQUE DU PEUPLE CENTRAFRICAIN (FDPC)

A

Son Excellence Monsieur le Ministre de
L'Intérieur de la **République du Congo**

Objet : Audience à propos du Forum de **Bangui** du 04 au 12 Mai 2015

Excellence,

En Novembre 2014 en sa qualité de Médiateur International pour la crise en **République Centrafricaine**, le **Président Denis SASSOU N'GUESSO** a dépêché une importante délégation auprès de son homologue camerounais le **Président Paul BIYA** qui a permis la libération du Prêtre Polonais ainsi que celui du **Président** de notre mouvement (FDPC) à savoir le **Général de Division Abdoulaye Miskine** détenu illégalement et abusivement au **Cameroun** pendant 14 mois et 02 semaines.

Et le 27 Novembre de la même année, le **Général** est conduit ici à **Brazzaville**. Pour les démarches entreprises concernant la libération du **Général** et notre prise en charge ici au **Congo**, nous voulons à travers cette audience remercier son Excellence le **Président Denis SASSOU N'GUESSO**, les autorités de ce très beau pays ainsi que ce magnifique peuple congolais pour leur légendaire hospitalité qui n'est plus à démontrer.

Aussi Excellence Monsieur le Ministre, le Forum de **Bangui**, un rendez-vous capital durant lequel les centrafricaines et centrafricains de tout bord doivent se réunir pour s'entendre sur l'avenir de leur pays se tiendront du 04 au 12 Mai 2015.

Mouvement Politico-militaire, le **Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC)** est appelé à prendre part à ces assises afin d'apporter sa contribution quant à la recherche collective des solutions aux problèmes qui sont causes de la désintégration de notre pays.

Cependant, nous constatons avec beaucoup de regret que ni les autorités de transition en **Centrafrique** ni ceux de notre pays d'accueil ne nous ont pas approchés pour la circonstance et pourtant les autres entités sont à la page.

C'est pour cette raison que nous voulons vous rencontrer afin de comprendre précisément l'origine du blocage et se faire une idée sur la place du **FDPC** dans ce meeting qui s'annonce.

Fait à **Brazzaville** 23 Avril 2015

Le Vice-président du **FDPC**



Ferdinand Mbokoto-Madji
Ferdinand MBOKOTO-MADJI

Annex 5.1.3: FDPC press communiqué on the Bangui forum¹⁷⁶**COMMUNIQUE DE PRESSE N°03/FDPC/11/05/2015****FRONT DEMOCRATIQUE DU PEUPLE CENTRAFRICAIN (FDPC)**

Le **Front Démocratique du Peuple Centrafricain** (FDPC) vient par la présente marquer son indignation et sa désapprobation face au déroulement des travaux du Forum de **Bangui** tenu courant Mai 2015. Toute attitude qui ne milite guère pour un retour rapide, calme et favorable à la quiétude à la concorde et à l'unité nationale car dénué de tout caractère inclusif.

En effet, depuis le début du chaos en **République Centrafricaine** (Mars 2013), le FDPC a toujours pratiqué la politique de la « main tendue » pour le retour sans condition de la **PAIX** sur toute l'étendue du territoire. Malgré notre bonne volonté manifeste et notre ambition de voir le pays pacifié dans son entièreté, les dirigeants actuels de la transition nous ont toujours servi une fin de non-recevoir. Nous en voulons pour preuve, la multitude des correspondances envoyées au **Médiateur International** pour la crise centrafricaine le **Président de la République du Congo son Excellence Denis SASSOU N'GUESSO** ainsi qu'à la **Présidente de Transition** et dont les objets ont toujours indiqué notre position qui est celle de la promotion de la **PAIX** et le retour à l'ordre constitutionnel. Hélas, ces correspondances sont quasiment et toujours restées sans réponse de leur part.

Ce silence complice de la Très Haute Institution du pays, de nature à mettre en hibernation tout projet et concept sur la **PAIX**, nous pousse à croire qu'il s'agit là d'une attitude consciente et souhaitée ; et dont le principal but inavoué est basé sur les calculs électoraux à venir. Bien plus, la désinvolture avec laquelle certains ministres et hauts dignitaires gèrent les questions publiques est criarde.

Car comment comprendre que pour la tenue et l'organisation d'un tel Forum, hautement stratégique pour la **Centrafrique** et les Centrafricains, que le **Conseil National de Transition**, les acteurs emblématiques, les mouvements politico – militaires combattantes et non combattantes en soient à la fois ignorés et minorés par la **Présidente de Transition** ? Ceci témoigne comme nous l'avons relevé précédemment, qu'il s'agit à la fois d'un jeu de positionnement politique des uns à la solde du système ou des soient disant « potentiels candidats » et d'une épuration systémique des autres artisans de la démocratie.

Ce jeu, s'il fait les affaires de certaines personnes tapies dans l'environnement de **Madame la Présidente de Transition**, est loin de ramener une **PAIX** future aux Centrafricains. Car il s'agit là d'une POLITIQUE DISCRIMINATOIRE pratiquée par le système politique actuel. Or la crise politico-sociale qui traverse le pays actuellement ne nous permet pas de construire notre avenir politique sur la discrimination. Ceci est une autre porte ouverte à l'impasse.

¹⁷⁶ Accessed on 5 November 2015 at <http://centrafrique-presse.over-blog.com/2015/05/communique-de-presse-n-03-fdpc-11-05-2015.html>

Toute attitude et lassitude d'une classe politique que le **FDPC** déplore pour la simple raison qu'il s'agit là des germes prémonitoires d'une future crise qui peut s'avérer plus cruelles que les précédentes.

Comment allez-vous expliquer aux Centrafricains que c'est exclusivement un tel qui a le monopole de la gestion de sortie de crise ?

Comment allez-vous expliquer aux Centrafricains que pour une pacifique et réussie transition, il faut exclure voire écarter certaines tendances ?

Comment allez-vous expliquer aux Centrafricains que vous les prenez en considération alors que jour après jour, leur quotidien est fait de pleurs, de viols, de famine, de discrimination, de deuils, de rapt, d'emprisonnements illégitimes, d'appauvrissement croissant et de tribalisations exaspérées ?

Comment allez-vous expliquer aux Centrafricains que la transition a réussi alors que rien n'a évolué, surtout dans le domaine politico-économique- social du pays à cause de l'hypocrisie manifeste et de la mauvaise gestion des fonds alloués au pays ?

Convaincu que la **République Centrafricaine** a besoin, pour le redécollage de tous ses secteurs d'activités d'une révolution idéologique, le **Front Démocratique du Peuple Centrafricain** réaffirme son engagement de voir éclore une nouvelle classe politique dont le leitmotiv sera basé uniquement et exclusivement sur la modernisation inconditionnelle et la promotion irréversible de la **PAIX en RCA**.

A ce titre ; le **FDPC** décide :

1. Ne pas reconnaître les résolutions du dernier Forum de **Bangui** car présentant des caractères de non inclusion ;
- 2.
3. Ne plus reconnaître la légitimité de la **Présidente de Transition** et de son gouvernement transitoire dans l'état actuel de sa gestion ;
- 4.
5. Soutenir la reconfiguration du **Conseil National de Transition** pour le rendre plus représentatif à l'échelle nationale ;

Toutefois, nous mettons en garde les autorités actuelles Centrafricaines sur les risques sécuritaires que peuvent entraîner leurs calculs électoraux et leurs jeux d'intérêts égoïstes après ce forum de **Bangui** de Mai 2015. Le peuple sera seul juge au temps convenable.

Fait à **Brazzaville**, le 11 mai 2015

Le Président du FDPC

Le Général de Division

Martin KOUMTA MADJI (Abdoulaye MISKINE)

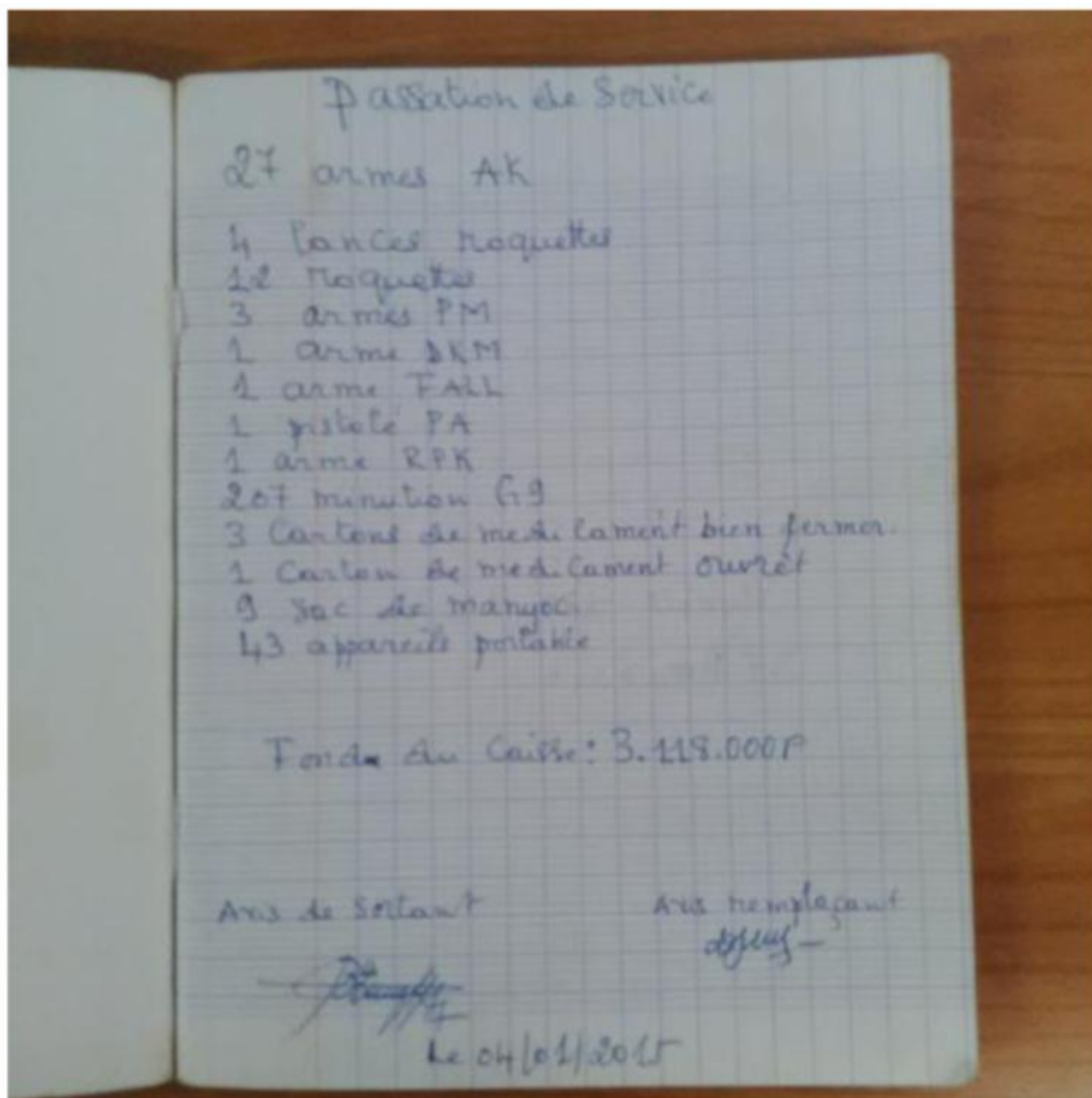
Annex 5.1.4: Commander's note dated 3 March 2014 referring to the "General" who will send money, retrieved by MINUSCA at FDPC base camp on 21 June 2015

- Date du 03-03-2014 à 8h45 mn
Le Capitaine MATE aurait nous dit
à la réunion que le général lui a
désigné avec ZACHO de garder bien
les enfants, et le général va leur
envoyer de l'argent pour leur vivre.

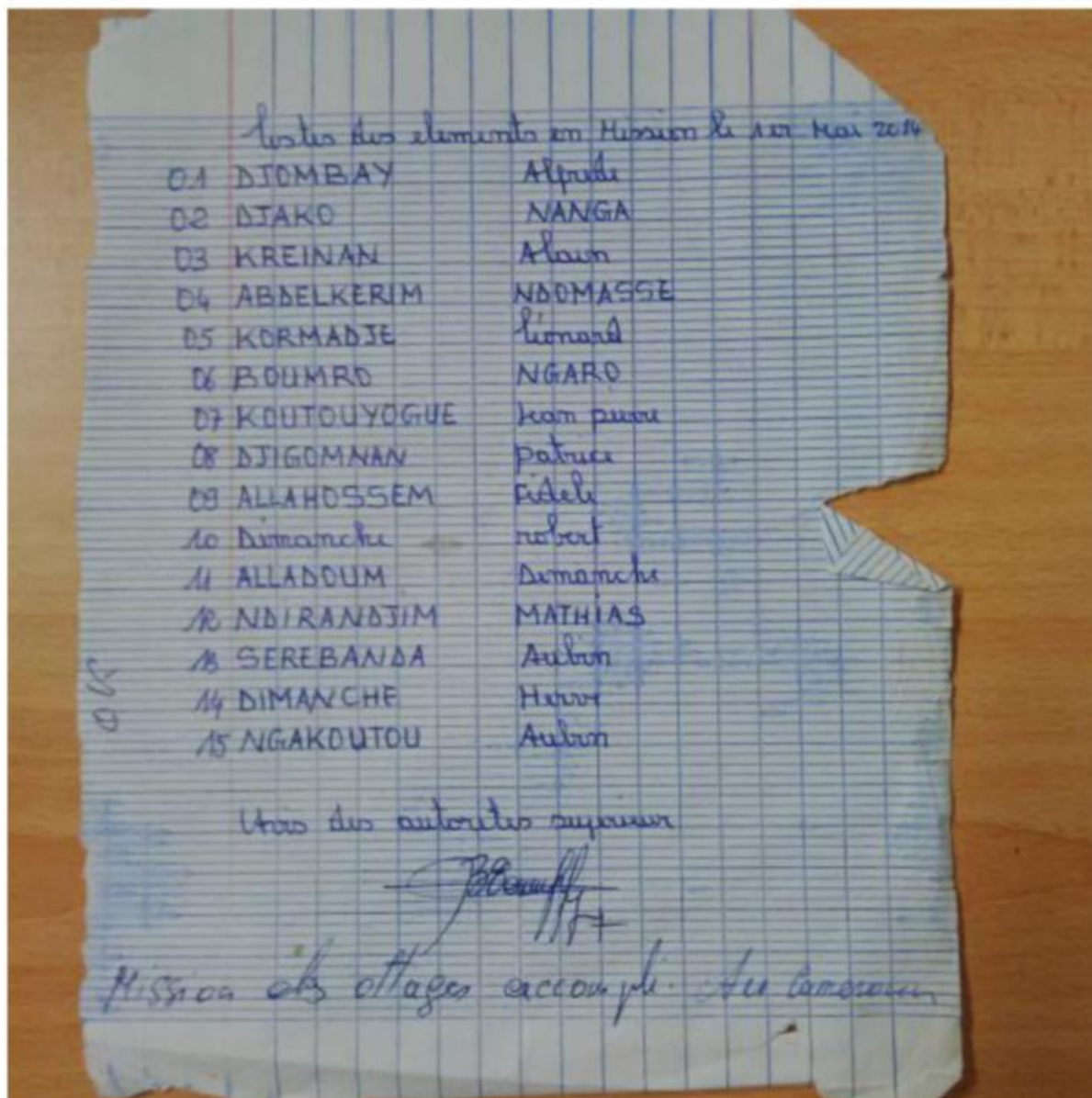
Annex 5.1.5: Koumtamadji's business cards retrieved by MINUSCA from FDPC base camp near Zoukombo, CAR, on 21 June 2015



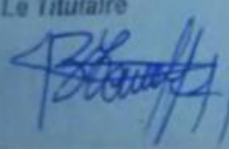
Annex 5.1.6: Hand-over report referring to weapons transferred to the newly appointed Chief of staff on 4 January 2015, retrieved by MINUSCA at FDPC base camp on 21 June 2015.

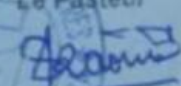


Annex 5.1.7: *Ordre de mission* signed by Edouard Bossian referring to hostages taken in Cameroon, retrieved by MINUSCA at FDPC base camp on 21 June 2015



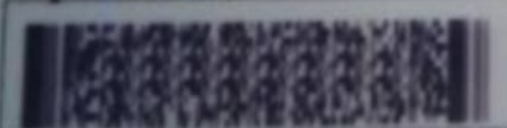
Annex 5.1.8: Church ID card and Central African ID card of Edouard Bossian, retrieved by MINUSCA at FDPC base camp on 21 June 2015

Nom : **B.O.S.S.I.A.N**
 Prénoms : **Edouard**
 Nationalité : Centrafricaine
 Né le : **19 Juillet 1964 à Bouar**
 Date et lieu de baptême : **27/12/1987 (Nigeria)**
 Consacré le : **29 Avril 2012**
EST DIACRE, DIACONESSE
 Eglise Evangélique des Frères de : **BABANANI**
 Berberati
 Délivrée le : **2/05/012** à Berberati
 Le Titulaire



 Délivrée à Berberati, le **2/05/012**
 Le Pasteur

 Pasteur
Antoine SACKO
E.E.F. BABA-NANI DTI

Nom : **BOSSLAN**
 Prénom : **Edouard**
 No. CNI : **10772041000063**
 Né(e) le : **19/7/1972**
 Profession : **Cultivateur**
 Adresse : **Djambala III**
Berberati
 Délivrée le : **6/2/2009**
 Expire le : **5/2/2019**

00000 309 30

 INDEX GAUCHE
 SIGNATURE DE L'AUTORITE
Jules MBESSERE WANE F



Annex 5.1.9: Chadian school ID card referring to Francois (Bernard) Kemrangar as contact person, retrieved by MINUSCA at FDPC base camp on 21 June 2015

Nom: Mazoutona
 Prénom: Alice
 Date et Lieu De naissance: 16/12/93
a Kobdogue
 Fils/Fille de: Kemrangar
 Et de: Barmbam Marceline
 Domicile: Barnhou
 N° Matricule: 6091/15
 Délivrée le: 05 FEV 2015
 Signature de l'élève
[Signature]

Classe de: 8^{me}/3
 En cas d'accident veuillez prévenir
 Mr: Kemrangar Francois
 B.P. _____ Tél: 6135990
 Lien de parenté: Cousin



Annex 5.1.10: Money transfer receipt referring to Francois Bernard Kemrangar as sender, retrieved by MINUSCA at FDPC base camp on 21 June 2015

Anne Messudom Changer mot de passe - Déconnexion - Accueil

DÉTAILS DE LA TRANSACTION

0914274473
Cash à cash

Transaction non autorisée. Veuillez contacter le Chef d'agence ou l'Administrateur

CLIENT EMETTEUR	
Code :	0837395742
Nom :	KEMRANGAR
Prénom :	FRANCOIS BERNARD
Téléphone :	
Fax :	
Adresse :	
Email :	
Ville :	YDE
Pays :	Cameroon

TRANSACTION	
Montant :	600 000,00 XAF
Commissions :	11 952,00 XAF
Question secrète :	
Réponse secrète :	
Raison du transfert :	
Agent émetteur :	Voir détails
Date de dépôt :	2015-03-16 12:11:58
Date de paiement :	0000-00-00 00:00:00
Pays d'émission :	Cameroon
Pays d'origine :	Congo
CBU Réference :	
Finale :	
CBU Réference :	
Paiement :	

CLIENT RECEPTEUR	
Nom :	MOKEGA
Prénom :	GABIN CLOTAIRE
Téléphone :	+242066835285
Fax :	
Adresse :	
Ville :	
Pays :	Republique du Congo
Type de pièce :	Carte d'identité
Numéro pièce :	
Date de naissance (jj/mm/aaaa) :	/ /
Date de délivrance (jj/mm/aaaa) :	/ /
Date d'expiration (jj/mm/aaaa) :	/ /
Lieu d'origine :	Cameroon

(C) 2014 Orange Chad - Tous droits réservés

Annex 5.1.11: *Ordre de mission* referring to Leonard Kormandji as chief of mission, and to a "white" hostage being taken, retrieved by MINUSCA at FDPC base camp on 21 June 2015

Le 13/10/2014
- - -

MISSION COMMANDE

Liste des ELEMENTS DESIGNES POUR MISSION

Chef de mission: KORMADJI LEONARD	
Adjoint: KOUTOU-YOQUE JEAN-PIERRE	
Elements: DIMANCHE ROBERT	
N° 04	DJITARNAN MALACHI
05	ALLAHOSSEM FIBEL
06	DIMANCHE ERVEI
07	ALLAHBOUM DIMANCHE
08	DJIGOMNAN PATRICE
09	ABDELKERIM NDOMASSE
10	NDODMALBAYE NARCISSE
11	NANINHAN ANICEI
12	NDRANDJIM MATHIAS
13	NGAKOUTOU AUBIN

un otage blanc

Avis de com-095

Decision de CEMCA
Bouff

Annex 5.1.12: Lucien Assalbaye's Norwegian residence permit

Photograph taken by the Panel in Yaoundé on 9 July 2015



Annex 5.1.13: Photograph provided to the Panel by Lucien Assalbaye showing himself with MINUSCA peacekeepers in the CAR in November 2014 in relation to the hostage situation



Annex 5.1.14: Commander's note making reference to Lucien (Assalbaye) ordering weapons to be brought to Bertoua (Cameroon), retrieved by MINUSCA at FDPC base camp on 21 June 2015

DATE Du 02-03-2014
 23H24mn BERTOUA - Base par le sp
 Leonard.
 Motif de son arrivée à la base
 - Faire de vidéos de élts
 - Récupération de 3 ARMES pour un
 à Bertoua au l'ordre de Lucien.
 Sans à refuser, sans l'ordre du Général
 rien ne va aboutir.
 DATE Du 03-03-2014 à 18H00 retour
 de spécifique au BERTOUA.

Annex 5.1.15: Extract of the list of FDPC combatants including Patrice Bessi, retrieved by MINUSCA at FDPC base camp on 21 June 2015

56	BEMADJI HONI ALFRED
57	NBIRANDJIM MATHIAS
58	BOMI MARCHEL
59	ABBOULAYE IDRIS
60	ALLARAMADJI JEAN
61	NOITOUROU ZEKEMAN
62	KORMADJE ISMAEL
63	GOGALTAN DEBONHEUR
64	GOUTE TUBO
65	DUPIN STEVE JUVENAL
66	PIANGUE TUBO
67	ALLASRA JULIUS
68	NGA-BOU ALAIN
69	ADMOTAN MAXIME
70	BESSI PATRICE
71	NANKRE HENRI
72	MASRABAYE PASCAL
73	ABOUMWOITI ALEXI
74	GLABE JEUN CHARLE
75	MIANMADNAN PHILIPPE
76	YAMTA DIMANCHE FREDERIC
77	NBITAO GUINGUI RENE GUSTAVE

Annex 5.1.16: Press communiqué by FDPC Colonel concerning the capture of two armed elements

FRONT DEMOCRATIQUE DU PEUPLE CENTRAFRICAIN (F D P C)

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 2

Ce matin à 06 heures 15 minutes à 32 kilomètres de **Garoua-Boulai** sur l'axe **Bouar (RCA)** ; les hommes de notre poste avancé ont intercepté 05 hommes armés en provenance du territoire camerounais.

Les 05 assaillants ont 03 ânes transportant du riz, de l'huile, du sucre, 547 munitions de kalachnikov et 02 kalachnikovs.

Avec leur refus de s'arrêter, une fusillade éclate.

Bilan :

-02 des assaillants abattus sur le champ pendant les échanges de tirs et un blessé puis maîtrisé par nos soldats.

-De notre côté ; 01 soldat blessé.

NB : les deux assaillants neutralisés portaient des armes d'assaut (kalachnikov) ainsi que les deux autres en fuites activement recherché par nos hommes. Le blessé quant à lui un bâton d'éleveur.

Tous sont de nationalité camerounaise car détenteurs de cartes nationales d'identité de ce pays.

Après audition du blessé, il en ressort ce qui suit :

-Il s'exprime en **foulbé**, **haoussa** et en **arabe chouar** mais ne parle ni ne comprend la langue nationale centrafricaine : **Sango**.

-Il déclare venir du **Cameroun** et entrain de rejoindre leurs frères qui sont sur le sol centrafricain.

-Ils sont entrain de lutter pour la libération de leur Chef **Aboubacar** détenu au **Cameroun**. Et s'est même pour cette raison qu'ils ont pris les otages.

Conclusion :

A cause de manque de confiance vis-à-vis des autorités camerounaises, nous sommes présentement dans l'impossibilité de leur remettre le blessé pour investigation. Car en en Avril 2013, un policier (gardien de paix) camerounais nommé **Djezet Doumtio Gerard Thomas** avait eu la vie sauve grâce à notre Chef le **Général Abdoulaye Miskine** qui a tout mis en œuvre pour le libérer et le remettre aux autorités de son pays. Mais le remerciement de ses derniers n'est autre que l'arrestation puis séquestration de notre Chef susmentionné pour une durée de 14 mois 02 semaines alors que blessé, il était dans ce pays rien que pour se faire soigner.

Fait à **Baboua** (RCA) le 31 Mars 2015

Le Ministre de la Défense du FDPC



Le Colonel Pierre YAKOUA

Source: Obtained by the Panel from FDPC representatives in Yaoundé on 8 July 2015

Annex 5.1.17: Commander notes making reference to cattle, gold, money, telephones and arms brought back from missions, retrieved by MINUSCA at FDPC base camp on 21 June 2015

Renseignements

- 1 Job une moto - au mois de janvier
- 2 Tibo une moto - enivo
- 3 Aire les boucs 53.
- 4 - Ndirandjira une moto.
- 5 - un peu d'or.
- 6 - Ordinateur.

DATE DU 21 - 06 - 2014

Patrouille effectuée par le Commandant ZACKO et le Capitaine Mougoumbou ABDEL avec les elts. Ils ont amené à la base avec une somme de 500.000 Fcs 10 appareils Téléphonique en mauvais état, une mitrailleuse comportant de 8 munitions.

RHS

Annex 5.1.18: Photograph of a car burned by FDPC on 10 June 2015 on main supply road, taken by the panel on 19 June 2015



Annex 5.1.19: Letter from FDPC Secretary General to the mayor of Besson requesting payment, retrieved by MINUSCA at FDPC base camp on 21 June 2015

SG de FDPC République Centrafricaine
Unité Dignité Travail

Monsieur le Maire de
la Ville de Besson.

Juste vous rappeler que c'est moi
le SG qui est arrivé le premier ici
à Besson. ~~Donc~~ la population ~~est~~
Chrétiens a beaucoup parlé du témoignage de
Sadiou qui ^{les} a beaucoup défendu
x ~~quel~~ ~~Sadiou~~ qui a défendu les
Chrétiens pendant les périodes de
crises ^{ici à Besson} et on a beaucoup félicité ses
actes et beaucoup plus on vous fait
confiance mais je suis arrivé
ici l'an dernier et j'ai envoyé
vous chercher pour vous sauver des ~~reg~~
refuser ~~donc~~ ^{de vous} l'instant on a
pas de problèmes avec vous.

Monsieur le Maire nous sommes
des étrangers et nous avons comme
d'habitude d'exiger les choses donc
nous avons besoin 50000000frs CFA
avant 10H puisqu'on a beaucoup à
faire.

Annex 5.2: Order of deployment of FACA in Nana-Mambéré obtained from MINUSCA in Bouar on 28 May 2015.

MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
DE LA RÉPUBLIQUE PLURINATIONAL DES ARMÉES
DES ANCIENS COMBATTANTS ET
VICTIMES DE GUERRE
DIRECTION DE L'ARMÉE
WOLLAJAMBAAL/VOLONTARIAS

REPUBLIQUE RÉPUBLICAINE
Soud - Ouganda - Tchad
Soudan

05 05 2015

Le Ministre de l'Armée

ORDRE DE MISSION COLLECTIVE

Nom (s) :	YAGRANGA	Prénoms :	Isidore
Grade :	Chief de Battalion	Unité ou Corps :	CI-BOUAR
Lieu de départ :		RANGUE	
Date de départ :		ET/05/2015	
Date de retour :		FIN DE MISSION	
Destination (s) :		BOUAR / NYEM-YELGUA / KOU / BESSAN	
Mode de transport :		Voie Routière	
Nature de la mission :		Mission Opérationnelle	
Implication budgétaire :		Direction de l'Inspection des Corps de Troupe	
Liste des éléments :		En service	

DESTINATAIRES

- EMA
- CI-BOUAR
- Intéressés
- Archives et autres

PRET PM à titre de CR

Marie Nodile KIVARA

Annex 5.3: Hunting ammunition sold on the market in Nola, Obo (21 April 2015) and Baoro (4 June 2015)

Photographs taken by the Panel in Nola on 19 January 2015



Photograph taken by the Panel in Baoro on 4 June 2015



Photograph taken by the Panel in Obo on 25 September 2015



Annex 5.4: Invoice from Cameroonian ammunition retailer “Armukad”, also known as DOLLAH YANKAM, and export authorization provided to ‘Ousmane Roger’ by Cameroonian customs authorities in Batouri on 8 January 2015

[illegible]

Source: Obtained by the Panel from a confidential source

Annex 5.5: Photograph of Roger Ngaïdoua alias ‘Ousmane Roger’ and seized hunting ammunitions taken on 8 January 2015



Source: Obtained by the Panel from MINUSCA

Annex 5.6: Hunting ammunition, weapons and hand grenades seized by MINUSCA in Berbérati

Photographs taken by the Panel in Berbérati on 27 August 2015





Annex 5.7: Batouri branch of Dollah Yankam arms shop

Photograph taken by the Panel on 17 August 2015



Annex 5.8: Authorization dated 19 September 2011 signed by Pastor Josué Binoua, former Minister of territorial administration of the CAR, authorizing Roger Ngaïdoua, alias 'Ousmane Roger', to import 200,000 cartridges from Cameroon for his ammunition shops in Berbérati, Bouar and Nola

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION
DU TERRITOIRE ET DE LA DÉCENTRALISATION

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION
DU TERRITOIRE ET DE LA DÉCENTRALISATION

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET ADMINISTRATIVES

SERVICE DES AFFAIRES POLITIQUES

DECISION N° 045/MATD, DPC, ADOGATH/11

LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION DU
TERRITOIRE ET DE LA DÉCENTRALISATION

Vu La constitution du 27 Décembre 2004 ;
Vu La loi n°10.005 du 11 Mai 2010, modifiant et complétant Certaines dispositions de la constitution du 27 Décembre 2004 ;
Vu La loi n°61.213 du 04 Mai 1961, réglementant l'introduction et l'usage des armes à feu en République Centrafricaine ;
Vu L'ordonnance n° 84.021 du 27 mars 1984, modifiant et complétant la loi n° 61.213 du 04 Mai 1961, réglementant l'introduction et l'usage des armes à feu en République Centrafricaine ;
Vu Le décret n°11.032 du 18 avril 2011, portant nomination du 1^{er} ministre chef du gouvernement ;
Vu Le décret n°11.034 du 22 Avril 2011, portant nomination des ministres du gouvernement et des modifications subséquentes ;
Vu Le décret n° 10.268 du 17 Septembre 2010, portant réorganisation et fonctionnement du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation et accord des attributions du Ministre ;
Vu La demande formulée par Monsieur OUSMAN Roger en date du 26 Juillet 2011.

DECIDE

Art 1^{er} : Est autorisé le transfert de la République du Cameroun en Centrafrique en faveur de Monsieur OUSMAN Roger dans ses dépôts situés à Berbérati, Bouar et Nola.

200.000 (DEUX CENT MILLE) CARTOUCHES DE CHASSE CALIBRE 12 SOIT 400 CARTON DE 500 CARTOUCHES

Art 2 : L'introduction, le transfert, l'entreposage et la vente de ces munitions s'effectueront conformément aux conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art 3 : La présente décision qui prend effet à compter de la date de sa signature sera enregistrée et communiquée par tel ou tel canal.

MATRIELLE DE LA SIGNATURE

1^{er} Vice-Ministre

2^e Vice-Ministre

3^e Vice-Ministre

4^e Vice-Ministre

5^e Vice-Ministre

6^e Vice-Ministre

7^e Vice-Ministre

8^e Vice-Ministre

9^e Vice-Ministre

10^e Vice-Ministre

11^e Vice-Ministre

12^e Vice-Ministre

13^e Vice-Ministre

14^e Vice-Ministre

15^e Vice-Ministre

16^e Vice-Ministre

17^e Vice-Ministre

18^e Vice-Ministre

19^e Vice-Ministre

20^e Vice-Ministre

21^e Vice-Ministre

22^e Vice-Ministre

23^e Vice-Ministre

24^e Vice-Ministre

25^e Vice-Ministre

26^e Vice-Ministre

27^e Vice-Ministre

28^e Vice-Ministre

29^e Vice-Ministre

30^e Vice-Ministre

31^e Vice-Ministre

32^e Vice-Ministre

33^e Vice-Ministre

34^e Vice-Ministre

35^e Vice-Ministre

36^e Vice-Ministre

37^e Vice-Ministre

38^e Vice-Ministre

39^e Vice-Ministre

40^e Vice-Ministre

41^e Vice-Ministre

42^e Vice-Ministre

43^e Vice-Ministre

44^e Vice-Ministre

45^e Vice-Ministre

46^e Vice-Ministre

47^e Vice-Ministre

48^e Vice-Ministre

49^e Vice-Ministre

50^e Vice-Ministre

51^e Vice-Ministre

52^e Vice-Ministre

53^e Vice-Ministre

54^e Vice-Ministre

55^e Vice-Ministre

56^e Vice-Ministre

57^e Vice-Ministre

58^e Vice-Ministre

59^e Vice-Ministre

60^e Vice-Ministre

61^e Vice-Ministre

62^e Vice-Ministre

63^e Vice-Ministre

64^e Vice-Ministre

65^e Vice-Ministre

66^e Vice-Ministre

67^e Vice-Ministre

68^e Vice-Ministre

69^e Vice-Ministre

70^e Vice-Ministre

71^e Vice-Ministre

72^e Vice-Ministre

73^e Vice-Ministre

74^e Vice-Ministre

75^e Vice-Ministre

76^e Vice-Ministre

77^e Vice-Ministre

78^e Vice-Ministre

79^e Vice-Ministre

80^e Vice-Ministre

81^e Vice-Ministre

82^e Vice-Ministre

83^e Vice-Ministre

84^e Vice-Ministre

85^e Vice-Ministre

86^e Vice-Ministre

87^e Vice-Ministre

88^e Vice-Ministre

89^e Vice-Ministre

90^e Vice-Ministre

91^e Vice-Ministre

92^e Vice-Ministre

93^e Vice-Ministre

94^e Vice-Ministre

95^e Vice-Ministre

96^e Vice-Ministre

97^e Vice-Ministre

98^e Vice-Ministre

99^e Vice-Ministre

100^e Vice-Ministre

101^e Vice-Ministre

102^e Vice-Ministre

103^e Vice-Ministre

104^e Vice-Ministre

105^e Vice-Ministre

106^e Vice-Ministre

107^e Vice-Ministre

108^e Vice-Ministre

109^e Vice-Ministre

110^e Vice-Ministre

111^e Vice-Ministre

112^e Vice-Ministre

113^e Vice-Ministre

114^e Vice-Ministre

115^e Vice-Ministre

116^e Vice-Ministre

117^e Vice-Ministre

118^e Vice-Ministre

119^e Vice-Ministre

120^e Vice-Ministre

121^e Vice-Ministre

122^e Vice-Ministre

123^e Vice-Ministre

124^e Vice-Ministre

125^e Vice-Ministre

126^e Vice-Ministre

127^e Vice-Ministre

128^e Vice-Ministre

129^e Vice-Ministre

130^e Vice-Ministre

131^e Vice-Ministre

132^e Vice-Ministre

133^e Vice-Ministre

134^e Vice-Ministre

135^e Vice-Ministre

136^e Vice-Ministre

137^e Vice-Ministre

138^e Vice-Ministre

139^e Vice-Ministre

140^e Vice-Ministre

141^e Vice-Ministre

142^e Vice-Ministre

143^e Vice-Ministre

144^e Vice-Ministre

145^e Vice-Ministre

146^e Vice-Ministre

147^e Vice-Ministre

148^e Vice-Ministre

149^e Vice-Ministre

150^e Vice-Ministre

151^e Vice-Ministre

152^e Vice-Ministre

153^e Vice-Ministre

154^e Vice-Ministre

155^e Vice-Ministre

156^e Vice-Ministre

157^e Vice-Ministre

158^e Vice-Ministre

159^e Vice-Ministre

160^e Vice-Ministre

161^e Vice-Ministre

162^e Vice-Ministre

163^e Vice-Ministre

164^e Vice-Ministre

165^e Vice-Ministre

166^e Vice-Ministre

167^e Vice-Ministre

168^e Vice-Ministre

169^e Vice-Ministre

170^e Vice-Ministre

171^e Vice-Ministre

172^e Vice-Ministre

173^e Vice-Ministre

174^e Vice-Ministre

175^e Vice-Ministre

176^e Vice-Ministre

177^e Vice-Ministre

178^e Vice-Ministre

179^e Vice-Ministre

180^e Vice-Ministre

181^e Vice-Ministre

182^e Vice-Ministre

183^e Vice-Ministre

184^e Vice-Ministre

185^e Vice-Ministre

186^e Vice-Ministre

187^e Vice-Ministre

188^e Vice-Ministre

189^e Vice-Ministre

190^e Vice-Ministre

191^e Vice-Ministre

192^e Vice-Ministre

193^e Vice-Ministre

194^e Vice-Ministre

195^e Vice-Ministre

196^e Vice-Ministre

197^e Vice-Ministre

198^e Vice-Ministre

199^e Vice-Ministre

200^e Vice-Ministre

201^e Vice-Ministre

202^e Vice-Ministre

203^e Vice-Ministre

204^e Vice-Ministre

205^e Vice-Ministre

206^e Vice-Ministre

207^e Vice-Ministre

208^e Vice-Ministre

209^e Vice-Ministre

210^e Vice-Ministre

211^e Vice-Ministre

212^e Vice-Ministre

213^e Vice-Ministre

214^e Vice-Ministre

215^e Vice-Ministre

216^e Vice-Ministre

217^e Vice-Ministre

218^e Vice-Ministre

219^e Vice-Ministre

220^e Vice-Ministre

221^e Vice-Ministre

222^e Vice-Ministre

223^e Vice-Ministre

224^e Vice-Ministre

225^e Vice-Ministre

226^e Vice-Ministre

227^e Vice-Ministre

228^e Vice-Ministre

229^e Vice-Ministre

230^e Vice-Ministre

231^e Vice-Ministre

232^e Vice-Ministre

233^e Vice-Ministre

234^e Vice-Ministre

235^e Vice-Ministre

236^e Vice-Ministre

237^e Vice-Ministre

238^e Vice-Ministre

239^e Vice-Ministre

240^e Vice-Ministre

241^e Vice-Ministre

242^e Vice-Ministre

243^e Vice-Ministre

244^e Vice-Ministre

245^e Vice-Ministre

246^e Vice-Ministre

247^e Vice-Ministre

248^e Vice-Ministre

249^e Vice-Ministre

250^e Vice-Ministre

251^e Vice-Ministre

252^e Vice-Ministre

253^e Vice-Ministre

254^e Vice-Ministre

255^e Vice-Ministre

256^e Vice-Ministre

257^e Vice-Ministre

258^e Vice-Ministre

259^e Vice-Ministre

260^e Vice-Ministre

261^e Vice-Ministre

262^e Vice-Ministre

263^e Vice-Ministre

264^e Vice-Ministre

265^e Vice-Ministre

266^e Vice-Ministre

267^e Vice-Ministre

268^e Vice-Ministre

269^e Vice-Ministre

270^e Vice-Ministre

271^e Vice-Ministre

272^e Vice-Ministre

273^e Vice-Ministre

274^e Vice-Ministre

275^e Vice-Ministre

276^e Vice-Ministre

277^e Vice-Ministre

278^e Vice-Ministre

279^e Vice-Ministre

280^e Vice-Ministre

281^e Vice-Ministre

282^e Vice-Ministre

283^e Vice-Ministre

284^e Vice-Ministre

285^e Vice-Ministre

286^e Vice-Ministre

287^e Vice-Ministre

288^e Vice-Ministre

289^e Vice-Ministre

290^e Vice-Ministre

291^e Vice-Ministre

292^e Vice-Ministre

293^e Vice-Ministre

294^e Vice-Ministre

295^e Vice-Ministre

296^e Vice-Ministre

297^e Vice-Ministre

298^e Vice-Ministre

299^e Vice-Ministre

300^e Vice-Ministre

301^e Vice-Ministre

302^e Vice-Ministre

303^e Vice-Ministre

304^e Vice-Ministre

305^e Vice-Ministre

306^e Vice-Ministre

307^e Vice-Ministre

308^e Vice-Ministre

309^e Vice-Ministre

310^e Vice-Ministre

311^e Vice-Ministre

312^e Vice-Ministre

313^e Vice-Ministre

314^e Vice-Ministre

315^e Vice-Ministre

316^e Vice-Ministre

317^e Vice-Ministre

318^e Vice-Ministre

319^e Vice-Ministre

320^e Vice-Ministre

321^e Vice-Ministre

322^e Vice-Ministre

323^e Vice-Ministre

324^e Vice-Ministre

325^e Vice-Ministre

326^e Vice-Ministre

327^e Vice-Ministre

328^e Vice-Ministre

329^e Vice-Ministre

330^e Vice-Ministre

331^e Vice-Ministre

332^e Vice-Ministre

333^e Vice-Ministre

334^e Vice-Ministre

335^e Vice-Ministre

336^e Vice-Ministre

337^e Vice-Ministre

338^e Vice-Ministre

339^e Vice-Ministre

340^e Vice-Ministre

341^e Vice-Ministre

342^e Vice-Ministre

343^e Vice-Ministre

344^e Vice-Ministre

345^e Vice-Ministre

346^e Vice-Ministre

347^e Vice-Ministre

348^e Vice-Ministre

349^e Vice-Ministre

350^e Vice-Ministre

351^e Vice-Ministre

352^e Vice-Ministre

353^e Vice-Ministre

354^e Vice-Ministre

355^e Vice-Ministre

356^e Vice-Ministre

357^e Vice-Ministre

358^e Vice-Ministre

359^e Vice-Ministre

360^e Vice-Ministre

361^e Vice-Ministre

362^e Vice-Ministre

363^e Vice-Ministre

364^e Vice-Ministre

365^e Vice-Ministre

366^e Vice-Ministre

367^e Vice-Ministre

368^e Vice-Ministre

369^e Vice-Ministre

370^e Vice-Ministre

371^e Vice-Ministre

372^e Vice-Ministre

373^e Vice-Ministre

374^e Vice-Ministre

375^e Vice-Ministre

376^e Vice-Ministre

377^e Vice-Ministre

378^e Vice-Ministre

379^e Vice-Ministre

380^e Vice-Ministre

381^e Vice-Ministre

382^e Vice-Ministre

383^e Vice-Ministre

384^e Vice-Ministre

385^e Vice-Ministre

386^e Vice-Ministre

387^e Vice-Ministre

388^e Vice-Ministre

389^e Vice-Ministre

390^e Vice-Ministre

391^e Vice-Ministre

392^e Vice-Ministre

393^e Vice-Ministre

394^e Vice-Ministre

395^e Vice-Ministre

396^e Vice-Ministre

397^e Vice-Ministre

398^e Vice-Ministre

399^e Vice-Ministre

400^e Vice-Ministre

401^e Vice-Ministre

402^e Vice-Ministre

403^e Vice-Ministre

404^e Vice-Ministre

405^e Vice-Ministre

406^e Vice-Ministre

407^e Vice-Ministre

408^e Vice-Ministre

409^e Vice-Ministre

410^e Vice-Ministre

411^e Vice-Ministre

412^e Vice-Ministre

413^e Vice-Ministre

414^e Vice-Ministre

415^e Vice-Ministre

416^e Vice-Ministre

417^e Vice-Ministre

418^e Vice-Ministre

419^e Vice-Ministre

420^e Vice-Ministre

421^e Vice-Ministre

422^e Vice-Ministre

423^e Vice-Ministre

424^e Vice-Ministre

425^e Vice-Ministre

426^e Vice-Ministre

427^e Vice-Ministre

428^e Vice-Ministre

429^e Vice-Ministre

430^e Vice-Ministre

431^e Vice-Ministre

432^e Vice-Ministre

433^e Vice-Ministre

434^e Vice-Ministre

435^e Vice-Ministre

436^e Vice-Ministre

437^e Vice-Ministre

438^e Vice-Ministre

439^e Vice-Ministre

440^e Vice-Ministre

441^e Vice-Ministre

442^e Vice-Ministre

443^e Vice-Ministre

444^e Vice-Ministre

445^e Vice-Ministre

446^e Vice-Ministre

447^e Vice-Ministre

448^e Vice-Ministre

449^e Vice-Ministre

450^e Vice-Ministre

451^e Vice-Ministre

452^e Vice-Ministre

453^e Vice-Ministre

454^e Vice-Ministre

455^e Vice-Ministre

456^e Vice-Ministre

457^e Vice-Ministre

458^e Vice-Ministre

459^e Vice-Ministre

460^e Vice-Ministre

461^e Vice-Ministre

462^e Vice-Ministre

463^e Vice-Ministre

464^e Vice-Ministre

465^e Vice-Ministre

466^e Vice-Ministre

467^e Vice-Ministre

468^e Vice-Ministre

469^e Vice-Ministre

470^e Vice-Ministre

471^e Vice-Ministre

472^e Vice-Ministre

473^e Vice-Ministre

474^e Vice-Ministre

475^e Vice-Ministre

476^e Vice-Ministre

477^e Vice-Ministre

478^e Vice-Ministre

479^e Vice-Ministre

480^e Vice-Ministre

481^e Vice-Ministre

482^e Vice-Ministre

483^e Vice-Ministre

484^e Vice-Ministre

485^e Vice-Ministre

486^e Vice-Ministre

487^e Vice-Ministre

488^e Vice-Ministre

489^e Vice-Ministre

490^e Vice-Ministre

491^e Vice-Ministre

492^e Vice-Ministre

493^e Vice-Ministre

494^e Vice-Ministre

495^e Vice-Ministre

496^e Vice-Ministre

497^e Vice-Ministre

498^e Vice-Ministre

499^e Vice-Ministre

500^e Vice-Ministre

501^e Vice-Ministre

502^e Vice-Ministre

503^e Vice-Ministre

504^e Vice-Ministre

505^e Vice-Ministre

506^e Vice-Ministre

507^e Vice-Ministre

508^e Vice-Ministre

509^e Vice-Ministre

510^e Vice-Ministre

511^e Vice-Ministre

512^e Vice-Ministre

513^e Vice-Ministre

514^e Vice-Ministre

515^e Vice-Ministre

516^e Vice-Ministre

517^e Vice-Ministre

518^e Vice-Ministre

519^e Vice-Ministre

520^e Vice-Ministre

521^e Vice-Ministre

522^e Vice-Ministre

523^e Vice-Ministre

524^e Vice-Ministre

525^e Vice-Ministre

526^e Vice-Ministre

527^e Vice-Ministre

528^e Vice-Ministre

529^e Vice-Ministre

530^e Vice-Ministre

531^e Vice-Ministre

532^e Vice-Ministre

533^e Vice-Ministre

534^e Vice-Ministre

535^e Vice-Ministre

536^e Vice-Ministre

537^e Vice-Ministre

538^e Vice-Ministre

539^e Vice-Ministre

540^e Vice-Ministre

541^e Vice-Ministre

542^e Vice-Ministre

543^e Vice-Ministre

544^e Vice-Ministre

545^e Vice-Ministre

546^e Vice-Ministre

547^e Vice-Ministre

548^e Vice-Ministre

549^e Vice-Ministre

550^e Vice-Ministre

551^e Vice-Ministre

552^e Vice-Ministre

553^e Vice-Ministre

554^e Vice-Ministre

555^e Vice-Ministre

556^e Vice-Ministre

557^e Vice-Ministre

558^e Vice-Ministre

559^e Vice-Ministre

560^e Vice-Ministre

561^e Vice-Ministre

562^e Vice-Ministre

563^e Vice-Ministre

564^e Vice-Ministre

565^e Vice-Ministre

566^e Vice-Ministre

567^e Vice-Ministre

568^e Vice-Ministre

569^e Vice-Ministre

570^e Vice-Ministre

571^e Vice-Ministre

572^e Vice-Ministre

573^e Vice-Ministre

574^e Vice-Ministre

575^e Vice-Ministre

576^e Vice-Ministre

577^e Vice-Ministre

578^e Vice-Ministre

579^e Vice-Ministre

580^e Vice-Ministre

581^e Vice-Ministre

582^e Vice-Ministre

583^e Vice-Ministre

584^e Vice-Ministre

585^e Vice-Ministre

586^e Vice-Ministre

587^e Vice-Ministre

588^e Vice-Ministre

589^e Vice-Ministre

590^e Vice-Ministre

591^e Vice-Ministre

592^e Vice-Ministre

593^e Vice-Ministre

594^e Vice-Ministre

595^e Vice-Ministre

596^e Vice-Ministre

597^e Vice-Ministre

598^e Vice-Ministre

599^e Vice-Ministre

600^e Vice-Ministre

601^e Vice-Ministre

602^e Vice-Ministre

603^e Vice-Ministre

604^e Vice-Ministre

605^e Vice-Ministre

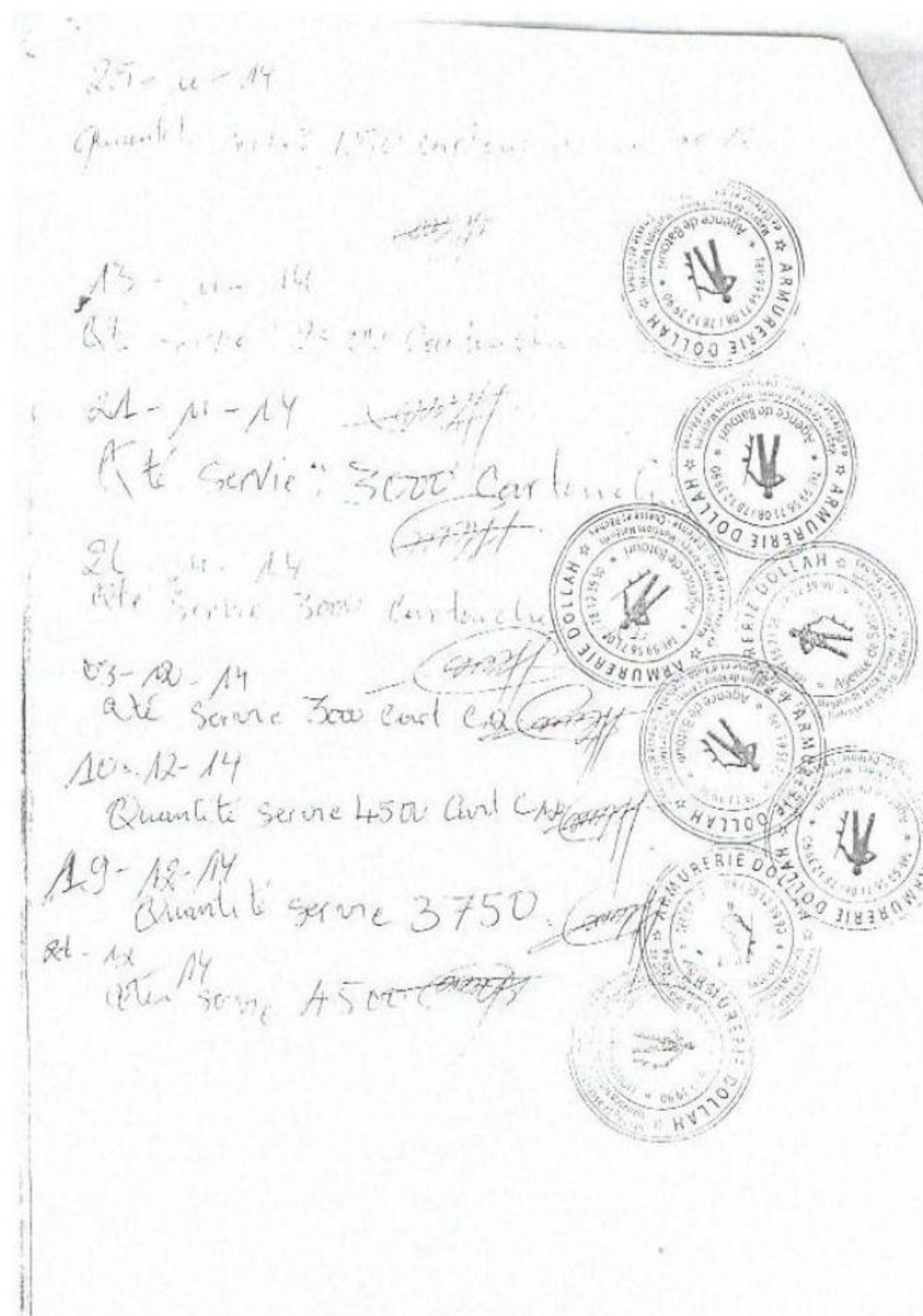
606^e Vice-Ministre

607^e Vice-Ministre

608^e Vice-Ministre

609^e Vice-Ministre

Annex 5.9: Purchasing history of Roger Ngaïdoua at Dollah Yankam arms shop in Ngaïdoua's possession during his arrest on 8 January 2015



Source: Obtained by the Panel from a confidential source

Annex 5.10: Case of 12-gauge hunting cartridges seized on the road between Nola and Yanti border post

1. The first case dates back to 24 May 2015 when a local defence militia seized 250 12-gauge hunting cartridges from a FACA Chief-Corporal on the road between Nola and the border town of Yanti.
2. He told the local defence militia that he had purchased the ammunition from small dealers coming from across the border in Mboy, Cameroon.¹⁷⁷
3. MINUSCA and FACA sources in Nola informed the Panel that the ammunition was intended for a planned anti-balaka attack on the town, which, lacking ammunition, eventually did not take place.¹⁷⁸

Photograph taken by the Panel on 15 June 2015



¹⁷⁷ Meeting with local defence militia, Nyamachoke, 15 July 2015.

¹⁷⁸ Meetings with MINUSCA and FACA military staff, Nola, 14-15 June 2015.

Annex 5.11: Case of seized ammunition at Béloko border by CAR authorities on 31 May 2015

1. Regarding this second case, in Béloko (Mambéré Kadeï), along the main border crossing with Cameroon, the Panel received information from the CAR police regarding a seizure on 31 May 2015 of 200 12-gauge hunting cartridges.
2. The trafficker, while in custody in Bouar, never specified the origin of the ammunition as coming from Cameroon, and no receipt was found on him.¹⁷⁹

Photograph obtained by the Panel from Police authorities in Béloko on 21 June 2015



¹⁷⁹ Meeting with judicial authorities in Bouar, 22 June 2015; see photograph of the seizure in annex 5.11.

Annex 5.12: Cases of weapons and ammunition seized in Berbérati and Baoro

1. In Berbérati, MINUSCA seized fifteen arms of three different types, i.e. type 56(-2) and AKM-type assault rifles and MAS 36 and Lee Enfield rifles. Two type 56(-2) were seized from former-Séléka element. The identity of the owners of the other assault rifles remains unclear. MINUSCA also seized twelve hand grenades of different types but these could not be properly inspected due to their advanced decomposition and risk of explosion.
2. In Baoro, MINUSCA on 19 May 2015 seized 483 rounds of AK-47 ammunition that were found in two bags of charcoal dropped in a tailor shop in Baoro town (see photograph below). The bags had been deposited by a trucker on his way from Bangui to Bouar.
3. The above seizures appear to indicate that anti-balaka groups rely on different types of arms. Indeed, anti-balaka elements in and around Baoro, on the main supply road, possess AK-type arms.¹⁸⁰ In Berbérati, several eyewitnesses and victims claim that anti-balaka in town carry automatic pistols.¹⁸¹

Photographs taken by the Panel in Bouar on 4 June 2015



¹⁸⁰ Interview with Henri Jean-Christophe Béthom, anti-balaka coordinator in Baoro, Baoro, 4 June 2015; MINUSCA military and civilian sources, Bouar, 29 May and 5 June 2015.

¹⁸¹ Interviews with victims of Peuhl origin of anti-balaka attacks, Berbérati, 27 August 2015.



REPUBLIQUE CONGOLAISE
UNITE - JUSTICE - TRAVAIL

MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE
IMMIGRATION-EMIGRATION ET DE L'ORDRE
PUBLIC

LETTRE TERRITORIALE
TRANSFERT
ORDRE DE ROYAL

AL ROYAL, le 26 Mai 2015.
N° 017/6-CLB No.

Le Sous-Lieutenant, LEONORE, ZERAY,
Commandant la Compagnie de la Gendarmerie
Territoriale de..... - ROYAL

AL

Captaine, Commandant le Troisième Groupement
Gendarmerie Territoriale de..... - ROYAL

B ORDRE N° 13 ENVOI

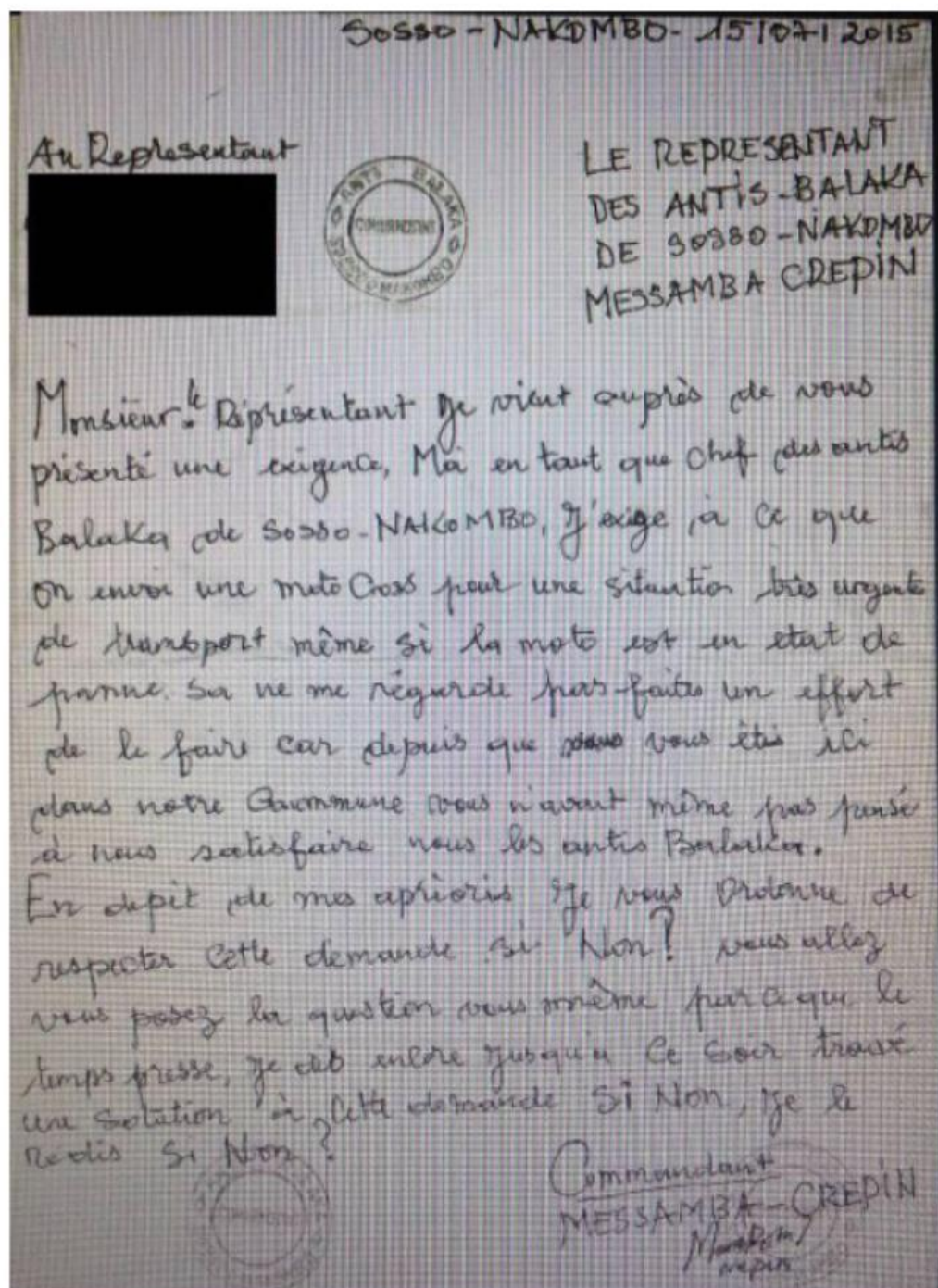
DESIGNATION DES PIECES	NUMERO	OBSERVATIONS
4 gouverne et Ordre de Mission		
de l'ordre de 7 de l'Y/A en date du 13 Mai		
2015 par le Commandant la Brigade Terri-		
toriale de D.I.O.S.C.	463	
T O T A L	463	

ACCUSE DE RECEPTION sous le N° 0113
Al ROYAL le 27/05/2015
Lui CAS BONAM, Drouin, Aulou
DE 05 667 871 AR

Le Sous-
Lieutenant
Commandant
Gendarmerie
Territoriale
de..... - ROYAL

LEONORE, ZERAY
Commandant la Compagnie
de la Gendarmerie
Territoriale de..... - ROYAL

Annex 5.13 : Copy of a letter sent by Crepin Messamba as zone commander of Sosso-Nakombo



Source: Obtained by the Panel from a confidential source in Berbérati on 20 August 2015

Annex 5.14: Maximin Vobouadé's artisanal miner card

Photograph taken by the Panel in Berbérati on 17 June 2015


RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
 Unité – Dignité – Travail
MINISTÈRE DES MINES
CARTE D'OUVRIER DES CHANTIERS MINIERS
 ANNÉE 20...

M.M. N. **075 / 20 / 14**
LIKAYA

Chantier :
 Nom et Prénoms de l'Exploitant Artisan :
VOBOUADE - MAXIMIN
 Nom et Prénoms de l'Ouvrier :

 Né le :
 à :
 Fils de :
 et de :
 Domicile :
 C.N.I. N° :
 Délivrée le :
 à :
 par :

Annex 5.15: Security incidents for Nola, Berberati and Carnot *sous-préfectures* drawn from the Panel of Experts database ¹⁸²

	DATE	VILLAGE / TOWN	SUB-PREFECTURE	KILLINGS AVERAGE	SUMMARY
1	20/Dec/14	NGOULO	NOLA	1	On 20 December 2015, a Muslim mine operator called Ramadané was killed at a mine site near Ngoulo by an anti-balaka from Yaloké called Francis Zamane.
2	05/Jan/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 5 January 2015, MINUSCA Force reported an attack by unknown men on a Muslim family in Poto Poto neighbourhood in Berberati. A woman was reportedly injured and rescued by MINUSCA along with her three daughters. A seven-year-old boy is believed to be kept hostage.
3	16/Jan/15	BERBERATI	BERBERATI	1	On 16 January 2015, in Berberati, MINUSCA elements who had left Berberati to help some gendarme 8 kilometres from Berberati, fell into an ambush set up by anti-balaka elements. One of the anti-balaka was shot dead. Two hunting rifles were recovered. The next morning, the body of the perpetrator was transported to the town hall to be exposed but the situation remained tense.
4	16/Jan/15	BERBERATI	BERBERATI	1	On 16 of January 2015, in Berberati, the Gendarmerie arrested two anti-balaka elements with the support of MINUSCA Congo Brazzaville Peacekeepers. Later the same day, anti-balaka elements opened fire on MINUSCA Peacekeepers to free the detainees. During the exchange of fire, one anti-balaka was killed and three weapons were recovered. No MINUSCA Peacekeepers were wounded.
5	19/Mar/15	AMADA GAZA	AMADA GAZA	1	On 19 March 2015, eight (8) alleged anti-balaka crossed the border to extort money from Peuhl refugees in Cameroon. Since the victims could not pay the requested amount, one refugee was reportedly shot dead and buried on the spot. The anti-balaka leader in Amada Gaza confirmed that he had sent a group of his elements in Cameroon territory to get money and cattle from refugees. When informed, local anti-balaka leader refuted the responsibility but managed to arrest six of his elements and handed them over to the local gendarmerie in Gamboula, 84 kilometres from Berberati.

¹⁸² Diamond related incidents are highlighted in yellow.

6	25/Sep/15	PAMA	BODA	0	On 25 March 2015, a 12-year old girl who was going to the farm with her parents at 10 kilometres from the village Pama was kidnapped by SONGOLE, an Anti-balaka comzone, who forced her into his house and raped her. The parents quickly informed the gendarmerie, who arrested him and transferred him to Bangui where he is in pre-detention pending trial. The girl has been referred for medical treatment.
7	29/Mar/15	NOUFU	GAMBOULA	7	On 29 March 2015, in Noufou village, 85 kilometres of Gamboula, southwest of Berberati, prefectural authorities informed that alleged armed Peuhl from Cameroon reportedly killed up to seven people, wounded another and burnt down four houses. According to local authorities, the motive of the attack would be retaliation for the assassination of a Peuhl refugee in Cameroon on 19 March 2015. MINUSCA has dispatched a patrol to the area.
8	11/Apr/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 11 April 2015, in Berberati, a thief attempted to rob the House of a Muslim diamond dealer was arrested and beaten up by Muslims and later taken to the hospital. The non-Muslims attempted to retaliate but were prevented of doing so by the Congolese contingent. No casualties were reported.
9	14/Apr/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 14 April 2015, in Berberati, an anti-balaka element shot in the legs of an 18 year-old individual who refused to rent his house. The victim was taken to the hospital.
10	15/Apr/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 15 April 2015, in Berberati, an anti-balaka elements and his group destroyed the doors of houses belonging to Muslims in Poto Poto neighbourhood. The perpetrator was seen by the Mayor who ordered his arrest.
11	04/May/15	GADZI	GADZI	1	On 4 May 2015, following up reported of a stranded Peuhl community in Gadzi, MINUSCA received additional information that up to 140 Peuhl are stranded in Gadzi, while 50 to 100 children are reportedly detained against their will by anti-balaka elements in Gbanabozoum village, Carnot sub-prefecture. Anti-balaka elements reportedly killed the Peuhl leader of Fadzi on 8 February 2015.
12	04/May/15	GAMBOULA	GAMBOULA	0	On 4 May 2015, the Mayor of Gamboula, 86 kilometres West of Berberati, confirmed reports by UNHCR of extortion by armed elements on the local population in 11 villages in the area bordering Cameroon. The Mayor said attackers were a mix of well-armed men from FDPC, former Séléka and Peuhl. UNHCR reported that due to

					the activity of these criminal elements, 87 families had arrived to Gamboula from throughout the Gamboula and Amada Gaza sous-prefectures since April 2015, while others had fled to Cameroon.
13	07/May/15	NZAERI	GAMBOULA	0	On 7 May 2015, in Nzaeri village, the mayor of Gamboula informed MINUSCA of an attack. Two civilians arrived in Gamboula with AK47 wounds on 8 May, while other wounded civilians continued to reach Gamboula village. According to the mayor, the attackers were a mix of well-armed men from FDPC, former Séléka and Peuhl, while other sources suspected former FACA.
14	11/May/15	GODAWA	GAMBOULA	5	On 11 May 2015, in Godawa village, 100 kilometres north of Gamboula, three men and one woman were reportedly killed by unidentified individuals. A local self-defence group killed one suspect the following day. According to the information, the individual killed the following day was the mayor of Gamboula, this was not confirmed.
15	20/May/15	NOUFOU	GAMBOULA	0	On 20 May 2015, one day after the passage of a MINUSCA patrol, Noufou village was reportedly attacked once more by some 100-armed elements.
16	27/May/15	BAMBO-MBOKO	GAMBOULA	0	On 27 May 2015, in Bambo-Mboko village, 18 kilometres from Gbambia, anti-balaka elements launched reprisals attacks on Peuhl herders. This caused Peuhl to flee the area leaving behind two teenagers, 12 and 14 years old. The children were handed over to the village chief for further transfer to a humanitarian organization based in Berberati.
17	17/Jun/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 17 June 2015, in Berberati, a young Muslim IDP chased by presumed anti-balaka elements, sought refuge at the MINUSCA FO.
18	01/Jul/15	MBOULA	CARNOT	0	On 1 July 2015, in Mboula, the local Gendarmerie intercepted a group of anti-balaka elements who were armed with two AK-47s. The two suspects were released at the conclusion of the investigation. One of the MSF (<i>Médecins Sans Frontières</i>) workers based at the Mboula Hospital asked a local person to transfer a medical patient to Carnot Hospital by motorbike belonging to the Gendarmerie. Anti-balaka combatants robbed the person when he was returning from Carnot and the attackers fled with the motorbike to SOUKPE village.

19	11/Jul/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 11 July 2015, in Berberati, a 25-year old disabled woman was physically attacked by alleged anti-balaka elements.
20	11/Jul/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 11 July 2015, in Longote 1 neighborhood, in Berberati, a 23-year-old was arrested at an illegal check point by 11 alleged anti-balaka elements and detained and ill-treated. He was released the following day after payment of a ransom.
21	20/Jul/15	GBANBIA	AMADA GAZA	0	Around 25 July 2015, over the past days, hundreds of anti-balaka elements are reported to have been converging in the area to repel an imminent Peuhl attack. Tensions have been rising since two Peuhl minors, aged 8 and 9 years, were taken hostage by anti-balaka elements two months ago. According to the Amada Gaza sub-prefect, the anti-balaka have requested 15,000,000 CFA as a ransom to release the two minors. MINUSCA will continue facilitating negotiations between the Peuhl and anti-balaka representatives in order to ease tension and secure the release of the hostages. The two children were rescued by MINUSCA patrol on 26 August 2015.
22	29/Jul/15	CARNOT	CARNOT	0	On 29 July 2015, the Gendarmerie in Berberati informed MINUSCA of the arrest of an anti-balaka element the same day in Carnot, Mambere-Kadei prefecture. Allegedly, the suspect was involved in illicit activities and death threats against the Berberati Mayor in the night of 17 July. Local authorities are considering the suspect's transfer to Bangui or Berberati, however the local police fear retaliation from the anti-balaka. MINUSCA Force is ready to provide security.
23	05/Aug/15	NANDOBO	BERBERATI	0	On 5 August 2015, in Nandobo, a Muslim, who had returned from Cameroon, where he had been a refugee since 2014, was threatened by local anti-balaka elements and consequently saved by MINUSCA and the national gendarmerie. Local authorities asked MINUSCA to help transferring the man to Berberati.
24	15/Aug/15	CARNOT/BAORO	CARNOT	0	On 15 August 2015, a Muslim diamond dealer, returning from Cameroon by car, was attacked by anti-balaka militia in Baoro, but managed to escape. On arrival to Carnot local police apprehended him

					and tore his identity card apart.
25	20/Aug/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 20 August 2015, in Berberati, six Muslims, alleged former Séleka elements, returned from CAR refugee camps in Cameroon. A crowd of several hundred people in reaction surrounded them but MINUSCA Forces intervened, saving the six from mob justice and subsequently handing them over to the Gendarmerie.
26	23/Aug/15	KATAGBA, WOTORO	BERBERATI	0	On 23 August 2015, in Katagba and Wotor villages, 6 and 8 kilometres from Berberati respectively, seven presumed anti-balaka elements, including one former FACA, attacked the villages. The attackers were arrested on 25 August.
27	23/Aug/15	ZINGA	MBAIKI	3	On 23 August 2015, in Zinga village, located approximately 20 kilometres east of Batalimo, an unknown person killed three local residents. The local people wanted the suspect killed but the suspect was taken by the Gendarmerie for safety as they proceed with the investigation.
28	27/Aug/15	AMADA GAZA	AMADA GAZA	0	On 27 August 2015, in Amada-Gaza, a self-defence militia group under the leadership of 'Colonel' Nice, allegedly based in Bangui, has been identified. The group is mostly comprised of anti-balaka members are seen carrying shotguns while conducting their "duties". They are often involved in the adjudication of both criminal and civil cases.
29	02/Sep/15	BAYANGA, BILOLO	NOLA	0	On 2 September 2015, The COGBAT detachment in NOLA is following two suspected armed groups, one led by Ferdinand Ndombi based in Bayanga village, 120 kilometres south of Nola and another located between Salo and Bilolo led by Eric Ekemo. Both groups are suspected to be involved in various criminal activities and aligned with the anti-balaka.
30	05/Sep/15	NOLA	NOLA		On 5 September 2015, in Nola, presence of anti-balaka coordinator Olivier Bienvenu Kolo (who lives in Bayanga) with a group of anti-balaka is reported. It appears that he had set up a group of anti-balaka

					in QRF (Quick reaction Force) 60 kilometres from Nola IOT to intervene at the appropriate time to try to deny Muslims to come back there or to attack them and their properties.
31	05/Sep/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 5 September 2015, in Berberati, the illegal presence of an anti-balaka criminal escaped from Ngaragba prison in Bangui on 7 July 2015 is reported. His name Aaron Wilibona aka Aron Oulibona accompanied by a group of about 8 anti-balaka combatants. He fled to Garoua-Boulaye in Cameroon after his escape, and now he could destabilize the precarious security situation of Berberati.
32	07/Sep/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 7 September 2015, in Berberati, Imam Nandobo was attacked at his home by armed individuals. He confronted the perpetrators and wounded one of them. One weapon was abandoned on the scene. An investigation was opened by the gendarmerie.
33	09/Sep/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 9 September 2015, in Berberati, the sub Prefect of Berberati informed that Muslims who abandoned their homes at the crisis time, are still being threatened by some unruly residents of their localities. He gave a reference of one, Mr Adam Abah (diamond dealer) a resident of Baniya village, who stayed as refugee in Cameroon during the crisis. He returned to Balego village on 8 September 2015 but he faced bitter anger of the residents, but he was saved by the timely intervention of the Baniya Gendarmerie. He is currently in the custody of Gendarmerie of Berberati for safety. In Soso Nakombo, similar treatment is reported to have been experienced by a number of Muslim businessmen who also attempted this week to go back and commence their various businesses.
34	14/Sep/15	NOGOTTO	BODA		On 14 September 2015, in Ngotto, a number of unidentified armed groups who are believed to be hiding in the Ngotto forest for rebel training and other criminal purposes. Though no clear identification, these said groups are alleged to be mostly former President Bozizé supporters with a likely intention of disrupting the election in those areas.

35	17/Sep/15	CARNOT	CARNOT		On 17 September 2015, in Carnot, anti-balaka elements attempted to attack the Carnot gendarmerie post to free a comrade who had been arrested for killing a diamond dealer. The local gendarmerie requested MINUSCA to transfer him to Bangui. The next day, a gendarme shot the escaped anti-balaka causing protests of the unhappy population. The victim was taken to the hospital.
36	23/Sep/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 23 September 2015, in Berbérati, Mambere-Kadei, anti-balaka elements reportedly started harassing the group of 70 Peuhl transiting from Boda to Cameroon. Tensions rose due to a rumour of an upcoming attack by Muslims. The local gendarmerie now guard the Peuhl camp. The same day, anti-balaka elements reportedly tried to prevent the return from Cameroon of the Peuhl chief of Gbabaza, 30 kilometres from Berbérati.
37	30/Sep/15	CARNOT	CARNOT	1	On 30 September 2015, in Carnot, alleged anti-balaka elements attempted to loot the house of a Muslim family. One of the victims succumbed to his injuries in the night of 30 September 2015.
38	30/Sep/15	BERBERATI	BERBERATI	0	On 30 September 2015, in Berbérati, anti-balaka group was reinforcing its elements, with the intention of going to Bangui to support their partners in the escalation of violence. Anti-balaka also continues blocking the MSR 1 between Bossembélé and Bangui, while armed anti-balaka members are continuously arriving in Boali for the same purpose. They are arriving by trucks and motorbikes since 29 September. They are putting barricades and threatening to the population on the MSR 1.

Annex 5.16: Mining site in Boda

Photograph taken by the Panel on 12 June 2015



Annex 5.17: Purchasing policies of buying houses for the west of the CAR

1. SODIAM is the main buyer of diamonds from the western production zone, purchasing 21,043 carats between 1 July 2014 and 5 September 2015, bringing its total stock to 70,036 carats.¹⁸³ SODIAM's buyer and supplying collectors in Carnot explained to the Panel that they do not purchase from anti-balaka members and have not received any signals among their suppliers in the field of interference by armed groups in the Carnot *sous-préfecture*.¹⁸⁴ They were not aware of the situation in Sasélé, from where a supplying collector of SODIAM previously purchased diamonds.¹⁸⁵ SODIAM's General Director further told the Panel that the company no longer purchases diamonds from Hassan Fawaz, on grounds of links he apparently developed with anti-balaka elements.¹⁸⁶ SODIAM's last purchase from Fawaz was recorded on 2 February 2015.¹⁸⁷
2. The second largest buyer of diamonds from the west is Sud-Azur, with 2,936 carats purchased between June 2014 and September 2015, followed by BADICA (listed on 20 August by the 2127 Sanctions Committee) with 186 carats from Carnot between May and September 2014, and 500 carats purchased in July and August 2015 from Boda, Nola and Yaloké.¹⁸⁸ In a written response to a query by the Panel about buying houses' purchasing policies, BADICA's legal representatives communicated that recent purchases from the west were meant to benefit from the partial lifting of the Kimberley suspension.¹⁸⁹ Sud Azur's Director General emphasised in his response that purchases from the west made in Bangui derive exclusively from collectors and artisanal operators recognised by mining authorities.¹⁹⁰

¹⁸³ Official purchasing records provided by the Ministry of Mines, 2014-2015, archived at the UN/DPA/SCSOB.

¹⁸⁴ Meeting with SODIAM's buyer and supplying collectors, Carnot, 18 June 2015.

¹⁸⁵ See paragraphs 129-131 of the 2014 Panel's final report.

¹⁸⁶ Meeting with SODIAM's General Director, Bangui, 21 September 2015.

¹⁸⁷ Official purchasing records provided by the Ministry of Mines, 2014-2015, archived at the UN/DPA/SCSOB.

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ The letter from BADICA's legal representative is in **annex 3.12.2**.

¹⁹⁰ The letter from Sud Azur Director General in annex is in **annex 3.12.6**

Annex 5.18: Case of gold purchased by the buying house Adamas-Swiss

1. The General Director of the company explained to the Panel that he was assured by state mining authorities and security services that Ndolobo was not under armed group control. The company had not gone to mine site itself to verify the situation.
2. A guard unit like the one active in Ndolobo constitutes *per se* a private security force, for which the same supply chain due diligence approach applies as for armed groups.¹⁹¹ OECD due diligence guidance, *inter alia*, recommends companies to require that private security forces contracted by any party in the supply chain will be engaged in accordance with the Voluntary Principles on Security and Human Rights.
3. The guidance further recommends that companies adopt and implement a plan to mitigate the risk of direct or indirect support to private security forces, and suspend engagement with upstream suppliers if after six months of adopting the plan conditions are not met.¹⁹²
4. In the present case, it is unlikely that the guard unit can fulfil conditions, not in the least because, according to the voluntary principles, private security should not be engaged in activities exclusively the responsibility of state military or law enforcement authorities¹⁹³, which is the case in Ndolobo, since it is not covered by any privately held mining title.¹⁹⁴

¹⁹¹ See the section on “Diamonds and security” in chapter III about due diligence *vis-à-vis* former Séléka-controlled areas.

¹⁹² See for full recommendations with regard to private and public security companies, see OECD, 2013, *op. cit.*, pages 22 and 23.

¹⁹³ See The Voluntary Principles, 2000, The Voluntary Principles on Security and Human Rights”, p. 6, last accessed in October 2015 at: http://www.voluntaryprinciples.org/wp-content/uploads/2013/03/voluntary_principles_english.pdf.

¹⁹⁴ For web map, including mining titles, see Filip Hilgert, Lotte Hoex, Steven Spittaels, Yannick Weyns, 2014, “Mapping Conflict Motives: the CAR”, International Peace Information Service (IPIS), accessed on 23 October 2015 at <http://ipisresearch.be/publication/mapping-conflict-motives-central-african-republic-2/>.

Purchasing receipt of gold issued by the buying house Adamas-Swiss

[illegible]

Gold export authorization issued by CAR authorities for Adamas-Swiss

DIRECTION GENERALE
 DES RESSOURCES
 MINIERES

République Centrafricaine
 Hsair exportation d'Or Diamant brut
 d'origine artisanale ou industrielle

LAISSEZ PASSER

NO. 004439*

La Société (1) : ADAMA SWISS BP 3276 Bangui (ECA)
 est autorisée à exporter le lot de diamants brute suivant
 Référence du lot : ADAMA SWISS NR 003/2015
 Poids du lot (2) : 4793,5 grammes
 Valeur brute d'achat du lot (3) : 55 108.000 FCFA
 Région d'achat : Bangui
 Période d'achat : 02/08/2015 au 04/08/2015
 Destination du lot (4) : SOCIETE GENERALE DES MINES SA
BP 2035 N'djamena TCHAD

Taxe unique d'exportation perçue par l'Etat Centrafricain (5)
564.020 FCFA

Acquiesce récipiendaire n° _____
 du : _____

Le Chef de Service des Contrôle
 du Commerce des Diamant

(1) Hsair Suisse
 (2) Or naturel
 (3) Or finness 999,9
 (4) Société ou entreprise de destination
 (5) Titre de signature exportateur

Contrôle export et social
 A Bangui, le 07/08/2015
 Le Représentant de la Société (1)

Visa de sortie
 N° _____ du _____
 L'Agent des Douanes

Délivré à Bangui, le 07/08/2015
 Directeur de la Commercialisation et de l'Industrie

(Signature)

Source: Photographs of documents obtained by the Panel from Adamas-Swiss

Annex 5.19: List of arms and ammunition handed in by Alfred Yékatom alias 'Rhombot'

Tissa, le 07 Mars 2015

DECHARGE DES ARMES CALIBRES CONFONDUS
ET MUNITIONS DE GUERRE AU COMITE DE COLLECTE
D'ENREGISTREMENT ET D'ENTREPOSAGE DES ARMES
ET MUNITIONS DE GUERRE RENDUS PAR LES ELE-
MENTS DES FORCES DE DEFENSE ET DE SECURITE
(F D S)

- Il s'agit de :
 - 12 Roquettes
 - 06 Propulseurs
 - 02 Lance roquettes RM 7
 - 01 fusil AA.52
 - 01 fusil PKM
 - 10 fusils AK 47
 - 01 fusil GALIL
 - 01 fusil FAL
 - 01 PM UZI
 - 05 PM MAT-49
 - 03 fusils MAS 36
 - 05 Mines anti-personnes
 - 15 Chargeurs fusil AK 47
 - 05 Chargeurs fusil MAT-49

MUNITIONS

- 13 munitions 14-5
- 1743 munitions lot confondu

Le Commissaire du
GVT *[Signature]*
N° 101210

Le CEMVA
[Signature]
Lcl Secy
Alfred

CIC Y RAMBO-A
[Signature]

Source: Photograph of the document taken by the Panel

Annex 5.20: Security payments to anti-balaka by related to exploitation of timber

1. Personnel of the *Société d'Exploitation Forestière Centrafricaine* (SEFCA) in its main concession in Mambélé told the Panel in August 2015 that they had not faced any disturbances since the height of anti-balaka insurrection in the first half of 2014; however, they admitted to having made payments to avoid anti-balaka sabotaging operations during this time.¹⁹⁵
2. Anti-balaka coordinator in Berbérati, 'Chiki Chiki', told the Panel that prior to his departure to Nairobi in December 2014, his group had provided protection to SEFCA premises in Berbérati, at a rate of FCFA 150,000 (USD 300) per week.¹⁹⁶
3. Two other confidential sources to the Panel confirmed the arrangement and amount.¹⁹⁷ One of the sources was present during an anti-balaka meeting in Berbérati on 18 June 2014 on the subject.
4. SEFCA's Deputy Director told the Panel he would investigate the matter, but already explained that at the time anti-balaka forces were posing a serious threat to company personnel and assets in the company's area of operation.¹⁹⁸ In early 2015, police authorities in Berbérati put a stop to protection arrangements between anti-balaka and business operators.¹⁹⁹

¹⁹⁵ Meeting with SEFCA personnel, Mambélé, 20 August 2015.

¹⁹⁶ Meeting with Yapélé, Berbérati 17 June 2015.

¹⁹⁷ Meeting with a civil society source present during the meeting, Berbérati, 15 June 2015; telephone interview with religious authority in Berbérati, 6 April 2015.

¹⁹⁸ Telephone conversation with SEFCA Deputy Director to follow up on the Panel's request for information, 2 November 2015.

¹⁹⁹ Meeting with Yapélé, Berbérati, 17 June 2015; Meeting with deputy police commander, Berbérati, 17 June 2015.

Annex 6: Implementation of the travel ban and asset freeze

Implementation of the assets freeze

1. Following the listing on 9 May 2014 and on 20 August 2015 of six individuals and one associated entities subject to the travel ban and assets freeze established and maintained by the Security Council Committee established by resolution 2127 (2013), the Panel requested information about the accounts and transfers of those individuals and of known family members and associates from financial institutions operating in the Central African Republic and the region to ensure that any funds, financial assets or economic resources be prevented from being made available to or for the benefit of the designated individuals.
2. One financial institution, the *Banque Populaire Maroco-Centrafricaine* (BPMC), has not responded to two requests for information sent by the Panel. The lack of cooperation is reason for the Panel to put BPMC under close scrutiny in the future.
3. On 26 July 2014, a financial institution informed the Panel that François Bozizé received in Kampala USD 300 that sent by his son, Socrate Bozizé, from the French island of *La Réunion*, in the Indian Ocean. Bozizé's bank account at one financial institution in Bangui is under "no debit" instruction, as is the one of Nourredine Adam. The accounts were not credited since both individuals were listed.
4. BADICA holds accounts at three different banks in the Central African Republic. One informed the Panel that BADICA took several loans in 2010 of FCFA 2,308,548,637 (USD 4,617,274) to purchase real estate and diamonds, of which FCFA 1,596,167,726 (USD 3,192,335) is still outstanding. The real estate consists of two properties, one valued at FCFA 2,046,675,082 (USD 4,093,350) and one at FCFA 400,000,000 (USD 800,000), with a note that associated rental income should service the loan debt.
5. The Panel notes that in accordance with Security Council resolution 2196 (2015), the guidelines of the Committee, section 12 (g.ii), provide for exemption to the asset freeze in case of payments due under contracts, agreements or obligations that arose prior to the date on which those accounts became subject to the assets freeze. However, such exemption requests have to be submitted through the State of residence or registration in case of entities.

Violation of the travel ban

6. During the course of its mandate, the Panel noticed several travel ban violations by Nourredine Adam and François Bozizé. Information obtained by the Panel indicates that Nourredine Adam violated the travel ban at least six times and François Bozizé at least seven times.
7. By paragraph 4 of resolution 2196 (2015), the Security Council decided that “all Member States shall continue to take the necessary measures to prevent the entry into or transit through their territories of individuals designated by the Committee.” By paragraph 6 of resolution 2196 (2015), the Security Council emphasized “that violations of the travel ban can undermine the peace, stability or security of the Central African Republic”, and observed “that individuals who knowingly facilitate the travel of a listed individual in violation of the travel ban may be determined by the Committee to have met the designation criteria provided for in this resolution”.
8. The majority of violations by both listed individuals took place around the organisation of the Nairobi talks from December 2014 to April 2015 at the initiative of the International Mediator with the support of the government of Kenya, thereby setting the scene for the violations.

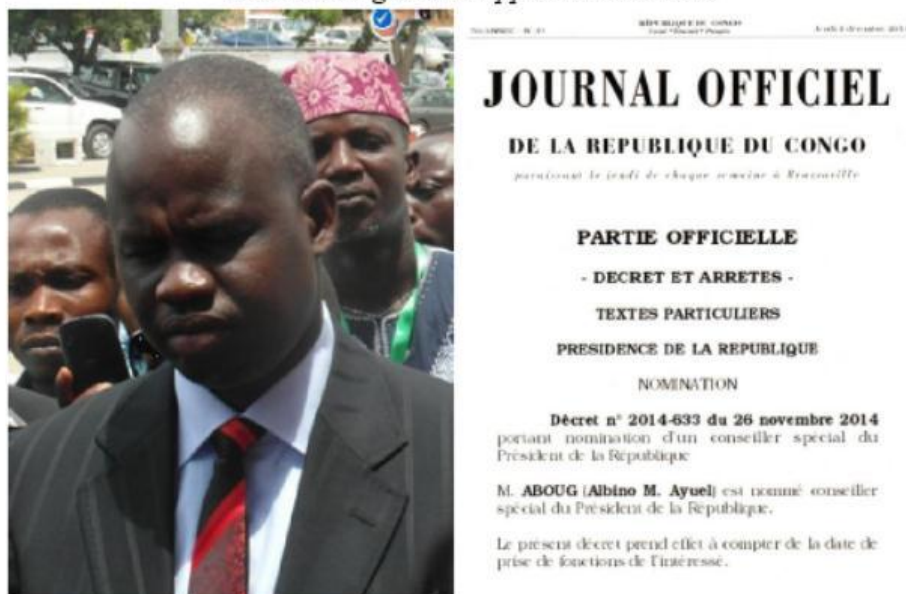
Photograph of Kenyan President Uhuru Kenyatta with sanctioned individuals François Bozizé (first rank – second left) and Nourredine Adam (first rank – third right), surrounded by anti-balaka and former Séléka political and military commanders



Source: Posted on the Kenyan Presidency twitter account @StateHouseKenya on 14 April 2015 at 8:38 am.

9. The Panel also believes that Albino Mathiem Ayuel Aboug, a South-Sudanese and US national, played a key role in the organisation of the Nairobi talks, in his capacity as Special Adviser of the Congolese President Sassou N'Guesso.²⁰⁰ He facilitated the travels of sanctioned individuals Adam and Bozizé, which represent a designation criteria pursuant to paragraph 6 of resolution 2196 (2015), and he was also in charge of some logistical aspects, including hotel bookings and *per diem*. Some participants also mentioned that he was suspected of having diverted part of the money for the organisation of the event.

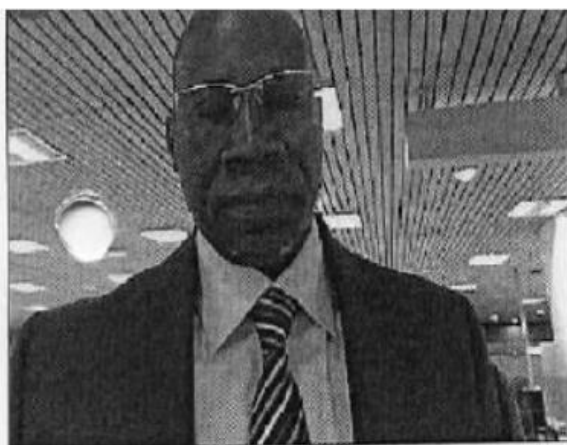
Albino Aboug and its appointment decree



10. While attending the Nairobi Forum, Nourredine Adam travelled to Addis Ababa on 5 February 2015 and returned on 17 February 2015 onboard Ethiopian Airways (ET305 and ET302). The governments of Ethiopia and Kenya each received a letter from the Panel on 11 March 2015 requesting more information about Adam's trips.

²⁰⁰ "Presidential decree number 2014-633 of 26 November 2014 appointing Albino M. Ayuel Aboug as Special Adviser of the President of the Republic of the Congo".

Photograph of Nourredine Adam at Nairobi airport on 5 February 2015



DOB : 01/01/1970
 Birth Place :
 Height :
 Gender : Male
 Weight :
 Marital Status :
 Nationality : CAF Central African Republic
 Ethnicity :
 Hair Color :
 Eye Color :

Documents

Document Type	Document Number	Country	Issue Date	Expiration Date	Issued
	000001104	CAF Central African		09/04/2018	

Source: Interpol

11. Since his listing Nourredine Adam went to Chad in October 2014, (letter sent 11 December 2014), and on 21 April 2015 (letter sent 24 April 2015). He is reported to have entered the Central African territory from Chad on 8 October 2015, a few days before his troops started their march from Kaga-Bandoro to Sibut where they were stopped by international forces. While travelling from Nairobi to N'Djamena, Adam transited in Cameroon on 21 April 2015. A letter was sent to the Cameroonian authorities in this regard on 28 April 2015.
12. On 28 November 2014, the Panel informed the government of South Africa about a potential travel of Bozizé to South Africa on or around 13 September 2014. On 15 October 2015 the Panel sent another letter to the government of South Africa indicating travel of Francois Bozizé to South Africa on 14 October 2015, again in violation of the travel ban.
13. On 28 November 2014, the Panel also informed the government of the DRC that Francois Bozizé was reported to have travelled to Kinshasa earlier that month. On 1 December 2014, the Panel informed the government of the Republic of Congo about the entry of Francois Bozizé in Brazzaville on 30 November 2014. On 11 December 2014, the Panel informed the government of Kenya of a reported travel of Francois Bozizé, as well as Nourredine Adam to Nairobi on or around 13 September. On 11 December 2014, the Ugandan government was informed by the

Panel about the use of their country by Francois Bozizé as a hub for travels in the region in violation of the travel ban.

14. Between September 2014 and October 2015 the Panel sent 22 letters to a total of 10 countries and 3 entities requesting details about possible travel ban violations. One Member State provided an answer, three only acknowledged receipt, and six failed to reply at all. One entity provided an answer, while one did not reply. The lack of cooperation with the Panel reduces Member States' ability to implement the travel ban. Warnings from the Panel that Nourredine Adam was most likely traveling under a different identity, Adam Mahamat or Mahamat Adam, were not acknowledged in any response by relevant Member States.
15. On 3 March 2015, the CAR Head of State of the transition sent a letter to the Sanctions Committee in which she called for a thorough implementation of the sanctions measures. This letter should be understood in the context of security risks linked to Member States' trivialisation of the sanctions regime, and of the credibility of sanctions and threats of sanctions to political spoilers. The Security Council Committee reacted by inviting the concerned States to a meeting with the Committee during which it solicited explanations, and released a press communiqué.
16. Security Council resolution 2196 (2015) further enhanced the travel ban mechanism by observing that individuals who knowingly facilitate the travel of a listed individual in violation of the travel ban may be determined by the Committee to have met the designation criteria. A Security Council's Presidential Statement of 20 October 2015 and the conclusions of the March 2015 meeting of the International Contact Group of the CAR, mention the intention to further apply sanctions to political spoilers and implement those on already designated individuals.

Annex 7: Humanitarian section

1. The humanitarian situation in the CAR can be described as complex and in much need of attention. Despite all the efforts undertaken by the humanitarian community the situation remains at a critical emergency level, as witnessed by the Panel on different occasions throughout the mandate. This section will provide information on some of the key elements, as follows: acts involving sexual violence, the targeting of civilians, attacks on schools, attacks on hospitals, the recruitment and use of children in armed conflict, and obstruction of the delivery of humanitarian aid.

Acts involving sexual violence

2. In the course of 2015, UNFPA and humanitarian partners participating in the sub-cluster, registered 23,361 cases of Sexual and Gender Based Violence (SGBV) in 47 Sub-Prefectures of the Central African Republic. The data registered does not specify the type of violation, but according to the sub-cluster they include rape, sexual assault, sexual slavery and sexual exploitation.²⁰¹ In 2014, 6,700 cases were reported to the GBV Sub-Cluster (Gender Based Violence Sub-Cluster) in 14 Sub-Prefectures in the country. From 5 December 2013 to 31 July 2014, three of the five main partners (INGOs) that provide data to the sub cluster reported a total of 784 cases of sexual violence in the Central African Republic.²⁰² The increase in the number of reported cases, as reported by UNFPA, is explained by the fact that sub-cluster partners had more access to information and more operational capacity in 2015 as compared to 2014.²⁰³ Perpetrators were not frequently recorded in the Information Management tool, but according to the information provided by UNFPA perpetrators include: unknown armed men, family members, neighbours, and unknown individuals. See below the disaggregated data provided by the sub-cluster.

²⁰¹ Email communication from UNFPA, 22 October 2015. UNFPA also informed the Panel that this information should be published before the end of 2015.

²⁰² See Panel's 2014 final report.

²⁰³ Email communication from UNFPA, *op.cit.*

Data collected by GBVIMS members (12 international and national NGOs working in 47 sous-préfectures in the CAR) and consolidated by UNFPA between 1 January and 30 October 2015

	Number of incidents of sexual violence segregated by sex and age of survivors				Total
	Men	Women	Girls	Boys	
Bangui	123	10810	6431	394	17758
Bamingui- Bangorom	0	51	55	1	107
Basse Kotto	0	56	41	0	97
Haut Mbomou	0	67	44	0	111
Haute Kotto	16	170	139	43	368
Kemo	0	163	110	38	311
Lobaye	0	101	73	0	174
Mambere-Kadei	0	116	95	0	211
Mboumou	0	126	91	0	217
Nana Gebrizi	10	292	148	32	482
Nana Mamabere	2	238	150	3	393
Ombrella Mpoko	5	286	170	2	463
Ouaka	68	552	422	167	1209
Ouham	0	365	229	2	596
Ouham Pende	0	145	93	0	238
Sanga Mbaere	0	0	0	0	0
Vakaga	28	284	226	88	626
Total	252	13822	8517	770	23361

Number of incidents of sexual violence segregated by number and kind of perpetrators											
ALLEGED PERPETRATORS	Armed med (this category includes: parties to the conflict, non-identified armed youth, state security forces and peacekeepers)					Civilians					Tot
PREFECTURES	1	2	3	More than 3	Total	1	2	3	3	Tot	
Bangui	7925	21 02	10 47	1535	12609	48 13	148	93	95	514 9	17758
Bamingui Bangoran	54	12	9	7	82	14	4	3	4	25	107
Basse Kotto	21	14	18	16	69	23	2	3	0	28	97
Haut Mbomou	41	10	15	19	85	16	4	6	0	26	111
Haute Kotto	123	28	66	90	307	31	0	21	9	61	368
Kémo	52	50	57	68	227	34	22	15	13	84	311
Lobaye	46	18	33	26	123	23	16	12	0	51	174
Mambéré Kadéï	54	24	27	45	150	36	16	9	0	61	211
Mbomou	38	26	33	54	151	42	18	6	0	66	217
Nana Grébizi	119	32	51	79	281	10 6	74	21	0	201	482
Nana Mambéré	102	62	45	69	278	81	26	3	5	115	393
Ombella M'Poko	86	16	54	91	247	99	58	33	26	216	463
Ouaka	327	88	13 2	237	784	16 2	142	72	49	425	1209
Ouham	124	64	42	51	281	16 5	56	87	7	315	596
Ouham Pendé	93	8	27	21	149	74	12	3	0	89	238
Sangha Mbaéré	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vakaga	273	72	36	61	442	14 2	24	12	6	184	626
TOTAL/TYPES AUTEURS	9478	26 26	16 92	2469	16265	58 61	622	39 9	214	709 6	23361

3. In the course of 2015, confidential sources reported a total of 23 cases in which minors were victims of sexual violence that resulted in 26 victims of rape, namely, 25 females and one male.²⁰⁴ Out of the 23 cases, anti-balaka elements were responsible for 12 of the incidents reported; two were committed by LRA elements; six by former Séléka – UPC faction elements, and three by unidentified individuals. These 23 cases are to be considered as a small sample of the GBV situation in the country but not as a representative sample of what is happening in the entire country. The cases were investigated in detail, and this is not the case for all sexual and gender based violence in the CAR. Illustrated below are details of cases where perpetrators were identified.

²⁰⁴ Confidential report, 22 September 2015.

*Details of anti-balaka cases where perpetrators were identified*²⁰⁵

4. On 25 March 2015, a 12-year-old girl who was going to the farm with her parents at 10 kilometres from the village Pama was kidnapped by "Songole", an anti-balaka element from Boda in Lobaye province who forced her into his house and raped her. The parents informed the gendarmerie who arrested him and transferred him to Bangui for trial, he escaped on 28 September 2015 from Ngaragba prison in Bangui. The girl was referred for medical treatment.²⁰⁶
5. On 15 May 2015, a 14-year-old girl was raped by an anti-balaka element known as Salomon Depara, affiliated to the Comzone Gaetan Boade, in Kidjigra area, Bambari. The incident happened at around 20:00 hours, while the girl was returning home from her brother's place. She was forced to follow five men to the house of the alleged perpetrator who held her by force and raped her. He reportedly tried to give the victim FCFA 5,000 afterwards, which she refused. The victim received medical support on 22 May 2015 and psychosocial assistance on 29 May 2015. No complaint was filed to judicial authorities.²⁰⁷

Details of LRA cases where perpetrators were identified:

6. On 8 February, a 15-year-old girl was kidnapped by an LRA group in the village of Morabanda, along with other children. The girl was used to carry goods, conduct domestic work, and she was raped on numerous occasions by an LRA element called Samuel. The perpetrator apparently told her several times that the sexual intercourse was to prepare her for her future wedding. The girl managed to escape in July 2015. The victim received medical treatment and had returned to her family at the time of writing of this report.²⁰⁸
7. On February 2015, a 14-year-old girl was abducted along with two of her brothers by armed men suspected to be members of the LRA in the village of Wago, 70 kilometres from Bria on the Bria-Yalinga axis. She reported that on several occasions, she was repeatedly raped by one of the armed group leaders called Moufoulanga. The victim received medical attention after her escape.²⁰⁹

²⁰⁵ *Ibid.*²⁰⁶ *Ibid.*²⁰⁷ *Ibid.*²⁰⁸ *Ibid.*; Panel's Database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.²⁰⁹ Confidential report, *op.cit.*; Panel of Experts database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

Details of UPC cases where perpetrators were identified

8. Six of the 23 reported cases of rape were allegedly committed by UPC elements in the Ouaka province.²¹⁰ In three cases the perpetrators were not identified. The following cases have identified perpetrators:
9. On 3 March 2015, a 13-year-old girl resident in Boubala, situated 23 kilometres on the Kouango-Lioto axis was raped by Colonel Abdourahmane Mahmat alias “Sirongo” of the former Séléka faction of UPC. The perpetrator claimed to confidential sources that he wanted to marry the victim, but later abandoned her. Later in April 2015 the same Colonel “Sirongo” was accused of raping a 16-year-old girl in the 2nd district of Kouango. No judicial action has been taken against the perpetrator for any of the cases at the time of writing.²¹¹
10. On 15 April 2015, a 13-year-old girl from the village of Ngakabo, approximately 60 kilometres on the Bambari-Bangassou axis, was raped by the local zone commander of the former Séléka UPC faction of Ngakobo. The victim is a fruit vendor and the local zone commander under the pretext of wanting to buy her fruits, lured and raped her. The incident was not reported to the police and the name of the perpetrator was not available at the time of writing. The victim received medical attention.²¹²
11. On 19 April 2015, a 12-year-old girl was raped in the village of Gandjia by Aroune Agoudji, the local commander of the former Séléka, UPC faction. The perpetrator forced the victim into marriage and is currently living with her in Lioto village located 45 kilometres on the Kouango-Grimari axis. No judicial action has been taken against the perpetrator at the time of writing.²¹³

Targeting of civilians

12. In the course of 2015 the Panel continued to monitor the killings of civilians throughout the country based on credible reports from different sources that include UN, NGOs, civil society and investigations undertaken by Panel members in the field. Since 5 December 2013 until 15 November 2015, a total of 4,278 civilians have been killed in the context of the conflict. The grand majority of these took place in 2013 during the peak of violence in Bangui where more than

²¹⁰ Confidential report, *op.cit.*

²¹¹ Panel's database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

²¹² Confidential source, obtained by the Panel on 22 September 2015; Panel of Experts database, accessed on 23 October 2015; Archived at UN/DPA/SCSOB.

²¹³ Panel of Experts database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

1,200 civilians were reported to be killed in the month of December.²¹⁴ The Panel has registered 723 civilians killed since 1 January 2015 until 15 November 2015.²¹⁵ This does not include the killings reported during the recent escalation of violence in Bangui, which started on 26 September.

13. According to the Panel's database, the escalation of violence in Bangui from 26 September 2015 until 16 October 2015 resulted in the death of 79 people and 512 wounded.²¹⁶

Attacks on schools and misuse of education facilities²¹⁷

14. In the course of 2015 the Panel has been monitoring incidents where unlawful activities have taken place in schools in the Central African Republic or where schools and students were victims of violence.²¹⁸ Additionally, this section will also touch on information concerning MINUSCA's occupation of two schools. The Panel and other organizations continue to point out that MINUSCA forces have been occupying one school since 2014 and no solution to move these forces from these schools has been agreed on.
15. On 13 February 2015, around 19:00 hours, in Bangui, an IOM national staff on his way to his residence in Gobongo was stopped by 10 anti-balaka elements. One of them forced the staff onto a motorbike with two other anti-balaka elements. The perpetrators took the victim to a school in Gobongo where they stole a VHF radio, one laptop and a camera. The individual was released unharmed at 20:00 hours.²¹⁹
16. On 6 March 2015 in Bobazi village (east of Batangafo, Ouham Province), a group of anti-balaka elements from Batangafo pillaged the Bobazi primary school. An INGO had provided support to this school since 2013. On the day of the incident, armed anti-balaka elements robbed the zinc sheets from the school's roof leaving the building exposed to the elements. No further damages or casualties were reported. It should be noted that most of the population in the village had been displaced to Batangafo IDP sites due to the fragile security situation in the area.²²⁰

²¹⁴ Panel of Experts database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

²¹⁵ *Ibid.*

²¹⁶ OCHA Central African Republic, Flash Update 8, 16 October 2015. Accessed on 23 October 2015 at: https://gallery.mailchimp.com/ec65ff95b00a3e0f330508b82/files/flash_update_8.pdf

²¹⁷ Panel of Experts database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ Confidential source, 17 February 2015.

²²⁰ Email communication with CAR Education Sub-Cluster on 22 August 2015. Sub-Cluster Education RCA - Attaques contre l'éducation - Database - Document archived at UN/DPA/SCSOB. Panel of Experts database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

17. On 13 May 2015, around 14:30 hours, in Batangafo, six staff of an INGO were attacked by anti-balaka elements and an angry mob during a food distribution at the IDPs school Bagga. Despite the fact that the INGO staff tried to explain that they were conducting humanitarian assistance activities, the attackers wounded two of the staff present prompting the INGO to stop its activities.²²¹
18. On 14 May 2015, in Bambari, an attempted murder of a student by a group of armed men created panic among the other students of a mixed high school. The armed elements were identified as relatives of former Séléka UPC elements.²²²
19. On 3 June 2015, around 10:00 hours, in the 4th arrondissement of the Boy-Rabe area of Bangui, MINUSCA elements were attempting to arrest an anti-balaka who had stolen two vehicles in the past weeks. MINUSCA recovered one of the stolen vehicles and on the way back, around Lycée Barthelemy Boganda the patrol fell into an ambush set up by anti-balaka armed elements. In violation of international law, anti-balaka elements from the Maxime Mokom faction,²²³ led by Guy Mazimbélet²²⁴ used the school as a theatre of operations to attack peacekeepers putting in danger the life of students who were attending school at the time of events. Guy Mazimbélet was killed on 28 September 2015 during the escalation of violence in Bangui.²²⁵ According to Watchlist International “anti-balaka members allegedly used students as human shields during fighting with MINUSCA troops”.²²⁶ During the incident two peacekeepers were wounded. The gunshots caused panic among the students who fled the scene. 85 children were transferred to four different hospitals for medical attention. Most of them sustained minor injuries from the scuffles that ensued. Some witnesses stated that the anti-balaka deliberately put the children in danger by choosing the site across from the schoolyard for their ambush. The number of casualties on the anti-balaka side remains unknown.²²⁷

²²¹ Confidential source, 20 May 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

²²² Confidential report 16 May 2015.

²²³ List of AB Zone Commanders of Maxime Mokom faction provided by Military Chief of Staff on 6 July 2015 in Bangui; archived at UN/DPA/SCSOB.

²²⁴ Telephone interview on 22 September 2015 with an eyewitness present at the time of the event and confidential source, 22 September 2015, Bangui.

²²⁵ Confidential source, 28 September 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

²²⁶ Watchlist on Children and Armed Conflict 2015 Report “Vulnerable Students, Unsafe Schools: Attacks and Military Use of Schools in the Central African Republic”, September 10, 2015, on 24 October 2015, at: <http://watchlist.org/vulnerable-students-unsafe-schools-attacks-and-military-use-of-schools-in-the-central-african-republic/>

²²⁷ Confidential source, 3 June 2015; confidential source, 4 June 2015; Confidential report, 5 June 2015; confidential source, 5 June 2015; confidential source, 1 to 5 June 2015; confidential source, 2-8 June 2015. MINUSCA Press Release, “La MINUSCA condamne fermement l’attaque contre les casques bleus à Bangui”, June 5, 2015, accessed on 23 October 2015 at:

20. On 5 June 2015, around 22:00 hours, in Bria, five individuals, two armed with AK47s and three with machetes, assaulted a garage's guard. The attackers put a mask on his face and took him to the Mbramake schoolyard, where the victim was beaten and sustained a wound on the arm. The attackers then left the scene and the local population took the victim to the hospital. The local police opened an investigation, however, at the time of writing no results have been reported from the investigation.²²⁸
21. On 25 June 2015, around 20:00 hours, in Bangui, the headmaster of the Boganda high school reported a robbery in his office by a group of six armed individuals. They stole some education and teaching materials. No casualties were reported.²²⁹
22. On 8 July 2015, in Bongbagalo and Mbagolo (east of Bambari, Ouaka Province) UPC elements continued to raise barriers in front of two Health Centres. The barriers dissuade the community from receiving health care. Moreover, UPC elements have also occupied a nursery school and a youth centre in Ngadza (Bambari-Kouango axis) preventing humanitarian actors and the local community from using these buildings.²³⁰

Occupied school by MINUSCA forces:

23. In Bangui's 3rd district, MINUSCA police officers have been based in the primary public school of Koudoukou since 2014.²³¹ The education sub-cluster last update was on 31 August 2015 and at the time of writing of the report the school in Bangui was still being used by MINUSCA Police Officers.²³² It is important that the mission ceases the occupation of these schools and finds other locations as bases without ceasing to provide protection in the area.

<http://minusca.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=aktXwAt9mnk%3D&tabid=5620&mid=9622&language=fr-FR> ; Watchlist on Children and Armed Conflict 2015 Report "Vulnerable Students, Unsafe Schools: Attacks and Military Use of Schools in the Central African Republic". September 10, 2015; accessed on 24 October 2015 at: <http://watchlist.org/vulnerable-students-unsafe-schools-attacks-and-military-use-of-schools-in-the-central-african-republic/>

²²⁸ Confidential source, 8 June 2015; confidential source, 5 to 12 June 2015. Archived at UN/DPA/SCSOB.

²²⁹ Confidential source, 29 June 2015. Archived at UN/DPA/SCSOB.

²³⁰ Confidential report 9 July 2015; confidential source, 9 July 2015. Archived at UN/DPA/SCSOB.

²³¹ Sub-Cluster Education RCA - Attaques contre l'éducation - Database - Document archived at UN/DPA/SCSOB. Watchlist on Children and Armed Conflict 2015 Report, *op. cit.*

²³² Email communication with CAR Education Sub-Cluster in August 2015. Sub-Cluster Education RCA - Attaques contre l'éducation - Database - Document archived at UN/DPA/SCSOB. Panel of Experts database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB. Email communication with Bangui UN staff who confirmed that Bangui school was still being used at the time of writing of this report.

Attacks on hospitals

24. Between 1 February and 30 September 2015 the Panel recorded six (6) incidents in which medical staff, operations or facilities were affected by violence in the Central African Republic.²³³ They are as follows:
- a. On 17 February 2015, in Bambari, UPC elements forcefully entered Bambari hospital and fired several shots in the air. The possible reasons for the assault include the intimidation of local anti-balaka elements and of wounded Christians from the previous day's inter-communal violence. No casualties were reported.²³⁴
 - b. On 26 February 2015, around 20:00 hours, in the village of Borno, 6 kilometres east of Bria two unidentified armed men forcefully entered the INGO run hospital and stole medication and money.²³⁵
 - c. On 5 March 2015, in Bouar, the WHO Bouar office chief noticed the theft of all the WFP items that were stored in a shop at the Bouar's hospital. An investigation has been opened by the gendarmerie but no results had been rendered by the time of writing this report.²³⁶
 - d. On 15 March 2015, during the night, in Bambari, the manager of Bambari's provincial hospital was kidnapped by three anti-balaka elements. His body was found the next day. The perpetrators are on the run. The incident led to a 48 hours strike by the hospital staff.²³⁷
 - e. On 3 July 2015, on the Baboua-Beloko axis, unidentified individuals attacked an ambulance transporting two Cameroonian peacekeepers wounded on 1 July in Yagbet village. No casualties were reported. The victims were transported to MINUSCA's hospital in Bangui on 4 July.²³⁸
 - f. On 12 July 2015, in Ndélé, during the night, family members of a patient who died in a hospital run by an INGO attacked the hospital staff. No major injuries were reported. The incident was apparently linked to the break-in the same night in the compound of the INGO that runs the hospital.²³⁹

²³³ Panel of Experts database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

²³⁴ Confidential source, 17 February 2015; confidential source, 18 February 2015.

²³⁵ Confidential source, 27 February 2015; confidential source, 2 March 2015.

²³⁶ Confidential source, 2 to 9 March 2015.

²³⁷ Confidential source, 17 March 2015.

²³⁸ Confidential source, 6 July 2015; UN Report, 8 July 2015; confidential source, 3 to 10 July 2015.

²³⁹ Confidential source, 14 July 2015; confidential source, 10 to 17 July 2015.

Recruiting or use of children in armed conflict in the CAR

25. The use of children in armed conflict in the Central African Republic remains a serious violation of international law by all parties to the conflict. Although the Panel did not receive any reliable and credible information of new recruitment of children by any of the armed groups in the country, the Panel found that the use of children is widespread throughout the country. Progress has been made in terms of identification, demobilization and reintegration into civilian life of many children, but much more has to be done.
26. In 2014, UNICEF announced that they had identified around 6,000 children in the Central African Republic associated with armed groups.²⁴⁰ Since then, two public events of demobilization of children associated with armed groups, led by UNICEF, have taken place in the Central African Republic, one in May 2015 in Bambari, Ouaka Province and the second and most recent in Batangafo, Ouham Province, in August 2015.²⁴¹ Demobilized children belong to both former Séléka factions and anti-balaka groups.
27. In May 2015, the Panel visited Bambari and conducted extensive interviews with demobilized children and with different stakeholders related to the identification, demobilization and reintegration of child soldiers.²⁴² The Panel found that at least 50% of the minors demobilized were former combatants²⁴³ (according to information obtained from the UNICEF implementing partners' database and interviews conducted by the Panel in Bambari), the other 50% were involved in other activities that include messengers, manning checkpoints, personal assistants, cleaning, cooking, and general support services for the troops. The Panel did not register sexual violence cases during interviews however it is plausible that there were such cases.
28. In the course of its investigations the Panel has identified military commanders of different armed groups, who continue to be active in different parts of the country, who also released children from their ranks for demobilization. These include: anti-balaka commanders in Bambari, Gaëtan Bouadé (see chapter IV Central

²⁴⁰ UN News Centre, "Central African Republic: over 6,000 child soldiers may have been involved in fighting, UN says", 17 January 2014. Accessed on 27 October 2015 at <https://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=46954&Cr=central+african+republic&Cr1#>

²⁴¹ *Ibid.* and UNICEF Press Centre, "New release of children by armed group in the Central African Republic brings total to more than 600 since May", 28 August 2015. Accessed on 27 October 2015 at: http://www.unicef.org/media/media_83024.html

²⁴² Mission to Bambari from 20-23 May 2015.

²⁴³ For this report the Panel considers that child combatants are those children who are / were armed and took part in combats, not those who undertake "support" functions.

Region) and “Tchenenguere”²⁴⁴ and Séléka commanders: General Ali Darrassa Mahamat (see chapter IV Central Region), Colonel “Zakaria”, Colonel Bourma (see chapter II Northern region and border with Chad), General “Tarzan” (see chapter IV Central Region), Ahamat Mahadi Grégoire (see chapter II Northern region and border with Chad), Tidjani Karan, Issa Issaka Oubin (see chapter III Eastern region and border with Sudan and South Sudan), Amos Nadre, Deya Issaka and Sallet Djouma.²⁴⁵

29. According to information collected by the Panel, one of the main problems that the demobilization process of children is facing is the lack of medium and long-term strategies for re-integration. Some of the demobilized children have families and want to go back to school but the grand majority (especially those who have lost all their family and are closer to the age of 18) want to work, and be trained to undertake activities that can bring them some income. At the moment of writing of this report the Panel had not received any information from UNICEF in relation to programmes set in place for such projects.
30. Additionally, the Panel throughout the missions undertaken in the course of the 2015 mandate had seen minors on three different occasions within the ranks of different Séléka factions, particularly FPRC and UPC.

*Photograph of FPRC camp in Ndjamassinda
taken by the Panel on 24 September 2015*



²⁴⁴ Anti-balaka zone commander in Mandayeba, north of Bambari, Ouaka Province, information obtained by the Panel indicated that he is under command of Gaétan Bouadé.

²⁴⁵ Mission to Bambari from 20 to 23 May 2015; interviews conducted with demobilized children in different transit sites and with NGOs and INGOs providing support and assistance to these children.

*Photograph of FPRC child soldier
taken by the Panel on 24 September 2015*

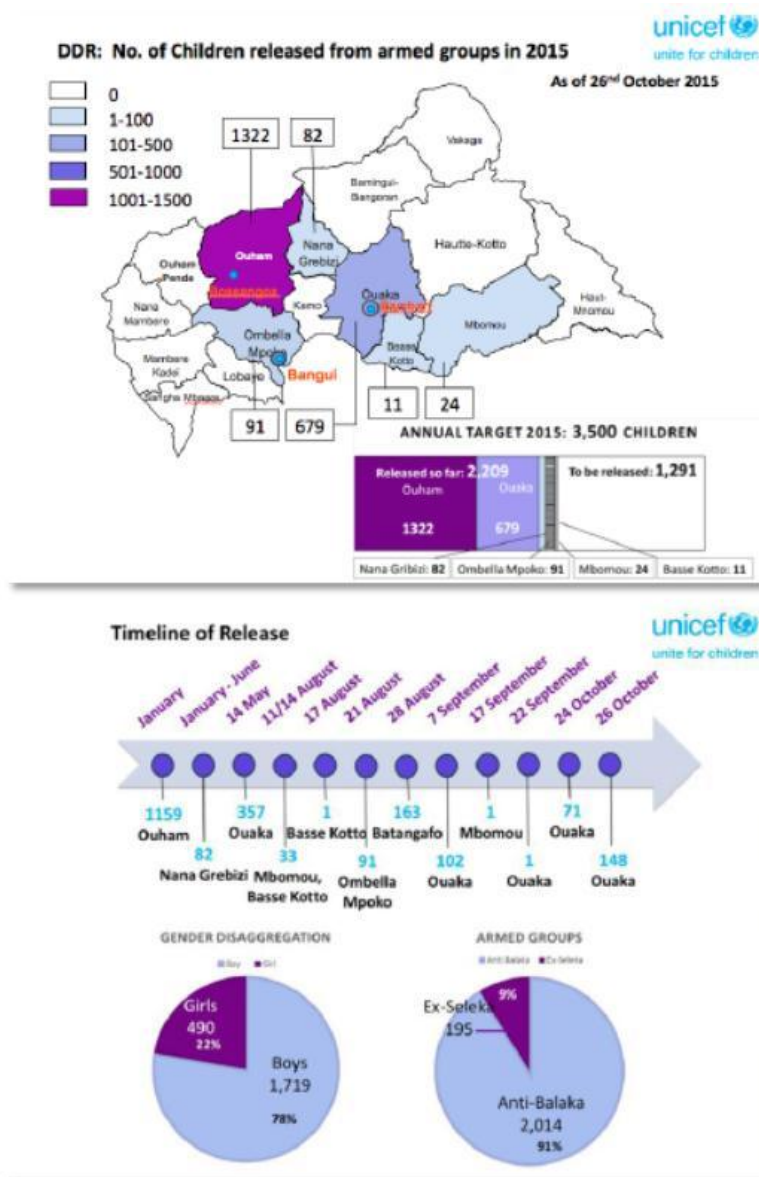


*Photograph of UPC child soldier under command of General Colonel Abdourahmane
Mahmat alias "Sirongo" taken by the Panel on 16 April 2015*



31. According to the last update that the Panel received from UNICEF, on 27 October 2015 “the total number of children released in 2015 is 2,209 (1,719 boys and 490 girls, or 22%). This figure includes 148 children who had release ceremonies on 26 October 2015. In 2014, 2,807 children were released (including 646 girls, or 23%). Thus, the total combined number of children released thus far is 5,016 children, or 83% of the estimate of 6,000 children, or 50% of the estimate of 10,000 children. With the 2,209 children released thus far this year, we have reached 63% of our target of 3,500 children for 2015. With another 1,479 children already identified for release of which 250 are in Lobaye, 1,000 in Ouham and Ouham Pende, 150 in Bangui and 79 in Ex-Seleka groups, we are on track to reach our target by 31 December”.²⁴⁶

²⁴⁶ Email communication with UNICEF CAR on 27 October 2015.



Obstructing the delivery of humanitarian assistance to CAR, or access to, or distribution of, humanitarian assistance in CAR

32. From 5 December 2013 until 30 September 2015, the Panel has registered 482 incidents against humanitarian operations, workers and organizations.²⁴⁷ This count does not include the incidents registered during the escalation of violence in Bangui from September-October 2015 (this will be addressed separately). The 482 incidents resulted in a total of 27 aid workers killed, 74 injured and an

²⁴⁷ Panel of Experts database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

undetermined amount of money and goods looted (humanitarian aid material, office and personal properties).²⁴⁸

33. Since 1 February 2015 until 30 September 2015, 142 incidents were reported. The grand majority of incidents were reported to have taken place in Bangui (42) followed by incidents reported in the province of Ouham (35), this tendency of high levels of incidents in Bangui and in the above-mentioned province is normal due to the fact that this is where the majority of humanitarian workers and organizations are present. During the same period, two aid workers (CAR nationals) and one contracted driver have been killed in three different incidents.²⁴⁹

Attacks against humanitarians that resulted in the death of aid workers or civilians associated with humanitarian operations

34. A case study on the killing of an aid worker in Bambari on 15 March 2015 is included in **annex 2.7**.
35. On 18 July 2015, in Lokoti village, BANBAT reported that armed elements, allegedly FDPC, fired on two WFP trucks within a commercial convoy on MSR 1 travelling from Béloko to Bouar at Lokoti Bangui village, located at 28 kilometres from Baboua. The WFP truck with license plate LTTR 285AJ rolled off the road killing the driver and injuring the passenger. The BANBAT escort conducted a search operation but did not locate the criminals. MINUSCA also assisted the injured with first aid before transporting him to the hospital.²⁵⁰
36. On 23 July 2015, in Korakouri village, the Regional Protection Cluster reported the killing of a national INGO staff by alleged anti-balaka elements. MINUSCA Force confirmed the incident on 28 July 2015. The victim was robbed on his way to Bossangoa, then killed and beheaded. According to available reports the murder might have been triggered by the fact that the deceased had reported a robbery by the same anti-balaka elements to the group's hierarchy on 21 July 2015, following which the perpetrators had been punished. At the moment of writing no judicial action had been taken.²⁵¹

²⁴⁸ As per practice of the Panel killings of aid workers have been counted without consideration whether targeted individuals were on duty or not. In the incidents documented in this report drivers and assistants who were carrying humanitarian aid goods have been considered as humanitarian victims since they were part of a humanitarian operation.

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ *Ibid.*

²⁵¹ Panel of Experts database, accessed on 23 October 2015; archived at UN/DPA/SCSOB.

Annex 8: Outreach and cooperation with stakeholders and organizations

1. The Chair of the Committee, Her Excellency Ms. Raimonda Murmokaitė, undertook a visit to the CAR from 25 to 28 August 2015, where she met the transitional authorities, including the Head of State, the Prime Minister and some key ministers, including those of Defence and National Security, MINUSCA senior management, members of the diplomatic community and of the civil society. The Chair also undertook a field mission to Berbérati (Mambéré-Kadéï), to visit a diamond mine site and meet with local authorities, representatives of civil society and the mining sector.
2. The Panel would like to highlight again the excellent level of cooperation with the transitional authorities of the CAR, and more particularly with the Presidency and the Defence Ministry. In addition, the Panel would like to express gratitude for the cooperation of the newly appointed permanent secretary of the Kimberley Process in the CAR.
3. The Panel receives valuable support from MINUSCA, which provided logistics (air and road transportation) and security, including armed escorts and armoured vehicles when required. The Panel had also an excellent cooperation with Sangaris, EUMAM, and the AU/RTF, the last of which also provided valuable information and logistical support in its area of operations. In general, the Panel has continued to develop and maintain effective cooperation with a large range of international actors, companies, individuals and organisations.
4. The Panel transmitted a total of 77 official correspondences to States, organisations and private entities, and has received 31 replies to date that provided the information requested, while 21 requests are still pending. See the table below for more details:

Country/ Other Entity	Number of letters sent	Requested information fully supplied	Information partially supplied	No answer/ Information not supplied	Pending *
Angola	2	2			
Asky Airlines cc PM Togo	2	2			
ARMSCOR	1				1
AZUR	1	1			
BADICA	1	1			
BCBA	1				1
BEAC	2				2
Bénin	1				1
BIA	1	1			
BVI	1				1
BSIC	1				1
Cameroon	4		1	2	1
Cayman Islands Monetary Authority	1			1	
CBCA	2	1			1
Central African Republic	1	1			
Chad	3			2	1
China	2				2
COFREXPORT	1			1	
Dominican Republic	1			1	
Democratic Republic of the Congo	3	1		2	
Ecobank	2	2			
Ethiopia	1			1	
Ethiopian Airlines	1			1	
EUROFOR	1	1			
Eurodistribution	1				1
France	1				1
Groupe Marck	1	1			
Guermesey	1	1			
Israel	1	1			
IWI	2	2			
Jersey	1	1			
Kenya Airways	2			1	1
Kenya	2			1	1
Luxembourg	1	1			

MagForce	1	1			
MINUSCA	2			2	
MIXJET	1	1			
Nobel Sport	1	1			
Panama	1			1	
Poland	1			1	
Reya	1	1			
Republic of Congo	1	1			
Singapore	1	1			
SODIAM	1	1			
South Africa	4	1	1		2
SUD-AZUR	1	1			
Sudan	1			1	
Switzerland	2	1			1
Tanzania	1			1	
TELCEL	1			1	
UAE	2	1			1
UBAF	1				1
Uganda	2			2	
Western Union	1	1			
TOTAL	77	32	2	22	21

* A request pending indicates that the Member State or the entity indicated in a communication to the Secretariat of the Committee that a response to the Panel's request of information is forthcoming.

Annex 9: Additional information and references

1. The previous significant escalation of violence in the CAR also took place predominantly in Bangui from 8 to 17 October 2014.
2. Confidential report, 6 October 2015; INGO confidential document compiling incidents suffered by INGOs in Bangui, 20 October 2015, archived at the United Nations Security Council Subsidiary Organs Branch, Department of Political Affairs (UN/DPA/SCSOB); OCHA, 2015, "CAR, Flash Update 8", accessed on 24 October 2015 at https://gallery.mailchimp.com/ec65ff95b00a3e0f330508b82/files/flash_update_8.pdf
3. In its Panel's 2014 interim report, the Panel described the political culture of the CAR as characterized by violence utilized as a means to access power. With very few exceptions, this culture shapes the behaviour of most of the political elite and non-state armed groups' leaders. The Panel also noted that every time the Transition Government political actors put a political offer on the table, armed groups' leaders engaged in a fierce fight for representation. This was the case with the Brazzaville and Bangui Forums and is the case with the on-going perspective of elections.
4. Despite their tight control of vast parts of the territory, in which some of them have set up parallel administrations, armed groups still consider the control of Bangui as the last stage of political domination.
5. Transitional institutions are comprised of all organs of the political transition, including: the transitional Government, the Transitional National Council (TNC) and the transitional Constitutional Court. Divergences between the Executive and the Legislative branches have sometimes been expressed publicly, exposing personal rivalries between individuals of the two organs.
6. This includes the electoral law, the draft constitution as well as the decision by the transitional Constitutional Court about the conditions for eligibility in upcoming elections.
7. This was reflected among others in the share of delegates allocated to each delegation to the Forum. The RPRC got 11 out of 25 seats assigned to the former Séléka, yet the RPRC does not represent the biggest military threat posed by the former Séléka. As a consequence, Ngaissona and Djono Ahaba were appointed as sole representatives of armed groups within the Follow-up Committee of the

Forum. This structure has since its inception on 23 May 2015 hardly been operational.

8. Armed groups considered by the government as radical are: Nourredine Adam's FPRC, Abdoulaye Miskine's FDPC, Ali Darrassa Mahamat's UPC, Al Khatim's MPC and Abakar Sabone's MLJC, and some specific factions of the anti-balaka, in particular the group of Eugène Ngaïkosset. This information is based on meetings in Bangui with government Ministers and Minister-Counsellors at the presidency between July and September 2015.
9. On 9 October 2015, a MINUSCA delegation met with Nourredine Adam in Kaga-Bandoro. Nourredine Adam reiterated his call for a third transition and explained why the country's partition should still be considered as a last resort to ensure the security of Muslims in the CAR; Confidential communication, 10 October 2015.
10. Meeting between ECCAS' envoy and Nourredine Adam happened on 14 October 2015; email communication from two confidential sources, 14 and 16 October 2015; according to media sources members of the Group of Eight discreetly met with Nourredine Adam on 14 October 2015. RFI, 2015, "En RCA, l'ex-Seleka Nouredine Adam revient dans le jeu", accessed on 25 October 2015 at <http://www.rfi.fr/afrique/20151015-rca-ex-seleka-nouredine-adam-revient-le-jeu>; and Vincent Duhem, 2015, « Nouredine Adam, le seigneur de guerre de l'ex-Séléka, est de retour en Centrafrique », Jeune Afrique, 14 October 2015, accessed on 25 October 2015 at : <http://www.jeuneafrique.com/271737/politique/centrafrique-faut-craindre-retour-seigneur-de-guerre-nouredine-adam/>
11. The information included in the table was provided to the Panel by a confidential source who was in Nairobi, during two meetings in Bangui on 20 April and 24 June 2015.

A photograph of the two delegations with President Kenyatta is included in **annex 6**.

The Panel also met with the following Nairobi participants:

- The Panel met with former President Bozizé, 'Jojo' and his lawyer in Entebbe, Uganda, on 6 June 2014; during the meeting, General Bozizé denied commanding the anti-balaka in the CAR, stating that the fact that a number of anti-balaka leaders were family-related – including his son Teddy – or close to him did not imply that he coordinated anti-balaka operations. This view was reiterated to the

Panel during meetings with Bozizé's lawyer in Paris on 30 June 2014 and 4 September 2015.

- The Panel met with Abel Balenguélé in Bangui on 5 May 2015.
- The Panel met with Azounou in Bangui on 6 July 2015.
- The Panel met with Sylvain Béorofei, Michel Bello and Adamou Ndalé in Bangui on 15 April 2015; Gobéré is a small village located between Bozoum and Bossangoa.
- The Panel met with 'Chiki Chiki' in Berbérati on 17 June 2015; he admitted being part of Mokom's organisation.

Based on its list of names of anti-balaka, the Panel considers that Rodrigue could be identified most likely as Rodrigue Yangbanga alias Yagbanga (Mokom's Secretary-General, now in Yakétché area, between Grimari and Bambari). Another three people named 'Rodrigue' are in the Panel's list: Rodrigue Bagaza, zone Commander from the *sous-préfecture* of Mala (Kémo province), Rodrigue Banafeï, zone Commander from Bossempaté and Rodrigue Feïkoumon (anti-balaka Bangui).

12. Born on 30 January 1968, Haroun Gaye presents himself as a businessman, who owns two trucks transporting commercial goods to Bangui, and as a diamond dealer, who had to flee the west following anti-balaka attacks. He has been involved directly or indirectly in most of the incidents in the PK5 neighbourhood since the beginning of the Panel's mandate on 5 December 2013.
13. Born on 4 March 1979, appointed as FPRC *Chargé de Mission Logistique* by Nourredine Adam in Kaga-Bandoro on 2 November 2015; his brother's name is Moussa. The Panel met with the Tidjani's brothers on 20 August 2014.
14. In a particular incident, Ahmadou Roufaï, Second Counselor of the Mayor of Bangui 3rd district, reported to local media that he had been beaten by Haroun Gaye during the opening ceremony of the electoral registration office on 26 June 2015, in presence of the head of MINUSCA, General Gaye, and the French Ambassador to the CAR, Charles Malinas. Radio Ndéké Luka, 2015, "Boycott du lancement officiel des opérations électorales à Bangui", 26 June 2015, accessed 28 October 2015 at <http://www.radiondekeluka.org/politique/item/22347-boycott-du-lancement-officiel-des-op%C3%A9rations-%C3%A9lectorales-%C3%A0-bangui.html>

15. Born on 11 March 1974; according to an US-based research organization, Mahamat Nour Binyamine is a resident of Philadelphia. He was in Bangui at the time of writing.
16. At the same of writing, only anti-balaka military commander 'Andjilo' is jailed at Camp de Roux, although his brother took over his group and operations in Bangui-Damara axis, as well as Bouca and Batangafo area; see below chapter II on central region for more details.
17. Didacien Blaise Kossimatchi is the former President of the *Mouvement pour l'Unité, la Paix et la Sécurité* (MUPS) which was established to mobilize youth to support Bozizé's political campaign during his regime; he also presented himself as an anti-balaka leader, together with Yvon Konaté, to foreign journalist on 11 January 2014; Xinhua, 2015, "Centrafrique: les anti-Balakas "soulagés" par la démission de Djotodia et Tiangaye", 11 January 2014, accessed on 27 October 2015 at http://french.xinhuanet.com/2014-01/11/c_133037088.htm
18. Baron Clotaire Adramane was part of the anti-balaka delegation conducted by Joachim Kokaté and Maxime Mokom during the discussions in Nairobi; Adramane has been also associated since 2003 with Kossimatchi in youth movement in support of Bozizé.
19. Several National Councilors told the Panel in August 2015 that this was an unacceptable interference in national affairs of CAR by the international community, which they suspect of favouring some presidential candidates by pressing for a refugees' vote. UNHCR estimated the number of CAR refugees scattered between Cameroon, Chad, the DRC and the Republic of Congo at about 460,000 out of which 120,000 are of voting age. A substantial amount of these refugees are said to be Muslims.
20. During the Bangui Forum, former Prime Minister Nicolas Tiangaye requested the delegates to make a recommendation allowing former members of transition governments to run for presidential and legislative elections. The call was rejected by the Forum but has sparked a debate, which only ended with the Court's decision recalling Article 106 of the Transition National Charter.
21. Among these actors are important political figures like former Prime Minister Nicolas Tiangaye but also rather electorally less relevant personalities like Joseph Bendouga and Crépin Mboli-Ngoumba, both former ministers under Djotodia.

22. The *Concertation élargie des plateformes, partis et associations politiques et personnalités politiques indépendantes* has been the most vocal advocate of a third transition and among the most virulent voices against elections and the role of international forces.

23. The Panel has often reported on the rivalry between the President of the TNC and the Executive. In official statements and media interviews the TNC President often behaved like an opposition leader whose role was to expose the government's weaknesses: see for example the statement in an interview with *Jeune Afrique* "*La transition n'a que trop duré. Elle a été menée avec inexpérience, c'est un fait*", Dorothee Thienot, 2015, « Alexandre-Ferdinand Nguendet : « La Centrafrique ne dispose même pas d'un fichier électoral! » ; *Jeune Afrique*, 10 September 2015, accessed on 26 October 2015 at : <http://www.jeuneafrique.com/mag/262343/politique/alexandre-ferdinand-nguendet-la-centrafrique-ne-dispose-meme-pas-dun-fichier-electoral/>.

24. Gervais Lakosso is a well-known figure, i.e. a singer who was appointed to the TNC as a civil-society representative. His newly-created civil-society platform, *Le temps de Béafrika*, aims to find internal solutions to the crisis in the CAR. He led a campaign last year against Chadian troops deployed in the CAR and believes that only the FACA can restore order in the country.

25. Several TNC sources told the Panel that the TNC President lobbied various TNC members to vote against the refugees' vote while he was publicly advocating for their participation in the elections. The TNC President was one of the candidates to the succession of former Transition President Michel Djotodia in January 2014.

26. The Panel has requested for the support of the Chinese authorities for the identification of type 56-2 assault rifles belonging to two particular production lots – Factory 66 lot marked with serial number "120XXXXX" (120 followed by five digits) and the Factory 313 lot marked with serial number "37XXXXX" (37 followed with five additional digits). Type 56-2 assault rifles belonging to both production lots circulate in high number in the CAR (request for 38 arms belonging to serial number 37XXXXX and 51 arms belonging to serial number 120XXXXX, even if they are not part of the authorized exports to the CAR, as documented in annexe 45 of the Panel's 2014 final report. The Panel has requested for the support of ARMSCOR (South Africa) for the identification of nine Vector R4 assault rifles - seven marked with serial number "79XXXXA1" (79 followed by 4 digits and closing with A1) and two marked with serial number "71XXXXX1" (71 followed by 5 digits and closing with 1).

27. A large amount of seized hunting ammunition in Bria was seized on 9 March 2015 and sealed in bags to be sent to the SRI in Bangui for the judicial procedure. On 6 July 2015, the Panel was informed at the SRI that the bags never arrived.
28. This analysis is shared by The Halo Trust, as mentioned on its website: The Halo Trust, 2015, "Physical Security & Stockpile Management (PSSM) is the organization of ammunition and weapons into safe and secure storage areas." Accessed on 28 October 2015 at: <http://www.halotrust.org/what-we-do/physical-security-and-stockpile-management>; and by Cédric Poitevin, 2015, « Contrôle des transferts d'armes en Afrique Subsaharienne », GRIP, 24 August 2015, accessed on 28 October 2015 at <http://www.grip.org/fr/node/1811>, and Claudio Gramizzi, 2014 « Le traçage des armes sur les lieux de conflits », Rapport du GRIP, 20 October 2014, accessed on 28 October 2015 at <http://www.grip.org/fr/node/1391>; see also recommendations "h" and "i" in paragraph 256
29. For the information on the identification, recording, tracing of weapons and arms management, see Conflict Armament Research website at <http://www.conflictarm.com/>, and the Small Arms Survey website at <http://www.smallarmssurvey.org/>
30. If the same report indicates that "several mass grave sites" were also located in the region of Bossangoa, further investigations conducted by MINUSCA from Bossangoa found out that the sites were actually traditional burying sites.
31. Rombhot's forces tax river transport on the Ubangi towards the Republic of Congo. Between Mongoumba, located at the Congolese border, and Bangui, Rombhot's elements force engine boats and dugout canoes carrying agricultural goods and passengers to come to shore to perceive taxes. His forces are also present at the port of Kolongo on the south end of the capital, where river traffic into Bangui from the south generally arrives; annex 5.4. of 2014 Panel's interim report. During the Panel's mission to Mbaiki on 30 August 2015, it was confirmed to the Panel that Rombhot forces were still active on the bank of the river.
32. According to Armed Conflict Location and Event Data Project, "two rival factions of former Séléka rebels battled for control of a customs post in Béma, 900 kilometres east of Bangui, leading residents to take refuge in the DRC",

Armed Conflict Location and Event Data Project, 2015, "Africa Data", accessed on 27 October 2015 at <http://www.acleddata.com/data/>

33. Replies received to letters 49 and 75 sent by the Panel on 31 August and 16 October 2015. The exporter reported that Galil rifles No. 2093715, 2093804, G2087182, G2087859, G2087867, G2088061, G2088680 and G2088766 were sold to the government of the Republic of Zaire (now DRC), by Israel Military Industries Ltd. (IMI), prior to 1995. Two SAR 80 rifles (serial numbers 015162 and 019651) were also traced back to the Republic of Zaire.

34. The agreement was reportedly reached on 8 April 2015; confidential military report, 17 April 2015; General 'Tarzan' and Marcellin, deputy of 'Gaétan', congratulated each other on their fruitful cooperation during a security meeting; Confidential report, 12 October 2015.

35. In Ouaka: Bambari (capital), Grimari, Ippy, Bakala, Ngakobo (SUCAF sugar factory), Kouango and Liotto; in Haute-Kotto: Bria (capital); in Basse Kotto province: Mobaye (capital) and Alindao; in Mbomou: Ouango.

36. On 25 May 2015, the Panel inspected in Bambari 40 artisanal rifles, three hunting rifles (Robust brand), 30 knives, bows and arrows, two MAT-49 submachine guns, one pistol Crosman Magnum 2200.22, eight hand grenades, one RPG round and hunting ammunition; however, MINUSCA was not able to provide contextual information on the seizure of the RPG round, which could have confirmed previous reports of anti-balaka carrying a RPG launcher in Bambari (see paragraph 171 of the Panel's 2014 final report).

37. During missions to Kouango on 16 April 2015 and from 15 to 18 May 2015, the Panel could interview several victims and witnesses as well as corroborate destruction of villages and civilian property in different areas around Kouango. **Annex 7** also reports on crimes committed by UPC deputy zone commander in Kouango, named Colonel Abdourahmane Mahamat, also known as 'Sirongo'.

38. The presence of international forces in Grimari has significantly reduced criminal activities and clashes between the two groups, but since patrols are less frequent in the south, on the road from Grimari to Liotto, criminal activity by armed groups remain high. MINUSCA has a base in Bambari and they operate in Grimari and its surroundings. MINUSCA also established a temporary base in Kouango in May 2015.

From Lakadja to Liotto, the area is controlled by UPC Colonel Ibrahim Yahya. Ibrahim Yahya is the former Séléka Zone Commander in Bambala, a few kilometres south from Liotto. He has around 40 elements under his command and his commanding officer is Colonel Mahamat Bandi, based in Kouango. Both are UPC elements. The Panel verified that attacks had been committed by UPC from January to July 2014, causing significant displacement of population and destruction and burning of villages. However, the Panel observed during its visit in mid-May 2015 that the population had started to return and there was a certain sense of stability in the area.

Due to the volatile security situation on the road from Bambari to Liotto, the Panel was unable to conduct a field mission to the area. However, the Panel received reports indicating that several targeted killings of civilians in retaliation attacks had been committed by both anti-balaka and UPC elements. Attacks in this area also involved the burning of villages and extortion of merchants.

39. Most of the victims have taken refuge in Kouango permitting the Panel to obtain the information from eyewitnesses and victims. Manda Kara has been identified by various victims and witnesses as main anti-balaka leader on that road. His base is located in the village of Pendé. Manda Kara is originally from Ngula – south of Toko-Ippy. He is the grandson of Inbandi Béyamé, chef de village of Ngula, and the other grandfather is *chef de groupe* of the zone of the same area. Manda Kara used to be a merchant, about two years ago he was contacted by the anti-balaka from the north, he went to Pousser (route Nduku) to buy arms and ammunition and recruit men, and subsequently returned to Pendé to become head of the anti-balaka. He is active in Liotto, Pendé, Gbama. Manda Kara is still fighting former Séléka, he has more or less 40 elements, but his operations are carried out by only 12 elements. Information collected during several meetings and interviews in the *sous-préfecture* of Kouango from 15 to 18 May 2015.

Due to poor road conditions, the Panel was unable to visit the route that goes from Kouango to Liotto, but on 16 and 17 May 2015, the Panel interviewed ten different displaced persons who had recently arrived to Kouango seeking refuge and security

40. The Panel also took testimonies of victims from the villages of Moalango I and II (around eight kilometres east from Bolo) who were in Bolo I and II at the time of visit of the Panel and that were also attacked by former Séléka elements at the end of November 2014.

In Bolo, witnesses reported that around 40 armed former Séléka elements under the command of Colonel Mahamat Bandi arrived in the village carrying assault rifles at around 14:00 hours on 10 November 2014. They arrived shooting in the air and at people, burned houses and looted all valuables from the villagers.

During visit to Bolo I and II on 17 May 2015, the Panel was able to interview witnesses and victims who reported that the names of the victims as Marie Issaké, Henriette Hiékato and Catherine Yasi.

Some anti-balaka elements were also killed during the attack, but the population could not tell how many anti-balaka were killed because the anti-balaka themselves collected the corpses a few hours after.

41. Attacks against civilians, killings, destruction of villages and displacement of population have been reported in the area east of Kouango by different humanitarian and human rights organisations and by the Panel in the course of 2015, according to Interviews conducted with displaced victims and witnesses in the village of Kouango on 16 and 17 May 2015 and to the Panel's Database, which include reports from UN Agencies and INGOs that have conducted at least five missions to the area in the course of 2015.

The interviews were conducted by the Panel with *chef de chefs de village* from the *commune* of Oumba and three additional victims; all interviews were conducted in Kouango on 16 and 17 May 2015. The victims are currently IDPs in Kouango. Oumba was attacked by a group of anti-balaka led by 'Maguya' and 'Samba André'. The perpetrators recognized the witnesses as originating from the same region.

According to the same witnesses, on 20 November 2014, in early hours of the morning, some 70 armed anti-balaka entered the village from three different sides, shooting in the air and forcing the population to flee to the forest. After looting the village – food, bicycles, furniture, animals and other items were stolen – they burned several houses. The Panel also obtained information from witnesses in Kouango that the village of Kanga, located east of Kouango, was attacked on 7 December 2014 by a group of former Séléka. According to the testimonies collected during Interviews conducted with displaced victims and witnesses in the village of Kouango on 16 and 17 May 2015, 14 men from the same family were executed during the attack.

42. On 20 January 2015, at 15:10 hours, on the Damara-Bouca axis, about ten kilometres north of Damara, a convoy of 15 WFP trucks was intercepted by armed anti-balaka. One of the vehicles carrying food was taken by the armed individuals and driven towards Bouca with its driver. On 21 January 2015, the truck and driver were found few kilometres away from where the incident happened by MINUSCA forces. The driver was unharmed but all the contents of the truck were robbed. On 30 January 2015, at around 13:20 hours, at PK30, armed anti-balaka elements stole a WFP truck transporting foods on its way to Damara. The anti-balaka used three motorbikes and was armed with AK-47. The anti-balaka again kidnapped the driver and headed to Bogangolo where they robbed 12 tons of food and then fled the scene. The driver was released unharmed. On 8 February 2015, on the Bangui-Damara axis, a WFP truck was stopped and ambushed by anti-balaka elements who stole 43 bags of rice. On 23 February 2015, in Damara, a convoy of WFP trucks fell in an ambush set by anti-balaka elements. The three first vehicles were re-routed to Bogangolo village before being looted. On 27 March 2015, at 08:30 hours, at PK55 of the Bangui-Damara axis, armed anti-balaka attacked a convoy of WFP trucks, of which five were looted and one shot at.

43. The responsibility of 'Tex' was confirmed by Azounou during an interview with the Panel on 6 July 2015; the information was later corroborated by a confidential source within the anti-balaka during a meeting on 28 June 2015 and an independent confidential source during a meeting on 20 June 2015.

Côme is officially "Peace Ambassador" for the anti-balaka under Mokom, and also *Chargé de Administration des Patriotes Antibalaka* and *Guide Formateur à l'analyse de Conflit et Dialogue*; Côme was in Nairobi with Mokom for the whole Nairobi forum, from December 2014 until 29 May 2015

On 31 October 2015, a confidential report from a local NGO mentioned that Captain 'Tex', former FACA, anti-balaka commander from Féré village and now in charge of the road between Damara and Bangui, threatened the *sous-Préfet* of Damara while she was traveling from Damara to Bangui.

44. On 15 May 2015, military sources observed a convoy of a dozen of vehicles, including two "technicals" (pick-up truck vehicles mounted with machine-guns), coming from Am-Dafok area to resupply (water) at 35 kilometres from Birao, leaving then towards the Chadian border. The source suspects that the convoy may belong to a Sudanese armed group unrelated to the CAR conflict.

45. MINUSCA regional command for eastern CAR is based in Bria; deployment of MINUSCA in Birao took place in May 2015.

Deployment in 2009 in eastern CAR of the Regional Task Force of the African Union (AU/RTF) to combat the LRA prevented the Séléka to establish a parallel administration in Obo and Zémio in the Haut-Mbomou province, and in Rafaï in the Mbomou province; in Nzako, AU/RTF (UPDF contingent) confronted former Séléka forces on 29 and 30 June 2014, where it does not exist as an armed group anymore; see also annex 3.1 and paragraph 152 of the Panel's 2014 final report.

46. Oumar Younouss, listed by the Committee on 20 August 2015, was reportedly killed alongside General Harouna during an airstrike on 8 October 2015. Conflicting reports mention that General Sylvain Oumar Bordas was also killed during the same attack, although unconfirmed information indicate that he was back in Kaga Bandoro.

Registered as a Brigadier General of BSS with military identification number 2013-1-1001, General Shafadine was appointed as *Sous-Chef d'Etat-major Chargé des opérations* of the FPRC during its general assemble in Kaga Bandoro on 2 November 2014.

According to a Human Rights Watch report, Zacharia Damane real name would be Moustapha Maloum; "State of Anarchy", HRW, September 2007.

General Samtchago was appointed as *Premier Sous-Chef d'Etat-major Adjoint chargé des opérations* of the FPRC during its general assemble in Kaga Bandoro on 2 November 2014.

47. Born on 6 February 1973 in N'diffa, Lambert Lissane Moukové, alias Mokové, known as Lambert, graduated in 2007 from the *Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature* (ENAM) in Bangui. He was appointed General Secretary at the Carnot *prefecture* and then *sous-préfet* of Carnot from 2011 to 2013. He was appointed chief of staff of the Djotodia's Water and Forestry Minister, Rizzigala Ramadan.
48. Moussa As-Simeh, known in the CAR as a Janjawid commander, left Bangui with a dozen of his men in October 2013 after receiving the medal of *Commandeur de l'ordre national de la reconnaissance centrafricaine* from Djotodia. See also Conflict Armament Research, 2015, available at: <http://www.conflictarm.com/wp->

[content/uploads/2015/01/nonstate_armed_groups_in_central_african_republic2.pdf](#); Akshaya Kumar, Omer Ismail, 2015; “Janjaweed Reincarnate - Sudan’s New Army of War Criminals”, The Enough Project, June 2014, available at: <http://enoughproject.org/reports/janjaweed-reincarnate-sudan%E2%80%99s-new-army-war-criminals>; International Crisis Group, 2015, “The Chaos in Darfur”, Crisis Group Africa Briefing N°110, Nairobi/Brussels, 22 April 2015 available at: <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/horn-of-africa/sudan/b110-the-chaos-in-darfur.pdf>; RFI, 2013, “Centrafrique: retour au Soudan du général Moussa Assimeh ex-Seleka”, 21 October 2013, assessed on 25 October 2015 at <http://www.rfi.fr/afrique/20131021-rca-centrafrique-general-moussa-assimeh-ex-seleka-retour-soudan/>

49. The level of taxation depends on the type of goods, size of the truck, and acquaintance between the Sudanese trader and former Séléka leadership; it can go up to FCFA 300,000 (USD 500); multiple taxation of the same truck is frequent considering the fragmentation of the former Séléka, however the Panel understands that compensation mechanisms exist in order to avoid an increase of market prices of basic goods coming from Sudan.
50. Meeting with humanitarian actors, Bria, 13 April 2015; a confidential report dated 9 March 2015 mention a serious incident on 6 March during which 10 former Séléka were killed, including 8 FPRC and 2 RPRC, while a media report from RJDH says that several former Séléka combatants were wounded at a checkpoint by a rival group led by General Yaya Scout, see, RJDH, 2015, “Une operation de désarmement tourne au drame”, 7 March 2015; accessed on 24 October 2015 at <http://centrafrique-presse.over-blog.com/2015/03/centrafrique-ndele-une-operation-de-desarmement-tourne-au-drame.html>.
51. Inspections in Bria and at Camp de Roux, Bangui, on 7, 14 and 16 April 2015. Two researchers of Conflict Armament Research inspected the armament at the same time. The seized armament was also documented by UNMAS at the Camp de Roux, Bangui.

The Panel documented four RPG-7B launchers and four 69 type launchers (PG7 pattern), four RPD-type machine guns, one 67-2 machine gun and one M80 machine gun, KPVT machine gun barrel and probable DShK machine gun barrel, six Type 56(-2) assault rifles, one AKM type assault rifle, one MPI-KM assault rifle, two Galil type assault rifles, one G3 assault rifle, three R4 Vector type assault rifles and one M16-A1 type assault rifle.

52. One group of around 50 poachers has been camping in the area of Derbissaka (Mbomou province), a small town located 100 kilometers north of Zémio (Haut-Mbomou province), since 14 March 2015, at that time the village was looted and population (2,934 inhabitants) were forcibly displaced and returned a few weeks later. AU/RTF and local authorities also reported presence of merchants selling ammunition and weapons inside the camp.

53. In February 2015, the AU/RTF seized weapons – all type 56 assault rifles – from Sudanese poachers operating in the region of Koto. The Panel notes that these weapons are similar to those seized from other armed groups operating in the CAR. In July 2015, the Chinko project discovered an arms cache in which poachers had left six weapons (no ammunition), i.e. five AK type assault rifles of various origin and one 67-2 type machine gun.

Inspection on weapons and ammunition seized incidentally by AU/RTF on Sudanese poachers since 2009, Obo, 23 April 2015. The Enough Project also inspected ammunition seized on Sudanese poachers: “Tusk Wars. Inside the LRA and the Bloody Business of Ivory”, October 2015; the researchers of the Enough Project qualify Sudanese poachers as “Janjawid”.

54. Looting and trade of diamonds by LRA have been reported over the past years, in particular in the region of Nzako and Sam Ouandja, but does not appear as systematic but more opportunistic.

55. Various origins include China, Czechoslovakia, Ethiopia, France, Germany, Iran, South Africa, Sudan, Russia, Ukraine, USSR and Uganda. Data on Sudanese ammunition was compiled by the Panel and analysed by Conflict Armament Research (CAR), in a correspondence dated 27 October 2015 which is archived at the UN.

56. On 2 July 2015, LRA elements entered Malatca village, 115 kilometres from Bria on the Yalinga axis, Haute Kotto prefecture killing eight civilians, setting houses on fire and looting property: Confidential reports. Panel’s Database, archived at the UN/DPA/SCSOB.

57. A total of 17 persons were able to escape, seven were young men (under the age of 18) who had been held by the LRA from 2012 to 2014; two young females (under the age of 18) who were captured in different incidents during 2015, and eight were male adults. Seven of these young adults defected in Obo and according to the information obtained by the Panel they had been in recent contact

with Joseph Kony. The Panel also documented 10 incidents where civilians were able to escape from LRA groups following capture and three instances where LRA combatants defected. Two cases of sexual violence against children were also reportedly committed by LRA elements in the CAR during 2015.

58. The FACA contingent based in Obo and Bambouti, at the border post between the CAR and South Sudan, reported this incident which happened on 12 January 2015 in a village located 15 kilometres in the CAR territory. 30 out of the 70 heads of cattle stolen during the raid were recovered following the intervention of a joint UPDF/FACA patrol.
59. The same annex contains a letter from the Director General of the Division of Mines that the Panel received in response to an earlier request for information to BADICA on 8 September 2014, which BADICA's legal representative regards as exonerating evidence in his counter report of 11 March 2015. The Panel considered the letter an attempt to exonerate the mining administration from being considered as the government source of incriminating information mentioned in the Panel's request for information
60. The case was wrongly reported in the media as an attempt to smuggle 152 kilograms of diamond out of the country. See Davy kpenouwen, 2014, "RCA: Importante saisie des diamants de la société Sodiam a Bangui-Mpoko", Alwihdainfo, 9 November 2015, accessed on 23 October 2015 at http://www.alwihdainfo.com/rca-importante-saisie-des-diamants-de-la-societe-sodiam-a-bangui-mpoko_a13523.html
61. The Panel has sent three official correspondences to the Chadian mission in New York, in relation to the Human Rights and security situation in the border with CAR; furthermore, during the official mission conducted by the Panel in Chad in December 2014, this matter was closely followed up and addressed; the topic has been also addressed during all the bilateral meetings organized by the Secretariat in New York between the Panel and representatives of the Chadian mission to the United Nations. The reference of the Panel's correspondences and subject matter are as follows: (1) **S/AC.55/2014/PE/OC.27 dated 3 June 2014**: the Panel informed Chad of the mandate of the Panel and requested a visit to Chad from 18 to 25 June 2014, and requested information from the Chadian government concerning armed groups operating along the CAR/Chadian border. (2) **S/AC.55/2014/PE/OC.30 dated 5 June 2014**: the Panel informed Chad that in the context of its investigations, the Panel had come across information that arms sold to Chad were found in CAR, and requested information on some of the arms

from Chad in CAR. (3) S/AC.55/2015/PE/OC.77 dated 16 October 2015: the Panel requested information on armed groups from CAR entering illegally into Chadian territory to commit criminal acts, and further requested information concerning Chadian security forces activities in CAR to conduct retaliatory attacks.

62. The *Armée Populaire pour la Restauration de la République et la Démocratie* (APRD) of Démafouth signed a DDR agreement with the CAR government of Bozizé on 9 May 2007 and benefited from significant international funding through UNDP for its demobilization. Nevertheless, the backbone of Armel Sayo's group, *Révolution et Justice*, is composed of demobilized APRD military commanders. Information obtained indicated that Sayo inflated the number of members of RJ to 14,000 – instead of 60, as reported by the Panel in paragraph 103 of its 2014 final report – in order to benefit from DDR the same way as Démafouth did in the past. This also contradicts a document provided by RJ commander Belanga to MINUSCA in Paoua on 10 June 2015 mentioning only 172 elements.
63. Sayo's deputies within RJ, Raymond Belanga and Luther Betuban, also known as 'Colonel Luther', former APRD, Sergeant in the FACA, identified in paragraph 101 of the Panel's 2014 final report, are also still active. According to a confidential report dated 22 June 2015, Colonel Luther and his RJ elements attacked and looted the market of Kowone on 19 June 2015.
64. Armel Bedaya Sayo, alias Armel Ningatoloum Sayo, has served as the Minister of Youth and Sports of the transitional Government since 22 August 2014. He is also one of the ten signatories of the DDRR agreement signed on 11 May 2015 in his capacity as commander of *Révolution et Justice*. See also the executive summary and annex 18 of the 2014 final report; annexes 4, 4.1 and 4.2 of the 2014 interim report, and the Panel's updates to the Committee dated 28 January and 20 May 2015.
65. During meetings with the Panel in Bangui on 26 and 28 June 2015, one senior military commander of international forces in the CAR who met Al Khatim commented that he believes that Al Khatim does not have a national agenda and does not share the political views of Nourredine Adam. However, confidential reports in October 2015 mention the fact that Al Khatim might be forcibly convinced by Nourredine Adam to reintegrate the FPRC, and that he fell out with the political leadership of the movement in Bangui, Mahamat Bahar and Abel Balenguélé.

66. Including a strike force of around 90 armed men travelling on 30 motorcycles; part of this strike force was spotted by the Panel in Farazala on 30 June 2015 and 2 July 2015; a confidential military report based on aerial surveillance observed around 400 armed elements gathered on 2 June 2015 in Kabo. However, the split from the FPRC had an impact on the size of Al Khatim's force: former Al Khatim military commanders of Goula origin chose to stay with the FPRC, based on ethnical consideration, since Al Khatim is of Arab/Salamat origin.
67. The Panel observed constant presence on the road of armed elements protecting trucks – see photograph in **annex 4.6.** – and riding motorcycles, and of checkpoints manned by Al Khatim armed elements at the following locations:
- on the road from Kaga-Bandoro to Kabo: Patcho, Ouandago, Farazala, Ouaki, Zoumanga;
 - on the road from Kabo to Moyen Sido (see photograph of Sido's checkpoint in **annex 4.6.**): Petit Sido and Mbo.
68. The Mbarara community lives mostly in the Sarh and Moundoul provinces of southern Chad, from where they drive their cattle down to the CAR provinces of Ouham and Nana-Grébizi for the short transhumance, during the dry season; meeting with a Mbarara representative, Kabo, 28 May 2015; Mbarara are of Arab origin, different from Mbororo of Peuhl origin, and some of them have settled in Kabo – around 700 families and 1,000 heads of cattle – and Kaga-Bandoro, from where they also trade cattle with Bangui-based businessmen. See a photograph taken by the Panel of a Mbarara herder riding his horse and Mbarara's cattle – which is red instead of black and white for Peuhl cattle.
69. Out of the 11 *ordres de mission* collected, 9 referred to FPRC, one to UPC and one to *Forces Républicaines*. The latter is most likely used by General Baba Hissène who still considers himself as military chief of staff of the *Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix* (CPJP) and wants therefore to distinguish his forces from FPRC. Baba Hissène is also the brother of Abdoullaye Hissène, former leader of the CPJP.
70. The Panel observed and inspected checkpoints at the following locations: (1) the gendarmerie controlled by former Séléka in Mbrès; (2) Azen; (3) at the entrance of Mbrès coming from the axis towards Bambari; (4) at the entrance of Mbrès coming from the northern Mbrès-Kaga-Bandoro axis.

71. The Panel observed a vehicle operated by the UPC in the village of Gbakon Bangu on 22 August 2015; according to witnesses, the vehicle that got stuck in Sueur was also operated by UPC elements which regularly use the Mbrès-Bambari axis.
72. According to the information collected by the Panel, the anti-balaka robbed all the merchandise transported by the truck, including a box of weapons.
73. On 28 September 2015, the Panel met with the following representatives of the FPRC faction in Ndélé: (a) Abdelaziz Mahamat, Chef d'état major des armées de la terre; (b) Zararia Yaya, Conseiller militaire; (c) Abdel Kani, Adjoint Comzone; (d) Mahamat Saleh, deuxième adjoint; (e) Abdalla Zibert, Secrétaire de la région militaire; (f) Adam Nwat, Directeur de renseignement militaire; (g) Assan Assabala, Conseiller du Comzone. The Panel also visited the customs, police station, taxes, and forestry department.
74. The deputy Mayor is Madam Aziza; the *sous-préfet* of Ndélé is Tébéfra Dieu Béni Sénesta. The national government has tried to install in Ndélé 15 elements from the Water and Forestry administration as well as gendarmerie elements, yet they have been forced out by FPRC as soon as they arrived; meeting with MINUSCA human rights officer, Ndélé, 24 September 2015.
75. The Sultan declared to the Panel that important divergences exist between the FPRC and the Sultanate, including, amongst others taxes. Today, only the FPRC is levying taxes and the Sultan abstains from doing so even if he could do so theoretically. In Birao, the situation between the Sultan and former Séléka factions is also very tense.
76. On 25 August 2015, the Panel observed checkpoints at the following locations: (1) Koubou (15 km from Ndélé); (2) between Koubou and Djamassinda (20 km from Ndélé); (3) Tiri entrance (90 km from Ndélé); (4) Tiri exit (90 km from Ndélé). According to primary sources, there were additional checkpoints in (5) Gouzama; (6) Miamere; (7) Miamami; (8) Ngolongozo; and (9) Shari.
77. On 26 August, the Panel observed checkpoints at the following locations: (1) Batélé entrance (3 km from Ndélé); (2) Batélé exit (3 km from Ndélé); (3) Koundi (60 km from Ndélé); (4) Akroussoulbak (80 km from Ndélé). According to primary sources interviewed by the Panel, there were additional checkpoints in (5) Ngarba (120 km from Ndélé) and (6) Massamai Kébing.

78. According to the villagers of Birbatouma, every time a civilian crosses a checkpoint he/she has to pay between 1500 and 2000 CFA. For large vehicles, the taxes can rise up to 10 000 CFA. Meeting with villagers, Birbatouma, 25 August 2015. Interview with villagers of Birbatouma, in Birbatouma, 25 August 2015.

79. In Djamassinda, the Panel documented a 10 man strong FPRC delegation. On 25 August 2015, the armed men of Djamassinda affirmed to the Panel that they formerly belonged to the CPJP but that presently, they respond to the FPRC zone commander Soumaine Senoussi. On 25 August 2015, in Birbatouma (25 kilometres from Ndélé), the Panel documented the presence of five CPJP elements. On 25 August 2015, in Bangbali (60 kilometres from Ndélé), the Panel was informed that several young men of the village joined the FPRC/CPJP. On 26 August, the Panel was informed that in the village of Léména there was a 45-man strong FPRC delegation. In July, 30 armed men left the village in order to go to Kaga-Bandoro. On 26 August, the Panel was informed that FPRC elements of the village of Koundi left the village to go to Ndélé for a mission.

80. Meeting with the village chief of Djamassinda, Djamassinda, 25 August 2015; meeting with villagers of Birbatouma, 25 August 2015; meeting with the village chief of Bangbali, Bangbali, 25 August 2015; meetings with the two village chiefs of Manga 1 and 2, Manga 1 and 2, 25 August 2015; meeting with the village chief of Léména, Léména, 26 September 2015; meeting with villagers of Doum, Doum, 26 August 2015.

81. A March 2014 evaluation mission to the area of Moïssala estimated the number of heads of cattle at 31,000; the evaluation of the aggregated number of heads of cattle in Chad impacted by the crisis in the CAR is 1,804,901, which could represent a potential income for CAR of USD 75 million. *Diagnostic et propositions opérationnelles pour le soutien à l'élevage pastoral perturbé par la crise centrafricaine*, Mission d'étude au Logone Orientale, Mandoul/Moyen Chari du 04 au 14 mars 2014, Plateforme des Acteurs du Développement Pastoral au Tchad.

82. During its missions in the Ndélé and Kaga-Bandoro-Mbrès axis, the Panel inspected six AKM type rifles, two MAT 49 assault rifle, one MAS 36 rifle, two Vector R4 assault rifle, one M70 AB2 assault rifle, four type 56 assault rifle, three type 56-2 assault rifles, one AMD 65M assault rifle, four unidentified AK-47 type assault rifles, one RPG-7B launcher, and nine hunting rifles. The Panel also inspected remnants of a rocket-propelled grenade (RPG), two RPG rounds, fifty-

two rounds of hunting ammunition manufactured by the company MACC, and little amounts of ammunition of calibers 7.62x54mm, 7.5X54 mm, 14.7 mm and 9 mm.

83. During both visits the Panel saw the same FPRC armed element carrying the same Vector R4 assault rifle on different axes, first in Mbrès area in August 19 2015 and after in Ndélé area in September 28 2015. Demonstrating that weapons are assigned to a specific member of an armed group.

84. During a mission conducted on 21 and 22 June 2015, the Panel was able to collect testimonies of victims, witnesses and communities in the above-mentioned villages; moreover, the Panel has been monitoring UN and INGO reports on the situation of the area since 5 December 2013 until the time of writing, and included them in the database of the Panel.

85. The Panel visited the border post of Békoninga twice, on 23 June 2014 and 22 June 2015. Forces at the border are from the *Direction de la Surveillance du Territoire* (DST – Police), *Armée Nationale Tchadienne*, *Gendarmerie*, and *Garde Nationale et Nomade du Tchad*. During the second visit to the border post on 22 June 2015, the DST Police Commissioner of Goré, Madjiademngar N’Gamjadjibe, who illegally detained two Experts of the Panel on 23 June 2014, was still present, despite claims to the Panel by officials in N’Djamena on 3 December 2014 that he had been disciplined and discharged from his position after the incident.

86. A confidential report dated 4 May 2015 on the attack of 2 May 2015 on Bembéré indicated that remnants of a rocket-propelled grenade (RPG) fired by the perpetrators of the attack were found on the location of the impact. According to information obtained by the Panel, there is currently no armed group in this area in possession of this kind of weaponry other than Chadian security and armed forces.

87. A confidential report from 27 May 2015 indicates that a MINUSCA fact finding mission to the village of Békayé established that the village was already attacked on 19 May 2015, when 30 heads of cattle and FCFA 450,000 (USD 745) were stolen, and two houses burnt. The team also found fired cartridges on the ground.

88. According to an RJ member Interviewed by the Panel in Markounda on 11 April 2015, who took part in the fighting, one Chadian soldier was killed and a pullover marked with Chadian army “ANT” insigne was recovered.

89. The amount paid – between FCFA 5,000 to 100,000 (USD 8 to 165) – depends on the type and social category of the refugee (trader, farmer, housewife, children, etc.), on the crossing point (river, bridge, etc.), and time of the day (day crossing being more expensive than night crossing, which is more dangerous).
90. The Panel collected one specific testimony from an individual whose sister and nephew were both killed by shotgun while trying to cross the border after having made illegal payments to a border Chadian official in Sido, Chad; during interviews conducted by the Panel in Moyen Sido, witnesses and relatives of victims have also mentioned cases where civilians who made illegal payments to Chadian officials were either killed, wounded or detained while crossing the border.
91. The Panel conducted a mission to Bouar to inspect 16 arms reportedly returned by 16 FACA soldiers active in the national instruction centre in Bouar, where between 30 and 50 FACA elements are on duty, out of the total of 340 FACA officially registered. The Panel was able to physically inspect only four weapons. The other arms were reportedly being used by FACA recently deployed in three communities north-west of Bouar.
92. The trading companies in UAE, Reya Diam and Ditrex Diamonds, which had shipped confiscated parcels to Kardiam provided the Panel with details regarding the origin of shipments. Ditrex declared not to have any indication to believe that Congolese shipments had not originated in DRC, adding a letter with corresponding message from Afrogem, one of the supplying exporting companies in DRC.
93. Apart from Adamas-Swiss the buying houses Sud Azur (5421.60 grams purchased in Bangui) and Sodiam (2121.45 grams purchased in Bangui and Berbérati) and the national union of mining cooperatives (520 grams from Yaloké and 654 grams from Bangandou) exported gold during the last half of 2014 and until September 2015, according to data provided by the Ministry of Mines and Geology in October 2015, archived at the UN/DPA/SCSOB. The Panel did not receive information about the destination of exports and has not inspected the respective mines of origin.